

LA  
**PHILOSOPHIE POSITIVE**



**REVUE**

DIRIGÉE PAR

**É. LITTRÉ & G. WYROUBOFF**

---

**DEUXIÈME SÉRIE**

**TOME XXIII**

**JUILLET A DÉCEMBRE 1879**

---

**DOUZIÈME ANNÉE**

**PARIS**

**AU BUREAU DE LA PHILOSOPHIE POSITIVE**

**16, RUE DE SELNE.**

(C)

---

VERMAYELLES. — IMP. CERP ET FILS, 59, RUE DEPLESSIS.

---

VERMAYELLES. — IMP. CERP ET FILS, 59, RUE DEPLESSIS.



# DEUX MESURES OPPORTUNES

MÉMOIRE PRÉSENTÉ A M. JULES FERRY

MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

On y veut réunir ce qu'on sépare ailleurs.  
(MOLIÈRE.)

Monsieur le Ministre,

Certaines idées — ce sont presque toujours les plus utiles — semblent avoir le privilège des commencements laborieux. Introduites par les hommes supérieurs qui ouvrent l'avenir, longtemps entravées par l'hostilité ou les hésitations de ceux dont elles froissent les intérêts ou les préjugés, existant seulement en puissance, elles parviennent difficilement, et en quelque sorte par une nécessité grandissante, à toucher ceux-là mêmes à qui elles seraient le plus profitables. Toutefois, comme elles répondent à des besoins que l'avancement des choses développe, peu à peu elles rencontrent des conditions à la faveur desquelles, pénétrant l'opinion, elles la modifient, la transforment, la dominent ; et il vient un jour où chacun déplore qu'il ait fallu un temps si long pour apprendre jusqu'à quel point elles étaient accessibles, et désire à titre d'améliorations urgentes ce qu'il repoussait à titre de vues prématurées. L'honneur des hommes d'Etat est alors, non

pas de condescendre à ce sophisme en vertu duquel l'unique fonction des gouvernements serait de maintenir quand même ce qui est, mais de s'associer aux regrets et aux vœux de la raison progressive, aux regrets pour les faire cesser, aux vœux pour les satisfaire.

Conséquences naturelles du changement de méthode inauguré par Bacon, deux idées de ce genre ont traversé les phases que je viens de signaler, et aujourd'hui, Monsieur le Ministre, les mesures d'application qu'elles comportent obtiendraient certainement, tant elles sont opportunes, l'assentiment de tous les esprits cultivés et réfléchis. La première, c'est que l'enseignement des sciences devrait être complété par la considération de leur histoire, de leur développement, de leur connexion; la seconde, c'est l'inconvenance qui s'attache à l'usage caduc d'établir la morale et la politique en catégorie particulière, spéciale, c'est-à-dire indépendante de l'ensemble du savoir.

Bacon pensait, en effet, que, dans la culture des sciences, il importait beaucoup, pour ne pas s'égarer, de négliger les causes premières comme inaccessibles à nos moyens de connaître, et de s'en tenir à l'observation des faits et aux inductions légitimes qu'on en peut tirer. Cette méthode, appliquée d'abord à la recherche des lois que manifestent les actions des corps les uns sur les autres, ensuite à l'analyse des facultés de l'entendement, et enfin à l'étude des phénomènes historiques, a eu pour principal résultat de lier si intimement les sciences à la philosophie que la philosophie et les sciences forment déjà, et formeront de plus en plus, un ensemble inséparable. Cette intimité est désormais la condition impérieuse d'un avancement nouveau; et cela est compris, entendu, accepté par tous ceux, et le nombre en est grand, qui ont cessé de croire à l'efficacité des procédés théologiques.

Cela est compris, entendu, accepté; et cependant rien de préemptoire n'est venu encore attester dans nos institutions la connexion que présentent actuellement la cohésion scientifique et l'intérêt social. Serait-il téméraire d'affirmer que, si la société moderne est sujette à tant de fluctuations, si tant de mouvements contradictoires l'agitent, une grande part de ce trouble doit être attribué à l'éparpillement intellectuel au sein duquel nos générations ne s'instruisent que pour se diviser?

Remédier à cet éparpillement si dommageable, sortir de la routine, renoncer même aux expédients futilles pour aller directe-



ment au but, ce ne serait pas seulement remplir un devoir qui s'impose à tout homme d'État soucieux de l'avenir de son pays, ce serait aussi faire de la bonne politique.

Le présent Mémoire tend, Monsieur le Ministre, à démontrer l'utilité qu'il y aurait, autant pour nos intérêts intellectuels que pour l'amélioration de nos rapports sociaux :

En premier lieu, à instituer au Collège de France une chaire qui fût consacrée à l'histoire des sciences considérées dans leur ensemble ;

En second lieu, à créer, supprimant l'Académie dite des sciences morales et politiques, une section de sociologie à l'Académie des sciences.

## I.

Chaque année, le *Congrès des sociétés savantes* se réunit à la Sorbonne sous la présidence du Ministre de l'Instruction publique. Des efforts se révèlent, des prix sont distribués.

Loin de ma pensée de méconnaître la valeur particulière de la plupart des travaux présentés ou récompensés dans les différentes sections de ce congrès ; je reconnais volontiers même que quelques-uns de ces travaux ont marqué un progrès, soit en enrichissant de faits nouveaux une branche spéciale de la science, soit en rendant plus facile, à l'aide d'instruments plus ingénieux, la justification des vérités acquises. J'irai plus loin. Encourager les recherches et les missions scientifiques, rendre un hommage de publique reconnaissance aux hommes qui se dévouent à ces recherches, quelquefois ruineuses, et à ces missions, parfois périlleuses, c'est là un souci auquel nul gouvernement ne saurait se dérober sans porter atteinte à la dignité nationale. Tenir un rang parmi les nations laborieuses, est de sérieuse importance.

Mais le travail, mais le savoir, mais le dévouement lui-même ne peuvent fournir que les éléments d'une question plus haute qui intéresse mieux que la gloire de l'un ou de plusieurs des groupes humains ; et il y a lieu de se demander si ces efforts individuels, si honorables et si importants sur des points particuliers, sont de nature à doter les hommes d'un lien moral supérieur, ou

simplement équivalent, à celui qu'ils trouvaient naguère dans les croyances surnaturelles. A ce point de vue, l'inanité *du Congrès des sociétés savantes* a été, est et restera, j'ose le dire, des plus complètes.

Pourquoi ?

Parce que la vraie cohésion, celle qui sera effective et durable, ne peut se produire, ne se produira et, par conséquent, n'établira son empire que lorsque les notions réelles qui émanent de chaque branche du savoir auront pris possession des esprits. Or, c'est cet ensemble qu'il importe de préciser, d'enseigner, de rendre accessible à tous, d'ériger en patrimoine commun. Voilà ce que le *Congrès des sociétés savantes*, se perdant dans le détail, inhabile, pour ne pas dire réfractaire, à toute coordination, se fragmentant comme à plaisir, confus, contradictoire, ne peut pas même entrevoir ; voilà ce dont l'histoire des sciences considérées dans leur unité signifierait l'avènement, ayant cette double action, d'une part de rehausser et de vivifier l'enseignement supérieur, d'une autre part de fournir aux intelligences, et par une suite nécessaire aux sentiments, le point de ralliement qui leur manque.

Ce n'est pas d'aujourd'hui — quoique aujourd'hui il y ait urgence — que la création d'un enseignement philosophique des sciences est signalée comme le pas décisif à faire pour donner une assise ferme à la reconstitution des idées et des mœurs. Notre dix-huitième siècle en avait deviné l'utilité et l'à-propos. D'Alembert écrit dans le *Discours préliminaire de l'Encyclopédie* : « Le premier » pas que nous ayons à faire est d'examiner, qu'on me permette » ce terme, la généalogie et la filiation de nos connaissances, les » causes qui ont dû les faire naître, et les caractères qui les dis- » tinguent ». Il faut ajouter, *et les rapports qui les unissent* ; mais ces rapports, qui sont la philosophie scientifique elle-même, les penseurs du dix-huitième siècle ne les connaissaient pas.

Il était réservé au regard pénétrant d'Auguste Comte de les apercevoir. Aussi bien est-ce lui qui, le premier en 1833, indiqua nettement l'idée et en demanda la réalisation à M. Guizot, alors ministre de l'instruction publique. M. Guizot, dont l'esprit n'était pas ouvert à l'influence philosophique des sciences, refusa. Comte répondit à ce refus par une *Note* que publia le *National*, note dans laquelle je relève ce passage :

« Il existe à Paris seulement, tant au Collège de France qu'à la Sorbonne, quatre chaires consacrées à l'histoire de ce que l'on

- » appelle officiellement la *philosophie*, c'est-à-dire exclusivement
- » destinées à l'étude minutieuse des rêveries et des aberrations de
- » l'homme pendant la suite des siècles, tandis qu'il n'y a pas en
- » France, ni même en Europe, un seul cours pour expliquer la
- » formation et le progrès de nos connaissances réelles, soit quant
- » à l'ensemble de la philosophie naturelle, soit quant à aucune
- » science en particulier,

- » Un fait aussi sensible est propre à caractériser l'esprit de
- » notre système d'instruction publique, et peut donner une juste
- » mesure de la véritable portée des *hommes d'Etat* auquel un tel
- » contraste est signalé sans qu'ils y fassent aucune attention,
- » quand ils peuvent y remédier avec tant de facilité. »

En 1846, Auguste Comte renouvela sa tentative auprès de M. de Salvandi, sans toutefois, écrivait-il à Stuart Mill, « espérer sérieusement le succès ». Et, en effet, cette seconde tentative échoua comme la première.

Deux ans après, une révolution éclata, et M. Littré, croyant le moment favorable, publia un article où il faisait valoir l'importance de la chaire sollicitée. Après avoir exposé la classification des sciences, il écrivait :

- « La science étant devenue *une* par une admirable classification
- » se transforme en philosophie. Un système philosophique, c'est-
- » à-dire un ensemble d'idées auquel tout soit rapporté est indis-
- » pensable, tellement indispensable, qu'en l'absence du véritable,
- » qui était encore dans l'ombre d'un lointain avenir, les hommes
- » s'en sont créé qui étaient hypothétiques, mais non arbitraires,
- » transitoires, mais conformes à l'état intellectuel du moment. Ces
- » systèmes furent la théologie et la métaphysique. Ils sont sous
- » nos yeux en lutte avec la science ; et si le désordre et la diver-
- » gence sont aujourd'hui portés au plus haut point dans les
- » esprits, cela tient justement à cet interrègne philosophique où,
- » la théologie et la métaphysique perdant leur crédit, la science
- » positive n'a pas conquis le sien.

- » Et jamais elle ne le conquerrait, si elle devait rester indéfini-
- » ment dans l'état où elle est présentement. Un vieux respect,
- » entretenu par le souvenir des immenses services que la science
- » a rendus à la révolution des idées, et par les prodigieuses res-
- » sources qu'elle apporte à l'industrie, empêche de la juger avec
- » sévérité, et cependant elle mérite un jugement sévère. Formée de
- » sciences particulières, qui sont nées l'une après l'autre, n'ayant

» aucune conscience de son unité, c'est là surtout que règnent l'es-  
 » prit dispersif et le désordre intellectuel. Chacun prend ce qu'on  
 » appelle une spécialité, et la poursuit sans aucun souci de ce qui  
 » se fait à côté. L'instruction scientifique est tellement au-dessous  
 » de ce qu'elle devrait être, que, dans le corps le plus éminent, l'A-  
 » cadémie des sciences, il y a réellement plusieurs académies dis-  
 » tinctes, étrangères l'une à l'autre, et qui ne peuvent rien en-  
 » tendre à leurs travaux respectifs. » Et il ajoutait, marquant le  
 caractère du cours historique des sciences coordonnées, que, dans  
 cette histoire, apparaîtrait la corrélation intime du développement  
 de l'humanité avec celui de la science, en même temps que se  
 préciserait la définition du mot progrès.

Mais M. Littré ne se contenta pas d'écrire un article. Il alla  
 trouver le nouveau ministre, M. de Vaulabelle, et le sollicita ins-  
 tamment de fonder la chaire. Rien ne put être obtenu ; et la con-  
 versation fut rompue sur cette remarque de l'illustre érudit « qu'il  
 » était bien regrettable qu'il fût si facile de faire de mauvaises  
 » créations, et si difficile d'en faire de bonnes ».

Bien des événements se sont passés depuis l'insuccès de ces  
 premières tentatives ; et, quoique la science positive ait conquis le  
 crédit qu'elle n'avait pas encore, la révolution n'a pu être fermée  
 parce que l'évolution, c'est-à-dire l'appropriation pacifique et ré-  
 gulière des notions scientifiques qui ont renouvelé l'esprit humain,  
 n'a pas été ouverte. Et, faute d'un point d'appui, nous avons eu la  
 république de 1848 qui, ne sachant être autre chose que théolo-  
 gique, faisant bénir ses symboles par les pires ennemis de la so-  
 ciété civile, rétablissant le pape à Rome, s'épuisant en de vaines  
 critiques de l'état social dont les réformateurs ne connaissaient ni  
 la véritable origine, ni l'histoire exacte, ni les conditions im-  
 muables, d'imprudence en imprudence, sans cesse agitée, consti-  
 tuant et légiférant au sens inverse de sa sécurité et des possibilités  
 de sa prise de possession, se trouva sans force quand l'homme  
 du 2 Décembre porta sur elle une main sanglante. Et nous avons  
 eu l'Empire, à la fois sceptique et clérical, reprenant les misé-  
 rables traditions du despotisme césarien, toujours prêt à mal faire,  
 n'ayant de souci que sa conservation personnelle, développant  
 outre mesure les forces secondaires de la nation, appelant le  
 peuple aux jouissances malsaines, spéculant sur l'heure actuelle,  
 allant à l'aventure conduit par un aventurier, sans idées, sans  
 politique, sans prévoyance, qui, en fin de compte, disparut lais-

sant derrière lui un cortège de désastres. Et nous avons eu la Commune, aussi maladroite dans ses violences révolutionnaires et anti-théologiques que les réacteurs les plus déterminés. Et nous avons une troisième république qui en est à considérer, avec raison, certaines lois de Charles X comme un progrès sur ce qui s'est fait depuis lui. Est-ce assez clair?

Rallier les esprits est donc un point capital qui exige des mesures précises; et, à ce point de vue, les compagnies savantes libres ne présentent qu'un expédient, bon, tout au plus, à vulgariser le goût du savoir. Il est, Monsieur le Ministre, un moyen bien simple de vous en assurer. Examinez avec réflexion la masse des Rapports qui, annuellement, ont été lus sous les voûtes solennelles de la Sorbonne : quelle absence de méthode ! que de notions vagues et arbitraires ! que d'érudition perdue ! que de labeurs sans portée ! Des travaux diffus, des faits incohérents, des vues isolées, des satisfactions individuelles, est-ce là ce qui peut servir d'aliment à l'éducation scientifique ? Est-ce là ce qui peut servir de base à la régénération morale ? Il serait puéril de ne pas l'avouer, le mal s'accroît ; le mal, c'est-à-dire l'éparpillement du savoir et, par suite, l'énervement des forces dont il arme les esprits émancipés.

Et cependant, au grave moment où nous sommes, quand les adversaires de la pensée moderne reconstituent leurs moyens d'action et affichent hautement la prétention de refaire l'accord ancien sur les doctrines épuisées, il est temps, si nous voulons transmettre à nos successeurs une moralité plus élevée que celle que nous avons reçue, il est temps de songer à faire l'accord nouveau sur les doctrines vivantes. Comment ? « Comme c'est la science positive, dit excellemment M. Littré, qui, seule, peut désormais fournir la philosophie sociale destinée à réformer les idées, et, par les idées, les institutions, il importe de mettre la science au niveau de la haute fonction qui lui échoit. »

Ce rapide historique d'une chaire qui n'existe pas, les fortes paroles des hommes considérables qui en ont réclamé la création, l'insuffisance de l'expédient introduit sous le nom de *Congrès des sociétés savantes*, suffisent, à mon sens, pour démontrer qu'un ministre républicain pourrait, sans être accusé de céder à un entraînement irréfléchi, accorder ce que MM. Guizot, de Salvandy et de Vaulabelle ont refusé. Je me borne donc à renouveler un vœu dont je ne m'étonne guère que leur routine de devoirs

et d'affaires, leurs vues restreintes et leur incompétence scientifique n'aient pu s'accommoder, mais auquel, Monsieur le Ministre, mieux renseigné sur les perspectives ouvertes par la pensée moderne, vous ferez sans doute un meilleur accueil.

## II.

Faire rentrer les congrégations non autorisées dans le droit commun, me paraît chose équitable. Je considère même que la liberté de l'enseignement ne saurait être acceptée sur cette base que les laïques, nouveaux venus puisque l'émancipation civile date à peine d'un siècle, seront livrés à leurs seules ressources pour improviser la mise en conformité de l'instruction et de l'éducation avec le savoir contemporain ; tandis que les religieux, enrégimentés, dotés et organisés de longue main, conserveront les privilèges et les bénéfices à eux octroyés par les régimes en lesquels la liberté n'existait pas, pour continuer des programmes non modifiables et non modifiés, et inculquer aux jeunes générations le mépris de la société où leur activité doit s'exercer.

Mais, Monsieur le Ministre, en attendant que le droit commun soit établi, reconnu, consacré, suffit-il, pour assurer le libre essor de l'éducation nationale, de réprimer l'envahissement des congrégations illégales ? Evidemment, c'est là une mesure de bonne guerre qui, en somme, n'apporte aucune solution. Il y a des congrégations légales, même laïques, dont l'influence, volontiers je dirais la simple existence officielle, constitue un danger pour la condensation et le développement régulier de l'esprit scientifique : celle, entre autres, que Comte, dans le *National* du 8 octobre 1833, nommait déjà « la congrégation légale des métaphysiciens politiques. »

C'est de l'Académie des sciences morales et politiques qu'il s'agit.

Instituée par la Convention, supprimée par le premier Bonaparte, elle fut rétablie par M. Guizot.

Il peut paraître singulier tout d'abord qu'une création de l'immortelle Assemblée dont l'action fut si puissante sur notre renouvellement politique et social, création détruite par le rétro-

gradateur corse et reprise par le pontife de l'école doctrinaire, soit aujourd'hui réprouvée par des philosophes qui reconnaissent comme précurseurs les républicains émancipés du dernier siècle. Cela s'explique fort bien, cependant, par ce fait que c'est précisément à l'idée, juste et grande, de la Convention qu'on prétend revenir, en demandant la suppression de l'œuvre, fausse et mesquine de M. Guizot. Que voulait, en effet, la Convention ? Elle voulait, identifiant la morale et la politique aux autres sciences, proclamer le droit, jusqu'alors méconnu, que possède l'esprit humain de trouver en lui-même les lois de son histoire et de son extension. C'est là ce que Bonaparte, rééditant le passé, ne pouvait supporter. Que fit en effet M. Guizot ? Il reconstitua, isolant la morale et la politique de l'ensemble des connaissances réelles, l'indépendance des phénomènes moraux et sociaux que la philosophie du XVIII<sup>e</sup> siècle avait, sinon ramenés, du moins tenté de ramener à l'unité scientifique. Et c'est là ce que les penseurs contemporains, soucieux de l'avenir, ne sauraient accepter.

Peut-être pourriez-vous croire, Monsieur le Ministre, que cette critique de la cinquième classe de l'Institut, émane d'une façon de voir spéciale à certains systématiques. Il n'en est rien, témoin cette page due à la plume d'un écrivain qui est actuellement votre collègue à la Chambre des députés :

« L'action de l'Académie sur la masse des esprits et les progrès des sciences morales et politiques au sein de la société contemporaine *est radicalement nulle*. On l'a bien vu, en 1848, dans une occasion solennelle où les académiciens de la cinquième classe ont voulu sortir de l'enceinte où ils échangent leurs idées, pour se jeter dans la mêlée publique. En 1848, quelques mois après l'établissement de la République, au plus fort de la crise redoutable qui avait mis aux prises la nouvelle société avec l'ancienne, le général Cavaignac, chef du pouvoir exécutif, eut l'idée de demander à l'Académie « de concourir à la défense des principes sociaux attaqués par des publications de tous genres. » L'Académie entra aussitôt dans ces vues. Plusieurs de ses membres les plus célèbres se mirent à l'ouvrage et composèrent de petits écrits destinés à redresser, à leur point de vue, les esprits égarés par « de funestes théories » en exposant « les principes sur lesquels sont fondés les droits de la propriété, le bien-être des familles, la liberté des peuples, les progrès du monde. » Ces écrits divers, tous marqués au coin d'un sec et

pendant dogmatisme, forment ce que l'on appelle la collection  
 des petits *Traité de l'Académie des sciences morales et poli-*  
*tiques*. Quoiqu'ils fussent répandus à très-bas prix, ces petits  
 livres, enveloppés dans le sentiment de haine soulevé par l'im-  
 prudente réaction de cette époque, n'ont jamais été populaires.  
 Quand on les relit aujourd'hui, en dépit de certaines phrases  
 sur le bien-être et les droits du peuple, on sent que toute cette  
 philanthropie n'était qu'affectée, et ne pouvait ni éclairer ni  
 toucher les lecteurs. Nous avons vu depuis, des circonstances  
 où les principes du gouvernement libre n'ont pas été moins mé-  
 connus que les droits de l'autorité ont pu l'être à d'autres épo-  
 ques. Il eût été digne de l'*Académie des sciences morales et po-*  
*litiques* de tenter une épreuve en sens inverse, de défendre la  
 liberté méconnue et outragée par les théoriciens du despotisme  
 et de publier une série nouvelle de *Traité* qui eussent été la  
 contre-partie des premiers. L'Académie a gardé le silence. Il  
 n'entre pas dans les traditions des compagnies patronnées par  
 le pouvoir de prendre une initiative qui risque d'être déplai-  
 sante. D'ailleurs l'esprit qui règne dans la cinquième classe de  
 l'Institut s'accommode mieux de la tâche de défendre ce qui  
 existe, que de rechercher ce qui devrait être<sup>1</sup>.

Cette critique, quoique fort signifiante, est superficielle. Allons  
 au fond des choses ; et voyons pourquoi les petits livres de l'Aca-  
 démie ne pouvaient pas éclairer, mot que j'ai souligné tout exprès,  
 les lecteurs auxquels on les adressait.

Et d'abord le titre même que porte l'Académie est-il justifiable ?  
 Voici les spécialités en lesquelles son domaine est divisé : 1° Phi-  
 losophie ; 2° Morale ; 3° Législation, droit public et jurispru-  
 dence ; 4° Économie politique et statistique ; 5° Histoire générale  
 et philosophique. C'est dire par ce simple exposé que la mé-  
 thode de Bacon serait recevable seulement pour une certaine ca-  
 tégorie de la connaissance ; celle qui concerne les sciences physi-  
 ques ; et l'on s'en explique ouvertement ; « Cela peut suffire jusqu'à  
 un certain point dans les sciences physiques ; mais en philoso-  
 phie, négliger les causes, c'est négliger les êtres ; c'est, par  
 exemple dans l'étude de l'homme, faire abstraction du fond  
 même de la nature humaine, de la racine de toute réalité, du  
 moi, sujet propre de toutes les facultés qu'il s'agit de connaî-

<sup>1</sup> SPULLER, *Encyclopédie générale*, t. I, p. 91.



» tre, parce qu'il est la cause de tous les actes dont ces facultés  
 » ne sont que la généralisation<sup>1</sup>. » C'est dire encore que les  
 causes que Bacon regardait comme inaccessibles sont précisément  
 l'objet de la recherche à laquelle se livrent messieurs de la cin-  
 quième classe : ce qui est l'aveu implicite de ce fait que la méta-  
 physique offre tous les inconvénients de la théologie sans en  
 avoir les avantages, puisque, semblablement, elle crée les faits à  
 son gré, mais, contrairement, tire ses explications du raisonne-  
 ment, lequel est individuel et ne peut de ce chef former un corps  
 de doctrines commun. En théologie, on ne raisonne pas : on croit ;  
 en métaphysique, on ne croit pas, on raisonne. Or, la science ne  
 raisonne et ne croit qu'après avoir établi les faits par l'observa-  
 tion et l'expérience : elle démontre. « Il n'est plus permis, écrit  
 » M. Littré, de séparer les fonctions affectives et intellectuelles de  
 » leur substratum organique et de leurs conditions dynamiques  
 » dans l'échelle des animaux, dans l'évolution des âges et dans  
 » les phases de la santé et de la maladie<sup>2</sup>. » D'où il suit que la dé-  
 nomination de sciences appliquée d'une façon isolée à la politi-  
 que et à la morale est fautive en soi. Et alors quel intérêt y a-t-il à  
 consacrer officiellement cette inexactitude nominale ?

Le détail n'est pas plus admissible que l'ensemble. Quoi ! la  
*Philosophie*, première section, est autre chose que l'*Histoire générale et philosophique*, cinquième section ? Les gens qui s'occu-  
 pent de celle-là peuvent, sans dommage, ne pas connaître celle-ci ?  
 Quoi ! la législation, et le droit public, et l'économie politique, et  
 la jurisprudence, sont sans relation aucune avec telle ou telle  
 conception du monde extérieur ; la morale et la politique sont  
 sans rapport avec telle ou telle notion de l'homme et des sociétés ?  
 Oui ! M. Cousin l'a ainsi voulu, M. Guizot l'a ainsi établi ; et cette  
 confusion, cette incohérence, cette mentalité dispersive sont, en  
 fait, la philosophie d'Etat. Le vrai, en ces hautes matières, c'est  
 ce qui hante le *moi* d'un académicien se livrant à la contempla-  
 tion intérieure ; et comme le *moi* de chaque académicien a ses  
 opinions particulières, qui varient dans chaque rêveur, nous voilà  
 dans une sorte de tour de Babel où l'éclectisme règne en maître  
 absolu. Or, s'il y a une impossibilité montrée, démontrée et prou-  
 vée, c'est qu'un psychologue nous fasse voir des *moi* isolés de

<sup>1</sup> Préface des *Œuvres posthumes* de MAINE DE BIRAN, page 16.

<sup>2</sup> LITTRÉ, *Fragments de philosophie positive et de sociologie contemporaine*.

toute perception extérieure, des *moi* purs et simples. Voilà plus de cinquante ans, un homme justement célèbre affirmait déjà cette impossibilité devant ses collègues de l'Académie; et il disait : « Si » l'on veut éclairer la marche de la philosophie, il faut que chaque » philosophe fasse marcher de front l'observation de lui-même, » adulte, bien conformé, sain et initié aux connaissances, tel, en » un mot, qu'il est lui-même, lorsqu'il aborde ces questions, avec » l'observation de son semblable, faite depuis le germe embryon- » naire jusqu'à l'état de parfait développement. Il faut, de plus, » qu'il tienne compte de tous les états anormaux, de toutes les » mutilations innées ou accidentelles, et des différents degrés, et » des différents modes d'éducation et d'instruction de tout genre » dont est susceptible l'homme, objet principal de ses médita- » tions<sup>1</sup>. » Et depuis, que de découvertes, que de faits à l'appui, que de justifications ! Rien n'y a fait. La cinquième classe est restée étrangère au mouvement scientifique. Comment s'étonner, cela étant, de la médiocrité de ses comptes-rendus, des choix singuliers par lesquels elle se recrute, des travaux plus singuliers encore qu'elle provoque ou récompense, des paradoxes et des sophismes qu'elle couvre de son autorité, de la nullité de son action ? C'est en son sein que récemment il a été déclaré que Turgot n'était pas un homme d'État ; par rancune sans doute de ces belles paroles qui sont comme une condamnation anticipée : « Tous les âges » sont enchaînés par une suite de causes et de faits qui lient l'état » du monde à tous ceux qui l'ont précédé; les signes multipliés » du langage et de l'écriture, en donnant aux hommes le moyen » de s'assurer la possession de leurs idées et de les communiquer » aux autres, ont formé de toutes les connaissances particulières, » un trésor commun qu'une génération transmet à l'autre, ainsi » qu'un héritage toujours augmenté des découvertes de chaque » siècle; et le genre humain, considéré depuis son origine, paraît » aux yeux du philosophe un tout immense qui lui-même a, com- » me chaque individu, son enfance et ses progrès<sup>2</sup>. » Les divisions de l'*Académie des sciences morales et politiques* sont donc aussi mal faites que son assise est fragile.

Il devient facile de voir maintenant pourquoi les traités académiques n'ont pu naguère atténuer les dissensions publiques, pour-

<sup>1</sup> BROUSSEAU, *Mémoire sur l'association du physique et du moral*.

<sup>2</sup> *Discours sur les progrès successifs de l'esprit humain*.

quoi demain ils seraient impuissants à en conjurer de nouvelles : ils furent sans portée, et ils resteraient encore sans effet, parce que l'institution dont ils émanent est sans raison d'être. Tout pouvoir spirituel, pour être écouté, doit être la plus haute expression intellectuelle et morale d'une époque. Eh bien, Monsieur le Ministre, voulez-vous une dernière preuve, péremptoire selon moi, du manque de raison d'être de la congrégation métaphysique dont le général Cavaignac — je suis loin de l'en blâmer — invoqua, non sans quelque simplicité, l'intervention ? Cette preuve est tout entière en ce fait qu'on peut indifféremment ajouter ou retrancher à son domaine. Vers 1855, vous en souvient-il, le second Bonaparte, voulant récompenser certains complices de son sanglant parjure, créa pour eux une sixième section : *Politique, administration et finances*. Qu'est-ce que la morale et la politique y gagnèrent ? Il se trouva quelques courtisans de plus à l'Institut. La sixième section, depuis, a été supprimée. Qu'est-ce que la politique et la morale y perdent ? L'Institut possède quelques académiciens de moins. Voilà tout.

Je me persuade volontiers que la paix publique est aujourd'hui dans le désir de tout le monde ; et je l'espère avec d'autant plus de passion que j'ai appris de Machiavel que nul Etat n'a en soi assez de vigueur pour passer plusieurs fois par les mêmes vicissitudes et conserver son existence. Toutefois, il serait aussi léger que dangereux de s'aveugler sur le dissentiment profond qui travaille nos sociétés contemporaines, et laisse l'avenir ouvert au choc des intérêts hétérogènes. Un nouvel accord est nécessaire. Certes, il n'appartient pas aux gouvernements de décider sur quel fonds d'idées il doit se faire ; mais ils ont qualité pour étudier les possibilités d'aller de bien en mieux, et mission d'agir dans le sens historique du progrès.

Le sens historique du progrès est précisé par l'avancement particulier et la constitution définitive de chaque science ; il s'ensuit que l'accord se fera sur l'ensemble des notions scientifiques, ou qu'il ne se fera pas. Car, de revenir aux imaginations mythologiques, quelque persistantes qu'elles soient, c'est impossible pour la masse qui s'en est détachée. Or, Monsieur le Ministre, il est une science, nouvelle seulement de nom, qui, loin de repousser l'accointance de ses devancières, proclame hautement son intimité avec elles : c'est la sociologie. Elle prend l'humanité au point juste où la biologie quitte l'homme ; et c'est aux lumières de la

connaissance du monde extérieur et de celle de l'organisation animée qu'elle note, à travers les siècles, l'extension graduelle de l'esprit humain, la marche des sociétés, l'influence des générations les unes sur les autres, rassemblant et coordonnant tout ce que, précisément, la philosophie officielle dissémine et disjoint.

Et puisque — je reprends le mot du fondateur de la philosophie réelle — la congrégation légale des métaphysiciens politiques retarde l'accord au lieu de le préparer, destituez-la ;

Et puisque, fidèle à la méthode qui a mis la certitude où était la conjecture, la sociologie nous fait approcher le but, intronisez-la ;

Que si, en l'intronisant, vous jetez un coup d'œil sur l'organisation de l'Académie des sciences elle-même, il vous sera facile de voir combien elle est défectueuse. Elle est divisée en deux grandes classes, subdivisées, la première en cinq sections, la seconde en six :

1<sup>re</sup> CLASSE. *Sciences mathématiques.* 2<sup>e</sup> CLASSE. *Sciences physiques.*

Géométrie.

Mécanique.

Astronomie.

Géographie et navigation.

Physique générale.

Chimie.

Minéralogie.

Botanique.

Economie rurale et art vétérinaire.

Anatomie et zoologie.

Médecine et chirurgie.

Rien n'est plus mal conçu. La géographie, la navigation, l'économie rurale, l'art vétérinaire, la médecine et la chirurgie ne sont pas des sciences : ce sont des arts. La minéralogie ne saurait être, ce semble, séparée de la chimie. Qu'est cela ? Voici la physique qui ne fait pas partie de la classe des sciences physiques. Le passé, évidemment, a laissé là une empreinte qu'il convient d'effacer.

Et puisque, dans l'état actuel de la connaissance générale, la constitution de l'Académie des sciences consacre des erreurs qui font sourire, modifiez-la.

Vous savez où trouver une classification meilleure.

\* \* \*

On vous dira, Monsieur le Ministre, que le pacte social est purement politique; qu'un changement dans les vues est loin d'impliquer un changement dans les institutions; que l'art de gouverner n'est qu'un jeu, qu'on ajuste comme on peut aux circonstances où l'on se trouve; que l'habileté qui surseoit, atténue, pallie, vaut mieux que la vaillance qui aborde, accélère, remédie; et même, à la susuration des flatteries ingénieuses, peut-être essaiera-t-on de vous faire entendre que l'exercice de la puissance comporte, non l'application des idées qu'on professait avant de l'obtenir, mais le prolongement du système caduc que l'on critiquait. Fermez l'oreille à de telles suggestions; elles sont d'ordre inférieur. Dites-vous, au contraire, que les sociétés humaines ne prospèrent qu'à la condition, quand une rupture s'est produite qui appelle un meilleur destin, de mettre en harmonie la théorie et la pratique pour pousser toutes les forces agissantes et directrices dans un même sens; que, si les termes d'une organisation ancienne ont été renversés, c'est mal aider à l'avènement de l'ordre futur que de garder, pour le mettre à son service, toute la hiérarchie qui naguère était l'instrument de ce dont on a reconnu l'insuffisance ou le péril; que, si la tolérance a ses exigences, la vérité aussi a les siennes. Dites-vous, surtout, que la sagesse n'est pas nécessairement oisive; et que l'adage scolastique reste bon pour l'avenir comme pour le passé : *In necessariis unitas, in dubiis libertas, in omnibus caritas*. L'unité dans les choses indispensables, voilà ce qui nous manque; voilà ce qui rendrait la puissance intellectuelle et la valeur morale à nos générations qui s'étiolent dans des combats stériles et des compromis pusillanimes; voilà ce qui déciderait peut-être un de ces grands mouvements de philosophie, de littérature, d'art qui attachent à un siècle le nom de l'homme ou du progrès qui les a suscités; voilà ce qui peut, Monsieur le Ministre, marquer votre passage aux affaires si vous osez rassembler les éléments épars qui, de tous côtés, se cherchent sans se rencontrer, attendent qu'une main ferme pose la première assise de leur unité. *In necessariis unitas*. Ne serait-il pas glorieux que les hommes d'un lointain avenir, réconciliés par la science, pussent faire honneur d'un tel bienfait au siècle de la République française?

Un dernier mot.

Turgot, en dépit de ce qu'on en peut penser à l'*Académie des sciences morales et politiques*, était un grand homme d'Etat. Ainsi le juge un historien qui a répondu aux attaques dont ce ministre aussi instruit que clairvoyant, aussi progressif que prudent, se trouvait être l'objet. Et savez-vous le plus bel éloge qu'il croit pouvoir lui adresser ? « Chez Turgot, écrit-il, derrière toute idée, il y a un acte <sup>1</sup>. »

Il est temps, ce semble, de mettre un acte derrière les idées qui ont pris maturité et force.

HIP. STUPUY.

<sup>1</sup> H. MARTIN, *Histoire de France*, XVI, 341.

**Comment, dans deux situations historiques, les Sémites  
entrèrent en compétition avec les Aryens  
pour l'hégémonie du monde, et comment ils y faillirent.**

Ces deux situations sont celles où Carthage et Rome se rencontrèrent dans la Méditerranée et se disputèrent les îles de cette mer et les terres adjacentes, et celle où les Arabes, ayant atteint dans leurs conquêtes l'Afrique et l'Espagne, se heurtèrent contre les chrétiens occidentaux. Les Carthaginois étaient Sémites par Tyr, la grande marchande de l'antiquité, qui avait fondé cette colonie sur la côte africaine ; ils l'étaient par la langue, le phénicien, frère de tous les parlers sémitiques de la Syrie, de la Mésopotamie et de l'Arabie ; ils l'étaient par la religion, et les prophètes d'Israël n'auraient pas moins lancé l'anathème contre le Melcarth de Carthage que contre le Moloch de Chanaan. La langue aussi témoigne que les Arabes appartiennent à la même race d'hommes, et ils lui étaient tellement congénères, que partout leur idiome a supplanté les divers parlers sémitiques usités à Jérusalem, à Tyr, à Sidon et à Babylone.

Rien ne peut disputer aux Romains le caractère aryen ; le latin, qu'ils parlaient, en est le signe assuré. Ce n'est pas sans surprise, mais c'est avec une pleine certitude que l'érudition moderne a reconnu la parenté du latin avec le grec, de tous deux avec le persan et le sanscrit, et a rangé tous ces frères, étonnés de leur fraternité, en un même groupe.

Les chrétiens occidentaux sont les héritiers directs des Romains, et, à ce titre, ils entrent dans tous les droits de leurs au-

teurs. Mais il y a plus ; quand, à la lumière de la linguistique, on examine leurs titres, on voit qu'ils ont les leurs propres. Les Italiens, en tant que Latins, sont, cela va sans dire, aryens ; les Celtes de la Gaule et d'Albion le sont aussi ; le cellique est un dialecte de ce parler dont les peuplades se sont répandues jusqu'au fond de l'Occident. C'est aussi de l'une de ces peuplades émigrantes que la Germanie tire sa langue, et dès lors elle est dite aryenne comme les autres. Pour l'Espagne seule il y aurait lieu de contester, ce sont des Ibères qui ne tiennent aux Aryens ni par la langue ni par la race ; mais le gouvernement de Rome, par une longue possession et par une civilisation supérieure, les a fait parler latin, et, malgré la diversité primordiale, il n'est plus possible de les séparer des Italiens et des Gaulois, dont ils sont devenus frères par l'éducation.

Je n'attribue pas à la race de prépondérance dans le va-et-vient des conquêtes. Un simple coup d'œil sur les anciens empires montre qu'en effet elle n'en a pas. A l'aurore des temps historiques, les Egyptiens, peuple kouchito qui n'est ni sémite ni aryen, porte fort loin ses armes victorieuses. Des Scythes tiennent pendant des siècles sous leur domination l'Asie occidentale. Les puissantes monarchies sémites de Babylone et de Ninive prennent à leur tour le premier rang dans ce monde qui comprenait l'Egypte, la Syrie, l'Euphrate, le Tigre et l'Iran, et qui n'est pas sans une certaine analogie avec les conditions réciproques des Etats modernes de l'Europe. Puis une race aryenne, la Perse, intervient, elle pousse ses conquêtes jusqu'à l'Asie mineure et à la Méditerranée, essaye de passer en Europe par la Grèce et échoue dans sa tentative. Alexandre conduit les Grecs aryens contre le Grand-Roi, met à bas le colosse et prend son vol irrésistible vers l'Orient et jusqu'aux rivages de l'Indus. Ainsi, dans cette haute antiquité, toutes les races ont leur jour.

Bien au delà à l'Est et tout à fait en dehors des rapports et des conflits des peuples et des royaumes que je viens de rappeler, s'était formée, en des temps fort anciens, la vaste agglomération chinoise ; mais elle resta confinée dans son orbite, et n'eut aucune influence sur la marche des événements qui disloquèrent les établissements prédécesseurs de notre propre histoire pour y substituer des établissements nouveaux.

Ce fut par Rome et par Carthage que décidément le mouvement social se dirigea vers l'Occident. Le conflit de ces deux cités né-



gligea on peut dire complètement la Grèce, l'Asie, l'Égypte, l'Orient et tout ce qui jusqu'alors avait été le siège de la grande politique. Il engagea les îles de la Méditerranée, l'Espagne, la Gaule, et ouvrit ainsi à la civilisation toutes les profondeurs de l'Europe.

## I

*Carthage contre Rome.*

Il semblerait, d'après ce titre, que la cité africaine prît les devants contre la cité italienne, et résolut la première d'écarter de sa voie celle dont elle prévoyait la rivalité. Pourtant il n'en est rien, et ce fut Rome qui se lança de propos délibéré dans la longue et terrible aventure des guerres puniques. Une bande de mercenaires campaniens, qui avaient servi sous Agathocle, licenciés et regagnant leur pays, s'emparèrent par trahison de Messine, chassèrent ou tuèrent les habitants, se partagèrent les femmes et les enfants, se mirent à rançonner et à piller leurs voisins, et, attaqués par les Carthaginois et Hiéron, roi de Syracuse, offrirent aux Romains de leur livrer la ville. Ces gens se donnaient le nom de Mamertins, d'après *Mamers*, le dieu Mars. Le sénat, sans grief contre Carthage, lié par un bon office à Hiéron, qui avait aidé les Romains dans leur guerre contre les bandits de Rhegium, fort semblables aux Mamertins, hésita entre la politique honorable et la politique intéressée, et renvoya lâchement l'affaire à l'assemblée du peuple. Le peuple, lui, n'eut point de scrupules, et les Romains mirent le pied en Sicile. Après un pareil commencement, n'écoutons pas beaucoup les historiens de Rome, accusant l'injustice et la déloyauté de Carthage.

A ce moment, Carthage et Rome étaient en croissance, mais sans avoir encore atteint les proportions gigantesques de quel qu'un des empires qui avaient précédé. Carthage était une riche cité commerçante, qui avait étendu sa domination sur la côte africaine de la Méditerranée et aussi sur celle de l'Océan ; elle avait mis le pied en Espagne, tenait la Corse et la Sardaigne et disputait la Sicile aux Grecs. Rome en avait fini avec les petits peuples latins qui l'entouraient, même avec la confédération étrusque, et

elle régnait sans conteste sur toute l'Italie, sauf la Gaule cisalpine. Voilà les possessions des deux puissances que les Mamertins de Messine mettaient aux prises, et qui allaient, vaincues ou victorieuses, manquer ou gagner l'empire du monde d'alors.

A la simple inspection d'une carte, on sera peu disposé à croire qu'il en dût être ainsi. L'espace possédé par Carthage n'est qu'une longue bande maritime avec quelques îles ; celui de Rome est plus compact ; mais il ne comprend pas, tant s'en faut, toute l'Italie. C'est là, ce semble, peu de chose à l'égard, je ne dirai pas des vastes monarchies de l'antique Orient, mais même des dimensions plus modestes de quelques-uns des Etats modernes. Pourtant il est parfaitement vrai de dire que celle qui triomphera et qui fera disparaître sa rivale de l'arène des conquêtes, ne trouvera plus rien qui puisse lui résister, et la domination universelle, entendue au sens que les Romains donnaient à ce mot, lui tombera dans la main, comme un fruit mûr tombe dans la main de celui qui le cueille.

Tout est affaire d'opportunité et de circonstance. Si Carthage, victorieuse de Rome, ou Rome, victorieuse de Carthage, était venue se heurter contre la Grèce puissante, contre Philippe de Macédoine et Alexandre, nul doute que le choc n'eût été violent et que l'impulsion de la conquête ne s'y fût tout au moins annulée ; mais, au moment de l'explosion des guerres puniques, que restait-il debout dans les forces capables de défendre l'indépendance de telle ou telle portion du vaste territoire où siégeait la civilisation antique ? La Grèce ne représentait plus qu'un nom, et ce n'étaient ni le groupe de la ligue achéenne, humble successeur de Sparte et d'Athènes, ni les tristes héritiers du trône de Macédoine, qui seraient, devant un conquérant accourant d'Afrique ou d'Italie, en mesure de se sauver ni de sauver leurs voisins. La misère politique n'était pas moins profonde en ces grandes monarchies d'Égypte et d'Asie, demi-grecques et demi-barbares, qui n'avaient aucune solidité. Quand Rome vint au contact, il lui suffit, malgré les distances, de quelques légions pour leur porter des coups mortels ; et il lui fallut atteindre les rives de l'Euphrate et du Tigre pour trouver dans les Parthes ou dans les Perses des adversaires qui défendirent victorieusement leur frontière. Et l'Occident, dira-t-on, c'est-à-dire la Gaule, la Germanie, la Scythie, qu'en faites-vous ? Là sans doute étaient de grandes forces, mais elles demeuraient latentes,

sauf pour produire, à de longs intervalles, des irrutions telles que celles qui portèrent les Gaulois en Italie et dans l'Asie-Mineure, les Cimbres et les Teutons à l'encontre des Romains, et finalement firent passer le Rhin aux barbares du Nord. Alors ces populations n'étaient pas en mesure de jeter leur poids dans la balance des ambitions et des intérêts.

Ainsi Carthage et Rome avaient, si je puis ainsi parler, leurs coudées franches, et leur champ clos était assuré contre toute intervention. Tout récemment, quand la mésintelligence s'éleva entre la Russie et l'Angleterre et que l'on conçut quelques craintes de guerre entre elles, M. de Bismarck dit que ce serait le combat de l'éléphant et de la baleine. Ce propos caractéristique des deux belligérants, on peut s'en servir à l'égard de Rome et de Carthage lors du début de la première guerre punique. L'une est l'éléphant, l'autre est la baleine. Rome n'avait ni commerce, ni marine marchande ou militaire, ni marins, ni habitude de la mer, ni science de la navigation. Carthage possédait tout cela, c'était à beaucoup près la plus grande puissance navale du temps, et personne ne pouvait se comparer à elle pour le nombre des navires, pour leur bonne construction, pour l'habileté des équipages et l'expérience de la mer. Il semblait donc que chacune, restant en son domaine, Carthage maîtresse de la mer et Rome de la terre, le conflit serait surtout une affaire de longueur et d'épuisement, sans que les deux adversaires pussent se saisir corps à corps.

Une situation semblable s'était déjà présentée, quand une lutte mortelle fut suscitée entre Athènes et Lacédémone par leur rivalité. Athènes était alors ce que Carthage fut plus tard, la dominatrice de la mer, et Lacédémone était prépondérante sur la terre. Quand Périclès eut réglé le système de la guerre de la cité dont il avait la direction, rien ne ressembla plus à la lutte de l'éléphant et de la baleine que la manière de procéder des deux ennemis. Les Péloponésiens, avec une grande armée, pénétraient dans l'Attique et la ravageaient, mais ne pouvaient ni prendre Athènes par un siège ni la réduire par un blocus. A son tour, Athènes équipait ses galères et se dirigeait sur les côtes du Péloponèse qu'elles désolaient par leurs descentes ; mais les ravageurs ne se hasardaient pas dans l'intérieur du pays, et ils rentraient dans leurs navires quand le temps cessait d'être propice. La prévision de Périclès était que, si l'on s'attachait opiniâtement à ce procédé de guerre, comme Athènes gardait la

possession de la mer et l'intégrité de son commerce, elle finirait par épuiser et lasser Lacédémone. Mais Périclès mourut ; la démocratie athénienne, débarrassée de son chef, prit la direction des affaires et commit faute sur faute. Rien n'est plus incapable qu'un populaire qui gouverne lui-même et administre ; et c'est le cas d'appliquer à toute nation sage la détestation du poète latin : *Di, talem avertite pestem*. La folle expédition de Sicile brisa sans retour la puissance d'Athènes, et après Agos-Potamos un long siège la mit à la disposition des Lacédémoniens.

En devait-il être de même entre Rome et Carthage ? Non, l'histoire ne se répète pas, et un événement extraordinaire déplaça toutes les combinaisons. Rome accomplit rapidement ce que Lacédémone dans toute sa vigueur n'avait pas tenté, et elle se fit du premier coup puissance navale disputant victorieusement l'empire de la Méditerranée. Ce fut un prodigieux tour de force, mais en même temps ce fut un trait de génie. Les hommes qui avaient la direction de la politique et de la guerre comprirent, et ils virent juste, que, si, de façon ou d'autre, ils n'engageaient pas la lutte sur ce qui était considéré comme l'élément des Carthaginois, non-seulement leur adversaire leur échapperait toujours, mais encore qu'eux bloqués ou assiégés dans la terre ferme ou dans la Sicile, finiraient par rencontrer les mauvais hasards et les chances défavorables. Les Lacédémoniens ne songèrent à faire une flotte que quand la démocratie athénienne eut désorganisé le système naval organisé par Périclès. Les Romains y songèrent tout d'abord, en face de la supériorité manifeste de leur ennemi, et y réussirent.

Le temps qui précède immédiatement le nôtre a été témoin d'un duel analogue. La paix d'Amiens rompue, les Anglais se trouvèrent prépondérants sur mer, et Napoléon prépondérant sur terre. On ne manqua point de comparer la perfide Albion à Carthage, et le nouvel empire à Rome la vaillante. La combinaison de Napoléon fut ceci : réunir sur les côtes de la Manche une armée qui était alors la première du monde, tromper la vigilance des marins anglais, faire que ce qui lui restait de marins sous les ordres de Ganthaume ou de Villeneuve eût la mer libre perdant assez de temps pour prendre à bord l'armée, débarquer en Angleterre et livrer le reste à la fortune. Il fallait, pour qu'une pareille conception réussît, le concours des vents, des flots, l'action rapide et sûre d'une flotte bien médiocre sous les yeux de Nelson et de ses

marins. Aussi cette combinaison si précaire manqua par tous les côtés. Napoléon fit donc ce que les Romains auraient fait, si, mettant toutes leurs chances sur un débarquement en Afrique, ils avaient attendu la possibilité de passer de tous les hasards qui auraient pu écarter les flottes carthaginoises. Mais, dira-t-on, Napoléon ne pouvait imiter les Romains, ni créer en quelques mois une marine capable de tenir tête à la marine anglaise. Non sans doute, mais il pouvait, au lieu de projets téméraires et on doit dire impraticables, préserver son armée navale d'un Trafalgar, l'améliorer, fortifier les équipages, instruire les officiers, et créer à l'Angleterre toutes les difficultés d'une guerre de mer longue et soutenue. Il préféra se détourner sur le continent, laissant les Anglais en pleine possession de l'empire maritime. A la longue, ce que j'ai appelé tout à l'heure les mauvais hasards et les chances défavorables survinrent, son ambition sans frein y aidant.

Un auteur anglais que je consulte <sup>1</sup>, et qui lui aussi songe à Napoléon en parlant de Carthage, dit, p. 100, que le plan favori de l'implacable oppresseur de l'Europe fut mis à néant par la victoire navale de Trafalgar, exploit décisif en une guerre que les pires calomniateurs de l'Angleterre doivent reconnaître n'avoir pas été une guerre intéressée. Certes je ne suis point parmi les calomniateurs de l'Angleterre, et pourtant je ne puis accepter son désintéressement ni à ce moment (elle combattait alors pour son existence ou du moins pour le maintien de sa suprématie), ni plus tard (car elle s'adjugea de si riches dépouilles qu'il serait impossible de parler sans sourire de son abnégation). Mais ce qui est vrai, c'est qu'à mesure que l'ambition frénétique de Napoléon I<sup>er</sup> s'aggrava, l'Angleterre devint davantage l'espoir et le soutien de la cause commune des peuples et des rois ; si bien que, grâce au *génie* (c'est le mot, n'est-ce pas ?) de l'empereur, elle eut à la fois les beaux profits et le beau rôle.

Les rapprochements, malgré leur nom, écartent du sujet non moins que les digressions ; mais ils permettent sans difficulté d'y revenir. Les Romains conçurent leur guerre comme il fallait la concevoir ; le succès couronna leur ferme conception ; et ce fut par une victoire navale qu'ils mirent fin à la guerre punique si longue et si pleine de péripéties.

<sup>1</sup> R. Bosworth Smith, *Carthage and the Carthaginians*, Londres, 1878.

La seconde est remplie par la grande figure d'Annibal. Peu de personnages militaires ont accompli des opérations aussi hardies et aussi décisives. De l'Espagne, où il commande, il conçoit son plan d'invasion de l'Italie. Les Pyrénées, auxquelles il touche, ne lui sont qu'un faible obstacle. Les peuplades du Midi de la Gaule sont ou gagnées par des négociations, ou effrayées de cette grande armée qui traverse leur pays. Mais voilà les Alpes, avec leurs pentes abruptes, leurs routes mal connues, leurs sommets glacés; Annibal s'y engage, lui, ses Carthaginois, ses Espagnols et ses éléphants; enfin, après d'extrêmes périls, il triomphe des rochers, du froid, de la faim, arrive au versant et précipite ses soldats épuisés sur l'Italie. Livrer bataille est son ardent désir; mais, chose étrange, les Romains ne veulent pas moins que lui tenter la fortune des armes. Le Tésin, la Trébie, le lac de Trasimène sont témoins de leurs sanglantes défaites. Effrayés un moment, ils font sous Fabius, contre le Carthaginois, la guerre de chicane; mais bientôt l'impatience de la bataille les ressaisit, et Cannes les frappe d'un coup qui semble mortel. Dès lors ils ne se mesurent plus dans l'Italie en champ clos contre le terrible vainqueur, qui, de son côté, ne retrouve pas ses grandes journées du début de la guerre. On se dispute pendant plusieurs années le Midi de l'Italie, jusqu'à ce qu'un capitaine romain entreprenant envahisse l'Afrique et menace Carthage.

M. Bosworth Smith, plein d'une juste admiration pour le génie militaire d'Annibal, ne voit aucune faute qui lui soit imputable depuis son départ de l'Espagne jusqu'à la funeste journée de Zama. Je ne puis accepter sans restriction une telle louange. Nous ne connaissons guère ses plans et ses opérations que par ses ennemis les Romains, et cela doit rendre circonspect. Pourtant il est des faits sur lesquels on peut discuter. A-t-il agi en grand capitaine, quand, refusant de pousser à bout tout aussitôt la victoire de Cannes, il ne marcha pas sans retard sur Rome pour commencer dès lors à l'enserrer? La question a été beaucoup débattue; mais, s'il fit bien de s'abstenir, alors pourquoi plus tard, afin de dégager Capoue, tenta-t-il, en des circonstances bien moins favorables, ce que pourrait sur les Romains la vue de son armée campée au pied des remparts de Rome? Ou bien il manqua certaines chances après Cannes, ou bien il fit lors du siège de Capoue une inutile équipée.

Si les foudroyantes victoires ne le mirent pas en mesure, à

son jugement, d'entreprendre sur la ville même de Rome, elles lui procurèrent pourtant un avantage considérable, à savoir la défection de quelques-uns des alliés des Romains qui devinrent ses auxiliaires. Mais peu à peu cet avantage se perdit, il ne put sauver Capoue de l'implacable vengeance de Rome ; son long guerroisement dans l'Italie méridionale alla sans cesse en s'amoindrisant ; et, soit par sa faute, soit par celle des circonstances, il ne mit en œuvre aucune combinaison qui renouvelât ses procédés et son ascendant. Le moment vint où il fallut quitter l'Italie pour défendre Carthage contre Scipion victorieux. Le général romain voulait une bataille ; comment se fait-il que le général carthaginois l'ait voulue aussi et n'ait pas essayé contre Scipion la tactique que Fabius avait employée contre lui, Annibal ? Il semble que le jeu des deux commandants devait être opposé. Quand on considère la résistance que, dans la troisième guerre, Carthage, sans flotte, sans armée, avec ses ports livrés, opposa à l'ennemi, on est porté à croire que la grande ville, avec l'armée d'Annibal se ménageant et tenant la campagne, aurait présenté de sérieuses difficultés à la prompt conclusion que Scipion cherchait.

Mais la grande faute, la faute inexplicable est celle qui fut commise dans les opérations qui amenèrent la destruction de l'armée d'Asdrubal. Cet officier partit d'Espagne et suivit la route que son frère avait suivie dix ans auparavant, franchissant les Pyrénées, traversant le midi de la Gaule, et descendant en Italie du haut des Alpes. Une aussi considérable expédition ne peut se dissimuler ; et, en effet, les Romains se préparèrent à y faire face. Mais il semble qu'elle fut jusqu'au bout ignorée d'Annibal. Au moment même où Asdrubal, qui avait assiégé inutilement Plaisance, s'avancait vers son frère, ce frère s'éloignait, lui tournait le dos et s'enfonçait au midi dans le Brutium. Comment une pareille méprise est-elle possible ? A la vérité, des messagers envoyés par Asdrubal avaient été interceptés par les Romains. Mais, comme la jonction des deux armées carthaginoises était une opération d'une portée incalculable pour l'issue de la guerre, n'est-il pas évident que, dès qu'Annibal sut la marche de son frère, il dut toujours tendre, informé ou non, à s'élever vers le nord. Mais, dira-t-on, cette marche, il ne la connut pas, et il devait l'apprendre par les messagers interceptés. Or cela n'est pas croyable. Les Romains ne l'ignoraient pas et personne ne devait l'ignorer en Espagne, en Afrique et en Italie. Il semble donc qu'Annibal mit

une négligence impardonnable à se tenir au courant des nouvelles et à marcher peu ou prou du côté par où le secours lui arrivait. Un historien anglais des guerres puniques, le docteur Arnold, pour s'expliquer un tel manquement, a dit que la Providence complotait contre Carthage et veillait sur Rome. C'est là une explication surnatuelle qui ne peut prendre place dans l'ordre des causes secondes. Je recommande l'examen de la conduite militaire d'Annibal en ce point critique à M. le capitaine Humbert, qui publie en ce moment une histoire du grand capitaine carthaginois. Cependant, vu mes habitudes de critique en histoire, je ne puis m'empêcher de mentionner une circonstance qui est peut-être sans relation aucune avec le fait en question, mais qui n'en a pas moins quelque intérêt, ne fût-ce que comme se rapportant à la vie privée d'Annibal. Pline l'Ancien nous apprend que ce chef eut une maîtresse dans la ville de Salapia en Apulie, et que ces amours furent célèbres<sup>1</sup>. Or il se trouve que c'est justement de ce côté qu'Annibal tourne ses pas, quand il devrait les tourner vers le nord. Les grands hommes ont des faiblesses. Celle-là serait bien malheureuse si elle était réelle. Mais je le répète, c'est une coïncidence que je note, et non une imputation; car tous les détails manquent, qui pourraient lui donner quelque appui. Un point est certain, c'est que l'attachement d'Annibal pour la dame de Salapia eut de l'éclat. Sans une ligne bien sèche de Pline, nous ignorions ce trait précieux dans la vie du héros carthaginois.

L'expédition d'Asdrubal, si fâcheuse pour la prévoyance et la décision d'Annibal, donna lieu, du côté des Romains, à une des plus belles opérations dont les annales militaires gardent le souvenir. Le consul Claudius Néron, qui surveillait Annibal, se déroba de devant lui avec un corps d'élite, remonta à marches forcées l'Italie, rejoignit son collègue le consul Marcus Livius, et tous deux écrasèrent Asdrubal et son armée. Ce fut Livius qui reçut les honneurs triomphaux; mais Néron chevauchait à côté du char qui portait son collègue, et la foule n'avait de regards et d'acclamations, et avec raison, que pour l'auteur de la hardie combinaison<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Hinc Apulia Dauniorum cognomine, a duce Diomedis socero; in qua oppidum Salapia, Hannibalis meretricio amore inclutum, III, 16.

<sup>2</sup> Au début de la guerre, Annibal laissa échapper l'occasion d'une opération fort analogue. Scipion, campé non loin de la Trébie, attendait la jonction de Sempronius, qui arrivait de Sicile avec une armée. — « Pourquoi Annibal, dit M. Bosworth Smith, p. 219,



La troisième guerre punique ne fut qu'une agonie. Rome, assouvissant sa haine implacable, détruisit Carthage de fond en comble. C'était le droit de la guerre tel que les anciens l'entendaient et le pratiquaient. Un des meilleurs parmi les Romains, un des hommes les plus ouverts à de larges sentiments, Cicéron, énumérant des cités ainsi anéanties par le peuple romain, n'exprime le regret pour aucune, sauf pour Corinthe : *nollem Corinthum*, dit-il. Soit, puisque ainsi le voulaient les rivalités antiques. Mais ce qui ne peut se pardonner, et ce que l'histoire doit flétrir sans égard pour les prétentions hautaines des maîtres du monde, c'est l'astuce avec laquelle ils procédèrent, et la perfidie dont ils se souillèrent. Ils imposèrent des conditions de paix auxquelles les Carthaginois se soumirent ; puis, ces conditions exécutées, ils demandèrent en plus la remise des vaisseaux ; et, quand les malheureux eurent accompli ce sacrifice, les Romains leur signifièrent qu'ils eussent à quitter leur ville qui devait être détruite. Le désespoir s'empara de la cité, jadis reine de la mer ; elle résolut de vendre sa défaite, et engagea la suprême lutte dont l'issue ne pouvait être douteuse. Il fait beau, quand on a de pareils actes par devers soi, d'accuser la foi punique !

Maintenant que la victoire a prononcé, que l'incendie a dévoré Carthage, et que, pour me servir du langage du poète latin, la reine de l'Afrique *omnis humo fumat*<sup>1</sup>, je chercherai non pas par quelles infériorités elle a succombé, cela n'est pas de mon sujet, mais si, en vue de l'enchaînement et de l'affermissement de la civilisation, il valait mieux que les choses eussent tourné comme elles ont tourné, et si les Sémites de la côte d'Afrique eussent été d'aussi bons ouvriers que les Aryens de l'Italie pour la constitution du corps social qui devait en prendre à sa charge la destinée.

L'histoire n'est point un phénomène qu'on ait la faculté de reproduire ; la contre-expérience y est impraticable ; et nous ne pouvons remettre les parties en présence, donner la victoire aux Carthaginois et voir ce qu'il adviendrait pour le monde ancien de ce renversement. Pourtant, dans cet ordre de considérations, il est un procédé qui nous garantit contre les vaines hypothèses et les divagations sans contrôle ; c'est celui qui consiste à s'attacher attenti-

ne se jeta-t-il pas entre Scipion et Sempronius, écrasant celui-ci pendant qu'il traversait le pays plat entre Ariminum et la Trébie, si favorable à la cavalerie, reste un mystère. •

<sup>1</sup> Et omnis humo fumat neptunia Troja, *Æn.* III, 3.

vement à la résolution des problèmes sociaux telle que les événements historiques et les aptitudes des peuples directeurs le fournissent, et à demander à cette étude si le rival vaincu aurait aussi bien que le rival vainqueur satisfait aux conditions requises, qui, en définitive, furent, tout compensé, suffisamment favorables à l'évolution générale.

La première condition, j'entends la condition essentielle, était que le dominateur, quel qu'il fût, se trouvât capable d'entrer en communion avec la Grèce, de se laisser conquérir par elle et de lui apporter en retour et pour longtemps la force, la cohésion et la sécurité qui lui manquaient. Par l'entremise de la Grèce en effet s'était accompli dans le domaine intellectuel de l'humanité un événement considérable dont les conséquences devaient être infinies. L'esprit humain avait franchi le seuil qui sépare la connaissance empirique de la connaissance scientifique, et était résolument entré dans le savoir positif et abstrait. Dès lors on était passé de la civilisation ancienne à la civilisation moderne ; mais il fallait que des trésors encore précaires ne fussent pas dispersés aux quatre vents par un Alaric anticipé et plus puissant.

On a avancé que les Grecs étaient les plagiaires qui avaient tout empruntés aux peuples civilisés avant eux, l'Égypte, la Babylonie, Tyr et Ninive ; et Platon leur faisait dire par un prêtre de Memphis conversant avec Solon qu'ils n'étaient que des enfants peu informés des vieilles choses. Ces prétendus enfants fondaient la mathématique (arithmétique, géométrie et algèbre), instituaient l'astronomie géométrique, et commençaient la physique expérimentale par la grande découverte de la pesanteur spécifique des corps, sans parler de leurs travaux en médecine (Hippocrate), en anatomie (Hérophile et Érasistrate), en physiologie (Galien), même en sociologie (Aristote et sa *Politique*), tous rudiments précieux que l'avenir développera. La mathématique, l'astronomie et un fragment de physique sont les solides assises sur lesquelles les modernes élèveront l'ensemble du savoir positif et compléteront le mouvement évolutif des sociétés. Du service immortel rendu par la Grèce, il faut dire toute sorte de louanges, mais non ce que Montesquieu disait de son œuvre, *prolem sine matre creatam*. Ce ne fut pas une création sans matière préexistante. Cette matière gisait toute préparée grâce aux civilisations antiques, qui avaient établi sous forme concrète les premiers éléments du calcul pour les usages de la vie et pour le commerce, de la géométrie

pour l'arpentage, de l'astronomie pour la navigation et l'observation des années. Cet agrégat, le génie grec non-seulement en fit une science pure, une doctrine abstraite, mais encore il l'agrandit immensément et ouvrit toute grande la porte du savoir positif. C'est pourquoi ils sont des inventeurs, non des plagiaires.

Ici je ne me refuse pas à une comparaison qui, empruntée à l'embryogénie, n'est point déplacée en sociologie. On sait que le nouvel être se forme par épigénèse, c'est-à-dire que la matière qui doit constituer successivement ses organes se produit de toute pièce, sauf à recevoir du même coup le type spécifique dont l'ovule est le fidèle gardien. Ce fut par une véritable épigénèse que l'esprit humain acquit l'organe scientifique. La matière fut fournie par l'apport concret des antiques civilisations ; puis vint la vivification grecque qui lui donna sa forme typique, conformément aux lois qui régissent le développement social.

Le contact de la Grèce et de Rome fut sociologiquement décisif. L'une se montra disposée à enseigner, l'autre à s'instruire. *Græcia capta ferum victorem cepit*, a dit Horace. Cette prise alla comme de soi et n'eut pas de retours. Dès lors furent assurés les résultats intellectuels que le génie grec venait d'obtenir pour l'instruction universelle de l'humanité. Non pas que les Romains aient montré des aptitudes particulières pour la culture des sciences ; ils s'y adonnèrent médiocrement, mais ils les admirèrent beaucoup, les honorèrent et permirent à leur essor de se continuer aussi longtemps que la situation le comportait.

Je ne donnerais pas une idée complète de la fusion sociologique qui s'accomplit, si, après la science, je ne mettais en relief le côté de l'art. Dans ce domaine la Grèce avait pris un merveilleux essor. La poésie, la sculpture, la peinture, l'architecture avaient enfanté des chefs-d'œuvre immortels. Si Rome se sentit chétive et débile en présence de ce que les villes de la Grèce lui étalaient, elle se sentit pourtant en une sorte d'affinité avec le génie auteur de tant de merveilles, et le vieil Ennius abandonna le vers saturnin pour prendre l'hexamètre d'Homère. C'était un signe. Sans doute, les Romains ne purent rivaliser en tout avec leurs maîtres ; mais dans les lettres ils s'élevèrent à une grande hauteur, sous le souffle même de l'inspiration qui anime le groupe aryen.

Notez ce point, et considérez-en l'importance par contraste, je veux dire par contraste entre les Aryens et les Sémites. Lo

groupe sémitique s'est fait une grande place dans l'art ; et ce n'est pas nous les disciples ou les héritiers, comme on voudra, des Grecs qui la lui contesterons ; mainte page de la Bible en porte le gracieux ou le sublime témoignage. Mais, cela admis et reconnu, il n'en demeure pas moins certain que l'art aryen a une ampleur, une universalité, un idéal qui en font le noble et unique accompagnement de la civilisation aryenne. Tous les peuples aryens, quelque arriérés qu'ils fussent, ont fini par le recevoir et le cultiver, aucun peuple sémitique ne l'a fait sien et n'y est devenu disciple ou maître.

Là est un point qui aurait toujours manqué à Carthage, si, victorieuse de Rome, elle avait dû s'imprégner de la discipline grecque, pour, à son tour, imprimer sa discipline à tout le monde ancien.

En la conjonction sociologique qui confondit les aptitudes de la Grèce et de Rome dans l'intérêt supérieur de la civilisation, l'apport ne fut pas tout entier du côté de la Grèce ; et Rome n'y accéda pas les mains vides, je veux parler du droit romain. Grâce à l'esprit légal qui animait ce peuple et à la longue et admirable lutte entre patriciens et plébéiens, il se forma une puissante et savante doctrine qui se perfectionna par le travail séculaire d'éminents jurisconsultes et qui est devenue la base de la législation de tous les Etats de l'Europe et de l'Amérique. Carthage n'avait rien de pareil à offrir ; et, au sein de cette Grèce savante mais déchirée, ingénieuse mais mal sûre, c'était une bonne fortune inappréciable de jeter le poids d'un système aussi ferme, aussi cohérent, aussi approprié aux conditions sociales les plus diverses que le fut le droit romain.

Quel que fût le nouveau pouvoir qui conquît l'hégémonie, il importait que, laissant l'Orient qui possédait une civilisation propre et que la Grèce avait tellement démantelé, il entamât fortement l'Occident, qui renfermait tant d'inconnu en espaces et en hommes. Il n'est pas impossible que Carthage se fût acquittée de cet office. Déjà elle avait pris pied en Espagne, et de là il était tentant de passer en Gaule. Toutefois Rome, avec sa position déjà occidentale, était mieux placée qu'elle pour atteindre les pays placés au delà des Alpes et aller jusqu'à la Bretagne et à la Germanie. Peu de siècles avaient encore à s'écouler, et on allait voir combien menaçant était cet Occident pour la perpétuité de la civilisation, et combien il avait été utile que, parmi ceux de ces dangereux

barbares qui devaient mettre fin à son empire, Rome eût inculqué une soumission grossière mais réelle à son administration, à sa religion, à ses traditions.

Carthage aurait-elle rien fait de comparable à ce que l'empire universel de Rome accomplit pour le monde ? Les affirmations ne sont certes pas sûres, quand il s'agit d'un terrain tel que celui des futurs contingents. Mais les motifs de douter de l'aptitude de Carthage au grand office croissent, quand on décompose l'œuvre de Rome. Cette œuvre fit taire les antipathies nationales ; elle donna une langue et une littérature communes ; et elle prépara la voie à une religion plus haute.

Les antipathies nationales étaient infinies en une domination qui comprenait l'Orient et l'Occident, le Nord et le Midi de l'ancien monde ; elles devinrent insignifiantes sous le régime que Rome appliqua à tous ses administrés. Pline l'Ancien fut frappé de ce spectacle inouï jusqu'alors dans les annales humaines, et il l'a admirablement qualifié en l'appelant *l'immense majesté de la paix romaine*. La force et la prudence politiques n'eurent jamais meilleur emploi qu'en imposant une trêve de plusieurs siècles aux conflits nationaux. Tacite a mis dans une bien vive lumière le mécanisme et le bienfait de cet office pacificateur, quand il fait tenir par le général romain Cerialis aux Trévires et aux Lingons assemblés au moment où les Germains sollicitaient le soulèvement de la Gaule et sa rupture avec Rome, un discours dont voici le fragment essentiel pour mon objet : « Des principautés et des guerres furent toujours dans les Gaules jusqu'à l'établissement de notre pouvoir en votre pays. Du droit de la victoire nous n'avons usé que pour vous imposer les charges nécessaires à garantir la paix ; car ni la paix des nations ne peut être obtenue sans armées, ni les armées sans solde, ni la solde sans impôts. Tout le reste est commun à vous et à nous. La plupart du temps c'est vous qui commandez nos légions ; c'est vous qui régissez ces provinces et les autres. Rien n'est séparé, rien n'est fermé. L'influence salutaire des bons princes, bien qu'agissant de loin, se fait sentir également à tous ; les mauvais sévissent sur leurs entours. Supportez, comme la stérilité, les pluies excessives et les autres fléaux de la nature, le luxe ou l'avarice des gouvernants. Il y aura des vices tant qu'il y aura des hommes ; mais ces vices ne sont pas perpétuels, et l'intervention des honnêtes gens les compensent. Compteriez-vous sur plus de modération dans le gouvernement de

Tutor et de Classicus<sup>1</sup> ? ou pensez-vous que les armées nécessaires à écarter les Germains et les Bretons coûteront moins cher ? Car, les Romains une fois chassés (puissent les dieux empêcher ce malheur !), que peut-on attendre, sinon la guerre de toutes les nations entre elles ? Par la fortune et la discipline de huit cents années s'est formée cette vaste et solide charpente qui ne peut être démolie qu'en écrasant les démolisseurs<sup>2</sup>. » Carthage aurait-elle eu une fortune et surtout une discipline de huit cents années ?

La langue de Rome, en sa qualité de langue administrative et officielle, pénétra partout. Même, en plusieurs contrées, soit par des affinités comme dans une partie de l'Italie et en Sicile, soit par supériorité de civilisation, comme en Gaule et en Espagne, elle se substitua aux langues nationales. De cette façon, la littérature latine gagna une vaste étendue. A une pareille expansion, la condition linguistique et littéraire de Carthage eût opposé bien des obstacles. Les langues sémitiques sont alphabétiques, il est vrai, mais elles n'écrivent pas les voyelles. Si Carthage eût vaincu, quelle figure cet alphabet en son imperfection eût-il faite devant l'alphabet grec et les alphabets italiens ? Puis comment mettre les littératures sémitiques, si originales mais si étroites, en rapport avec l'immense développement de la littérature grecque ? Je vais forcer le contraste afin de mieux faire entendre ma pensée. Je suppose qu'au lieu de Carthage ce fût la Chine qui aurait été en conflit avec Rome, et qui l'eût emporté. La victoire eût été désastreuse pour le progrès des choses humaines. Jamais ni l'écriture qui exprime la pensée chinoise, jamais la forme littéraire que revêt cette pensée ainsi écrite n'auraient réussi à supplanter la Grèce, ni même les Sémites. Le désordre eût été grand et long, jusqu'à ce que la Chine eût tout rangé à son image, d'où une profonde rétrogradation, ou que les vaincus eussent repris le dessus après beaucoup de souffrances et à un degré moindre que celui où ils étaient avant la défaite. L'extrémité de mon hypothèse fait ressortir d'autant plus les facilités de la fusion de Rome avec la Grèce, et les avantages infinis qui en provinrent pour le bien de la civilisation générale.

De domaine en domaine nous arrivons à celui de la religion.

<sup>1</sup> C'étaient des chefs de l'insurrection.

<sup>2</sup> *Histor.*, IV, 74.

Il ne faut pas oublier que ce fut pendant la domination universelle de la Rome impériale qu'advint une révolution religieuse qu'on peut dire sans erreur la plus importante de toutes. Un petit peuple sémitique, sous l'inspiration de ses prophètes, sous la discipline de ses livres sacrés, sous la direction des interprètes ou scribes qui les lui expliquaient, avait produit un monothéisme épuré qui était plein de mépris pour des polythéismes environnants. C'est de là que partirent le christianisme et sa propagande. Je ne prétends pas dire que le Melcarh ou Moloch de Carthage eût été plus mal disposé pour Jéhovah d'Israël que le Zeus des Grecs qui persécutèrent si violemment la Judée, ou le Jupiter de Rome qui finit par détruire Jérusalem. Mais, entre la fin du conflit de Carthage et de Rome et la propagande chrétienne, il s'était écoulé près de deux siècles. Rome, au point de vue qui m'occupe, les avait employés utilement, c'est-à-dire qu'elle avait fourni un ample théâtre, non sans y prendre part elle-même, au développement des doctrines philosophiques et à la manifestation des nouveaux besoins religieux. En un terrain ainsi préparé, ce fut au christianisme de prendre ses avantages. Il n'y manqua pas. Quand Rome tomba, une religion lui succéda avec des prétentions à l'universalité encore plus grande que celle qui avait été conquise par la cité de Romulus.

M. Bosworth Smith, dans l'ouvrage que j'ai déjà cité, s'exprime ainsi, p. 45 : « Si, sous les conditions de la société ancienne et la sauvagerie qu'elle tolérait dans la guerre, une nécessité inéluctable voulait que Rome ou Carthage périclât de fond en comble, nous devons admettre, en dépit de la sympathie que l'éclat de la civilisation carthaginoise, l'héroïsme d'Hamilcar et d'Annibal et la catastrophe tragique excitent en nous, que le bien de la race humaine était intéressé à ce que le coup tombât plutôt sur Carthage que sur Rome. » J'acquiesce pleinement à ce jugement. La sociologie m'a enseigné à considérer l'œuvre scientifique de la Grèce comme un pas décisif dans le progrès intellectuel de l'humanité ; sans quoi, elle eût tourné indéfiniment sur elle-même, comme a fait la Chine par exemple. Or, cette œuvre, Rome seule était capable de lui assurer durée et transmission. Je n'obéis pas à un optimisme historique, et je reconnais que maintes fois la chance a tourné contre ce qui eût été le mieux. C'est ainsi qu'il fut malheureux que Varus se soit laissé surprendre par les Germains, et qu'Auguste n'ait pas accompli la con-

quête de la Germanie ; conquête qui était si près de son terme et qui eût épargné à l'Occident bien des souffrances, des ravages et des retards. Dans la vieille civilisation que j'ai nommée empirique pour la distinguer de la civilisation scientifique grecque ou moderne, les Sémites ont tenu une très-grande place, témoin Babylone, Sidon, Tyr, Ninive, Jérusalem, Carthage. Mais ce ne sont pas eux qui ont dépassé le niveau de la civilisation empirique. Plus tard, ces mêmes Sémites, à l'entrée de ce que nous nommons notre moyen âge, ont pris l'avance sur les chrétiens et ont semblé appelés à jouer dans cette période, le rôle que la Grèce avait joué jadis ; mais il n'en fut rien ; et eux aussi s'arrêtèrent avant d'avoir accompli l'œuvre que l'évolution de l'esprit humain exigeait. Ne semble-t-il pas que ce second insuccès soit une confirmation du jugement sociologique porté sur le premier ?

É. LITTRÉ.

*(Suite et fin au prochain numéro.)*



# FAITS PSYCHOMÉTRIQUES

Devant chaque homme, en quelque endroit qu'il se trouve, en quelque moment que ce soit, s'étend un vaste champ d'investigations curieuses dans les opérations de son propre esprit.

Personne, avant d'en avoir fait avec soin l'expérience sur soi-même, ne peut avoir une idée juste de la foule de demi-idées imperçues et d'images à peine ébauchées qui passe rapidement dans le cerveau, et de l'influence qu'elles exercent sur la partie consciente de la vie. Je vais décrire quelques-uns des résultats de mon observation personnelle sur les associations d'idées.

C'est après de nombreuses expériences partielles et incomplètes qu'un jour, me sentant disposé à l'effort mental tout particulier et tant soit peu difficile, nécessaire pour mener à bonne fin une observation prolongée, je me livrai à l'occupation suivante. Pendant une promenade d'environ un demi-kilomètre que j'avais l'habitude de faire presque journellement le long d'une des principales rues de Londres, je m'appliquai, tout en examinant scrupuleusement les objets qui frappaient mes regards, à ne pas perdre de vue les idées qu'ils évoquaient dans mon esprit. Au moment où une idée nouvelle surgissait, elle était complètement chassée, et une seconde prenait sa place. Je ne laissai jamais mon esprit s'égarer dans des chemins de traverse, mais en limitai le travail à la formation des idées naissantes évoquées par les différents objets que j'apercevais. Ces idées ne pouvaient donc être que passagères, trop passagères pour fournir à ma mémoire une

forte impression. Je ne laissai pas cependant de retenir assez de ces impressions vagues pour être étonné de la somme de travail accompli par mon cerveau. Je m'aperçus que, pendant cette courte promenade, mon esprit avait voyagé ou plutôt vagabondé à travers les expériences de ma vie entière; qu'il était entré en hôte familier dans de nombreuses localités que, certainement pendant plusieurs années, il n'avait pas visitées, aidé de la lumière d'une pleine conscience; en un mot, je conclus que le travail journalier de mon cerveau était d'une activité incomparablement plus grande, et que mes idées voyageaient sur un champ beaucoup plus vaste, que je ne l'avais conçu distinctement jusqu'à ce jour.

Mon désir fut grandement stimulé à tenter de nouvelles expériences, et, pour les recommencer, je répétai ma promenade dans des circonstances semblables. Je laissai toutefois quelques jours s'écouler, pendant lesquels je refusai résolument à mes idées de retourner à cette expérience première, pour que je pusse recommencer mes observations d'un esprit aussi frais que possible. Je refis ma promenade, fus de nouveau surpris de la quantité innombrable de pensées à demi ébauchées qui avaient surgi, et (le dirai-je ?) quelque peu humilié de voir qu'elles étaient en grande partie identiquement semblables à celles qui s'étaient présentées la première fois. Dans peu de cas, cette similarité était due à la mémoire; dans la plupart, elle était fondée sur des associations si fermement et depuis si longtemps établies que je ne pouvais que m'attendre à les voir se répéter dans mes expériences futures, quand bien même ma mémoire aurait entièrement perdu toute trace de celles que je venais de faire.

Mon but fut alors de saisir ces idées fugitives au passage, de les noter, de les analyser, et d'arriver ainsi à une connaissance distincte de leur caractère, de la fréquence de leur retour, et de toutes les informations secondaires que les expériences pourraient me fournir.

Le plan que j'adoptai était de faire paraître tout d'un coup devant mes yeux un mot imprimé, de laisser une couple d'idées se présenter successivement à mon esprit, et ensuite, par une violente révulsion intellectuelle et une soudaine contention d'esprit, de saisir ces idées avant leur évanouissement et de les noter telles qu'elles étaient au moment où je les avais surprises et maîtrisées. C'était là renouveler la tentative de Ménélas, qui dans l'*Odyssée*

essaye de retenir et fixer la forme fugitive et changeante de Protée. L'expérience peut être conduite en toute impartialité; l'esprit peut être amené à l'état de tranquillité requise; vide, mais attentif; le mot peut être révélé subitement à l'œil sans troubler cet état de l'esprit; les idées se présentent alors d'elles-mêmes, et la révulsion soudaine suit presque automatiquement. Quoique je dise que cette expérience soit possible, je dois ajouter que c'est le plus fatigant et le plus répugnant travail mental que j'aie jamais accompli. Les causes de cette fatigue et de ce dégoût sont multiples. C'est d'abord d'essayer de raviver une impression à peine sentie, et de la faire sortir de l'obscurité pour l'amener dans la pleine lumière de la conscience. L'effort est semblable à celui que nous faisons pour nous rappeler un nom qui vient de nous échapper; il semble quelquefois que le cerveau ne pourrait supporter la tension si elle était prolongée, et nous sentons un soulagement immense quand nous abandonnons la recherche et que nous prenons le parti d'attendre que le mot se décide à se représenter par une association accidentelle. Un effort nouveau et une résolution énergique sont requis, dans le cours de l'expérience, pour maintenir la forme des idées strictement la même pendant qu'on les ravive, car elles ont une tendance à se développer et à se ramifier avec force et rapidité.

Il est important, ici comme dans tous les cas semblables, de décrire en détail la manière dont les expériences sont conduites. Je me procurai un court vocabulaire manuscrit de mots choisis et l'ouvris devant moi. Je plaçai dessus un livre, de telle manière que le mot qui allait se montrer ne fût pas couvert, quoique le bord du livre me le cachât lorsque je me penchais un peu en arrière sur ma chaise. Quand je portais le corps en avant, le mot frappait mes regards. Je pris aussi mille précautions minutieuses qui ne valent pas la peine d'être dites, pour qu'aucun objet autre que le mot n'appelât mon attention et ne détournât ma pensée. Avant de commencer l'expérience, je pris une position aisée; dans ma main droite une plume posée sur mon papier, dans ma main gauche une montre marquant les quarts de seconde, que la pression du doigt mettait en marche, et qui s'arrêtait en même temps que la pression. Quand je sentis mon esprit en repos parfait, sans idée étrangère, et mon attention soutenue, je me penchai doucement en avant, et au moment où le mot frappa mon œil je pressai du doigt le ressort. Je laissai une couple d'idées se présenter, im-

médialement après arrêtai la montre, et, donnant à ce qui venait d'avoir lieu mon attention la plus rigoureuse, en pris note sur le champ. En dernier lieu, j'inscrivis à loisir le mot sur lequel je venais d'opérer et le temps qu'avait duré l'expérience.

Le nombre de mots employés dans les expériences que je vais décrire est de soixante-quinze. Mon intention était de faire mes observations sur un cent, pour plus de commodité dans mes moyennes, mais ma liste originelle se trouva réduite par plusieurs mésaventures qu'il est superflu de rappeler. J'eus donc une liste de soixante-quinze mots pour servir à mes expériences, et, dans quatre occasions différentes, à des intervalles d'un mois environ, je les passai en revue du premier au dernier comme je l'ai décrit plus haut. Je pris mes précautions pour empêcher que les expériences précédentes n'exercassent une influence notable ; ce qui ne fut pas difficile, car la méthode que je suivais consistait à décharger complètement mon esprit de tous les sujets qui l'occupaient auparavant.

J'ai à cœur que l'impartialité de ces expériences ne soit pas mise en doute, et vais pour cette raison ajouter quelques mots. On peut regarder comme impossible l'action de conserver l'esprit aussi libre et tranquille que je l'ai décrit pendant la première partie de l'expérience, quand le grand changement d'attitude qu'elle éprouve dans la seconde partie est imminent ; cela est, toutefois, très-praticable. La préoccupation de mes pensées était tout entière donnée à un travail aisé : la régulation de la durée de l'expérience. Nous avons des preuves abondantes de la facilité de cette espèce d'opération. Nous avons tous de fréquentes occasions de nous donner tout entiers à un travail ou à des pensées sérieuses ; sachant que nous n'avons peut-être que quelques minutes à y consacrer, et qu'il nous faudra les abandonner pour quelque autre occupation. Bien plus, nous nous endormons quelquefois avec l'intention de nous réveiller plus tôt ou plus tard que d'habitude, et nous n'y manquons pas. Dans le cas présent, après que deux ou trois idées s'étaient présentées successivement, je pouvais, d'une façon machinale et routinière, laisser le ressort se relever sous mon doigt, et cette action si insignifiante m'était peut-être de quelque assistance pour m'aider à éveiller ma conscience en sursaut.

Passons aux résultats. Je m'aperçus qu'après avoir découvert chaque mot il s'écoulait un certain temps avant que mon esprit

en embrassât complètement la valeur, surtout parce que la marche de l'expérience était si tranquille. Si le mot m'était apparu en lettres de feu sur un fond noir, ou si quelqu'un l'avait prononcé d'une voix abrupte, incisive, je suis sûr que cette période aurait été considérablement diminuée. De même, quand nous lisons un substantif isolé, privé de tout contexte ou d'un adjectif qualificatif, le sens en est trop général pour nous laisser former une conception rapide et appropriée de sa véritable valeur. Nous ne sommes pas rompus à cette pratique par nos lectures et nos conversations où nous avons affaire à des phrases en bloc et non à des mots séparés. De là vient cette lenteur qui est beaucoup plus grande dans les expériences que je rapporte que dans les occasions ordinaires, mais qui ne l'est guère plus que dans les promenades dont j'ai parlé.

Je remarquai que la moyenne du temps qui s'était écoulé entre la vue du mot et la formation de deux idées successives associées à ce mot était d'un peu moins de deux secondes et quart ; soit cinquante à la minute, et trois mille à l'heure. Ces idées, il ne faut pas l'oublier, ne sont pas les éléments atomiques de la pensée ; au contraire, ce sont fréquemment des vues rapides de provinces entières, d'expériences mentales et des aperçus de vastes perspectives d'associations, que nous savons nous être familières, quoique notre esprit ne s'engage à ce moment consciemment dans aucune d'elles. Réfléchissez à ce que trois mille idées pareilles impliqueraient, si toutes étaient différentes. Une autobiographie en deux volumes de cinq cents pages chacun ne pourrait les contenir, car aucune autobiographie ne contient, en général, trois successions semblables d'incidents et de sentiments en une page. Il faut donc que de nombreux retours de la même idée aient lieu ; fait que ces expériences ont mis en lumière aussi clairement que mes promenades. Elles ont, de plus, été produites sous une forme qui me permettait de les mesurer exactement.

Les soixante-quinze mots observés dans quatre différentes occasions donnent un total de 300 expériences distinctes, et ont produit l'un dans l'autre 505 idées en 660 secondes. Cependant, des cas si nombreux de retour de la même idée se sont présentés que le nombre total des idées différentes ne s'élève qu'à 279. Vingt-neuf mots donnèrent naissance à la même pensée dans chacune des quatre expériences, trente-six à la même pensée dans trois expériences sur quatre, cinquante-sept à deux mêmes pensées

sur les quatre expériences ; il n'y eut que cent soixante-sept idées qui ne se présentèrent qu'une fois. Ceci nous montre la tendance du retour des mêmes idées. C'est aussi ce que prouvent les rabâchages des vieillards ; mais, l'esprit suivant toujours les mêmes sentiers battus, aucune période de la vie n'en est complètement exempte. J'ai été frappé de ce fait dans les éditions successives, si je peux parler ainsi, des récits des explorateurs et des voyageurs dans les contrées lointaines. J'ai eu de nombreuses occasions, grâce à mes longues et intimes relations avec la Société de Géographie, de me familiariser avec ces éditions. Les lettres sont d'abord adressées par le voyageur au milieu de son voyage ; puis les journaux des colonies reproduisent ses premiers rapports publics, lorsqu'il rentre en pays civilisé ; puis, nous l'entendons raconter lui-même ses aventures, au milieu de sa conversation ; puis viennent les mémoires lus devant la Société ; puis les nombreux discours ou conférences à ce sujet, et enfin son livre. Je suis presque toujours frappé de la similarité d'expressions et d'anecdotes de ces communications diverses. (Moi-même, il y a environ vingt-cinq ans, à mon retour du sud-ouest de l'Afrique, je tombais dans des fautes semblables.) On s'attend à ce que deux ans ou plus passés en pays étranger aient rempli l'esprit du voyageur d'une inépuisable collection de pensées, d'images et de tableaux ; il n'en est rien : les souvenirs tendent à se grouper autour d'un nombre comparativement restreint de positions et d'épisodes distincts, et tout ce qui n'entre pas artistiquement dans ces divisions est peu à peu négligé et oublié. Nous ne nous rappelons que peu d'incidents de notre enfance, quoique dans notre vieillesse il nous arrive de penser fréquemment à ce peu. Qu'on essaye d'écrire sa biographie, par exemple des événements de la vie entre les âges de cinq et six ans, et l'on verra que peu de pages épuiseront les souvenirs. Qu'on rencontre, pour la première fois, après de longues années, quelque ancien camarade d'enfance, et qu'on parle ensemble de quelque événement intéressant auquel on ait pris part avec lui, et dont le souvenir est si vivant qu'on croie qu'aucun des incidents n'a pu être oublié, on verra alors, si ma propre expérience n'est pas trompeuse, que les deux interlocuteurs ont retenu des souvenirs différents du même événement, que, dans les deux cas, des personnes dont le rôle était important ont été oubliées, et que la conversation aura rappelé des faits tombés dans un oubli presque

complet. Nous nous rappelons les souvenirs des événements, ou les souvenirs des souvenirs, plutôt que les événements eux-mêmes, et l'impression originelle reçoit à chaque pas des modifications successives jusqu'à ce qu'elle se soit étrangement condensée, ou transformée.

Je divisai la partie de ces 279 idées différentes qui se prêtait à une division, en groupes distincts fondés sur la période de ma vie où l'association qui unissait l'idée au mot avait été formée pour la première fois, et trouvai qu'environ la moitié de celles qui s'étaient présentées deux, trois ou quatre fois, dataient de l'époque où j'étais encore étudiant, avant ma vingt-troisième année. La proportion de celles qui ne s'étaient pas répétées dans mes expériences se trouvait être de trois sur quatre, en comparant la période qui a précédé ma vingt-troisième année à celle qui l'a suivie : trois pour la première, quatre pour la seconde. Ces résultats montrent l'importance de l'éducation première, où l'esprit est rempli d'images variées et de pensées qui formeront la base de la moitié des pensées de la vie.

Les 279 idées différentes forment trois groupes. Celles du premier, qui est le plus nombreux, étaient caractérisées par le sentiment vague d'un rôle actif. Elles peuvent être comparées à des représentations théâtrales où les acteurs étaient partie de moi-même, et où j'étais en même temps spectateur. Ainsi le mot « coup » faisait surgir dans mon esprit l'image d'une marionnette, partie de moi-même, qui donnait un coup, et l'image d'une seconde marionnette qui le recevait ; cette action intellectuelle était accompagnée d'un désir de frapper, et d'une sensation naissante de contraction musculaire. Je ne dis pas que ces images et ces sensations étaient vives et bien définies ; au contraire, elles étaient très-légères et imparfaites. L'imperfection des images intellectuelles est presque nécessaire à la mobilité de la pensée, parce que leurs portions qui ne sont pas au même instant sous l'œil de l'esprit ou même au point du foyer mental, peuvent être changées en de nouvelles formes, ce qui cause dans les successions des images des changements moins brusques qu'autrement. L'effet tient plutôt du diorama que du jeu de scène ; ses motions étant plus douces et ses transformations moins soudaines que celles de ce dernier. Je ne sais si cette sorte d'idées très-communes a jamais été dénommée, ou même aussi clairement reconnue que je la crois digne de l'être ; je vais donc les appeler « histrioniques ». Elles

sont, à mon avis, un agent important dans la création des généralisations.

Le second groupe d'idées consiste en images pures, non accompagnées de sensation obscure de contraction musculaire ou d'action ; paysages, sons, goûts, etc., intellectuels. J'ai déjà montré dans un article précédent<sup>1</sup> comment des images généralisées pouvaient être produites. Je pris un certain nombre de portraits de personnes différentes, toutes représentées de la même grandeur et dans la même attitude ; j'en tirai des photographies superposées sur le même cliché. Le résultat était une figure composée de celles de toutes les différentes personnes ; et le nombre des points de ressemblance est si supérieur à celui des points de dissemblance dans les faces humaines, que la figure composite que j'avais obtenue paraissait être celle d'un individu *réel* placé un peu en dehors du foyer et qui eût bougé pendant l'opération. Je fis remarquer « qu'un portrait composite est l'image de la représentation que verrait l'œil intellectuel d'un homme doué au plus haut degré d'une imagination plastique. » Il est évident, comme le prouvent ces portraits, que les images généralisées ne sont pas des chimères.

Le troisième et dernier groupe consistait en associations purement verbales, soit noms de personnes ou de choses, soit citations de prose ou de poésie.

Les soixante-quinze mots se trouvèrent semblablement divisibles en trois groupes. Le premier comprenait les mots qu'une pantomime pourrait exprimer et qui donnent lieu pour la plupart à des idées histrioniques : « humiliation », « aversion », « adoration », « acclamation », etc. Le second groupe comprenait « abbaye », « aborigènes », « abîme », etc. : mots qui peuvent donner lieu à une représentation sensuelle, soit pour l'œil, ou, comme dans le cas du mot « acide », pour tout autre sens. Dans le troisième groupe étaient classés les mots « après-midi », « habileté », « absence », « actualité », et autres d'un caractère abstrait, difficiles à saisir et à réaliser, et tendant à donner naissance à de pures associations verbales. Mais, comme je prenais en note deux idées pour chaque occasion, les huit résultats se trouvèrent dispersés parmi tous les groupes, quoique en proportions inégales.

<sup>1</sup> *Journ. Anthropol. Inst.* VIII, p. 134, traduit dans la *Revue scientifique*, Juli 13, 1878.



Des expériences de ce genre jettent une lumière inattendue sur les profondeurs les plus secrètes du caractère, qu'elles mettent ainsi au jour et révèlent, comme le scalpel de dissection met au jour et révèle l'anatomie de l'animal. Si nous avions les résultats des examens de ce genre pratiqués sur de nombreux sujets, je pense qu'après les avoir comparés, nous serions frappés des différences qui existent entre les esprits, dans la qualité, la richesse et la justesse de leurs associations d'idées, et que nous nous étonnerions de ne pas voir les désaccords plus fréquents qu'ils ne le sont.

Je trouvai que les associations purement verbales forment un contraste frappant dans leur rapidité et leur précision mécanique avec les élaborations lentes et imparfaites des idées qui suivent les hautes généralisations; les premières en effet dépendent d'une action élémentaire du cerveau, et les dernières, d'une action extrêmement compliquée. Il était aisé de déduire de cette observation l'alliance intime des qualités vives et superficielles de l'esprit.

Pour moi, mes images intellectuelles sont plus riches en paysages qu'en figures humaines, car j'ai la mémoire des localités et trouve un grand plaisir à me les rappeler, mais suis naturellement incapable de me souvenir des physionomies. Je fus donc surpris de trouver que les noms de personnes étaient juste deux fois plus nombreux dans mes associations, que ceux de places, de livres, de peintures. Le nombre des mots associés qui se trouvaient faire partie de phrases ou de citations était de vingt-sept, et ils avaient une forte tendance à se reproduire. La majorité était de bons vers ou de bonne prose, la minorité était de méchants vers. Je vais en spécifier l'origine : quatre citations poétiques étaient tirées de Tennyson, deux de Shakspeare, et huit d'autres sources, en partie sans valeur. Des citations en prose, cinq étaient tirées de la Bible, et sept d'autres sources, en partie grotesques, ou d'un usage journalier. Je soupçonne fort que notre esprit ressemble à une chambre de débarras, pleine de fatras et de vieux meubles.

La vivacité occasionnelle des idées est étonnante, et je ne vois pas trop comment il me serait possible de l'expliquer; mais je suis sûr qu'elle est due quelquefois au concours de plusieurs associations, peu intenses à part, mais très-effectives par leur réunion. Un exemple qui le prouverait est l'effet puissant produit

par des multitudes soumises à un sentiment commun d'enthousiasme, de ferveur religieuse, ou de panique. Dans les quelques occasions où j'ai pu étudier ces manifestations, il me semble que chacun des sons ou des mouvements infinis qui frappent l'oreille ou les yeux, quand un commun sentiment les inspire, ajoute son effet à l'effet total des autres. Quand nous sommes en présence d'une seule personne ou d'une compagnie peu nombreuse, l'arrière-plan qui occupe une si grande partie du tableau noie l'œil et atténue les impressions visuelles de l'enthousiasme ; bien plus, la plus grande partie des formes des personnes elles-mêmes restera dénuée d'expression, à moins que ce ne soient des acteurs consommés. Mais dans une foule enthousiasmée l'œil ne voit que des traits excités et des mouvements passionnés, l'oreille n'entend que des voix excitées et les frémissements de la passion. La variété en est telle que les mille cordes du cœur, capables de vibrer sous la sympathie du sentiment commun, doivent être dans le spectateur mises en mouvement avec une grande puissance.

L'arrière-plan de nos images intellectuelles n'est ni uniforme ni constant dans son caractère. Il change de couleur, de teinte, de composition, quoique, dans mon cas, tous les éléments en soient faiblement marqués, et qu'il me faille une grande attention pour les bien étudier. Les particularités n'en ont rien de commun avec les associations d'idées ; elles paraissent ne dépendre que de causes physiologiques amenées par le hasard, causes auxquelles plusieurs de nos idées sont de même incontestablement dues.

La faiblesse habituelle de nos idées générales nous est fortement démontrée par l'augmentation soudaine de vivacité que notre conception d'un substantif est sûre de recevoir quand un adjectif qui en limite la généralisation y est joint. Ainsi il est très-difficile de former une conception intellectuelle qui corresponde au mot « après-midi ; » mais si nous entendons les mots « après-midi pluvieuse, » une peinture surgit aussitôt dans notre esprit, avec des lignes assez arrêtées ; et si, poussant l'idée plus loin, nous ajoutons à la phrase « une après-midi pluvieuse » les mots « dans une maison de campagne » notre esprit se remplira aussitôt d'une profusion de représentations pittoresques.

Plus nous exerçons notre raison, plus nous avons affaire à l'ordre le plus élevé de généralisations, et moins nous avons

affaire aux représentations visuelles ; conséquemment notre pouvoir de distinguer ces dernières s'émousse par le manque d'habitude.

Probablement, aussi, l'esprit devient avec l'âge de moins en moins capable de se former les images des choses. Je suis convaincu qu'entre ce que sont mes représentations intellectuelles et ce qu'elles étaient pendant mon enfance, il y a une différence énorme. Elles devaient être alors aussi vives et aussi riches que celles des rêves.

Quand j'étudie le travail de mon esprit, je m'émerveille de voir quelles faibles réalisations je me fais des mots que j'entends ou que je lis, que j'écris ou que je prononce. Si notre travail cérébral avait été limité à la partie dont nous avons conscience, je ne vois pas en quoi nos opérations intellectuelles seraient de beaucoup supérieures à celles des idiots. Je viens d'ouvrir un journal des chemins de fer et les mots suivants ont frappé mes yeux : « un contrat sera soumis à la considération et à l'approbation des directeurs vendredi prochain » — J'en ai compris le sens en bloc, mais je suis certain de ne pas avoir obtenu, et doute de pouvoir aisément obtenir, une idée générale complète correspondant à chacun des six mots principaux de cette phrase : « contrat, » « soumis, » « considération, » « approbation, » « directeur » et « vendredi. » Si je m'efforce de saisir tous les détails de chaque mot jusqu'à ce que j'en aie réalisé le sens, je perds plus que je ne gagne : les mots précédents s'échappent de ma mémoire, et je ne peux arriver à embrasser le sens entier de la phrase.

Plus j'ai examiné le travail de mon esprit, soit dans mes promenades, soit dans mes soixante-quinze mots, ou dans d'autres expériences nombreuses et diverses, moins j'ai éprouvé de respect pour le rôle joué par la partie consciente de notre être. Je commence à douter avec d'autres de l'efficacité de son assistance comme directrice des opérations de l'esprit, et à croire que mon meilleur travail cérébral a lieu sans son secours. Les opérations inconscientes de notre esprit ont une importance beaucoup plus grande que ses opérations conscientes. Ces inspirations soudaines et ces éclairs qui coûtent aux esprits ordinaires une grande somme de travail, mais qui sont naturels à ce que nous appelons génie, sont les produits incontestés d'opérations cérébrales inconscientes. Les actions conscientes sont motivées, et les motifs peuvent se faire écouter, que la conscience soit présente ou non.

La conscience ne semble qu'attester ce fait : que les divers organes du cerveau ne travaillent pas facilement et ne coopèrent pas dans leur travail. Sa position paraît être celle d'un spectateur impuissant devant une portion minime d'une somme immense de travail cérébral automatique. Les opérations inconscientes de l'esprit peuvent être comparées aux vagues innombrables, qui, la nuit courent, invisibles et silencieuses, sur la vaste étendue de l'Océan. La conscience peut être comparée à l'éclat et au mugissement des récifs sur lesquels une bande étroite de vagues, arrêtée dans sa course, se brise, et qu'elle recouvre de ses bouillons écumants.

(Article de M. FRANCIS GALTON, F. R. S., traduit du *Nineteenth Century* (mars 1879), par RAOUL JEUDY.

# LA CONSCIENCE DANS LE DRAME

**Critique des idées de la morale par le moyen  
de l'épopée, du théâtre et du roman.**

*(Suite<sup>1</sup>)*

## CHAPITRE III.

### NATURE DU COMMANDEMENT MORAL.

Quel groupe riche de sentiments et d'idées apparaît la conscience humaine aux regards d'un Socrate qui l'interroge ! Une société est un véritable organisme, vivant et croissant comme autour d'un axe de relations définies qui sont assurées par cette conscience profonde, unique trône de la Thémis homérique et de l'Idée de Platon.

Cette Thémis, le vieux poète l'asseyait, déesse personnelle, à côté de Zeus, et c'est elle qui dicte aux juges les sentences qu'ils prononcent. Ces sentences, ordres ou « thémistes », ont donné naissance, je le répète avec Grote et sir Maine, à la « Diké », qui répond à l'idée d'une obligation confondant l'autorité de la religion avec celle de la coutume. Le fait singulier de la conception de l'homme des anciens âges est qu'il transporte les prescriptions, d'ailleurs toutes sommaires, de sa conscience à un pouvoir supérieur, qui est censé les avoir établies et qui est chargé de les

<sup>1</sup> Voir tome XXII, pages 263 et 350.

garder. Les aventures tragiques de la légende révèlent le sentiment sérieux de certaines obligations essentielles à la vie commune et que maintient une volonté divine. L'homme primitif comprend le monde moral de la même manière que le monde physique, et il ne conçoit une action soutenue ou périodique qu'en supposant l'existence d'une personnalité dont cette action est l'œuvre.

Les tragiques sont déjà bien loin d'Homère. Ils sont membres d'une cité qui a des lois écrites en vue de fins déterminées, et c'est le sentiment de ces fins, que j'ai montré constituer le juste, qui oblige leur raison et leur volonté. Certes, ils restent religieux et ils rapportent encore les prescriptions de la conscience à une source divine; mais en même temps la conscience intervient comme un pouvoir actif et original. Ainsi, dans l'*Antigone* de Sophocle : « Connaisais-tu, demande Créon avec colère, la défense que j'avais faite ? — Je la connaissais, répond la pieuse sœur de Polynice; pouvais-je l'ignorer? elle était publique. — Et cependant tu as osé transgresser cette loi? — C'est que Jupiter ne l'a pas publiée; c'est que la justice, qui habite avec les dieux infernaux, n'a point imposé aux hommes de pareilles lois. Et je ne pensais pas que tes décrets eussent assez de force pour faire prévaloir la volonté d'un mortel sur les lois des dieux, qui ne sont pas écrites, mais immuables, car elles ne sont ni d'aujourd'hui, ni d'hier, elles existent de toute éternité, et personne ne sait quand elles ont pris naissance. »

Dans le cas particulier d'Antigone, il ne s'agit que de la sainteté d'un devoir du culte domestique; mais il est évident que les expressions du poète portent plus loin, et que ces lois immuables, non-écrites, représentent à sa pensée la somme des obligations morales désormais fixées dans la conscience humaine. Ces obligations, que les dieux ont dictées, il les sent en lui et il s'y appuie pour résister à l'injustice. La conscience est à présent fortifiée en l'homme, elle est sa lumière intérieure, qui brillera chaque jour d'un plus vif éclat, et à cette lumière il discute les nouvelles lois et les nouveaux ordres.

On devine ici le passage d'un état intellectuel à un autre, et d'une morale théologique à une morale métaphysique. Les agents surnaturels qui peuplaient le monde physique s'évanouissent. Dans *les Nuées*, le bonhomme Strepsiade s'écrie avec surprise, aux leçons de Socrate, — que ce n'est donc pas, comme il l'avait

crû jusqu'ici, Jupiter qui fait pleuvoir en pissant dans un crible ! Chez ces incrédules, Aristophane, Euripide, la conscience s'érige en un pouvoir<sup>1</sup> autonome, et elle apparaît comme ouvrière du droit ; elle demeure, d'ailleurs, respectueuse envers les ordres de l'Etat.

Le personnage de l'Injuste, dans *les Nuées*, se définit — le *raisonnement* appliqué à contredire la justice et les lois ; il se flatte de renverser en un moment tout ce que dira le Juste : « — Et d'abord je soutiens qu'il n'y a pas de justice. — Il n'y a pas de justice ? — Non ; où est-elle ? — Chez les dieux. — Si la justice existe, comment Jupiter n'a-t-il pas péri, lui qui a enchaîné son père?...<sup>2</sup> » Aristophane fait un crime à Socrate de ce raisonnement, *Λόγος*, qui est en train de changer la religion et les idées reçues ; ce stérile railleur des nouveautés démocratiques a pourtant plus de hardiesse que pas un. Mais l'esprit grec est peureux d'appliquer sa métaphysique ; la loi de l'Etat reste chose sainte, et si l'on la corrige, c'est à la faveur de subtiles fictions légales. Il faut venir aux temps troublés qui suivirent la mort d'Alexandre, pour voir s'accuser, dans l'épicurisme et le stoïcisme, cette querelle féconde du droit et de la loi, qui a retenti jusques à nous.

Alors l'homme se retranche dans le fort inexpugnable de sa conscience. Il dédaigne l'utile et n'estime guère plus les lois que pour la sécurité et les loisirs qu'elles procurent au sage. Sénèque le Tragique ne se lasse pas de maudire l'âge de fer où la violence fait le droit :

« Pro jure vires esse. » (Hipp. v. 544.)

Cela revient vingt fois sous sa plume :

« Jus est in armis, opprimit leges timor. »  
(Herc. fur. v. 253.)

Le stoïcisme théorique dédoublait la morale, si je peux dire ainsi. Il distinguait entre la vertu, qui est l'objet propre de la conscience, et les fins sociales qui sont le motif de la loi, et par suite il n'attribuait pas la même source à l'obligation qui vient de

<sup>1</sup> « Qui m'a forgé un cœur d'homme ? n'est-ce pas le temps tout-puissant et le destin éternel, mes maîtres et les tiens ?... » *Prométhée*, de Goethe.

<sup>2</sup> Trad. de M. Artaud.

la conscience et à celle qui découle de la loi. Il cherchait avant Kant à dégager un « impératif catégorique. » Le bien, dans cette grande doctrine, est ce qui nous sollicite à le poursuivre et qui est conforme à notre nature. Il est vrai que cette conformité ne peut jamais être établie que par un jugement dont la vie fournit les termes, et le stoïcien accorde à l'occasion que c'est l'observation seule qui nous a appris à connaître ce qui est bon, ce qui est honnête : on n'a rencontré nulle part, dit Sénèque, l'image de la vertu, *virtutis speciem*. Mais enfin la conscience est pour le stoïcien plutôt intuitive ; et le bien pour lui, c'est l'effort de la volonté vers la vertu, c'est une harmonie personnelle : « Summum bonum, vita sibi concors <sup>1</sup>. »

Cette attitude est celle qu'a prise notre Corneille. Ses héros ont la « tension » stoïque ; ce n'est pas la Rome primitive qu'il a comprise, c'est celle de Cornélie et de Caton. Il fait triompher la volonté par la force de la conscience ; il se propose de former l'homme inébranlable de Sénèque : « esse aliquem invictum, esse aliquem in quem nihil fortuna possit, e republicâ humani generis est <sup>2</sup> » ; l'homme tel que les traits glissent sur lui sans le blesser :

« Velut levia tela laxo sinu eludit. »

Mais toute trace est disparue des débats à la suite desquels s'est établie l'autorité invincible de la conscience. Etudions, pour retrouver cette trace, l'Hamlet de Shakspeare, de ce tragique puissant dont le génie confine à deux mondes, à deux états intellectuels. C'est une bonne chance de rencontrer dans son œuvre un tel personnage, qu'on puisse comparer en même temps à celui de la Chronique à laquelle le poète l'a emprunté et à l'Oreste de la légende grecque.

Dans le *Premier Hamlet*<sup>3</sup> (car Shakspeare a écrit deux fois ce drame), la reine Gertrude ignore si Claudius est le meurtrier de son époux ; de même le Fengon de la Chronique<sup>4</sup> occit Horwen-

<sup>1</sup> Voir Ravaisson : *Mémoire sur le stoïcisme* in *Mémoires de l'Académie des Inscript. et Belles-Lettres*, tom. 21. Cf. quelques belles pages de M. E. Havel dans *l'Hellénisme*.

<sup>2</sup> *Des injures*.

<sup>3</sup> *Epist.* LIII (coll. Nisard).

<sup>4</sup> Tom. I de la trad. de F.-V. Hugo.

<sup>5</sup> Belleforest (1530-1583), dont Shakspeare lisait les *Histoires tragiques*, avait tiré son récit d'Hamlet de la *Chronique danoise* de Saxo-Grammaticus (fin XII<sup>e</sup> siècle).



dille, sous prétexte de protéger contre ses brutalités sa femme Gêruthê, ce qui donna à penser à plusieurs, dit le récit de Belleforest, qu'elle pouvait avoir causé ce meurtre pour jouir librement de son adultère. Dans le second *Hamlet* la reine est complice de Claudius, elle est presque une Clytemnestre ; et de plus le poète a écarté l'indication du récit qui dénonce le meurtre du feu roi comme un « crime public », pour ne voir que le drame domestique. Ainsi qu'Oreste, Hamlet est prince, et il a son héritage à revendiquer ; il est fils, et il a son père à venger<sup>1</sup> ; mais il n'obéit pas au même commandement moral, et c'est la dissemblance des deux situations, quant à la nature du devoir, qui m'intéresse.

Le caractère qui a frappé M. Taine dans les héros de Shakspeare, c'est leur imagination<sup>2</sup>. Son Hamlet, dit-il, a une imagination passionnée ; il est une âme d'artiste, pareille à celle du poète lui-même, faite pour rêver et non pour agir ; un mauvais hasard l'a fait prince, un hasard pire le fait vengeur d'un crime, et il se trouve condamné par la fortune à la folie et au malheur. Le malheur fond sur lui tout d'un coup ; il voit la laideur humaine dans sa mère ! « Hamlet parle comme s'il avait une attaque de nerfs continue. Sa démençe est feinte, je le veux<sup>3</sup> ; mais son esprit, comme une porte dont les gonds sont tordus, tourne et claque à tout vent avec une précipitation folle et un bruit discordant. » S'il hésite à tuer son oncle, ce n'est point par horreur du sang et par scrupules modernes : il a donné l'ordre de tuer Rosencrantz et Guildenstern, il tue Polonius, il cause la mort d'Ophélie et n'en a pas de grands remords. « Ce que son imagination lui ôte, c'est le sang-froid et la force d'aller tranquillement et après réflexion mettre une épée dans une poltrine. Il ne peut faire la chose que sur une suggestion subite ; il a besoin d'un moment d'exaltation ; il faut qu'il croie le roi derrière une tapisserie, ou

<sup>1</sup> Giovanni Alfredo Cesareo : *Hamlet e i suoi critici*, in *Rivista Europea*, vol. IV, fascic. VI, 16 déc. 1877.

<sup>2</sup> *Hist. de la litt. ang.*, liv. II, ch. IV, § VIII.

<sup>3</sup> Hamlet est « gras et de courte haleine ; » il est nerveux et lymphatique, et porté par son organisation à voir plutôt le côté affligeant des choses. Sous le coup d'une émotion violente, il éprouve deux hallucinations, très-bien décrites par le poète ; mais il est parfaitement sain. Des natures d'artiste, délicates comme la sienne, peuvent être bizarres ; de tels individus ne deviendront jamais des aliénés. — E. Onimus : *la Psychol. de Shaks.* in *Rev. des D.-M.*, 1<sup>er</sup> avril 1876.

que, se voyant empoisonné, il le trouve sous la pointe de son poignard... Il ne peut pas méditer le meurtre, il doit l'improviser. »

Son coup d'épée au ventre du sot Polonius, ses duretés envers Ophélie, sa querelle avec Laërtes au convoi de la pauvre fille, tous les actes qu'on mettait au compte de son égarement semblent à M. Stapfer<sup>1</sup> être des preuves du « pervertissement moral » d'Hamlet; et Shakspeare, selon ce nouveau critique, se serait proposé ici de peindre la dégradation d'une âme. M. Alexandre Büchner<sup>2</sup> impute ses brutalités à ce qui est resté du barbare dans Hamlet; il y a en lui, dit-il, la double nature du pirate scandinave, du Vikings, qui lui vient de la légende, et de l'étudiant de Wiltemberg, que le poète a superposée à l'autre, sans pouvoir les fondre, et c'est ce vice qui expliquerait l'indécision reprochée à Hamlet et cette « irrésolution active » par laquelle le Wilhelm Meister de Goethe le définissait.

Si son tempérament explique Hamlet, c'est aussi, je crois, et au plus profond, sa philosophie. On ne la qualifie pas en le disant sceptique, songeur fataliste. Une terreur religieuse le détourne du suicide. Dans la scène où il s'arrête de frapper Claudius, parce que le meurtrier est en prière, ce n'est point une vaine excuse qu'il invoque, ainsi que prétend M. Stapfer; non, c'est bien qu'il veut tuer l'âme avec le corps et qu'il croirait faire une grâce au criminel de le frapper dans le moment où il se lave par la prière. Ne sait-il pas, de la bouche même du spectre, que son père assassiné expie les fautes dont il n'a pas eu le temps de se repentir? M. Stapfer, préoccupé de sa thèse, n'a pas pris garde non plus qu'une telle scène offrait un effet dramatique puissant que l'art du poète ne pouvait pas négliger. Hamlet n'est donc pas le sceptique qu'on entend; il a des superstitions et des croyances. Son doute, celui du seizième siècle, critique et ne libère pas. Hamlet est un métaphysicien, d'éducation et de tempérament. Il n'obéit plus, comme Oreste, à une loi religieuse, à un commandement extérieur, que renforce le gémissement lugubre du chœur dans la tragédie antique; il lui faut tirer sa résolution d'un jugement intime, dont son imagination mêle les données fiévreusement, et il réfléchit sur la nécessité terrible à laquelle il est contraint :

<sup>1</sup> *Shaksp. et les Tragiques grecs* (vol. à paraître).

<sup>2</sup> *Hamlet le Danois*, 1878.

c'est petite chose d'ordonner la mort d'un Rosencrantz, tandis qu'en poignardant ce Claudius il atteint sa mère ! Hamlet porte sa fatalité en lui. Il a entendu l'ordre du spectre, il souffre en son orgueil de fils déshonoré et d'héritier royal dépossédé ; mais sous ce crâne roule un flot d'idées nouvelles qui emplissent ses rêveries et gênent son bras. Il a des délicatesses singulières et sent pour sa mère des tendresses qu'Oreste ne connaît point. M. Taine a raison : Hamlet ne tuera qu'à l'improviste. M. Büchner a raison : si la loi du talion gouverne le milieu où le poète a pris son héros, ce héros a reçu du poète, occupé uniquement de l'expression dramatique, une conscience qui est supérieure à son milieu. Mais le contraste qui en résulte est pour nous au plus haut point intéressant. Laërtes, lui, le fils de Polonius, ne s'interroge pas pour un coup d'épée, et il devient ainsi l'agent du dénouement.

Ce dénouement tranche tout à fait les deux états de conscience. Oreste est déterminé à l'action, je le répète, par un ordre qui l'en justifie, et la même loi qui armait son bras exige qu'il vive pour continuer le culte de ses aïeux. Cette fin pratique est la source même de son devoir ; mais les tragiques, qui sont d'un autre temps, ont interposé le remords entre l'acte horrible d'Oreste et sa justification <sup>1</sup>. De même l'Hamlet de la chronique vit et règne après avoir vengé son père, mais à son tour. Shakspeare l'a interprété et il l'a introduit dans un monde moral qui ne permettait pas ce dénouement. Hamlet, parce qu'il est chrétien, ne peut pas vivre ; Oreste, parce qu'il est grec, ne doit pas mourir.

Le remords que les tragiques grecs infligent au fils de Clytemnestre est concilié par eux avec la nécessité objective que la tradition les obligeait de laisser peser sur le drame : cette nécessité, cette loi du foyer antique n'était que l'expression actuelle de jugements antérieurs fondés en partie sur des considérations pratiques. Une telle nécessité ne pèse plus sur Hamlet, parce que la constitution de la famille ne repose plus alors sur les mêmes idées : c'est la piété filiale, c'est un sentiment intime et personnel qui en

<sup>1</sup> Les modernes ont pris bien d'autres précautions. Dans l'*Eriphile* de Voltaire, Alcmon frappe sa mère dans le hasard du combat, trompé par les dieux et aveuglé par une furie. L'*Oreste* d'Alfieri tue sa mère par mégarde, d'un coup qu'il destinait à Égisthe. — M. Leconte de Lisle, dans *les Brynnies*, nous a donné, au contraire, un Oreste qui est plus atroce que celui d'Eschyle, parce qu'il n'a pas fait assez sentir les motifs religieux de l'action.

tient la place dans son jugement, et l'Ombre de son père, que, dans une hallucination, il entend crier vengeance, le contraint à un acte qui répugne à sa conscience plus raffinée. Si Hamlet frappait jamais sa mère, nulle expiation formelle ne pourrait le purger d'un pareil crime. La comparaison des deux cas fait bien voir, d'une part, que la conscience à chaque époque est le résultat de jugements antérieurs, et d'autre part, comment elle se modifie à mesure que les données sur lesquelles ces jugements s'établissent ne sont plus les mêmes.

Nous arrivons à un temps où les données acquises de la conscience tiennent une importante place dans la délibération du juste et de l'injuste ; toutefois la conscience continue à se développer à travers les conflits incessants que la vie fait naître. Elle est, pour un poète religieux tel que Corneille, la mesure divine à laquelle il ramène tous les actes, elle ne peut pourtant lui fournir toutes les formes du devoir, et le commandement moral, pour chaque cas donné, est l'expression d'un jugement qui est fondé sur des données diverses et de valeur relative. Voyez, par exemple, l'Emilie de *Cinna*, qui a été créée de toutes pièces par le poète. Emilie veut venger son père, proscrit, assassiné par Octave ; elle demande à Cinna, qu'elle aime et expose à la mort, la vie d'Auguste ; elle triomphe de toute lâche tendresse :

« Amour, sers mon devoir et ne le combats plus. »

(Act. I, sc. I.)

Elle songe en même temps à la liberté de Rome, qui sera son œuvre, et elle exhorte Cinna par l'exemple glorieux de Brutus et de Cassius :

« Sont-ils morts tout entiers avec leurs grands desseins ?

Ne les compte-t-on plus pour les derniers Romains ? »

(Act. I, sc. III.)

Elle prépare sans hésiter le coup sanglant. Sa piété filiale, son orgueil de patricienne, l'intérêt public, tout cela entre dans la délibération qui l'y décide. Après qu'Auguste a pardonné, elle juge autrement et envisage tout à coup comme un forfait ce qui lui avait semblé un acte de justice : elle n'avait pas compté avec la clémence. Dans le chapitre de Sénèque, d'où est tiré le sujet de la tragédie, Auguste pardonne plutôt par un calcul politi-

que; mais Corneille a insufflé à ce froid personnage l'émotion de la bonté, qui entraîne la nature généreuse d'Emilie. Sa haine de fille est désarmée, et elle ne se croit même plus autorisée à délivrer Rome de ce maître dont le ciel semble sanctionner les actes en lui laissant le pouvoir. Bref, une nouvelle donnée introduite dans son jugement en a renversé la conclusion. Remarquons bien cela : au motif personnel d'Emilie, répond la clémence d'Auguste; au motif général (ainsi le compte d'Emilie est mis en balance avec le compte d'Octave), le poète répond par la doctrine du fait accompli, qu'il place dans la bouche de Livie :

Tous ces crimes d'État qu'on fait pour la couronne,  
Le ciel nous en absout alors qu'il nous la donne,  
Et, dans le sacré rang où sa faveur l'a mis,  
Le passé devient juste et l'avenir permis.  
Qui peut y parvenir ne peut être coupable;  
Quoi qu'il ait fait ou fasse, il est inviolable :  
Nous lui devons nos biens, nos jours sont en sa main,  
Et jamais on n'a droit sur ceux du souverain.

(Act. V, sc. II.)

On reconnaît ici la théorie du pouvoir absolu, naturelle à l'esprit chrétien, que Bossuet bientôt proclamera, et qui découle du dogme de la prédestination et de la grâce, formulé en politique par le droit divin des princes que Dieu a choisis pour être ses instruments.

Il s'en faut que cette solution vaille dans tous les cas. Un Brutus n'accepterait pas pour légitime le fait accompli, comme fait l'Emilie de Corneille. Sa Cornélie ne l'accepte pas après Pharsale. Ptolémée a pris la tête du vaincu pour l'offrir à César. L'habile César le réprouve, il honore la cendre de Pompée et fait respecter sa veuve. Celle-ci n'en reste pas moins son ennemie pour cela : elle se fait quitte d'abord du bienfait de César en l'avertissant d'un complot qui se trame contre lui; maintenant, elle ira armer Caton des débris de Pharsale, et elle réclamera des dieux la ruine de son vainqueur, qu'elle a refusée de la trahison.

Si je veux ton trépas, c'est en juste ennemi.

(Act. IV, sc. IV.)

Sa conscience lui commande la loyauté; mais sa conduite dépend d'un jugement complexe que les données générales de la

conscience ne suffiraient pas à former. Elle continuera la guerre civile que tout lui démontre être juste, ses sentiments de fille de Scipion et de veuve de Pompée, sa fierté patricienne, son esprit et ses idées de femme romaine.

Vainement les moralistes ont cherché une règle de conduite qui ne fût pas de la nature d'un jugement. On a voulu que le bien fût l'idée d'un monde supérieur; on a voulu que la conscience fût comme une lampe de vermeil suspendue à la voûte invisible du temple, et Kant a proposé un commandement moral catégorique qui obligerait la volonté sans condition; sans que nul jugement intervint où se mêlerait quelque inclination ou la vue de quelque fin. Ce n'est là qu'un effort d'intuition, et le poète Schiller a corrigé Kant en essayant de faire vivre sur la scène le héros moral du philosophe.

Durant cinq années, de 1792 à 1796, Schiller s'adonna à la philosophie, sous la puissante influence de Kant, vers lequel le portait son propre génie<sup>1</sup>. Sa dernière œuvre dramatique qui précéda cette période est *don Carlos*, la première qui la suivit est *Wallenstein*. Schiller avait pressenti l'idéal kantien dans le Posa de *don Carlos*; il l'incarna derechef dans le jeune Piccolomini du *Wallenstein*. Mais cet idéal, il l'interpréta en poète et le fit vivre.

Don Carlos aimait Elisabeth de Valois, qui est devenue la femme de Philippe II. Cette passion, à présent coupable, brûle le cœur de l'infant, et il est prêt à tout oser et à se perdre, quand vient à son aide le marquis de Posa, son ami d'enfance, qui s'est illustré dans les rangs de l'ordre de Malte, rêveur généreux dont l'ambition embrasse le bien de l'humanité tout entière. Le roi, ému d'une découverte qui aggrave ses soupçons contre l'infant, cherche un homme en qui il puisse se confier; le nom de Posa, écrit sur ses tablettes, le frappe; c'est le nom d'un homme qui n'a jamais rien demandé. Il mande le marquis auprès de lui, l'interroge. En une admirable scène, Posa, s'abandonnant à l'imprévu, ouvre toute son âme, expose ses idées au roi et, à tout hasard, jette une étincelle dans l'âme du despote. Posa demande

<sup>1</sup> Plus tard, sous l'influence de Goethe, Schiller accomplit une évolution de l'esthétique kantienne, subjective et sujette de la morale, à l'esthétique objective et indépendante de Goethe. — Voir, sur la « typique idéaliste » des deux poètes, la critique sagace de H. Hettner : *Die romantische Schule, in ihrem innern Zusammenhange mit Goethe und Schiller*. Braunschweig, 1850.

hardiment à Philippe la liberté de penser ! Et le point qu'il développe, c'est le devoir déduit de Kant, — de se traiter, soi et ses semblables, comme des fins et jamais comme des moyens :

« Je ne puis être serviteur d'un prince... J'aime l'humanité et, dans une monarchie, il ne m'est permis d'aimer que moi-même... Pour moi, la vertu a sa valeur en elle-même... Mon amour fraternel peut-il légitimement se prêter au rapetissement de mon frère ?... J'entends, sire, combien est petite et humiliante l'idée que vous avez de la dignité de l'homme... Comment pourriez-vous honorer les hommes, si tristement mutilés ?... Vous avez ravalé l'homme à n'être plus que votre clavier ; qui peut partager avec vous la jouissance de l'harmonie ?... act. III, sc. X. »

Mais l'idée qui anime ce beau langage est le fruit d'un long travail de l'esprit humain. La conception de l'homme comme fin libre et unité sociale est dérivée et savante. Combien de données sont entrées dans le cerveau d'un Posa, tout ému de sympathie humaine et de la vision d'un idéal !

Cet enthousiaste pratique et ferme étonne Philippe, qui se confie à lui et lui donne plein pouvoir. Une telle situation est grosse de périls. Posa est obligé de taire beaucoup à Carlos ; celui-ci en vient à douter de son ami et commet une imprudence qui va les perdre. Posa le surprend au moment où il déclare son amour pour la reine à une dame de la cour qui trahit la reine ; pour arrêter ce fatal aveu sur les lèvres de l'infant, il le fait saisir et mener en prison ; mais c'est afin de sauver le prince, qu'il destine à être l'ouvrier de son œuvre, car il n'a pas la folie de rien attendre de Philippe. Pour cela, il se livre lui-même ; il feint d'avoir aimé la reine et passe pour le vrai coupable ; il espère que Carlos, dont il a concerté la fuite, aura le temps de passer en Flandre ; mais une lettre qu'il expédiait à Bruxelles est interceptée, et le roi fait fusiller le marquis dans la prison où il est allé entretenir Carlos une dernière fois.

Le docteur Kuno Fischer a dit justement<sup>1</sup> que ce Posa était « un impératif catégorique sous le manteau de chevalier de Malte. » Du moins il vit, il n'est pas une abstraction formelle. Kant avait voulu établir un contraste rigoureux entre l'homme naturel de Rousseau et l'homme moral tel qu'il l'imaginait ; il rejetait tout compromis entre la raison et la sensualité, entre ce que l'esprit

<sup>1</sup> *Schiller als Philosoph.* (Frankfurt, 1858.)

poursuit et ce que la nature désire, entre le devoir et l'inclination. La vertu, selon le trop sévère philosophe, exige le sacrifice de l'inclination et elle ne consiste même qu'en ce sacrifice. Il faut accomplir le devoir pour le devoir, et la loi dit : tu dois, tu dois sans condition ! La vertu sublime est celle qui s'élève au-dessus des passions et des désirs assez haut pour les maîtriser absolument ; dans le domaine de l'art, cette sublime vertu fait seule le héros véritable. Le marquis de Posa est bien ce héros : mais il se sacrifie au rêve qu'il a caressé. Schiller disait plus tard, par la bouche des Grâces, à l'austère devoir de philosophe : je consens à t'obéir, permets seulement que je t'aime ! Et Kant ne le permettait pas. Posa, lui, aime son devoir ; il a la passion et l'enthousiasme de son but, il aime Carlos qui en sera l'instrument. Il ne concevrait pas ce haut devoir et ne s'y dévouerait pas sans réserve, s'il n'était cet être passionné et sympathique. Le poète a réconcilié en cette âme les mobiles que le philosophe faisait ennemis<sup>1</sup>.

D'autre part, le devoir qui oblige Posa n'est pas nu et sans objet ; il répond à une fin, qui est le bonheur de l'humanité. Posa en veut d'abord les moyens, la liberté de penser, la paix des consciences, la tolérance du pouvoir. C'est l'expérience de la vie qui l'a instruit ; il a réfléchi sur le mouvement de la Réforme, sur la révolte des sujets flamands ; il comprend les intérêts de son pays ; il a construit son idéal sur des données positives, et c'est sa raison qui lui démontre le commandement. Le poète a tiré l'impératif kantien du domaine de l'abstraction, afin qu'il exprimât quelque chose.

Schiller, dans sa onzième lettre sur *Don Carlos*, fait des réserves touchant la valeur d'un motif moral tiré d'un idéal de perfection à atteindre. « C'est par des lois pratiques, dit-il, et non par des conceptions artificielles de la raison spéculative, que l'homme doit être dirigé dans sa conduite morale. » Il ne prenait

<sup>1</sup> M. Renouvier, sur ce point, a corrigé Kant aussi. Il estime que la loi du devoir pour le devoir est un paradoxe ; qu'elle a sans doute le mérite de n'impliquer point des fins déterminées à atteindre, et qu'elle fournit un critère d'application ; mais que la morale ne peut exiger que les fins voulues pour elles-mêmes, et d'abord le bonheur, soient exclues des motifs d'agir..., etc. — La pratique suppose l'intégration des fonctions qu'on a divisées. Il n'est pas possible de concevoir l'idée de justice, à moins d'y faire intervenir le principe passionnel de la bienveillance ou de la sympathie. — *Science de la Morale*, liv. II, 1<sup>re</sup> section, 28, 29, 30.



pas garde ici que ces lois pratiques, lesquelles désignent les commandements élémentaires et généraux de la conscience, ne s'appliquent pas à la solution de tous les cas, et que la société et la conscience se développent précisément par le moyen de constructions idéales successives dont la vie donne les matériaux. C'est l'expérience qui nous instruit. La règle pratique de Kant, d'agir toujours de telle sorte que la maxime de notre acte puisse être érigée en une maxime universelle, ne revient-elle pas, dans tous les cas, à un jugement qui concilie le juste avec l'utile? Et si cette règle est prise pour critère, n'est-ce pas l'expérience qui est critère en réalité?

Schiller a d'ailleurs une tendance manifeste à prendre plutôt pour critère un sentiment de liberté et de dignité personnelle. Il partait avec Kant sous l'influence de Rousseau; il parlait de « l'homme naturel » de celui-ci et de « l'homme fin » de celui-là. Il concevait, dans *les Brigands*, un héros à tous crins « armé contre la société corrompue et retournant à l'état de nature pour accomplir une œuvre de justice et d'humanité. » Dans *Intrigue et Amour*, dans *Fiesco*, dit M. Marc Monnier<sup>1</sup>, « c'est toujours la nature sincère, la passion franche opposée aux intrigues du monde, aux roueries des politiciens, à la raison du plus fourbe et au droit du plus fort, c'est toujours l'aveugle adoration de la liberté. » Son *Tell* est une espèce d'*unité naturelle*; mais il est clair qu'un tel héros n'existe que par la société. Un vrai Tell du temps d'Albert irait brutalement et ne ferait pas l'analyse de ses motifs!

Dans la grande scène du Rütli<sup>2</sup>, Stauffacher parle ainsi aux conjurés : « Quand l'opprimé ne peut trouver justice nulle part, quand le fardeau devient intolérable, alors sa main s'étend avec assurance vers le ciel, il y va chercher ses droits éternels qui sont suspendus là-haut, inaliénables, indestructibles comme les astres même... Alors recommence l'ancien état de nature où l'homme tient tête à l'homme... Pour dernière ressource, quand aucune autre n'est efficace, le glaive lui est donné. » Il ne faut pas se laisser tromper aux formes métaphysiques de ce langage. Il ne s'agit point, pour ces conjurés, de retourner à l'état de nature, mais de faire respecter leurs droits qui sont consignés en des

<sup>1</sup> J.-J. Rousseau à l'étranger, in *Rev. polit. et litt.* du 13 juillet 1878.

<sup>2</sup> Act. II, sc. II.

chartes; Stauffacher, Walter Fürst ont une histoire, et ils la savent. Attinghausen, le vieux banneret, exhorte son neveu Rudenz à combattre pour ses intérêts et ses privilèges; il ne veut pas tenir en fief de l'Autriche ses libres biens. Ces droits éternels sont des droits acquis. Il n'y a de simple en l'idée du droit que le sentiment logique qui fait aux hommes comme « un sens commun du juste. »

L'homme naturel de Rousseau, de Kant et de Schiller a pourtant une valeur réelle qu'il ne faut pas méconnaître. Il représente l'homme élevé à un état de conscience dont il ne doit plus descendre, porteur d'un certain nombre de jugements moraux, et d'idées, qui sont un fond qui persiste à travers les révolutions humaines, et qui entrent pour critère avec les faits nouveaux, parce qu'ils représentent dans la conscience les faits de l'expérience ancienne. L'homme fin est cet être solide qui résiste dans les Nicomède et les Sertorius, dans les Tell et les Goetz de Berlichingen; il est le droit se dressant tout à coup contre la loi.

Le droit contre la loi : comment résoudre ce conflit tragique ? Les théories d'intuition y sont impuissantes. Dès qu'on suppose deux natures d'obligation, l'une absolue et catégorique qui vient de la conscience, et l'autre relative qui vient de la loi, il n'y a pas moyen de décider pour César ou pour Brutus; d'autant plus que le respect de la loi demeure un ordre de la conscience pour les stoïques, pour Corneille. On sent alors la nécessité de ramener l'obligation à une forme unique et de rester sur le terrain positif. C'est l'examen de quelques conflits tragiques qui me permettra de dégager avec une entière netteté la nature du commandement moral : ici les solutions du drame sont particulièrement instructives.

LUCIEN ARRÉAT.

(A suivre.)

# LA ROSE

## ÉTUDE ESTHÉTIQUE.

*(Suite et fin<sup>1</sup>)*

### IV.

On pourrait nous accuser d'exagérer l'influence du sentiment du beau sur la création de la rose, si nous ne répondions à deux objections tirées, l'une, des utilités de notre fleur, l'autre, du rôle de l'ornement chez les populations arriérées.

Assurément, la rose a été cultivée à d'autres fins que le beau ou même l'agréable. Les paysans de certaines contrées font encore entrer dans leur alimentation une soupe à l'akène de rosiers. Notre rose officinale, la confiture que préparent les Orientaux et l'essence de roses rappellent un temps passé où la saveur de la rose était goûtée comme son parfum; un temps où (sans parler de vertus peut-être imaginaires) les propriétés anti-septiques de l'huile de roses la faisaient employer à la préservation des bois précieux, aux purifications et à l'onction des morts. On peut admettre, si l'on veut, que les sens inférieurs du goût et de l'odorat furent séduits avant que le sens supérieur de la vue fût assez délicat pour se laisser charmer; on peut même supposer que c'est la culture en vue de l'utile qui a produit accidentellement la transformation des étamines en pétales, systématisée depuis pour le plaisir des yeux. Mais l'utilité n'a jamais été un des motifs de glo-

<sup>1</sup> Voir tom. XXII, p. 395.

rification invoqués par les poètes, même en Orient, où le parfum est plus que la forme et la couleur. L'utilité n'a rien non plus à voir avec les perfectionnements modernes de l'horticulture.

Quant à la fonction décorative de la rose dans les arts, nous ne pouvons dire si au début, elle l'exerça de par sa beauté. D'une manière générale, nous savons que dans les sociétés inférieures, ce n'est pas la beauté seule d'un objet qui le fait adopter comme parure et ornement. Pour autant que l'on connaît les commencements historiques d'un ornement (on en connaît peu, sans doute), on voit qu'il a eu d'abord une raison d'être indépendante de l'idée du beau. Il a été fétiche, talisman. Quand la fleur exerçait cet office, sa beauté pouvait et devait être appréciée; mais la beauté n'était pas indispensable à la fonction; puisqu'il y a des talismans et des fétiches fort laids.

Un exemple contemporain va nous servir à indiquer la conception de la plante fétiche, assez clairement pour nous dispenser de développer davantage ces aperçus. Depuis que l'on a fait en Algérie des plantations d'eucalyptus, les Arabes se sont convaincus de ses propriétés fébrifuges; et leur manière de les utiliser consiste à cueillir et à porter sur soi quelques feuilles de *l'arbre à fièvre*. Voilà comme dans l'esprit encore étranger à notre état scientifique moderne, l'utile, le beau, le bon se fondent en une notion vague de puissance bienfaisante, agissant mystérieusement, par le contact ou le voisinage.

Nous n'avons garde de méconnaître les utilités de la rose et le caractère fétichique de la fleur. Nous ne disons pas d'ailleurs que l'homme, en cultivant la rose, ait fait de l'art pour l'art. Nous disons qu'au moment propice, après une longue phase préparatoire, il a dégagé, par la culture, la beauté latente de la rose, comme il dégagait en son propre cœur le sentiment du beau jusque là enveloppé dans l'ensemble des sentiments sympathiques. Sans entrer dans un examen historique du sujet, quelques brèves indications suffiront à réfuter l'objection prévue et à confirmer ce résultat de notre étude : que la rose est l'œuvre du génie esthétique de l'humanité, la preuve vivante et la manifestation progressive de l'amour du beau.

La royauté de la rose est reconnue déjà des Grecs et des Romains, ce qui ne veut pas dire que leurs roses eussent la beauté des nôtres; l'aspect technique de la question ne nous concerne point. Du moment que la rose est cultivée et célébrée pour sa beauté,

l'art est constitué, son histoire commence. Or, nous n'avons pas à rappeler que les plus anciens poètes lyriques de la Grèce représentent la rose associée à la vie quotidienne autant qu'elle l'est parmi nous. Antérieurement à la vie hellénique, au contraire, bien que l'amour des fleurs soit partout répandu, et l'existence de la rose prouvée en Egypte notamment, la rose n'est pas encore prépondérante. Même effacement de la rose en Chine, où la passion des fleurs est le trait de mœurs qui ressort le plus constamment de la littérature<sup>1</sup>. Hérodote décrit des fêtes de Babylone où des personnages portent en pompe des sceptres surmontés d'emblèmes parmi lesquels la rose, dont la signification, en ce cas, ne nous est point expliquée. En Egypte, par l'hiéroglyphe qui désigne cette fleur, et par divers monuments, nous la faisons remonter jusqu'au-delà de Ramsès II, nous pouvons donc affirmer qu'elle n'a point en ce pays l'importance de certaines plantes sacrées, telles que le lotus et le papyrus.

Ce contraste entre la rose en Egypte et en Grèce ne nous semble pas une pure coïncidence, et nous ne craindrions pas de compter le triomphe d'une fleur de culture parmi les signes d'une des grandes évolutions de l'esprit humain ; celle qui l'a émancipé de la théocratie par la fondation de la science et de l'art abstraits. Lorsqu'apparaissent sur la terre le héros et le citoyen, le philosophe et l'artiste qui vont changer les rapports de l'homme et du monde, nous étonnerions-nous de voir changer les rapports de l'homme et de la fleur ?

On donne une explication plus simple en apparence, mais moins satisfaisante des commencements historiques de la rose. La Grèce paraît bien l'avoir reçue d'Asie ; on n'en a d'autres témoignages que le nom de la fleur, de souche aryenne, comme nous l'avons vu. La rose serait, dit-on, la fleur aimée des Indo-Européens qui, l'ayant emmenée avec eux de leur berceau commun, nous auraient transmis une prédilection héréditaire. Mais, outre que la grande diffusion géographique de la rose sauvage et la culture si facilement généralisée de la rose rendent assez indifférent de savoir où elle est indigène ou importée, nos goûts et nos mœurs diffèrent trop de ceux de nos ancêtres aryens pour que l'explication suffise à motiver et la constance de notre goût, et la royauté moderne uni-

<sup>1</sup> Voir *Gazette des Beaux-Arts*, 11<sup>e</sup> année, 2<sup>e</sup> période, t. V, le travail intitulé : *Vue générale de l'Art chinois*.

verselle de la rose. Au surplus, ce n'est pas analyser le sentiment que le considérer comme un privilège de race.

Le vrai, c'est qu'à une nouvelle manière de concevoir la nature de la fleur a correspondu le goût de nouvelles fleurs et l'effort pour produire des fleurs conformes à un idéal nouveau. Voilà comment (en négligeant les circonstances secondaires), la rose a une importance si différente en Grèce et en Egypte.

L'Egypte et la Chine sont les deux seules civilisations que l'on puisse étudier isolément de toute influence sociale extérieure. Ce qui rend l'observation de leurs mœurs et de leurs idées très-utile à la comparaison des civilisations plus complexes. Dans l'ancienne théocratie des Pharaons, comme dans l'empire des Fils du Ciel (qui n'a rien de théocratique pourtant), l'amour de la fleur garde tous les caractères du fétichisme primitif. Ce ne sont pas les doctrines cachées dans les sanctuaires de Thèbes ou de Memphis qu'il faut considérer ici. Elles n'ont jamais empêché (tout au contraire) le culte des animaux et des plantes sacrées. Or la plante sacrée n'est pas la plante attribut d'un dieu, ainsi qu'on voit dans le polythéisme grec le laurier d'Apollon, l'olivier de Minerve. Le papyrus est bien consacré à Osiris, et cette consécration marque l'acheminement vers le polythéisme pur, mais, au fond, le papyrus est une plante sacrée qui possède en elle-même sa puissance et sa bonté. Elle appartient essentiellement à la conception fétichique des Chinois. Le fétichiste, confondant l'activité avec la vie, se voit entouré d'êtres qui vivent d'une vie analogue à la sienne et sont en rapports de bienveillance ou de malveillance avec lui. A ses yeux, la volonté de la fleur est plus généralement sympathique à l'homme, cependant il y a des fleurs de bon ou de mauvais augure ; toutes ne portent pas bonheur ; chacune a sa prérogative, une qualité morale, une vertu qu'elle peut communiquer.

Les amateurs d'art chinois connaissent la pêche de longévité, représentée si fréquemment soit seule, soit à la main de la déesse ou esprit des péchers ; elle est le fruit d'un arbre qui est censé ne fleurir qu'au bout de 3.000 ans. L'importance de la plante en une telle conception dépend, non pas directement de la beauté de son aspect, mais on peut dire de son influence sur la vie humaine. Aussi ce n'est pas la fleur la plus seyante qu'une Chinoise choisit pour parure ; en voici la preuve tirée d'un drame du xv<sup>e</sup> siècle. Une jeune femme offre à une autre des fleurs : « A défaut d'aiguilles de tête, dit-elle, vous pourriez orner vos cheveux de quel-

ques fleurs. Tenez... Choisissez; *séparez les fleurs de bon augure de celles qui sont d'un mauvais présage* »<sup>1</sup>.

Où la coquetterie féminine elle-même subit et accepte à ce point le joug de la croyance, l'horticulture ne saurait être indépendante et se livrer sans scrupules aux opérations combinées d'où naissent nos modernes fleurs.

En Égypte, au-dessous de la religion sacerdotale, le fétichisme règle encore en fait les rapports avec la fleur. L'Égyptien décore de fleurs le seuil de sa maison, d'après l'idée, quelquefois exprimée, de lui porter bonheur. Le maître de maison qui reçoit des hôtes les fait revêtir de couronnes et de guirlandes, et leur met à la main une fleur que l'on conserve fraîche tant que dure la partie de plaisir. L'idée d'ornement n'est, à coup sûr, ni la seule ni la première ici; il s'agit évidemment de l'accomplissement d'un rite, car les couronnes sont toujours disposées de façon qu'un bouton de lotus occupe le milieu du front. De plus, non-seulement les serviteurs sont couronnés de même que les convives, mais encore on couronne les coupes qui contiennent le breuvage<sup>2</sup>.

On sait, d'ailleurs, que la couronne a gardé dans tout le polythéisme grec et romain une fonction sacerdotale qui rappelle les rites du fétichisme. C'est avec le christianisme que le prêtre cesse de se couronner de fleurs ou de feuillages pour la célébration des cérémonies religieuses.

Remarquons incidemment que la décoration florale des poteries et de l'architecture remonte à cette idée du fétiche ou talisman; de la protection contre les sorts neutralisés par la présence d'un allié puissant de l'homme.

Le sentiment du beau s'exerce alors, non-seulement sous la forme générale et implicite de la sympathie, par l'heureuse confusion de la bonté et de la beauté; mais encore il tend à se manifester d'une manière plus explicite, car si le choix de l'ornement et du lieu où il doit être placé s'impose, une certaine liberté des arrangements secondaires et, notamment la recherche de dispositions symétriques restent affaire de goût.

Le papyrus, consacré à Osiris, est censé protéger contre les crocodiles<sup>3</sup>. On fait des bateaux ou radeaux en papyrus, et pour

<sup>1</sup> LE PIPAKI. *Histoire du Luth*, traduction BAZIN.

<sup>2</sup> WILKINSON. T. I, p. 19 et 78.

<sup>3</sup> WILKINSON. T. I, p. 168, 236 et 239.

plus de sûreté, on peint à l'avant, au point le plus visible, la fleur protectrice. Si elle n'agit sur le crocodile, elle agit sur l'homme. L'effet esthétique se produit avant l'idée esthétique. Les Egyptiens utilisaient et appréciaient la rose (plante importée sans doute) sans lui donner dans leur vie sociale et religieuse une place aussi éminente que celle de quelques plantes indigènes, sacrées entre toutes, le lotus, couronne du dieu Nil, présage désiré, attendu, fêté, de l'inondation fécondante, et le papyrus, véritable providence végétale, aliment et vêtement, don inépuisable d'Osiris. Entre la plante sacrée, telle que l'adore l'Egyptien, et la rose aimée du Grec et chantée par la poésie, il y a réellement une révolution mentale; c'est la culture esthétique succédant au culte fétichique qui l'a préparée. Mais l'état nouveau, le triomphe de la beauté, laisse persister des traces de l'état antérieur. Mieux qu'en Grèce, ce serait en Asie et surtout en Perse qu'on retrouverait des vestiges du passé fétichique de la rose. On pourrait rappeler les amours de Bulbul et de la rose. L'ouvrage que nous avons déjà cité fournirait maint exemple, notamment dans un chapitre très-intéressant consacré aux traditions païennes des Germains rapprochées de celles des Persans. Le Dr Schlœiden considère le nord de la Perse, le Caucase, les bords de la mer Caspienne, la vallée de Cachemire, sinon comme le berceau unique, du moins comme le pays des plus belles roses, et pour ainsi dire, comme leur paradis originaire. A Cachemire se célébrait une fête astrolâtrique du printemps au moment de la floraison des roses et en leur honneur. Notre auteur croit pouvoir (malgré des altérations qui rendent la filiation bien douteuse) rattacher les couronnements de rosières à un souvenir rajeuni de fête antique du printemps et des roses. Quoi qu'il en soit, les présages tirés de la rose sont habituels en Occident, au moyen âge, où l'idée d'une volonté sympathique ou antipathique de la plante sert encore à interpréter ses services. Ainsi, le parfum de la rose a toujours été tenu pour salubre; il pouvait guérir et, par suite, consoler. Il préservait, croyait-on, de l'ivresse. Les buveurs se couronnaient de roses. L'action purificatrice de l'essence de roses, c'était l'antipathie de la fleur belle et bonne contre les insectes et les animaux impurs. A cette opinion traditionnelle de l'antiquité, ajoutez une catégorie d'êtres impurs et malfaisants, les sorciers. L'aversion pour la rose, la terreur d'en approcher, l'impossibilité d'y toucher sera, au moyen âge, un des signes qui trahissent le sorcier. Voilà bien le sentiment



fétichique tel que le conservent les masses. On remarque, au contraire, que la rose ne se prête pas très-bien à la situation intermédiaire de fleur consacrée à une divinité, ou bien à la spécialité de plante nationale favorite, comme fut, par exemple, la violette, couronne nationale des Athéniens. La grande diffusion géographique de la rose, sa facilité de culture et d'acclimatation, en mettant à la portée de tous ses mérites et de sa beauté, devaient amener ce résultat.

Le polythéisme grec fait de la rose l'attribut de Vénus, et l'on rattache directement cette fleur au mythe de Vénus et d'Adonis. Cependant, elle est là beaucoup plus l'attribut de la femme que de la déesse. En effet, Hébé, les Grâces, les Heures, les Muses, tout ce qui, dans le panthéon hellène est jeune et gracieux, se couronne de roses et reçoit les roses en présent. Le sentiment du beau, l'idéal humain est devenu assez puissant et énergique en Grèce pour être désormais une source immortelle de sympathie et de contentement. La fiction enfantine qui anima la fleur et la fit aimer comme on aime son semblable, n'est plus nécessaire à l'essor du sentiment. La fiction peut s'effacer, l'amour de la fleur ne s'effacera point. Après avoir cru la fleur vivante, l'homme voit qu'elle est belle et qu'il la peut faire plus belle encore. Transformée par l'action de l'homme, pourquoi la rose garderait-elle une volonté? La volonté de l'homme suffit à faire vivre en elle le beau. L'amour du beau suffit à la faire aimer.

Après avoir jeté un rapide coup d'œil sur les principaux aspects de la rose, nous voici, à la fin de notre étude, ramenés au point de départ; à la comparaison de la femme et de la fleur et à la constatation d'un dernier mouvement progressif par lequel l'amour de la rose est devenu plus désintéressé, comme l'idéal de l'amour s'est lui-même ennobli et épuré.

La rose n'a pas acquis tout d'un coup le privilège exclusif de représenter la femme et l'amour. On connaît maint autre symbole, et nous avons signalé déjà la grenade qui fut emblème de fécondité et d'amour. La figue a la même signification de fécondité jointe à la douceur. Le panier de figues est, chez les Egyptiens, selon Wilkinson, un des caractères hiéroglyphiques de la femme épouse. Dans la Grèce païenne et même dans la Grèce chrétienne moderne, la figue est, pendant la cérémonie des noces, l'ornement de la mariée. Quand la rose devient le symbole fixe et prépondérant de la femme et de l'amour, c'est que l'idéal du beau

tend à devenir plus moral que physique, et que l'amour, plus spécialement humain, se détache enfin des instincts de l'animalité. Cependant, même ainsi élevé à toute sa dignité morale, le sentiment doit se perfectionner encore.

Bien que Sapho, déjà, attribue la rose aux Muses et glorifie ainsi en la fleur l'idée de la beauté intellectuelle et morale, l'art, la poésie, l'éloquence, non moins que la jeunesse, le plaisir et l'amour ; bien que, d'autre part, à Rome, il existât des amateurs enthousiastes adonnés avec passion et désintéressement à la culture des belles variétés de roses, il n'est pas moins vrai que le trait le plus saillant des mœurs antiques et surtout romaines est moins d'associer la rose à de pures jouissances esthétiques, qu'en faire un objet de plaisir sensuel, un emblème de volupté. Le mot sybaritisme dit tout ; il rappelle les lits de roses, les pluies de feuilles de roses ; la couronne de roses semble appartenir alors moins à la femme qu'à l'homme efféminé. Imitant les Orientaux, les gourmets romains prodiguent la saveur et l'arome de la rose dans leurs festins. La multitude adulatrice jonche le sol de roses effeuillées sous les pas de César. On ne recherche la rose que pour la détruire, l'immoler au luxe, la livrer aux satisfactions égoïstes. La rose nous fait songer à la décadence plus qu'à la grandeur de Rome.

Une réaction ne pouvait manquer de se produire. Après la tendresse sans la pureté, on devait glorifier la pureté au détriment de la tendresse. Unir les deux sentiments dans l'âme et l'idéal féminins, c'était encore l'œuvre du temps. Vénus et Marie se partagent l'empire des âmes. Au moyen âge, la rose tend à prendre l'acception exclusive d'innocence immaculée. On la consacre à la vierge Marie et l'on voudrait la réserver comme parure aux seules jeunes filles. Mais les femmes ne se laissent pas dépouiller d'une antique prérogative. Toutes continuent à se couronner de roses ; et la chevalerie leur donne raison. Emblème et gage de l'ardent et pur amour, la rose brille sur l'écu des preux dans les tournois. Ainsi, grâce aux chevaliers, la rose a gardé toute l'étendue de son domaine ; elle reste symboliquement ce que les siècles, ce que ses beautés l'ont faite.

Et maintenant que son passé nous est connu pour être le nôtre, maintenant que nous pouvons suivre son rôle historique dans le développement moral et mental de la société civilisée, et que nous la prenons à témoin de la vérité esthétique ; maintenant que nous

voyons en elle le produit de l'activité humaine, et l'humanité elle-même sous un de ses plus aimables aspects, nous avons acquis un motif de plus pour admirer la rose. Arrivés au degré supérieur d'une évolution progressive, nous aimons sous la figure d'une fleur, l'union idéale du vrai, du bon et du beau.

## V.

En recueillant les observations qui précèdent, on s'est proposé un autre but que la satisfaction d'une curiosité purement intellectuelle. On voudrait en tirer une conclusion à la fois théorique et pratique, un élément de certitude à l'appui des saines doctrines en matière d'éducation. L'éducation esthétique n'existe pour ainsi dire pas, de nos jours, bien qu'elle soit de toutes parts demandée. C'est la direction qui manque ; elle est laissée au hasard des circonstances et des dispositions individuelles. L'adulte qui veut s'initier au beau trouve les ressources intellectuelles spéciales qu'il cherche. Mais une préparation du cœur et de l'imagination pendant l'enfance et l'adolescence, et la formation d'un grand public ayant un sentiment collectif suffisamment éclairé sur le beau, voilà ce qui est généralement négligé. Le remède, nous croyons l'avoir laissé entrevoir ici, serait de suivre mieux les indications du passé. Comme l'humanité enfant, longtemps avant d'avoir inventé le grand art, se créa des habitudes belles, notamment par le culte et la culture de la fleur, ainsi nous devons nous aider de la fleur pour favoriser le développement de mœurs esthétiques dans la masse du public si désireux de les acquérir.

En un temps de scepticisme et d'opinions dissidentes, il est bon de rappeler comment le sentiment du beau toujours actif, énergique et persévérant, accomplit le progrès en gardant la continuité, et combine la fidélité aux traditions avec l'esprit d'initiative et d'invention. Point de révolutions dans l'histoire de la rose. La fleur existerait-elle sans la transmission interrompue des résultats du travail de ses premiers créateurs ? Et cette transmission, comment se serait-elle opérée, sinon par l'attachement et le respect envers le passé, par un désir et un besoin du beau constamment accrus de l'habitude héréditaire ?

Sans doute, invoquer en faveur du progrès esthétique le témoignage de l'art infime auquel nous devons la rose semble peu nécessaire, alors que nous possédons les chefs-d'œuvre du grand art. Mais il ne faut rien dédaigner. Les vérités élémentaires de la science du beau offrent un grand avantage ; car si l'on discute souvent avec partialité ou incompetence sur les monuments des arts plastiques, nous sommes tous compétents lorsqu'il s'agit d'apprécier la rose ; et nulle prévention, nulle ignorance volontaire ou involontaire, nulle passion ne nous aveugle lorsque nous contemplons un phénomène esthétique simple et lumineux comme un souvenir d'enfance. L'art monumental, l'art abstrait nous élève aux plus hauts sommets que la pensée et le génie de l'homme aient couronnés de chefs-d'œuvre. L'art concret, l'art domestique tournant nos regards vers les humbles régions où le sentiment travaille sans relâche et apporte pierre à pierre les matériaux de l'édifice, ne nous permet point d'oublier que les grandes pensées viennent du cœur.

La rose affirme, en son langage, la foi au progrès, et nous prémunit contre les exagérations et les écarts d'idées attachées à ce mot. Le progrès n'est pas le changement pour le changement, le mouvement sans direction ; il est une extension véritable, une conquête qui suppose avant tout la conservation du bien acquis. La rose nous dit encore que l'art n'est pas le luxe, elle n'est pas une fleur de luxe. Peu exigeante quant à la qualité du sol ou à la température, elle ne demande, pour nous sourire, qu'un espace entre deux pavés, au pied d'un mur ensoleillé ; mais elle veut des soins, de l'assiduité, de l'amour ; et sa beauté ne survit pas à l'abandon.

A qui n'est-il pas arrivé, cheminant devant quelque rustique maison normande tapissée de rosiers en fleurs, de jeter un regard curieux sur l'intérieur entr'ouvert, tout brillant d'ordre et de contentement ? Où la rose fleurit en abondance, la femme active et laborieuse n'est pas loin. Mettre la rose à la portée de tous ; mettre dans la familiarité des plus modestes existences et des âmes les plus simples les aspects simples du beau, c'est ainsi que nous formulerions le progrès de l'éducation esthétique à son premier degré. Et ce ne serait pas chose difficile. L'homme vit tellement d'idéal, qu'à notre époque de cruel paupérisme, alors que la dignité de la femme et la quiétude de la mère sont encore un privilège de classe, alors que la poule au pot d'Henri IV est un pro-

grès encore pour longtemps chimérique, cet autre progrès, la fleur pour tous, est déjà presque une réalité. Il dépend de nous d'approcher davantage de cette réalité souhaitable en consultant les goûts et les aspirations spontanées des masses, c'est-à-dire en multipliant les fleurs aimées de tous, plutôt qu'en cultivant à grands frais les plantes de luxe. Que ceux qui président aux embellissements des grandes villes complètent donc, s'ils ne les modifient, les plans trop uniformément adoptés pour les promenades publiques. Et d'abord, parlons notre langue ; n'appelons pas *squares* nos jardins. Le nom n'est pas un détail sans conséquence. Au nom étranger répond le style cosmopolite, le perpétuel renouvellement des verdure inconnues, partout les mêmes ; la monotonie enfin, par l'excès du changement. Le square est un riche et brillant cadre, une splendide mais froide décoration qui, dans son éclat, laisse les cœurs indifférents. Remplissons le cadre, animons-le en réservant plus de place, des places d'honneur aux fleurs que chacun nomme, et entre toutes à la reine des fleurs. Epargnons sur le combustible de la serre pour donner plus d'espace au jardin où l'on respire. Revenons à des jardins plus stables et plus vivants, où d'une année à l'autre on retrouve, avec la succession des saisons, la succession des mêmes effets ; à des jardins qui représentent notre sol, notre passé, une partie de nous-mêmes, le bien commun de toutes les classes et de tous les âges. Rejetons, avec le nom de *square*, la confusion qu'il représente entre le luxe et l'art. Le luxe, qui détruit sans cesse pour avoir du nouveau, n'en fût-il plus au monde, est aujourd'hui, croyons-le bien, l'adversaire de l'art, essentiellement conservateur, toujours beau et toujours nouveau. Si nous voulons enfin progresser plus rapidement, substituons partout, au luxe qui se fait envier, l'art qui se fait aimer.

C. S.

## LA CRIMINALITÉ AU POINT DE VUE SOCIOLOGIQUE

Le code pénal chez tous les peuples civilisés définit ce qu'il faut entendre par le mot : *crime*. Quant à nous, pour l'intelligence de cette étude, nous le prendrons dans l'une de ses acceptions particulières, les plus significatives, qui ne peut donner lieu à aucune équivoque, celle *d'attentat à la vie de son semblable*.

Le crime, ainsi entendu, est un fait brutal, un acte absolu, qui est tel qu'il est, en quelque temps ou quelque lieu qu'il ait été perpétré. Tel jour à telle heure, quelqu'un a blessé ou tué volontairement, méchamment son semblable. A toutes les époques, les mêmes crimes ont reçu les mêmes noms : Caïn fut le premier *fratricide* d'après les légendes juives. Il n'en est pas de même de la *criminalité*.

La criminalité, c'est l'*appréciation du crime*, non pas par rapport à l'acte qui le constitue, mais par rapport à l'individu qui l'a commis. Cette appréciation a varié sans cesse selon les institutions civiles, politiques et religieuses des différents peuples et des mêmes peuples aux diverses époques de leur histoire. Ce qui est réputé criminel ici, ne l'est pas ailleurs. De même ce qui est criminel aujourd'hui ne l'était pas autrefois. La criminalité a suivi toutes les phases de l'évolution sociale, et ce serait une curieuse et intéressante revue historique que celle qui retracerait les différentes appréciations dont le même acte, qualifié de criminel et susceptible d'une application de la loi pénale à une certaine époque, a été l'objet en d'autres temps.

Partant de ces vues et envisageant la criminalité de la manière que les législateurs modernes la comprennent, la formulent dans leurs codes et l'appliquent aux coupables, nous allons essayer de démontrer que, par suite des progrès réalisés de notre temps par la physiologie et la biologie, il devient nécessaire de modifier les principes sociologiques sur lesquels les magistrats s'appuient pour établir la responsabilité des criminels et déterminer les cas qui tombent sous l'application des lois pénales actuelles.

## I.

La criminalité d'un acte, dans les jurisprudences modernes, se mesure à la *responsabilité morale* de son auteur. La responsabilité reconnue, le criminel est puni ; déclarée nulle, il est acquitté. Si l'on démontre qu'il a obéi à des incitations plus ou moins impérieuses, supérieures à sa volonté, il obtient le bénéfice des circonstances atténuantes : un quasi acquittement presque toujours. Toute la question se réduit donc à savoir comment on détermine à notre époque, la responsabilité morale des coupables ?

On recherche simplement si le sujet a conscience de ses actes. A cette fin, son passé et ses antécédents, les circonstances du crime, sont l'objet d'un examen sévère de la part des *magistrats*. Des *médecins-experts*, de leur côté, sont chargés d'étudier le prévenu et de rendre compte de son état mental tant habituel qu'actuel. Les uns et les autres s'enquière surtout des mobiles qui l'ont poussé au mal, et des conditions d'esprit dans lesquelles il se trouvait au moment de son accomplissement.

Cette procédure, dans laquelle on fait nécessairement intervenir un assez grand nombre de témoignages particuliers et d'appréciations personnelles sur des faits positifs plus ou moins faciles à constater et sur des intentions ou des impulsions secrètes, intimes, souvent insaisissables et plus souvent encore indémontrables, aboutit rarement à fonder la criminalité sur des bases certaines. Quel compte est-il tenu, dans ces instructions judiciaires, de l'intérêt social proprement dit, c'est-à-dire de la nécessité de sauvegarder la vie de chacun des membres de la communauté, du devoir imposé aux autorités de faire respecter par tous les citoyens

indistinctement, *sans aucune exception*, les clauses du contrat constitutionnel en vertu duquel les nations se fondent, se maintiennent et se développent ? Déclarons-le tout de suite, notre but, dans ce travail, est de montrer qu'un temps viendra, s'il n'est déjà venu, où nos magistrats, à côté et souvent même au-dessus de la *responsabilité morale*, feront intervenir la *responsabilité sociale* des coupables, sinon dans tous les actes criminels, au moins dans ceux qui ont rapport à la « sûreté des citoyens », comme disait Montesquieu ; la sûreté des citoyens étant la base de la sûreté des nations. Par *responsabilité sociale* des coupables nous entendons, comme on le conçoit facilement, la responsabilité de l'individu à l'égard de la collectivité sociale. Dans nos sociétés modernes, chaque citoyen, à quelque classe de la société qu'il appartienne, élevée ou non, lettrée ou illettrée, doit être jugé, dans les actes de sa vie publique, non pas conformément à son état de conscience ou d'inconscience seulement, mais conformément aux dommages que ces actes ont occasionnés à ses semblables. Depuis les récents progrès de la science, la responsabilité personnelle envisagée au point de vue du libre exercice des facultés morales, s'atténue chaque jour davantage devant les lois pénales, et, si l'on ne se hâte de suppléer à son insuffisance par un nouveau mode d'appréciation de la criminalité plus en rapport avec un des buts essentiels de la société, il est fort à craindre que les médecins-experts, se fondant sur le *déterminisme* plus ou moins irrésistible des actions humaines par suite de la conformation spéciale des cerveaux, de la variété des fonctions, des facultés, des habitudes, et de l'éducation des divers sujets, ne finissent par faire innocenter la plus grande partie des coupables. Cela résulte fatalement de la marche ascendante qu'ont imprimée à la médecine légale ses plus habiles représentants ; et ce serait là, si nous n'y prenions garde, un véritable danger social pour les générations futures.

Avant d'aborder directement ce sujet, jetons un coup-d'œil sur le principe même de la responsabilité morale.

Il faut arriver à une époque assez avancée de la civilisation pour rencontrer les premières traces de cette responsabilité dans les législations des peuples. La révolution française porta tout d'un coup à son apogée les droits de l'individu et, partant, le respect de la vie et de la liberté humaines en promulguant sa fameuse charte des *Droits de l'homme*, dont la première phrase du préambule mérite d'être rappelée ici : « Les représentants du peuple



français, constitués en assemblée nationale, considérant que l'ignorance, l'oubli ou le mépris des *Droits de l'homme* sont les seules causes des malheurs publics et de la corruption des gouvernements, ont résolu d'exposer dans une *déclaration* solennelle les droits naturels, inaliénables et sacrés de l'homme, afin que cette déclaration constamment présente à tous les membres du corps social, leur rappelle sans cesse leurs droits et leurs devoirs. » Il n'est pas inutile de faire remarquer que ce sont les principes de cette admirable déclaration qui ont servi de base à l'une des plus belles constitutions politiques modernes : la constitution belge.

Cependant le but ne tarda pas à être dépassé. Les droits de l'homme, interprétés et exploités par d'habiles rhéteurs, furent poussés au delà de toute mesure, au risque de porter atteinte au principe même de l'organisation sociale. La fameuse devise : *liberté, égalité, fraternité*, prise dans un sens absolu et appliquée à chaque unité civique, contribua, pour une large part, à fausser sur ce point l'opinion publique. Il en est résulté que dans certains pays, la longue réaction contre l'ancienne constitution des sociétés politiques, les protestations et les luttes énergiques des défenseurs des droits individuels contre l'arbitraire et la tyrannie des chefs des nations, ont abouti à faire décréter *l'inviolabilité absolue de la vie humaine*. C'est en vertu de ce principe que divers États, les uns en droit, les autres en fait, ont admis *l'abolition de la peine de mort*.

Ainsi, à mesure que la civilisation s'est développée, on a vu les droits de l'homme s'affermir et grandir, tandis que le droit social, se restreignait de plus en plus dans les institutions pénales des peuples. Le droit social avait prévalu seul, d'abord. Mitigé, ensuite, par le principe des droits individuels, il semble aujourd'hui menacé d'être bientôt effacé et supplanté par ceux-ci. Ne voyons-nous pas la responsabilité morale des coupables devenir de plus en plus insaisissable pour les magistrats depuis les récents progrès des sciences biologiques ? N'est-ce pas l'état de santé ou d'insanité d'esprit des criminels qui décide aujourd'hui de leur condamnation ou de leur acquittement ? Toutes les circonstances accidentelles de suggestions, d'entraînement, d'impulsions plus ou moins irrésistibles, deviennent à l'égard des juges et des jurés autant de causes, non-seulement d'atténuation, mais d'excuse au point de vue de la criminalité, parce que le respect exagéré du droit individuel fait oublier les droits de la société. Voilà com-

rent des sujets dangereux, aussi redoutables que des bêtes féroces, sont maintenus dans la communauté civile où ils peuvent continuer à se livrer au mal, parce qu'il a été démontré qu'au moment où ils ont attenté à la vie de leurs semblables, ils se trouvaient sous l'empire d'une hallucination ou d'une exaltation subite qui dominaient leur volonté !

La responsabilité morale est tellement restreinte aujourd'hui qu'en présence des plus grands crimes la justice hésite souvent à faire l'application des lois pénales. Hâtons-nous de déclarer, avant d'aller plus loin, afin qu'on ne se méprenne pas sur nos intentions, que nous adoptons dans toute sa compréhension le principe du respect de la vie humaine, et que c'est même en son nom que nous voulons essayer de concilier le droit individuel à l'existence avec le droit social au maintien de l'organisation propre aux peuples civilisés. Nous ajouterons même, bien que cela semble au premier abord tant soit peu paradoxal, que c'est pour sauvegarder les droits personnels de l'homme qu'il faudrait, suivant nous, ainsi que nous le montrerons plus loin, laisser à la société le droit de la peine de mort.

Cependant, il est bon de le reconnaître aussi, dans l'état où se trouvèrent les sociétés humaines depuis les premiers âges de la civilisation jusqu'à nos jours, il n'était pas possible que le criterium de la criminalité fût autre que la responsabilité morale des individus. Du moment où l'on admit des juges pour constater les délits et punir les délinquants, il fallut nécessairement instituer une méthode, ou une doctrine, ou une procédure pour apprécier le degré de culpabilité. Quand, aux exécutions sommaires et arbitraires, ordonnées par l'autorité qui avait pour mission de maintenir l'ordre dans la communauté, eurent succédé les châtiments judiciaires raisonnés et motivés, il fut impossible d'empêcher le prévenu de s'expliquer, de se défendre, de chercher à se justifier ou à s'excuser, et de ne pas proportionner la peine aux circonstances qui avaient précédé ou accompagné l'acte répréhensible. La responsabilité morale est devenue ainsi nécessairement le principal élément d'appréciation des tribunaux quant à la criminalité des prévenus.

Mais la science contemporaine avec son impitoyable logique est venue affirmer l'unité réelle de l'homme : l'intelligence humaine, comme l'instinct des animaux, n'est qu'une fonction du cerveau. Tel cerveau, telle intelligence. Aussi, que voyons-nous aujourd'hui

dans la plupart des grands procès qui se jugent devant les Cours d'Assises? Les physiologistes, appelés comme experts, sont mis en présence d'accusés qui ne peuvent pas être rangés au nombre des aliénés proprement dits, et qui cependant dans l'accomplissement de leurs forfaits ont obéi à certaines impulsions plus ou moins irrésistibles, résultant d'une éducation vicieuse, de mauvais traitements, d'habitudes invétérées, d'une maladie ou de divers accidents antérieurs. Autrefois on mettait la plupart de ces impulsions déterminantes sur le compte des passions volontairement acquises, du penchant naturel au mal, d'une perversion morale préméditée, et, loin d'y voir des motifs d'atténuation, on en faisait très-souvent des raisons aggravantes. On brûlait les maniaques, les monomanes, les hallucinés, les possédés du démon. On eût brûlé les extatiques vraies ou fausses, telles que Louise Lateau, l'écœurant sujet de la comédie de Bois d'Haine, si les jésuites ne les avaient protégées d'une manière toute spéciale pour les exploiter à leur profit. Dans une foule de cas où les législateurs de tous les temps n'auraient vu que des idées perverses, des intentions coupables impliquant la responsabilité morale des malfaiteurs et susceptibles, par suite, de châtiments sévères, les médecins de notre temps reconnaissent et constatent des lésions encéphaliques. Parmi les malheureux que pousse au mal une idée dominante, combien n'en est-il pas qui, sans être aliénés, sont réellement de véritables malades, des sujets atteints d'hypertrophie, d'anémie, d'hypérémie, d'induration dans telles ou telles cellules de la masse encéphalique, qui président soit à la production, soit à la coordination des impressions, des idées et des mouvements? Dans ces conditions le crime n'est plus qu'un phénomène morbide, un symptôme. Qu'arrive-t-il? c'est que les magistrats éclairés par la science, qui eussent cru, naguère, avoir affaire à un scélérat consommé, reculent maintenant devant la perspective de frapper d'une condamnation infamante un malade, accusé pour un fait accompli en vertu même de sa maladie. Et le criminel, absous, est renvoyé dans sa famille ou confié à la Faculté afin qu'elle lui prodigue les soins que réclame l'altération cérébrale dont il est affligé. Voilà ce qui arrive chaque jour, et ce qui arrivera de plus en plus fréquemment à mesure que les sciences anatomo-pathologiques réaliseront de nouveaux progrès. Certes, la société n'aurait pas lieu de s'en plaindre, si la médecine pouvait ramener à la santé, c'est-à-dire à des fonctions intellectuelles nor-

males, les individus affectés de l'une ou l'autre de ces lésions qui les entraînent à commettre des crimes. Malheureusement la plupart de ces lésions sont incurables. Elles présentent, en outre, généralement dans leur marche des périodes plus ou moins longues d'accalmie complète, équivalant à un état normal irréprochable, au bout desquelles, tout d'un coup, sous l'influence d'une cause interne ou externe imprévue, le mal reparait, souvent avec une aggravation notable. Et tels individus, auteurs ou complices d'assassinats, après avoir séjourné dans une maison de santé pour aliénation mentale plus ou moins avérée, qui semblaient parfaitement guéris et avaient été rendus à la société, n'ont pas tardé à retomber dans leurs accès homicides. Les annales de la médecine ont cité depuis quelques années un grand nombre de faits de cette espèce.

Que peut-on conclure de tout cela ? C'est que beaucoup de criminels, infanticides et autres, échappent à la justice répressive, sous prétexte qu'ayant été entraînés par des idées dominatrices involontaires au moment du crime, ils ne peuvent être rendus moralement responsables des actes qu'ils ont commis sous l'influence de ces idées ; que la société, qui doit protéger et défendre tous ses membres, laisse les honnêtes gens, les bons citoyens, les sujets inoffensifs et utiles à la communauté, exposés aux atteintes des individus dangereux, enclins au mal et au désordre ; qu'enfin, la responsabilité morale devenant à peu près illusoire, l'impunité est assurée à un plus grand nombre de criminels, ce qui ne peut que contribuer à les multiplier et à développer leur audace.

Nos criminalistes déplorent cet état de choses, dont ils n'ignorent point la cause ; mais ils se déclarent impuissants à y remédier. Quant aux hommes d'État, les uns accusent de tout le mal l'institution du jury, les autres s'en prennent aux lacunes du Code pénal. Quant à nous, nous pensons que, pour obvier aux abus et prévenir les conséquences fâcheuses dont il vient d'être question, il faut remonter au principe même de la criminalité, en opposant ou plutôt en substituant en partie la responsabilité sociale, trop méconnue à notre époque, à la responsabilité morale, qui tend à s'effacer de jour en jour ; ce qui revient à mettre en présence le droit social et le droit individuel, de telle manière qu'à propos de chaque attentat à la vie d'un citoyen il soit tenu compte, avant tout, de la nécessité d'assurer la sécurité de tous les membres de la communauté civile.

## II.

On peut dire que les progrès de la physiologie et de l'anatomie du cerveau ont jeté le désarroi dans le camp des médecins-légistes et, par suite, dans les Cours d'assises. D'une part, les anciennes bases de la responsabilité morale sont ébranlées ; de l'autre, les principes nouveaux qui, au nom de la science positive, doivent servir à l'appréciation des actes criminels, sont encore mal définis. De là, les incertitudes, les hésitations, les tâtonnements, dont nous sommes quelquefois témoins dans les instructions et les procès relatifs à certains faits de criminalité douteuse par suite de l'état cérébral indéterminé des prévenus au moment du crime. Les magistrats n'en peuvent mais. Les experts, qui devraient les éclairer, finissent trop souvent par les troubler et les rendre plus perplexes, parce que la science n'a pas encore atteint la précision, la netteté, la perfection, auxquelles elle vise. Lorsqu'elle y sera parvenue, la doctrine du déterminisme aura fait de grands progrès, et la responsabilité morale n'en sera que plus annihilée. N'est-il pas temps de prévoir ce résultat et d'en prévenir les conséquences en déplaçant le pivot de la criminalité, en montrant comment le droit social, à cet égard, doit être concilié avec le droit individuel, la responsabilité sociale avec la responsabilité morale, la nécessité de sauvegarder l'ordre et de maintenir la sécurité civique avec le respect des droits de l'homme ? Quelques exemples, choisis parmi des faits tout récents, serviront à faire mieux saisir notre pensée.

Juan Oliya Moncasi, qui a voulu tuer le roi d'Espagne, l'année dernière, était simplement un maniaque, un excentrique, un de ces écervelés qu'on rencontre par milliers dans toutes les classes de la société et qu'on laisse partout circuler librement aussi longtemps qu'ils n'ont pas commis de crime. Qui n'a rencontré de ces esprits haineux, mécontents de leur sort, qui aspirent à changer l'ordre social pour s'y créer avec le moins de frais, d'activité et d'initiative possible une position facile et lucrative ; qui aiment le luxe tout en semblant le dédaigner ; qui font mille projets et imaginent un monde de chimères qu'ils poursuivent dans l'oisiveté

de leurs rêveries au lieu d'employer leur temps à des travaux sérieux et utiles; et qui, presque tous, ont commencé par user et abuser trop tôt des jouissances épuisantes de la vie animale? Ces gens-là ne sont réellement que des malades atteints de nervosisme ou d'éréthisme cérébral provoqué par un état congestif habituel de certaines portions du cerveau et du cervelet. C'est un de ces malades qui a cherché à supprimer violemment le chef d'une nation. Et l'on s'est demandé ce qu'il fallait faire de ce régicide? Le condamner? L'absoudre? L'envoyer dans une maison de santé? Ce n'était pas un fou, les médecins l'ont formellement déclaré. Il n'y avait que l'un de ces deux partis à prendre : l'acquitter en considération du défaut de responsabilité morale, ou le condamner quand même. En le condamnant, comme ils l'ont fait, il est évident que les juges ont eu bien plus égard à la responsabilité de ce régicide devant la société qu'à sa propre responsabilité morale.

Passavante a tenté de poignarder le roi d'Italie. Ce misérable ou ce malheureux, ont dit les journaux italiens, est un ignorant qui sait lire et écrire. Tête fêlée où s'agitent les images de l'histoire et les hallucinations du mysticisme. Brutus, Caton, Jésus-Christ, Orsini, il mêle tout cela ensemble; il prétend que les rois et les empereurs sont des animaux malfaisants *parce qu'ils coûtent cher*; donc, il faut les exterminer. Il a pris la première des têtes couronnées qui lui est tombée sous la main : il est seulement fâché que ce fût le roi Humbert, qui est un galant homme et contre lequel il n'a aucune animosité personnelle. On a même trouvé un volume manuscrit, dépositaire de ses méditations. Elles se rapportent toutes à cette idée principale : « Abolition des rois et de toute autorité; cela coûte trop au peuple. » Si les gouvernements pouvaient vivre de l'air du temps et d'eau fraîche, il les tolérerait. Passavante et Moncasi, ne sont-ce pas les mêmes personnages? La même maladie? La même monomanie? Maladie et monomanie que présentent une foule d'individus, vagabonds et fainéants, déclassés ou pervers, ignorants ou débauchés, qui passent à côté de nous chaque jour, et dont nul ne songe à réclamer l'incarcération dans un hôpital ou une maison de santé, tant leurs actes journaliers leur donnent, pour tout ce qui n'a pas rapport aux doctrines socialistes, l'apparence de la raison et de la santé. Passavante et Moncasi ne se distinguent de ces derniers que par un fait brutal, unique, qu'ils ont accompli : la tentative régi-

cide. Et, si l'on s'en tenait strictement au principe de la responsabilité morale, on excuserait de semblables criminels, en se fondant sur les caractères individuels par lesquels ils ressemblent à tant d'autres misérables ou malheureux qui jouissent de tous leurs droits politiques et civils : une idée fixe, une monomanie raisonnante résultant d'une altération organique congénitale ou acquise du cerveau, qui se manifeste par accès et provoque parfois un déterminisme supérieur, une impulsion irrésistible !

Par ordre de date, nous devrions citer ici un fait qui nous est personnel et qui est antérieur à celui que nous allons rapporter d'après le docteur Lasègue. L'analogie qui existe entre ces deux faits ainsi qu'entre les réflexions qu'ils nous ont suggérées, à M. Lasègue dans une dissertation académique, à moi dans un rapport judiciaire déposé l'an dernier au tribunal de Charleroi, fera mieux ressortir que ne le pourraient faire de longs commentaires, l'insuffisance de la responsabilité morale considérée comme critérium de la criminalité dans certains cas assez fréquents.

M. Lasègue cite l'histoire d'un boucher qui avait présenté dans son enfance des accidents cérébraux très-graves pour lesquels un séton avait été appliqué à la nuque. Parvenu à l'âge mûr, cet homme sans être précisément un aliéné, mène une vie à part. Sauvage, cherchant la solitude, il est en proie à des frayeurs sans motifs, à des hallucinations, à des crises mal définies. Taciturne et sombre, il se croit par moment l'objet de persécutions. Un jour, il se prend de querelle avec sa mère pour une question de succession. Il quitte sa famille et après une absence prolongée, il revient muni d'un poids attaché au bout d'une corde. Après un certain nombre d'allées et venues, d'hésitations peut-être, il fait usage de son engin et tue sa mère en le lui lançant à la tête. Il est certain, ajoute M. Lasègue, que cet homme a prémédité, préparé son crime et qu'il avait conscience de l'acte qu'il a si froidement accompli. Et cependant c'était bien là, dans toute son expression, un de ces malades, un de ces cerveaux viciés, altérés dans une partie de leur substance, auxquels les médecins-légistes et les magistrats de ce temps-ci appliquent largement le bénéfice des circonstances atténuantes et que les cours d'assises ne manquent presque jamais d'acquitter. Combien ne voyons-nous pas, dit à ce propos M. Lasègue, d'individus chez lesquels une lésion cérébrale ancienne, que l'on considérerait comme guérie, a laissé au contraire des traces ineffaçables, une empreinte plus ou moins profonde ?

Une étude attentive de ces malheureux fait découvrir des bizarreries inexplicables dans leur manière d'être. Ils manifestent un penchant prononcé pour la solitude, l'instinct social est diminué notablement. Ils sont sujets à des entraînements, à des impulsions irrésistibles qui n'offrent pas toujours le caractère d'instantanéité et d'inconscience passagère qu'on observe chez certains épileptiques. En effet, quoique déterminant et irrésistible, l'entraînement criminel chez les sujets appartenant à la catégorie du boucher de M. Lasègue est très-souvent précédé, accompagné et suivi de raisonnements et d'actes accessoires parfaitement coordonnés, tant pour assurer l'exécution du forfait que pour en dissimuler ou atténuer les conséquences judiciaires. Les crimes auxquels se livrent ces malades ont été médités d'avance et semblent, à première vue, avoir été commandés et perpétrés par une intelligence normale. Et cependant, au point de vue de la *responsabilité morale*, tous ces individus, soit après l'instruction médico-légale, soit après leur jugement en cours d'assises, seraient inévitablement déclarés irresponsables et considérés comme des malheureux plus à plaindre qu'à blâmer.

L'exemple suivant, qui nous paraît digne d'être rapporté avec quelques détails est, à cet égard, on ne peut plus décisif.

### III.

L....., âgé de 33 ans, est un sujet robuste, parfaitement constitué, qui n'a jamais fait aucune maladie grave. Plus intelligent et plus instruit que ne le sont généralement les ouvriers dans nos campagnes, il s'était mis à lire des ouvrages sérieux, au-dessus de la portée de son esprit : Shakespeare, la Bible, Voltaire, etc. Il croyait en Dieu, au diable et aux esprits malins. Depuis deux ans, il était devenu inquiet, agité ; il s'imaginait être poursuivi par des *rires moqueurs*. On dérangeait ses outils pendant son absence, on lui suscitait mille ennuis insignifiants, mais qui l'agaçaient : c'était le fait des esprits malins, des sorcières de Macbeth et de Banco. Sa vie devint irrégulière. Toutefois il n'avait contracté aucune habitude vicieuse : il n'était ni buveur, ni fumeur, ni débauché. Jamais il n'avait été atteint de syphilis. Son attitude quoique singulière,



étrange, n'est pas celle du dément. Il raisonne juste sur toutes choses, excepté sur les taquineries dont il est l'objet de la part des esprits. Ses propos, hors de là, sont sensés, justes, corrects. Ses lettres disent nettement ce qu'il veut faire entendre. Mais son regard a quelque chose de farouche. Ses gestes sont vifs, saccadés, énergiques. Il a le ton de voix haut, et il s'exalte vite en parlant même des choses les plus simples. Enfin dans tout le cours de son existence jusqu'à l'heure du crime qui l'a fait incarcérer, il n'avait commis aucune action légalement répréhensible. Il ne s'était jamais battu et ses compagnons l'avaient toujours pris pour un bon enfant, un peu exalté, un peu toqué.

Un dimanche, après une nuit agitée pendant laquelle il avait passé plusieurs heures à ranger, à sa façon, les meubles et les objets appartenant à son oncle, qui lui avait momentanément donné l'hospitalité et qui dut finir par le mettre à la porte vers le matin, il erre dans les champs avec le projet d'aller à Saint-Hubert pour se débarrasser des obsessions auxquelles il était en butte de la part des esprits malins. A quatre heures de relevée, il rencontre une vieille femme dans une plantation de betteraves située à quelques mètres d'une grande route très-fréquentée, et il l'assomme à coups multipliés de bâton. Puis il continue à parcourir la campagne en essuyant son gourdin et cherchant à faire disparaître les traces de sang qui maculent ses habits. Cet assassinat n'a été suivi ni de vol, ni de tentatives de viol. L..... a tué, simplement pour tuer, une vieille femme inconnue, qu'il n'avait jamais vue auparavant. Il fut mis en prison où il devint l'objet d'une enquête médico-légale. Longtemps il nia toute participation au crime qui lui était imputé, se défendant avec une rare habileté. Mais poussé à bout par les questions que M. Coppin et moi, médecins-experts, nous lui adressâmes dans une longue série d'interrogatoires, et convaincu que nous avions compris tout ce qu'il y avait d'insolite dans son état mental, et qu'en raison de cet état nous serions disposés à faire mitiger le châtiment, il se décida peu à peu à dire toute la vérité. Il le fit avec un calme qui ne décelait ni regrets, ni remords.

Voici quelle fut la conclusion de notre premier rapport : « dans ces conditions, il nous paraît qu'il y a lieu non de supprimer, mais simplement de limiter la responsabilité du coupable, en enlevant à l'acte criminel qu'il a accompli tout caractère de préméditation. »  
L..... ayant avoué son crime, il s'agissait d'après cette conclusion

de le renvoyer devant la cour d'assises. Mais les magistrats de la Chambre des mises en accusation, se fondant sur les antécédents de l'accusé qui le montraient : « inquiet, agité, depuis deux années, se croyant poursuivi par des rires moqueurs », avaient acquis la conviction que L... devait être considéré comme un halluciné d'une nature spéciale qui serait certainement acquitté par le jury, et s'étaient décidé, en conséquence, à rendre une ordonnance de *non-lieu*. Toutefois, voulant se mettre d'accord avec les médecins-légistes, ils prirent la résolution de procéder à une enquête supplémentaire. A cet effet, M. Vleminkx, conseiller à la Cour d'appel, et M. Van Maldeghem, substitut du procureur général à Bruxelles, furent chargés de se rendre à Charleroi pour y entendre séparément chacun des deux experts, ainsi que l'accusé.

Dans le cours de mon interrogatoire, je défendis vivement la cause de la société. Je ne voulais pas comprendre que, sous aucun prétexte, la magistrature en vint à rendre L... à la liberté, comme elle se proposait de le faire. La société, dis-je, peut-elle être à la merci d'une espèce de bête féroce qui assassine une femme dans laquelle elle s' imagine voir l'auteur de ses soucis ? — Condamneriez-vous à mort une bête féroce ? me répartit l'un des éminents magistrats. — Si je ne la condamnerais pas à mort, répondis-je, au moins ferais-je en sorte de la museler et de l'empêcher de nuire aux honnêtes gens pour tout le restant de sa vie.

Après un long échange de pourparlers il fut convenu que M. Coppin et moi, nous rédigerions un second rapport tendant à faire interner le coupable dans une maison de santé pour un temps limité, mais assez long. Nous croyons utile de citer ici quelques fragments de ce second rapport, qui serviront à faire comprendre le point de vue auquel nous avons dû nous placer dans cette affaire, pour faire triompher au moins indirectement, le principe de la responsabilité sociale.

« Le criminel qui cherche à faire disparaître les traces du crime, à dérouter la justice et à démontrer qu'il est innocent, peut-il être considéré comme absolument irresponsable ? La société peut-elle tolérer en liberté dans son sein des êtres aussi dangereux sans prendre à leur égard des mesures répressives ou préventives ? Le mobile dit irrésistible, quelle qu'en soit la cause, ne peut devenir une excuse absolue. Un socialiste effréné qui, prétendant réformer l'état social, assassine le chef d'un peuple ; un fanatique

qui voit dans telle personne une sorcière et la tue; une extatique qui, pour obéir à des voix intérieures, ordonne le massacre d'un hérétique; un homme qui, voulant se venger d'une femme, attire à lui l'enfant de celle-ci, l'accable de caresse et le pend avec les précautions les plus délicates pour l'empêcher de souffrir, sont-ils différents les uns des autres vis-à-vis des lois protectrices de la société? Les mobiles *irrésistibles* de ces divers forfaits ne sont-ils pas tous également extravagants, absurdes? Pourquoi leurs auteurs ne seraient-ils pas tous traités de la même manière par la justice?

» La succession et le caractère des actes posés par L... avant, pendant et après son crime, sont de nature à établir qu'en l'accomplissant, il n'a pas cédé à un accès de colère violente, de délire passager ou de folie subite, mais aux suggestions d'un état mental habituel provenant d'une altération chronique partielle soit du cerveau et de ses enveloppes, soit de la substance cérébrale seulement.....

» Ainsi que nous l'avons vu, l'altération encéphalique de L.... l'a porté à commettre un crime avec la brutalité et l'insensibilité d'un animal. Sa responsabilité morale étant mise en doute et même niée, il s'agit maintenant d'apprécier la portée et l'opportunité des mesures préventives qui, dans l'état actuel de notre législation pénale, peuvent être employées à l'égard du coupable, pour protéger la société contre le retour possible, *probable même*, d'attentats de cette nature? Demandons-nous, d'abord : la maladie de L... est-elle grave? En raison de sa durée déjà longue, oui. Est-elle curable? Nous ne le pensons pas, pour la même raison. En général, ces malades finissent toujours par succomber aux progrès de leur affection. Cependant la marche des altérations circonscrites du cerveau, même dans les cas de ramollissement caractérisé, est loin d'être régulièrement progressive. Certains sujets sont emportés rapidement par des attaques apoplectiques; d'autres par un ramollissement aigu fébrile plus ou moins long. Mais un grand nombre vivent assez longtemps et arrivent peu à peu à une paralysie générale ou bien à la démence complète. D'un autre côté, on constate fréquemment dans ces affections, même *durant plusieurs années*, un temps d'arrêt qui fait espérer une guérison radicale. Illusion! Ces périodes d'apparente amélioration sont toujours suivies d'exacerbations de plus en plus prononcées.....

» *Conclusion* : 1° L... est atteint d'une maladie cérébrale caractérisée par des phénomènes physiques et psychiques divers, en vertu de laquelle sous l'influence de certaines causes occasionnelles légères, il s'est livré et peut se livrer encore, sans réflexion et sans frein, à des actes criminels. 2° Les maladies cérébrales de cette espèce ayant généralement une marche progressivement ascendante, avec des périodes d'arrêt parfois assez longues, L... doit être soumis à une surveillance spéciale, continue, incessante, dans une maison de sûreté ou de santé, durant le reste de ses jours ou au moins pendant un laps de temps assez prolongé pour que la science puisse affirmer avec certitude qu'il est radicalement guéri. 3° Par suite de son excellente constitution et des conditions hygiéniques favorables qu'il rencontrerait dans une *maison de santé*, il se pourrait que L. y offrît, à certains moments, toutes les apparences du retour à l'état physiologique normal. Mais nous estimons que, eu égard aux caractères, à la marche habituelle et à la nature de son affection, il faudrait, pour établir la présomption d'une guérison définitive, qu'il se fût écoulé au moins *dix années consécutives* sans que L... eût commis le moindre acte d'extravagance. »

Ces conclusions furent adoptées par la magistrature.

Nous avons voulu citer ce fait avec quelques détails pour montrer comment, en l'absence du principe de la responsabilité morale, qui nous échappe, on peut arriver, en invoquant celui de la responsabilité sociale, à protéger la société contre les aggrèsions des forcenés, des hallucinés, des fanatiques ou des socialistes exaltés, qui sont devenus criminels. N'est-ce pas la meilleure preuve qu'on puisse fournir de la nécessité de modifier les bases actuelles de la criminalité, au moins en ce qui concerne certaines catégories d'assassins ? Les Moncasi, Passavante, L..., ne sont pas des fous, puisque personne n'oserait songer à les faire interner dans une maison de santé aussi longtemps que par un acte irrégulier ils n'ont pas porté atteinte à la vie ou à la propriété d'autrui. Ils raisonnent, agissent et vivent à leur manière comme nous faisons tous, librement, jusqu'au moment où, cédant à une idée fausse, ils commettent *un crime*, selon la société, une *bonne action*, d'après eux. Ils sont reconnus responsables de tous leurs actes, à l'exception du seul de ces actes qui contrevient au principe même de l'organisation sociale, à la sécurité des citoyens. Et leur responsabilité s'arrêterait juste où le délit commence ! Leur

responsabilité morale, soit ! puisqu'ils s'imaginent, en assassinant un chef d'Etat, un fonctionnaire ou une vieille femme, accomplir, à leur point de vue personnel socialiste ou fanatique, une œuvre utile et méritoire, extirpant de la société, qu'ils veulent régénérer, des êtres qui leur paraissent nuisibles. Et contre de semblables attentats la société n'aurait pas les moyens de se défendre et de prémunir ses membres les plus humbles comme les plus élevés ? Elle n'aurait pas le pouvoir de demander compte aux criminels des dommages qu'ils ont causés ou voulu causer au pays, à la communauté ? Le principe du respect de la vie humaine doit-il être exclusivement appliqué aux scélérats, aux méchants, aux cerveaux mal conformés ? N'est-ce pas, au contraire, en vertu de ce principe sacré, appliqué aux honnêtes gens, à tous les bons citoyens, qu'il faut arracher de leur sein le misérable ou le malheureux qui les menace, qui constitue pour eux un danger permanent ? La société, donc, est obligée de se défendre et de protéger tous ses membres contre les criminels, quels qu'ils soient, au nom de la *responsabilité sociale* qui lie solidairement entr'eux tous les hommes et tous les peuples civilisés.

#### IV.

Nous pouvons maintenant faire mieux comprendre ce qu'il faut entendre par la *responsabilité sociale* des criminels, qui n'est autre que la responsabilité individuelle vis-à-vis de la communauté civile, de la collectivité.

Ceux qui prennent pour base de la criminalité la *conscience de soi* ou la responsabilité morale, admettent nécessairement que l'inconscience entraîne l'irresponsabilité. Dans ce cas la société est désarmée à l'égard de certains criminels. Si on admet un état de conscience imparfait qui impliquerait une responsabilité partielle, on tombe dans le gâchis des appréciations arbitraires d'états physiques et psychiques particuliers, qui ne peuvent être rigoureusement déterminés par la science, au moins quant à présent. Telle est l'alternative dans laquelle se trouve aujourd'hui la magistrature. Selon nous, en présence d'un acte criminel qui a porté atteinte à l'existence d'un ou de plusieurs membres

de la communauté, il n'y a que trois questions à poser et à résoudre : *Quel est le dommage causé par le criminel ? Quelles conséquences son crime dégagé des circonstances fortuites, favorables ou défavorables, qui l'ont accompagné, pourrait-il avoir pour la société ? Quelles sont les probabilités que le coupable, placé dans des circonstances analogues, se livre de nouveau à des attentats de même espèce ?*

Il s'agit, nous ne cessons de le répéter, de prémunir les membres réguliers, sages, utiles de la communauté contre les agressions malfaisantes de certains individus mal organisés, pervers, méchants, presque toujours inutiles au point de vue du bien-être général, qui sont dans la société ce que les animaux nuisibles sont dans nos campagnes : dangereux. Jusqu'à quel point, alors, faut-il tenir compte de leur plus ou moins de conscience intime, de responsabilité morale, au moment de la perpétration de leurs méfaits ? Le plus ou moins de conscience de soi n'empêche pas le mal d'être le mal, le dommage d'avoir été causé, le danger d'être menaçant. On s'apitoie volontiers sur le sort des individus qui se trouvent placés sous le coup du glaive de la justice. On dit : c'était un enfant mal élevé, un ivrogne, un abruti, un écervelé, un fanatique, un maniaque. Et qu'importe aux enfants bien élevés, aux personnes honnêtes, sages, raisonnables, qui remplissent honorablement leurs devoirs et exercent loyalement leurs droits civiques ! La nation fait tout ce qu'elle peut pour établir dans son sein la sagesse, l'ordre, l'harmonie ; pour inspirer à chacun de ses membres le goût du bien et du beau, l'amour du juste et du vrai. Elle cultive de son mieux l'esprit et le corps à la fois. Le cultivateur laisse-t-il l'ivraie étouffer le bon grain ? Et la société laisserait les mauvais sujets, les individus mal élevés ou mal organisés, qui attentent à la vie d'autrui, vaguer librement dans le monde sous prétexte qu'ils ne savaient pas ce qu'ils faisaient en assassinant quelqu'un ! Nous ne prétendons pas que tous les assassins doivent être également punis, ni qu'il ne faille admettre des circonstances atténuantes qui excusent parfois jusqu'à un certain point le coupable. Nous demandons seulement que le principe de la responsabilité morale au lieu d'être mis en première ligne dans l'appréciation de la criminalité, soit relégué au troisième plan et soit compris dans les considérations relatives à cette question : Quelles sont les probabilités que le coupable placé, dans des circonstances analogues, se livre de

nouveau à des attentats de même espèce ? On l'a dit avant nous : « La société a le droit de *punir* des êtres irresponsables. Nous tuons quand nous le pouvons les animaux malfaisants et pourtant sans responsabilité morale : le loup, l'ours, le lion. S'il y a des hommes malfaisants, la société a le droit et le devoir même de les mettre dans l'impossibilité absolue de nuire ». La justice, qui a le droit de punir, a évidemment pour mission de défendre la société et l'ordre social contre tous les délinquants. La justice ne s'appuie pas exclusivement sur tel ou tel droit, ni sur le droit social, ici ni sur le droit individuel, là ; elle doit les concilier ensemble autant que possible, mais en se souvenant toujours que le premier doit primer le second partout, contrairement à ce qui se fait dans l'état actuel des choses en ce qui concerne les assassins.

Prenons pour exemple le cas de L..., dont il a été question plus haut. La non-responsabilité morale était établie dans l'esprit des magistrats de la chambre des mises en accusation. Elle eût été admise par le jury. Et cependant ce n'était pas un fou, dans le sens légal du mot. L... allait être mis en liberté. Nomade, vagabond, dégoûté et déshabitué du travail, sans famille, sans abri, ce malheureux, qui déclarait lui-même qu'il était sage, heureux et tranquille en prison, mais qu'il *recommencerait* encore s'il était de nouveau poussé par les esprits malins, qu'allait-il devenir au milieu des honnêtes gens ? un danger permanent. Examiné et jugé, au contraire, au point de vue de la responsabilité et des garanties sociales on a pu se dire : « Voilà un être anormal, qui s'est fait par ses lectures et ses méditations une idée fausse des mobiles qui président aux phénomènes de l'univers et aux actes de la vie humaine, qui croit aux sorcières. D'autres que lui croient aux revenants, à l'enfer, au diable, aux saints du paradis, aux génies spirites, aux miracles. Est-ce que la société a rien à voir dans tout cela ? Croyez à tout ce qu'il vous plait ! Le droit le plus incontestable de l'homme c'est de penser à sa guise. Croyez, pensez, mais ne tuez point ! Ici la société vous arrête et doit vous arrêter pour se défendre, pour défendre ses associés contre vos méfaits. » Eh bien ! L..., croyant aux sorcières, rencontre une femme inoffensive ; il la tue, non pour assouvir une passion ou exercer une vengeance, mais pour supprimer simplement une femme dont il n'a jamais eu à se plaindre ! Circonstance singulièrement aggravante par rapport à la responsabilité sociale, tandis qu'elle paraît essentiel-

lement atténuante au point de vue étroit de la *responsabilité morale*. Aujourd'hui, l'homme qui, sans but aucun, tue pour tuer est considéré comme un maniaque. Ce maniaque, surtout s'il n'est pas tout à fait fou, est le plus dangereux des assassins. L... a frappé sa victime avec un incroyable acharnement, sans pitié; il lui a labouré les entrailles du bout de son gourdin. Guillotineriez-vous une bête féroce, m'a-t-on demandé? Pourquoi pas, s'il était prouvé que cette bête féroce est un danger social? Dans tous les cas, je l'enfermerais à perpétuité dans un local où elle serait entretenue aux frais de la collectivité à la condition d'être *astreinte à travailler pour elle*.

Mais on insiste, on soutient que cet homme a cédé à un trouble intellectuel subit, passager ou intermittent. L'individu qui cause un dommage, même involontairement, à son semblable est tenu de le réparer. C'est la loi sociale. Et l'ivrogne, l'écervelé, le fanatique, qui commet un crime ne serait soumis qu'à une responsabilité illusoire! Et l'homme qui, en prenant l'habitude de s'enivrer, ou toute autre habitude vicieuse, est devenu fainéant, débauché, incapable de se maîtriser, verra ses fautes les plus graves, l'assassinat, excusées par cette série de fautes secondaires, l'ivresse ou l'inconduite habituelles et toutes leurs conséquences! Parce que ces malheureux ou ces misérables ne se sont pas arrêtés sur la pente du vice, parce qu'ils ont roulé jusqu'au fond de l'abîme par lâcheté ou par luxure, la société qui est, avant tout, la protectrice des honnêtes gens, dirait tout bonnement aux criminels: « Je vous absous, soyez libres, parce que vous ne savez pas ce que vous faites, tant vous êtes abrutis! » L..., au lieu d'être l'objet d'une ordonnance de non-lieu qui a failli recevoir son exécution, aurait dû être condamné à la peine capitale ou aux travaux obligatoires à perpétuité. La probabilité, équivalant à la certitude, qu'il se livrerait de nouveau aux mêmes violences dans des circonstances analogues aurait dû être invoquée à l'appui de cette sentence.

A ce propos, disons en terminant quelques mots de cette grande question si controversée aujourd'hui et à laquelle nous avons fait allusion au début de ce travail: *la peine de mort*.

En Suisse et en Belgique, le parti dit *libéral*, qui compte plus de doctrinaires que de progressistes, a fait un article de foi politique de l'abolition de la peine de mort. Il en reviendra. La peine de mort est un droit social. Seulement le respect des droits de



l'homme exige qu'on ne l'applique qu'à des *sujets profondément riciés*, dans les cas où le *doute n'est pas possible*, et à *huis clos*. Nous ajouterons encore une quatrième condition au nom du principe utilitaire, c'est que le criminel durant une réclusion à vie ne puisse être d'une *utilité exceptionnelle* à la communauté. Nous ne sommes pas de ceux qui croient à l'efficacité de l'exemple de l'échafaud ni à la salubre influence de la terreur qu'inspirent les exécutions capitales. Ce sont là des conceptions idéalistes, qui ont été invoquées à tort par les partisans de la peine de mort. Pour nous, cette peine est juste, nécessaire à l'épuration du corps social et au maintien de son organisation particulière. De plus, au nom de la sélection sexuelle et en vertu du principe *Similia ex similibus nascuntur*, il faut empêcher les auteurs d'assassinats de faire souche. L'assassin par système, par vice d'organisation, doit être retranché, pour toujours et de la manière la plus absolue, de la vie commune. Il ne peut être placé dans le cas ni de perpétuer sa race, ni de recouvrer, même momentanément, sa liberté. Et ce qui fait pour les masses l'efficacité de la peine de mort, c'est l'assurance qu'elle existe et qu'elle pourra être appliquée à quiconque en aura été reconnu passible. L'instinct de conservation, l'amour de soi est naturel à l'homme. Cet instinct, en général, est d'autant plus prononcé chez les divers sujets que leur caractère et leur intelligence sont moins développés. La plupart des vagabonds supportent les privations les plus pénibles et subissent tantôt les intempéries des saisons, tantôt les châtements de la justice, sans se fatiguer de leur triste existence. Beaucoup de ces brutes arrivent à commettre froidement, lâchement les crimes les plus révoltants, lorsqu'ils ont la ferme confiance de ne courir, après tout, d'autres risques que d'être hébergés en prison, aux frais de l'État, pour le reste de leurs jours. Naguère, un homme d'excellente famille, marié, père de trois enfants, se trouvant, par son inconduite et sa lâcheté, réduit à vivre d'expédients au jour le jour, n'imagina rien de moins pour se faire interner dans une prison que de tirer deux coups de revolver à la tête de sa femme. Dans les bas-fonds de la société il y a plus d'assassins lâches que d'assassins énergiques, l'énergie suffisant généralement à un homme si pauvre qu'il soit, pour lui permettre de vivre honorablement dans le monde. Laissez planer sur la tête de ces fainéants, de ces déclassés, de ces clients ordinaires des prisons et des bagnes, la perspective de la

peine de mort, et vous les verrez par la crainte seule de la fin suprême, par instinct de conservation, moins enclins qu'ils ne le sont aujourd'hui en Suisse et en Belgique, à porter atteinte à la vie de leurs semblables.

Maintenons dans nos Codes la peine de mort. Abolir cette peine, c'est encourager l'assassinat en offrant la prison pour prime à des individus qui n'ont pas d'autre refuge, et qui sont déshabitués de la craindre ; c'est supprimer l'une des mesures les plus éminemment préventives et efficaces pour la sécurité des bons citoyens.

HUBERT BOËNS.

## UN CAS DE SOCIALISME PRATIQUE

J'ai publié, sous ce titre, dans la revue de septembre-octobre 1875, un exposé de ce que M. Godin avait déjà réalisé dans ses établissements de Guise, pour améliorer la condition des travailleurs. A cette époque, le Familistère au palais social n'était point complètement achevé, et de plus M. Godin n'avait pu établir de contrat d'association entre lui et ses collaborateurs ouvriers et employés.

Aujourd'hui le palais terminé peut contenir environ douze cents personnes, jouissant de tous les avantages que comporte une construction unitaire d'aussi grande importance, avec ses annexes, écoles, théâtre, bains, lavoirs, jardins, parc, etc. Maintenant, chose non moins importante, le fondateur du Familistère est enfin parvenu à établir les statuts d'une association coopérative du capital et du travail, qui fonctionne à l'heure qu'il est.

Comme le faisait remarquer M. Littré dans l'un de ses derniers articles, le socialisme a deux aspects : l'un est théorique et entièrement systématique, l'autre est pratique et vise à des modifications incessantes et partielles. Tout socialisme systématique, (que ce soit l'Icarie, le Phalanstère, l'Anarchie de Proudhon ou le Collectivisme), qui prétend s'emparer de la société de haute lutte et la transformer de fond en comble, est absolument inacceptable, inapplicable, utopique. La chose est évidente et sûre. Au contraire le socialisme pratique, qui recherche par la coopération, par des institutions de mutualité, de garantie, de prévoyance de tout genre à améliorer le sort des travailleurs, à élever



leur condition matérielle et morale, est un socialisme incontestablement utile, entrant de plus en plus dans nos mœurs et produisant déjà des résultats considérables.

Ce qui a été fait à Mulhouse par nos frères les grands industriels d'Alsace ; ce que M. Leclaire a établi pour la société des peintres en bâtiment, M. Chaix, pour les ouvriers de son imprimerie, M. Bord, pour ceux de sa manufacture de pianos, les banques du peuple en Allemagne et en Italie, les associations coopératives d'Angleterre, les *Trades-unions*, etc., tous ces efforts pour améliorer pratiquement le sort du peuple et lui préparer jour à jour un meilleur avenir, sont la preuve irréfutable que le socialisme a du bon et qu'il est bon d'en faire.

Parmi ces faits de pratique socialiste, je n'en connais pas un plus considérable et plus probant que celui du Familistère de Guise. Ce qui s'y est déjà réalisé est assurément de la plus haute importance ; mais, comme l'institution est à ses débuts, pour ainsi dire, on ne voit pas encore tous les fruits qu'elle produira. Qu'on se figure par la pensée ce que pourra devenir une masse ouvrière, instruite, élevée dans un milieu favorable, habituée à se diriger elle-même, n'ayant jamais connu la faim et la misère, n'ayant reçu que des impressions propres à développer les bons sentiments qui distinguent l'espèce humaine, travaillant à une chose qui est la sienne et dont la prospérité assure son bien-être. Eh ! mais réellement, voilà d'autres cieux et une nouvelle terre ; cela dépasse ce que nous connaissons.

Je crois que les lecteurs de la *Revue* me sauront gré de leur faire connaître avec quelques détails les bases du contrat d'association dressé par M. Godin. J'estime encore qu'ils trouveront bon d'entendre à cet égard M. Godin lui-même. Le premier dimanche de mai est consacré à la fête du travail, dans le Familistère de Guise. Ce jour solennel était naturellement indiqué pour la proclamation officielle et définitive de l'association. Voici en quels termes s'est exprimé le fondateur de cette grande et belle œuvre :

« A vous tous, employés et ouvriers, mes collaborateurs dans l'œuvre que j'ai entreprise, à vous qui m'avez aidé dans le passé et que je convie à être mes associés dans l'avenir, je rappelle que l'objet de notre réunion en ce premier dimanche de mai est de célébrer le travail, ce créateur du bien-être et du progrès dans l'humanité.

• Peut-être un certain nombre d'entre vous sont-ils portés à ne

voir en cette fête qu'une fantaisie, qu'une occasion de divertissement ; tel pourtant n'a point été le seul but de son institution. La pensée qui lui a donné naissance a été celle d'en faire un symbole de l'avenir, un signe de la rédemption prochaine des sociétés, rédemption qui s'opérera par la glorification du travail et des travailleurs et par l'avènement graduel des classes laborieuses au bien-être.

• Cette fête est, en outre, pour nous, mes amis, un moyen de perpétuer ce souvenir que les fondements du Familistère ont été posés à une même époque de l'année, en mai 1859.

• Mais avant de revenir sur le passé je crois répondre à vos désirs en abordant tout de suite la question de l'association dont j'étudie depuis sept années les statuts, et dont je fais fonctionner à votre profit, depuis deux ans, les principaux rouages.

• Vos caisses de prévoyance, de retraite, de pharmacie, les institutions protectrices de l'enfance, sont autant d'éléments dont la bonne organisation était indispensable à réaliser tout d'abord.

• A ces moyens de bien-être et de progrès est venue s'adjoindre depuis deux ans la participation aux bénéfices ; cette participation, je vous ai appelés à en jouir sur des bases proportionnelles à vos salaires ou appointements et de façon à vous constituer des épargnes qui vont vous conférer des droits spéciaux dans l'association.

• Car le moment est venu de réaliser l'œuvre que je me suis tracée. Les statuts sont maintenant rédigés, les voici. (*M. Godin présente les statuts à l'assemblée.*)

• Ils contiennent comme annexes les règlements spéciaux des diverses institutions de prévoyance générales dont je viens de parler, et ceux réglant les mesures d'ordre des comités, unions et conseils représentant le travail.

• Le tout, comme vous le voyez, constitue un dossier trop volumineux pour qu'il me soit possible de vous en lire tout le contenu, mais je vais vous faire connaître les points essentiels les plus intéressants pour tous, ceux qui règlent les droits des travailleurs associés et des autres membres de l'association. Cette lecture vous permettra d'avoir une idée générale de ce que j'attends de vous et de me prêter un concours plus éclairé.

• Notre association est dénommée :

## SOCIÉTÉ DU FAMILISTÈRE DE GUISE.

## ASSOCIATION COOPÉRATIVE DU CAPITAL ET DU TRAVAIL

Son objet est défini en ces termes :

## ARTICLE 6.

L'association a pour objet :

L'exploitation sociétaire et locative du Familistère.

L'exploitation commerciale de ses magasins et débits.

L'exploitation sociétaire et industrielle des usines et fonderies appartenant au fondateur et situées à Guise et à Laeken-les-Bruxelles (Belgique).

## ARTICLE 8.

L'association se compose :

1° Du fondateur ;

2° Des adhérents qui font des apports au fonds social ;

3° Des personnes des deux sexes qui adhèrent aux présents statuts en qualité de coopérateurs aux travaux et opérations de l'association.

## ARTICLE 9.

Les membres de l'association autres que le fondateur se distinguent en :

Associés,  
Sociétaires,  
Commanditaires  
et Auxiliaires.

## ARTICLE 10.

Les conditions générales pour être admis dans l'association, à l'un quelconque des titres d'associé ou de sociétaire, sont :

1° D'être âgé de 16 ans révolus ;

2° D'être d'une moralité et d'une conduite irréprochables ;

3° D'adresser au président du conseil d'administration une demande sur une formule délivrée dans les bureaux de l'association, laquelle demande doit contenir tous les renseignements exigés sur le postulant.

4° D'avoir pris connaissance des présents statuts et, dans le cas d'admission, d'entendre en séance de réception la lecture de l'exposé des principes et des chapitres IV, V et VI des statuts ;

5° D'adhérer expressément après cette lecture aux principes et aux dispositions que les statuts renferment, ainsi qu'à tous les règlements particuliers qui sont ou seront décidés par l'association.

## ARTICLE 11.

Les associés sont les membres de l'association qui, outre les conditions générales énumérées article 10, remplissent les conditions particulières suivantes :

- 1° Être âgé au moins de 21 ans ;
- 2° Résider au moins pendant cinq ans dans les locaux du Familistère ;
- 3° Participer depuis au moins le même temps aux travaux et opérations de l'association ;
- 4° Savoir lire et écrire ;
- 5° Être possesseur d'une part du fonds social s'élevant au moins à cinq cents francs ;
- 6° Avoir été admis par l'assemblée générale des associés.

» Ici, mes amis, j'ai à vous faire remarquer que les conditions dont je viens de vous donner lecture ne seront pas applicables au premier groupe de ceux d'entre vous que j'appellerai au titre d'associés.

» Ceux-là entreront dans l'association de plein droit par mon appel ; j'en arrêterai prochainement la liste en m'entourant des renseignements et des appréciations propres à assurer un bon choix. »

• Cela entendu, je passe aux droits conférés aux associés.

#### ARTICLE 15.

Les associés ont la priorité sur tous les autres membres de l'association pour être occupés en cas de pénurie de travaux.

Ils participent à la répartition des bénéfices, conformément aux articles 143 à 155.

Ils composent les assemblées générales et prennent part aux votes de ces assemblées.

Ils jouissent des avantages particuliers de l'habitation du Familistère.

Ils ont, leur vie durant et avec eux leurs familles, droit aux garanties offertes par les institutions de protection qui y sont fondées en faveur des habitants, contre le besoin, le chômage, les atteintes de la maladie et les infirmités de la vieillesse, ainsi que pour l'éducation et l'instruction gratuite des enfants. (Articles 126, 128 et 132.)

L'associé qui est forcé par l'âge, la maladie ou les infirmités de cesser de prendre part aux travaux de l'association continue à jouir des avantages résultant de l'habitation sociétaire conformément aux règlements, avec le droit de siéger et de voter aux assemblées générales.

#### ARTICLE 16.

Les associés sont inscrits suivant l'ordre de leur admission sur le registre spécial contenant la liste des membres de l'association de cette catégorie.

Le conseil d'administration délivre à chaque associé un diplôme constatant sa qualité, la date de son admission et le numéro de son inscription sur le registre des associés.

Le diplôme relate les conditions à remplir pour obtenir et conserver le titre d'associé, les droits que confère ce titre et les devoirs qu'il impose.

## ARTICLE 17.

L'associé conserve la liberté de renoncer à l'habitation dans les locaux du Familistère, mais, en quittant le Familistère, il perd la qualité d'associé pour devenir simple sociétaire, article 18.

L'associé qui cesse à la fois d'habiter le Familistère et de prendre part aux travaux de l'association ne conserve plus que la qualité de commanditaire attaché aux économies d'apport et d'épargne qu'il possède, article 26.

» Telles sont, mes amis, les conditions propres aux associés ; mais vous avez entendu préciser dans l'article 9 que l'association comporte des membres à différents degrés.

» Après les associés viennent donc les sociétaires. Leurs conditions d'admissibilité sont réglées comme suit :

## ARTICLE 18.

Les sociétaires sont les membres de l'association qui, outre les conditions générales énumérées article 10, remplissent les conditions particulières suivantes :

- 1° Avoir travaillé au service de l'association depuis un an au moins ;
- 2° Être admis par le conseil d'administration au nombre des sociétaires, après avis des représentations consultatives qui se donnent les membres de l'association.

## ARTICLE 19.

Les sociétaires sont admis à deux titres différents :

- 1° Celui de résidents, c'est-à-dire d'habitants du Familistère ;
- 2° Celui de non-résidents, c'est-à-dire d'habitants en dehors du Familistère et de ses dépendances.

» Je passe quelques articles pour arriver à ce qui est à faire à l'égard des différents membres de l'association, en cas de ralentissement ou de manque de travail.

## ARTICLE 23.

En cas de chômage pour manque d'ouvrage, les associés ont privilège pour le travail sur tous les autres membres de l'association ; les sociétaires résidents ont privilège sur les non-résidents et ces derniers sur les auxiliaires, article 49.

Les congés sont d'abord donnés aux auxiliaires, en commençant par les derniers inscrits et en remontant aux plus anciens, puis, dans le même ordre aux sociétaires non-résidents, et enfin aux sociétaires résidents.

Néanmoins, dans l'ordre des congés à donner aux sociétaires non-rési-



dents et résidents, le conseil d'administration peut tenir compte des besoins des familles et des besoins de l'industrie.

#### ARTICLE 29.

L'association admet en qualité d'auxiliaires salariés des ouvriers et des employés qui ne sont ni associés, ni sociétaires.

#### ARTICLE 31.

Outre leur salaire, les auxiliaires jouissent des avantages des institutions de prévoyance communes à tous les membres de l'association ; ils en supportent les charges et obligations, article 126.

Ils peuvent, après avoir rempli les conditions de temps exigées, être admis dans l'association, d'abord comme sociétaires, ensuite comme associés.

» Telles sont, mes amis, les conditions principales faites aux membres de l'association.

» Je reviens maintenant à ce que je vous disais en commençant. Les institutions de prévoyance générale, établies tant à l'usine qu'au Familistère, ont dans les statuts des articles spéciaux qui garantissent la stabilité de leur fonctionnement.

» Il est dit à ce sujet :

#### ARTICLE 125.

Les caisses mutuelles générales sont :

1° La caisse des usines ;

2° La caisse des retraites et de subventions aux familles.

Ces caisses ont pour objet de subvenir aux besoins des malades, des blessés et des invalides du travail.

#### ARTICLE 127.

Les caisses mutuelles du Familistère sont :

1° La caisse de prévoyance fondée entre tous les hommes en âge de travailler habitant le Familistère.

Cette caisse a pour objet de subventionner ses sociétaires malades, blessés ou victimes d'accidents.

2° La caisse de prévoyance fondée entre toutes les dames en âge de travailler habitant le Familistère.

Cette caisse a, entre les dames, le même objet que la précédente entre les hommes.

3° La caisse de pharmacie fondée entre tous les adultes des deux sexes habitant le Familistère.

Cette caisse a pour objet la fourniture gratuite à ses sociétaires des médicaments nécessaires pendant la maladie. Elle pourvoit, en outre, aux frais civils des funérailles de ses membres.

## ARTICLE 129.

L'association s'oblige à entretenir le fonctionnement des diverses caisses de prévoyance ci-dessus énumérées, conformément à leurs règlements particuliers tels qu'ils ressortent des délibérations prises par leurs comités respectifs, d'accord avec le conseil d'administration, approuvés par les assemblées générales de leurs membres respectifs et sanctionnés par l'assemblée générale des associés.

## ARTICLE 130.

Les règlements particuliers des diverses caisses mutuelles de prévoyance établis, approuvés et sanctionnés comme il vient d'être dit, sont annexés aux présents statuts pour devenir la loi de ceux qu'ils intéressent, étant réservées les modifications qu'ils pourront y introduire.

. . . . .

## ARTICLE 133.

Le conseil d'administration veille à ce qu'il soit pourvu aux dépenses des institutions de l'enfance établies au Familistère.

» Ainsi est assuré, comme vous le voyez, le maintien des institutions actuelles, dont vous avez pu, depuis tant d'années déjà, apprécier l'utilité et les bienfaits.

» Je vais terminer ma lecture par l'indication des mesures prises en vue de la répartition équitable des bénéfices.

» L'art. 112 dit à ce propos :

En vue de la répartition des bénéfices sur les bases prévues aux présents statuts, il est tenu une comptabilité spéciale, claire et facile à vérifier :

1° Des émoluments, appointements et salaires gagnés par chacun des membres de l'association ;

2° Un grand livre est ouvert pour les économies d'apport et d'épargne de chacun des membres de l'association, ainsi que des cessions qui en seraient faites, comme il est dit articles 64 et 65 ;

3° Tout porteur de livret d'épargne a, en outre, un compte ouvert sur un grand livre particulier pour ses économies non encore converties en titres d'économies.

. . . . .

» Tel est l'ensemble des dispositions fondamentales qui règlent les droits de chacun des membres de l'association.

» Les personnes qui, attachées à mon œuvre par le double lien d'habitant du Familistère et de travailleur de l'usine, participent déjà aux bénéfices dans la proportion de leurs appointements ou de leurs salaires, remarqueront qu'en ce qui les concerne, l'asso-

ciation a surtout pour objet de consacrer d'une façon définitive les avantages dont ils jouissent. Pour ces personnes, en effet, l'association fonctionne depuis deux ans, comme si les signatures étaient échangées entre elles et moi.

» C'est que dans une œuvre aussi nouvelle, aussi considérable, il était indispensable, mes amis, de voir dans quelle voie on s'engageait et s'il serait possible de s'y maintenir pour le bien général.

» Car je tiens à ne pas faire une œuvre fantaisiste et personnelle. Ce que je veux, c'est réaliser une fondation viable, pratique, qui puisse être imitée pour le grand profit de la société en général et des classes laborieuses en particulier.

» C'est pourquoi, à côté des motifs étrangers à ma volonté qui sont venus retarder la proclamation définitive de l'Association, — motifs que vous comprenez tous, — il y a eu les retards volontaires que j'ai cru sage d'introduire tant que l'expérience n'avait pas fourni ses enseignements sur les difficultés à vaincre et sur l'organisation sociétaire que j'avais conçue.

» Aujourd'hui, à l'usine comme au Familistère, tout est préparé en vue de la réalisation de l'Association. La comptabilité générale est établie sur les bases nécessaires, puisque depuis deux ans la participation aux bénéfices est réalisée pour la plupart d'entre vous.

» Aussi, sachant que toutes ces mesures sont prises, un certain nombre se sont-ils déjà demandé quel serait le taux des bénéfices répartis cette année.

» Je déclare donc à ce sujet à mes futurs associés et sociétaires, à ceux qui, par rang d'ancienneté, de bonne conduite, d'adhésion aux statuts, vont être appelés à une participation nouvelle, que les titres qui leur ont été délivrés l'an dernier vont recevoir un nouveau dividende dont le montant ne sera pas moindre que celui du précédent exercice, c'est-à-dire 8 0/0.

» Il y a bien pour la régularisation des choses, en vue de l'œuvre que je veux rendre définitive, à liquider des pertes qui atteignent le bénéfice du passé, mais ne voulant pas que vos dividendes à vous aient à en souffrir, c'est à ma charge seule que je les prends.

» Les écritures vont donc être passées en conséquence et l'Association recevra de moi une situation nette de toute charge. (*Applaudissements.*)

» Cela dit, j'éprouve le besoin de jeter avec vous un coup d'œil sur les faits accomplis.

» Il y a bientôt 39 ans que je commençais sans fortune, presque sans ressources, dans un village voisin, les essais d'une industrie entièrement nouvelle ; il y en a 33 que j'installai à Guise les ateliers embryonnaires de l'usine qui, aujourd'hui, vous fait vivre tous.

» C'est par le travail et par le travail seul que les ressources industrielles se sont accumulées parmi nous, que les inventions et les modèles se sont succédé, que les ateliers se sont élevés ; et c'est il y a 20 ans, en mai 1859, que j'ai posé les fondements du Familistère qui, aujourd'hui achevé, va contenir environ douze cents personnes.

» Ayant créé une industrie qui donnait à toute une population des moyens d'existence, j'ai voulu par cette fondation mettre à la disposition des familles une demeure qui fût par elle-même une cause de bien-être et de progrès.

» Il importe de voir si j'ai atteint mon but, si la fondation du Familistère, malgré l'hostilité, les préventions et les résistances qu'elle a rencontrées, n'a pas réalisé des progrès qu'on ne trouve nulle part ailleurs concentrés au profit d'une population ouvrière de l'importance de celle réunie ici.

» Dans ce palais social où je demeure avec vous, les choses d'utilité commune sont accessibles à tous ; chacun peut en profiter dans une égale mesure ; elles sont, en outre, d'une facile surveillance, à commencer par l'éducation et l'instruction de l'enfance.

» La nourricerie, les jardins d'enfants, les écoles, toutes ces salles sont près de la demeure des parents. Les élèves reçoivent dans les classes les mêmes soins, la même instruction, aussi n'est-il personne d'illettré dans les générations qui s'élèvent au Familistère.

« Il y a bien parmi notre population enfantine des élèves à divers degrés d'aptitudes et d'avancement, mais les moins avancés savent lire, écrire et compter ; et il est à signaler que, lorsque les circonstances éloignent de nous les enfants du Familistère, pour les appeler soit à l'armée, soit ailleurs, ils trouvent généralement à se placer d'une façon avantageuse pour eux.

» Le contact journalier de la communauté des besoins a développé parmi nous le sentiment de la mutualité ; la facilité des réunions nous a permis d'organiser cette mutualité dans les principaux

faits de la vie. Aussi le Familistère a-t-il sa caisse de retraites assurant des pensions aux invalides du travail, des secours aux veuves et aux orphelins, sa caisse de prévoyance donnant des subventions aux malades, sa caisse de pharmacie procurant, pendant la maladie, les médicaments nécessaires.

« Tels ont été les premiers degrés de participation aux bénéfices établis en faveur des travailleurs de tous ordres, puisque ces institutions diverses sont fondées non-seulement à l'aide de votre coopération, mais aussi à l'aide d'une contribution financière supérieure encore prélevée sur les bénéfices de l'établissement.

« Grâce à ces institutions, la misère a disparu de nos rangs; chacun jouit de l'aisance du foyer et des avantages que comporte une habitation réunissant les conditions nécessaires au bien-être et aux agréments de la vie.

« N'avez-vous pas, en Familistère, des facilités de relation toutes spéciales entre les divers logements et de ceux-ci aux magasins de vente et aux salles d'éducation et de réunions qui répondent aux divers besoins de la vie?

« N'avez-vous pas des jardins, des promenades, des ombrages dont vous profitez chaque jour, avec la possibilité d'y introduire les moyens de délassement et d'amusement qu'il vous plaît d'imaginer?

« Parce que vous jouissez au jour le jour de tous ces avantages, vous en prenez l'habitude et ne les remarquez peut-être plus; mais ils n'en constituent pas moins un bienfait précieux qui contribue au charme de l'existence et à l'amélioration des individus.

« Qui ne reconnaîtra d'autre part que les causes du contact journalier que vous avez les uns les autres dans les divers comités où vous vous réunissez pour accomplir le bien à l'égard de vos frères soit en déterminant les subventions à accorder à ceux qui souffrent, soit en étudiant les moyens d'augmenter les satisfactions de la vie générale, contribuent dans une forte mesure à développer chez chacun de vous le véritable amour du bien.

» Qui donc oserait ne pas tenir compte de ce fait, ou dire qu'il n'est rien alors qu'il constitue le réel progrès que l'homme est appelé à réaliser sur la terre?

» Ah! je sais bien que ces moyens d'amélioration et d'avancement ne correspondent ni aux vœux, ni aux tendances des hommes qui rêvent un idéal impossible. Ils ne satisfont pas davantage les gens trop pressés de jouir.

» L'œuvre du Familistère ne peut être comprise par ceux dont les préoccupations se concentrent uniquement sur leurs satisfactions personnelles.

» Tel, par exemple, qui met son point d'honneur à se signaler, entre ses pareils, dans l'orgie et les excès en compromettant sa santé et ses moyens d'existence, ne peut avoir de sympathie pour une œuvre de moralisation.

» Tel autre qui, moins déchu, croit que la conduite de l'homme sage consiste à être tempérant, à ménager sa santé, à savoir amasser pour soi toutes les jouissances de la vie sans s'occuper des autres, qui ne conçoit d'autre devoir que celui de respecter le texte des codes, ne comprendra non plus ni le côté moral, ni les avantages sociaux de l'Association.

» La pensée qui préside à la fondation du Familistère sera-t-elle jugée avec plus de sagesse et de raison par cet autre qui, étendant un peu la sphère de son amour du bien, pense qu'en travaillant pour soi-même il convient de faire tout le possible pour assurer à sa famille la meilleure place dans la société, sans pour cela avoir à ménager la situation d'autrui ?

» Les personnes chez qui existent ces différentes manières de comprendre les devoirs de l'homme en société se demandent quels avantages personnels j'ai voulu réaliser en fondant le Familistère, et quels sont ceux que je poursuis encore en organisant l'association avec mes ouvriers. Circonsrites dans l'amour du bien pour elles-mêmes ou pour leurs familles, ces personnes ne peuvent comprendre la pensée qui m'anime, ni accorder leur sympathie à une œuvre qui a pour but le bonheur de tous et la protection de chacun.

» C'est là ce qui explique les résistances que le Familistère a rencontrées dans son développement et les préventions qu'il soulève encore. Mais ces difficultés disparaîtront devant les résultats de l'association industrielle qui est le couronnement de l'œuvre du Familistère.

» L'association entre le travail et le capital est la grande tâche qui s'impose à nos sociétés modernes. Partout les classes ouvrières aspirent à recevoir les garanties d'avenir dont elles ont besoin. Les paroles ne suffisent plus, il faut des actes. Or, ces actes se montrent ici dans toute leur réalité.

» Les statuts que j'ai préparés, combinés avec les règlements spéciaux des institutions mutuelles qui fonctionnent parmi nous,

vont constituer l'ensemble le plus complet des règles pratiques conçues jusqu'ici en vue de la participation des ouvriers aux avantages créés par le travail et l'industrie.

» Pour concourir au fonctionnement de l'œuvre, je vous ai invités l'an passé à constituer des groupes ou comités et des unions et conseils dont le but est la représentation et l'introduction du travail dans les faits administratifs de l'association. Ces comités, unions et conseils ont besoin d'être renouvelés entre ceux que je vais appeler au titre d'associés. Ce renouvellement devra donc s'opérer aussitôt que j'aurai arrêté la liste des premiers membres de l'association.

» Mon choix devra naturellement porter sur les plus disposés à croire en l'avenir de l'œuvre et à lui prêter tout le concours possible.

» Quant à ceux qui hésitent et ne savent si travailler au bien général est la voie qui mérite réellement tous leurs efforts, ils pourront néanmoins, en attendant que leurs convictions soient faites, trouver place en nos rangs, puisque, à côté des associés jouissant de la plénitude des droits, l'association aura des sociétaires participants, ou même de simples auxiliaires.

» Le contrat d'association étant devenu définitif, j'ai l'espoir, mes amis, que vous vous sentirez maîtres de votre avenir et que, sous l'empire de la confiance qui vous animera, le zèle, l'économie et l'activité que vous apporterez à la prospérité de l'association feront doubler en votre faveur les dividendes que je vous compte depuis deux ans.

» Que ceux qui ont déjà confiance en l'avenir soient donc fortifiés dans leur espérance; car la conviction donne aux hommes la force indispensable pour se tenir à la hauteur de l'œuvre qu'on veut accomplir. »

Ah ! que ces pages sont belles et qu'elles sont pleines par tout le bien qu'elles renferment ! Et qu'il est rare de rencontrer un morceau de littérature qui les vaille !

Il y a longtemps que je n'avais rien lu d'un intérêt aussi puissant.

Comment ! voilà un homme qui, après trente ans de vaillants efforts et de persévérance inébranlable, est parvenu à fonder une grande et florissante industrie; à construire un palais, un vrai palais, avec écoles, théâtre, parc, jardins et tout ce qui rend l'exis-

tence aisée et confortable; à loger dans ce palais douze cents personnes jouissant de ce bien-être, et, ce qui n'est pas petite besogne, à grouper, rapprocher, unir ces familles pour se prêter un mutuel secours, pour se diriger et gouverner librement, selon des lois ou règles venant de leur initiative, en un mot, pour s'élever à un très-haut degré de sociabilité où la misère disparaît, où le faible et l'invalides trouvent appui et sécurité, où le bien-être est le partage de tous, où chacun est dans la véritable condition de la vie et du bonheur, le travail, le travail satisfaisant aux besoins; enfin, à constituer un milieu moral favorable au développement des sentiments supérieurs qui font la grandeur de notre espèce, comme il est également favorable à l'éclosion des facultés et aptitudes intellectuelles et industrielles... Ah! c'est là un grand et magnifique spectacle, vivant et parlant, instructif et fait pour remuer jusqu'au fond toutes les âmes généreuses!

L'homme qui a pu créer tout ce bien, jour à jour, avec la patience du génie, avec l'amour ardent de l'humanité et de la justice, cet homme, assurément, s'est procuré une joie aussi immense qu'elle est noble et pure. Il y a peu de jouissances de cet ordre et peu d'hommes dignes de les goûter.

M. Godin vient d'accomplir l'acte de socialisme pratique le plus important peut-être qu'ait vu notre époque.

C'est dans cette voie qu'est le salut du peuple, et non dans celle d'un socialisme systématique, théorique, autant qu'il est intransigeant et révolutionnaire.

E. DE POMPERY.



# LES DEUX MORALES DE L'ÉTAT

## AVANT-PROPOS.

Le 21 septembre 1792, la république française a séparé la commune de la paroisse, l'État de l'Église : c'était l'ordre civil.

Louis XVIII a rétabli l'ordre religieux en utilisant le Concordat de 1802 et en inscrivant d'autorité, dans la Charte de 1814, la religion d'État que nous possédons encore sous le titre de cultes reconnus : c'est la situation.

Notre liberté, aujourd'hui, en matière religieuse, peut se résumer ainsi :

Article 1<sup>er</sup> pour l'armée. — La consigne est d'aller à la messe facultativement <sup>1</sup>.

Article 2. — Chacun est libre de professer sa religion à la condition de s'y conformer <sup>2</sup>.

Le fait est celui-ci : l'Église prêche à satiété une religion facultative depuis qu'elle a obtenu des lois qui la rendent obligatoire. Veut-elle des aumôniers dans les casernes, elle dit : « chacun pourra s'en passer ». Du moment que le clergé promet de ne

<sup>1</sup> Le 26 janvier 1874, le général Pélissier a dit à la Chambre des Députés : « Le service religieux fait partie des corvées. »

<sup>2</sup> Suspension et révocation des instituteurs et institutrices qui s'abstiennent d'enseigner le catéchisme.

Condamnation d'un libraire de Guingamp pour avoir étalé le dimanche des livres, non des reliques. — (1856. Approbation de la Cour de Cassation.)

pas se servir des lois qu'il demande, on les lui accorde sur l'honneur. C'est un rude labeur de remettre sur pied des idées que le public voit marcher sur la tête depuis trois quarts de siècle.

Nos adversaires ont pour eux les lois actuelles : c'est leur perte.

Nous le prouverons. En attendant, l'Église continuera de consoler sur les marches de l'échafaud les malheureux qui étonnent encore, par leurs crimes, une société où la religion est obligatoire et l'alphabet facultatif.

## I.

### LE MONDE INVISIBLE.

Le tribunal a condamné l'économiste Proudhon au nom de la religion, et l'assassin Lacenaire au nom de la morale. Donc, il y a morale et religion. Nous les séparerons.

La morale règne sur le monde visible qui est positif; la religion sur l'invisible qui ne l'est pas. Le livre de l'invisible, c'est le catéchisme. Il y est dit :

« Dieu est un esprit pur qui ne peut être vu de nos yeux, ni touché de nos mains; invisible.

Les anges, les démons, l'enfer, le purgatoire : invisibles.

La grâce, vertu surnaturelle : invisible.

La présence réelle dans les hosties : invisible.

Tout en religion est invisible. Voilà pourquoi le législateur devait s'abstenir de mettre la religion dans la loi civile.

La loi sur l'enseignement l'impose à la jeunesse, le budget aux contribuables, et la loi sur la presse aux écrivains. Cependant l'Église n'ignore pas que son action doit s'arrêter où commence celle du législateur. Elle l'a proclamé en ces termes dans la déclaration du clergé de France de 1790 :

« Nous ne voulons que des peines spirituelles. »

Or, la prison n'est pas spirituelle.

L'archevêque de Paris, en 1848, a réédité la même pensée sous une forme différente. Il a dit :

« Les États ont besoin de la force pour se faire obéir; l'Église périrait le jour où on lui verrait d'autres armes que la persuasion. »

Il est assez original que le clergé répète sur tous les modes :

« nous voulons la religion facultative » et jette en prison ceux qui la contredisent.

En présence de l'invisible nous demeurons frappé d'une grande vérité que les constituants de 1792 ont appliquée et qui, pour être comprise, nécessite l'emploi d'un mot nouveau, la facultativité de la religion mise en opposition avec la morale obligatoire. Le premier pas est fait. La séparation officielle des actes de l'état-civil et des actes de baptême est la porte par laquelle passera l'Eglise pour sortir de l'État.

Alors, deux choses incompatibles dans la loi, la religion et la morale, seront mises respectivement à la place qui convient à chacune d'elles. A la première le domaine privé ; à l'autre le pouvoir social toujours armé pour protéger la justice et la liberté.

La vérité est celle-ci :

La religion ne crée que des droits ; la morale impose des devoirs.

Les droits ne s'appliquent qu'aux actes innocents, c'est-à-dire permis. Il est innocent de prier, de communier, d'aller à la synagogue ou au temple protestant. Les actes religieux sont innocents lorsqu'ils ne sont pas criminels, exemples : La Saint-Barthélemy et la révocation de l'édit de Nantes.

Qui distinguera les uns des autres si la foi est aveugle ? La religion est une fille mineure à qui il ne faut laisser dans les mains ni armes, ni poison, et qu'il importe de toujours surveiller. Le pape en est convenu lui-même dans l'article premier du Concordat ainsi conçu :

« Il a été convenu entre le Premier Consul de la République française et le pape Pie VII, que la religion catholique, apostolique et romaine, serait librement exercée en France, pourvu qu'elle se conforme aux règlements de police, dans le but d'assurer la tranquillité publique. »

Ainsi, en présence de la tranquillité publique, la religion a besoin d'un frein.

Le mot sur lequel s'appuie la domination des Eglises est celui-ci : « devoirs religieux. » C'est la confusion des commandements de Dieu qui sont obligatoires et des commandements facultatifs des Eglises dissidentes.

Transformer en devoir le droit d'être ou non religieux : tyrannie.

Si les actes religieux ne peuvent plus être imposés par le légis-

lateur, c'est qu'ils ne traduisent que des traditions et des observances particulières. Adorer Dieu sous la forme d'une croix ou croissant, tradition. Veiller, jeûner, gravir l'escalier saint sur les genoux, livrer son corps aux insectes, se précipiter sous les roues du char qui porte le soleil, traditions, observances ou délire.

La religion n'est pas ici en cause, mais l'Église qui a transformé en devoirs des traditions et des conventions, les mettant abusivement dans la loi d'État sous le nom de morale religieuse.

## II.

### LE TRIBUNAL ECCLÉSIASTIQUE A LA COUR D'ASSISES.

La loi de 1819 dit, article 8 :

« Tout outrage à la morale publique et religieuse sera puni de l'amende et de la prison. »

Voilà les deux morales.

L'une punit les Tropmann et les Léotade ; l'autre n'atteint exclusivement que les ennemis de l'Église, ceux que plus tard le peuple porte en triomphe : Galilée, Jeanne d'Arc, Voltaire. Que dira d'une loi qui ouvre le Panthéon à ses victimes ?

Le dix-neuvième siècle répondra que le législateur a mis dans la loi civile, sous le nom de morale religieuse, les commandements de l'Église.

La morale religieuse, qui permet aujourd'hui de jeter en prison les écrivains convaincus d'avoir douté de la présence réelle de Jésus-Christ dans les hosties de 1871<sup>1</sup>, a signé et fait exécuter, en 1609, le jugement suivant des moines de l'abbaye de Saint-Claude :

« Nous, après avoir vu les pièces du procès, et de l'avis des docteurs en droit, déclarons le sieur Guillou, écuyer, dûment atteint et convaincu d'avoir, le 31 du mois passé, jour de samedi en carême, emporté un morceau de viande de cheval à la voirie de cette ville, et d'en avoir mangé le 1<sup>er</sup> avril.

» Pour quoi le condamnons à être conduit sur un échafaud qui sera dressé sur la place du Marché, pour y avoir la tête tranchée. »

(Suit le détail de l'exécution).

<sup>1</sup> Voir le procès du journal le *Radical*, de 1871.

De quoi s'agissait-il? des commandements de l'Eglise. Les hommes intelligents et courageux peuvent les enfreindre s'ils ne sont pas trop dégoûtés de la ciguë, mais ce n'est pas à nous, laïques, de la leur offrir. Le jugement des moines de Saint-Claude diffère peu, par l'intention du moins, de celui de 1828 rendu par la Cour d'Assises de la Seine et formulé comme suit :

« Attendu que le prévenu, dans la chanson intitulée *l'Ange gardien*, a mis en doute l'un des dogmes de l'Eglise romaine, »  
 » condamne le sieur de Béranger à l'amende, à la prison et à la »  
 » confiscation de ses œuvres. »

Moins la tonsure c'est le tribunal ecclésiastique supprimé en 1789.

Savez-vous ce qu'il en coûte pour contredire le catéchisme de l'État? 6,000 francs d'amende et 5 ans de prison. Un écrivain indépendant, Amédée-Jacques a subi cette peine, et est mort en exil.

Croyez-vous que l'État si cruel envers les laïques se soucie beaucoup de la morale religieuse? nullement. Il ne frappe Proudhon, Paul-Louis Courier, Rochefort que parce qu'ils redoutent leurs opinions politiques. Comment le nier, puisque, les auteurs morts, l'État permet la réimpression des chefs-d'œuvre condamnés. Aujourd'hui Proudhon et Paul-Louis sont monnaie courante en librairie, ainsi que Béranger à qui l'Empire, en 1856, a rendu des honneurs publics, bien qu'il ait outragé deux fois la morale religieuse. Mais Béranger avait chanté Napoléon. L'État pardonne toujours l'irréligion à ceux qui sont de son avis.

### III.

#### LES CRIMES ET LES VERTUS FANTASTIQUES.

Si le vol, l'assassinat, le parjure sont des crimes réels, c'est qu'ils entraînent après eux des victimes voulues. Où est la victime lorsqu'un individu s'abstient des pratiques du culte? Lui seul supporte les conséquences réelles ou imaginaires de cette abstention. Où est le bienfait dans le cas opposé? nulle part, car la jouissance spirituelle du croyant n'a rapport qu'à lui seul. L'homme qui fait acte religieux ne fait ni bien ni mal : il exerce un droit. Or, il n'y a pas crime à ne pas exercer un droit. Donc les crimes

d'irreligion sont fantastiques. Que dire des lois qui les punissent?

L'Eglise, on le voit, a créé des crimes et des vertus imaginaires, la morale s'étant chargée de poinçonner les vertus et les crimes réels. L'Eglise a pris pour champ de ses manœuvres le terrain exclusif des droits de l'homme et en a fait litière à son gré. Consultez le présent et le passé.

Jadis, Rome a fait un crime à la vierge d'Orléans de ses visions. Aujourd'hui les visions de Marie Alacoque sont des vertus. Jadis, Galilée a vu tourner la terre : crime et prison. Un jeune enfant de Batignolles-Monceaux a entrevu, hier, la Vierge : vertu. Dolet ne peut voir Dieu qui est invisible : la mort.

Les hommes de 1792 ont défini comme suit le but de la loi sociale :

« La loi ne doit défendre que ce qui est nuisible à autrui. »

Or, il n'est nuisible à personne que je participe ou non aux cérémonies de l'un des trois cultes qui divisent la France.

Pour l'Eglise, la théorie des deux morales est une vérité. Elle l'a proclamé en ces termes par la voix de Mgr Parisis, évêque de Langres :

« Pour l'Etat, un instituteur est assez parfait dans sa conduite privée quand il ne fait rien qui offense la morale publique.

» Pour l'Eglise, tout en observant cette morale trop indéfinie et trop complaisante, un instituteur serait encore *scandaleux* s'il manquait, ou pour lui-même ou pour les enfants qui lui sont confiés, de zèle et de régularité dans l'observation des devoirs de la religion. »

Le côté intelligent et pratique de cette épître, c'est la séparation radicale de la morale et de la religion.

#### IV.

##### L'AUTOPSIE DE LA MORALE RELIGIEUSE.

S'il s'agissait de la morale religieuse en elle-même : rien de plus courant, son corps est un composé de Védas, de Bible, d'Evangile et de Coran. Mais la morale religieuse officielle, la loi l'a empoisonnée en la rendant dangereuse aux dissidents. C'est l'Eglise en chair et en os, tout un personnel connu et inconnu qui encombre le pouvoir et l'empêche de marcher régulièrement.

L'État a, dans les entrailles, un ver rongeur qui se nourrit à ses dépens, et dont il doit se débarrasser s'il veut refaire sa constitution.

La morale religieuse, livrée à elle-même, n'est point exclusive, elle embrasse Mahomet, Jésus, Moïse et fait signe à tout le monde, promettant des jouissances spirituelles. Laissez-la aller à son aise, mais ne la mettez jamais dans la loi ; autrement vous y aurez l'Église même.

Or, l'Église dans la loi n'a qu'un but : permettre au gouvernement ce que la morale interdit.

Exemples :

La morale publique interdit la prison pour cause d'opinions religieuses. L'Église l'ordonne, l'État le permet.

A Rome, l'Église rejette du centre de la ville les israélites, et les relègue dans l'infect Ghetto, au-dessous du niveau du Tibre qui, les jours d'inondation les atteint dans leurs croyances jusqu'au deuxième étage.

En France, la république a aboli l'échafaud politique.

A Rome, l'Église l'a maintenu. En France, la morale interdit les processions extérieures, l'Église les permet malgré les prescriptions de la loi.

La morale publique ne connaît que les actes de l'état-civil. L'Église veut que les citoyens soient parqués dans les écoles, selon la diversité des cultes. Elle entretient, par le baptême, la dissidence dans le lit nuptial et même dans le champ de la mort.

Les actes de baptême mis dans la loi ont toujours ensanglanté les actes de l'état-civil ; exemples, l'inquisition, la Saint-Barthélemy, la révocation de l'édit de Nantes, l'expédition romaine.

Quel a été le parrain de la morale religieuse, en France, sous la Restauration ? M. de Broglie, un des ancêtres du 16 mai.

Pensez-vous que M. de Broglie, rapporteur de la loi du 17 mai 1819 ait défini la morale religieuse avant de la mettre dans la loi ? — Au contraire. Il s'appuie sur le manque de définition et dit :

« L'expression morale religieuse a l'avantage de *ne rien préciser, ni définir* et de mettre aux mains du jury une *arme* pour défendre la société où elle se *croit* attaquée... »

Jamais le rôle terrible de l'Église, à la cour d'assises, n'a été mieux défini.

## V.

## LA MORALE PUBLIQUE.

L'Église a rendu incompréhensible la morale publique en incriminant le *doute* et en passant sous silence les *actes innocents*. Elle a dit, s'adossant à l'arbre biblique du Paradis terrestre : Il n'y a que du *Bien* et du *Mal*. Le Bien, c'est d'entrer dans le temple ; le mal, c'est de passer devant. On a refusé, il y a peu d'années, les honneurs civils à un député qui a voulu être enterré civilement.

Montesquieu a défini comme suit la dévotion : « C'est une croyance qu'on vaut mieux qu'un autre. » Ceux qui ont tourné le dos au cercueil ont cru valoir mieux que le mort. La morale n'est pour rien dans le refus des honneurs militaires.

Il est juste que la morale imite les sciences en faisant connaître sa nomenclature. La classification dans laquelle s'encadrent les actes humains est celle-ci :

Actes moraux.

Actes immoraux.

Actes innocents.

Ces derniers n'engagent en rien la moralité de l'individu ; ils sont bons ou mauvais de fait et comprennent les actes religieux, ainsi que les malheurs par imprudence, et les luttes en cas de légitime défense. L'immoralité ne commence qu'au moment où l'homme a conscience d'avoir *injustement* nuï à autrui. L'acte moral est dans le bien fait et l'accomplissement des devoirs sociaux. D'où il résulte que l'éducation morale est la seule sauvegarde de la société.

L'état de décomposition où se trouve la société actuelle a sa raison d'être. D'une part, l'esprit théologique a perdu sa force primitive et ne sert plus que de frein incomplet ; de l'autre, la morale malmenée par les Églises n'a pas encore son action tutélaire. La société se trouve entre deux morales, la figure dans la boue et le sang. Lorsque la religion aura déserté nos lois, le frein social sera la morale comme autrefois la religion.

Ne croyez pas que le succès des religions soit dû seulement à la féerie mystérieuse de leurs rêves. Leur force d'expansion est



dans les idées morales qu'elles ont apportées jusqu'à nous et qui, aujourd'hui, pour être comprises et appliquées, n'ont plus besoin de l'appareil religieux. Elles sont arrivées en France à destination. Si ces doctrines, trop vite oubliées de Rome, ont eu pour prédicateurs les pauvres et les obscurs ; si elles ont converti les déshérités, c'est qu'elles promettaient une revendication sociale que les malheureux seuls peuvent comprendre. Il s'exhale de l'ensemble de ses prédications un amour immense qui retrouve ses battements dans le cœur de l'humanité aux endroits qui ne sont pas surchargés d'or. Celui qui, selon la légende, promenait ses rêveries audacieuses devant la pourpre des Césars et proclamait, en face de l'opulence, l'impossibilité du riche à pénétrer dans le ciel ; celui-là, s'il rééditait ses aspirations vers un bien-être dû à tous (car nul n'a demandé sa place au soleil), ne serait pas à chercher, dans notre capitale, sur l'asphalte des places publiques, mais au-delà des mers. Les révolutions sociales sont le tombeau des grands cœurs ; les survivants ne connaissent que l'effroi.

La morale permet toutes les traductions hypothétiques de la vie posthume à travers l'éternité des mondes. Elle dit : croire est un droit ; faire le bien, un devoir.

Donc le problème de la vie et celui de la mort se résolvent également par la vie morale.

Des deux morales il n'en reste plus qu'une qui soit réellement applicable aux lois politiques et sociales, la morale publique.

Le XIX<sup>e</sup> siècle dira : La religion fut l'alchimie de la morale.

Rassurez-vous, chers conservateurs, la religion chrétienne est immortelle comme le paganisme : elle vivra dans les livres.

## VI.

### APPLICATION TEMPORAIRE.

#### *Séparation de l'Église et de l'État avant 1880 sans toucher au Concordat.*

Le Concordat consulaire de 1801 n'est pas ce que pense le vulgaire.

Il n'assure au pape qu'une religion facultative, soumise au

règlement de la police et promet au clergé une subvention annuelle à la condition que Sa Sainteté n'inquiètera pas les acquéreurs de biens ecclésiastiques : voilà tout. Il restait alors au clergé le droit de vivre des cultes, et aux laïques de les accepter ou non.

Le Concordat, en effet, n'édicte aucune pénalité contre les écrivains incrédules et laisse l'instruction publique exclusivement laïque. Les deux articles suivants de la loi de 1793 sont restés en vigueur jusqu'en 1816, époque où la religion obligatoire est rentrée en France à la suite des armées étrangères et du roi.

« L'enseignement devant être commun à tous les citoyens, sans distinction de culte, tout ce qui concerne les cultes ne sera enseigné que dans les temples. »

« Les enfants recevront dans les écoles la première éducation physique, morale et intellectuelle la plus propre à développer l'amour de la patrie et le goût du travail. »

L'article 14 du Concordat dit :

« Les archevêques veilleront au maintien de la foi. »

Cela les regarde ; l'État n'a pas à rabattre les fidèles dans le temple. C'est au clergé d'être persuasif.

Le Concordat n'a pas mis l'Église dans l'État. Elle y est entrée par la porte de l'Empire, à l'aide du décret du 14 juillet 1804 qui établit comme suit la hiérarchie ecclésiastique et civile du gouvernement de Sa Majesté :

L'empereur.

Les princes.

*Les cardinaux.*

Les ministres.

Les présidents de Cour d'appel.

*Les archevêques.*

Les préfets.

*Les évêques.*

Les maires.

La force de l'Église tient à ce que ses usurpations, ses tyrannies sont légales. Ainsi s'explique l'illusion des laïques, qui, voyant l'Église dans la loi, la croient dans la justice comme si ces deux mots étaient synonymes toujours.

Les articles organiques, dont le clergé aime à se plaindre, manquent de virilité : ils ne contiennent aucune sanction pénale.

L'Église s'en rit et le gouvernement aussi. Ils n'ont pas empêché Louis XVIII de rétablir la religion d'État.

L'article 6 invite les citoyens, dans le cas d'abus de la part du clergé, à recourir au Conseil d'État, mais le Conseil d'État est resté sourd et muet la veille du sacre comme depuis.

Le dernier article de la convention passée entre Pie VII et Bonaparte veut que les princes de l'Église prêtent serment de fidélité, sur les saints Évangiles, au gouvernement de la république. Donc, le pape et le premier Consul ont violé le Concordat le jour du couronnement de l'empereur. C'est un contrat nul en droit, mais en fait la république actuelle peut en tirer parti, à la condition toutefois de mettre en vigueur les articles 199 à 208 du Code pénal, qui condamnent à la prison et au bannissement le clergé récalcitrant.

Il résulte de ce qui précède que le problème de la séparation de l'Église avec l'État se réduit aujourd'hui à ceci :

- 1° Conserver temporairement le Concordat consulaire;
- 2° Appliquer les articles 199 à 208 du Code pénal;
- 3° Abroger les décrets théocratiques de 1804 à 1813, et les lois ecclésiastiques des deux restaurations et du second empire, compris celles qui imposent aux directeurs des lycées et aux écoles publiques l'enseignement des deux morales.

Ces décrets et ces lois se trouvent classés chronologiquement dans le livre de l'avocat Champeaux : *le Droit civil ecclésiastique français*. C'est l'itinéraire funèbre des gouvernements qui depuis 1804 se sont appuyés sur l'Église.

La Constitution de 1875 permet-elle cette nouvelle Saint-Barthélemy des abus ? — Oui.

Elle n'admet dans son cadre, ni religion d'État comme en 1814, ni religion de la majorité comme en 1830, ni cultes reconnus comme en 1848. Elle est laïque sans le savoir. Si M. de Belcastel, par un timide amendement, a fait entrer Dieu dans le corps de la Constitution en invitant le clergé à prier pour l'assemblée de Versailles, c'est l'affaire du clergé. Nul ne prétend que les ministres des autels disent des prières pour l'amour seul de la divinité. Le député légitimiste a rendu le budget constitutionnel : voilà tout. Il a simplifié, à son insu, le problème religieux en rejetant au-delà de 1880 la question brûlante du salaire et du Concordat qui le comporte.

Le budget vise notre bourse sans atteindre notre liberté. Nous

le réduirons chaque année. Le Concordat, escorté du Code pénal et délivré des lois qui servent de munitions à l'Église suffit à protéger la tolérance.

Si le devoir des députés et des sénateurs qui ont accepté la séparation de l'Église et de l'État est écrit dans l'abrogation des lois liberticides, celui des électeurs est de donner, dans la vie privée, à toute occasion, l'exemple des principes dont ils veulent le triomphe à Versailles. La grève individuelle et volontaire des commandements et des sacrements de l'Église est le salut suprême des laïques en présence de la propagande illimitée de leurs adversaires.

Ces derniers ont pour eux les lois, mais, à partir de 1830, elles se ressentent du milieu libéral où elles ont pris naissance, et contiennent des brèches par lesquelles les laïques passeront pour tendre la main, dans les deux chambres, à leurs courageux défenseurs.

La loi de 1835 sur l'enseignement dit :

« Le vœu des parents sera consulté et *suivi* en ce qui concerne la participation des enfants à l'instruction religieuse. L'instituteur est *tenu* de s'y conformer. »

La décision consistoriale du 21 mars 1837 ajoute :

« La loi de 1835 a pour objet, non d'introduire dans les écoles toute espèce d'enseignement religieux, mais d'autoriser les élèves, suivant le vœu des parents, à ne pas participer à l'enseignement religieux qui s'y donne. »

Les auteurs de la loi sur l'enseignement supérieur se sont donné des verges, car la création des universités catholiques impose à l'État le devoir de supprimer de ses écoles et de ses collèges l'enseignement religieux. Autrement, les pères de famille dont la liberté est si chère à ceux qui n'ont pas d'enfants pourraient dire : nous n'avons pas le choix.

La loi de 1835 n'est en réalité obligatoire que pour les *instituteurs*, et ceux-ci recouvreront de jour en jour leur liberté à mesure que les familles indépendantes manifesteront la volonté formelle de n'accepter pour leurs enfants que l'éducation laïque et morale.

Les décrets impériaux qui convoquent aux cérémonies du culte les autorités civiles et militaires, la magistrature, les sénateurs et les députés, ne comportent aucune sanction pénale. Les maires, les préfets, les ministres, les représentants peuvent les considérer

comme non avenus. Ils ne sont obligatoires que pour le clergé salarié.

Enfin, les lois de 1819 et 1222, si dures aux grandes intelligences, deviendront lettres mortes le jour où le jury déclarera innocents les hommes d'esprit convaincus d'écrire autrement que Mgr de Ségur.

Rien n'arrêtera la grève ; elle est dans l'air : la république sera laïque, c'est-à-dire ni athée, ni théiste.

Montesquieu l'avait prédit en ces termes :

« Temps d'ignorance, règne de la force.

Temps de l'opinion, règne de la religion.

Temps de la philosophie, règne de la raison. »

La philosophie donnera à la France ce que les conservateurs n'ont pas eu le temps de nous offrir : l'instruction primaire obligatoire, l'abrogation de la loi des deux morales et la justice gratuite.

ALEXIS WILHEM.

## SALON DE 1879

L'Exposition universelle de l'année dernière semble avoir amené une recrudescence de production chez les peintres et les sculpteurs. Il a été reçu en 1879 un millier d'ouvrages environ de plus qu'en 1878, et il en a été, assure-t-on, refusé deux ou trois mille autres. La plupart de ceux-ci, c'est assez probable, n'étaient pas très-sensiblement inférieurs à la grande majorité de ceux qui ont figuré au Salon. Il n'y a donc rien d'excessif à dire que l'industrie artistique est de plus en plus considérable, de plus en plus florissante. On ne s'en est pas fait faute. On ne s'est pas attardé à examiner les choses de très près, aussi l'on n'a pas marchandé l'éloge. Rencontrant en quelque sorte à chaque pas, ou, si l'on veut, dans chaque salle des ouvrages où l'adresse de l'exécution paraissait plus évidente que jamais et encore plus sûre d'elle que précédemment, on en a conclu que l'Ecole était manifestement en progrès. C'était beaucoup se presser, et l'appréciation était peut-être un peu bien complaisante.

L'adresse d'exécution court les rues ou plutôt les ateliers. C'est affaire convenue; et personne n'essaie de le nier. Mais l'adresse d'exécution ne saurait longtemps se suffire à elle-même. Pour avoir toute sa valeur et ne pas déchoir rapidement un jour ou l'autre, elle a besoin d'interpréter une pensée, un sentiment ou une sensation. Il est de plus nécessaire que le caractère distinctif de cette pensée, de ce sentiment ou de cette sensation ne soit pas en complet désaccord avec les idées générales de l'époque où l'artiste l'a conçue, éprouvée ou ressentie. Prétendre que le choix

du sujet est indifférent, que tous les sujets, de quelque nature qu'ils soient, sont bons pourvu qu'ils soient expertement, brillamment traités et que, cela, rien en aucun cas n'empêche de le faire, est une théorie qui, si elle a eu jadis sa raison d'être, lors de la grande querelle des classiques et des romantiques, n'est plus guère admissible. Certains sujets sont aujourd'hui, et probablement à tout jamais, inaccessibles à l'imagination des artistes, surtout dans les conditions où jusqu'à présent ils ont été compris, et ceux qui tentent ou tenteront désormais d'en rendre le véritable sens, soit en se conformant aux règles traditionnelles, soit en cherchant à innover, risquent fort d'y compromettre le meilleur de leurs qualités. Le vers axiome : Ce que l'on conçoit bien s'énonce clairement, est applicable aussi bien à l'art qu'à la poésie, peut-être mieux encore. Quand l'invention pittoresque n'a pas été enfantée spontanément, qu'elle est uniquement le résultat d'un effort, qu'elle appartient à un ordre d'idées, sinon en contradiction, au moins en désharmonie avec les notions personnelles, les habitudes d'esprit de l'artiste, et qu'elle est, par cela même, indécise, la facture du praticien, si habile soit-il, devient inévitablement, fatalement hésitante et défectueuse. C'est ce qu'il a été facile de constater à plusieurs Salons antérieurs ainsi qu'à celui de cette année.

La peinture de grande dimension était, comme toujours, celle qui en fournissait le plus de preuves. Le *Jésus au tombeau* et l'*Eglogue* de M. Henner étaient assurément du nombre. Le Jésus, cette figure de prédilection que l'auteur a déjà reproduite douze ou quinze fois au moins, ne diffère de ceux qui l'ont précédée que par un peu plus de lourdeur d'exécution. L'émotion religieuse y est absente ou peu s'en faut. Elle se révèle uniquement par un thorax exhaussé outre mesure, vallonné d'une façon en apparence arbitraire, et par une bouche entr'ouverte, trait le plus distinct d'un visage sans caractère bien défini. A quoi attribuer, chez un artiste dont nul ne songe à contester le mérite, des négligences et des erreurs techniques qu'il serait facile de noter, si ce n'est au choix d'un sujet peu en rapport avec les tendances de l'esprit moderne. N'en est-il pas de même de l'*Eglogue*? Un titre n'engage pas rigoureusement, absolument un peintre; pourtant celui-là fait penser involontairement à Théocrite et à Virgile et la composition ne tient guère ce qu'il promet. Elle ne relève, à bien prendre, ni du passé ni du présent. Ces deux femmes nues, l'une

assise, de profil, jouant d'un pipeau quelconque, l'autre debout, de face, regardant vaguement devant elle, ne sont pas beaucoup plus dans le goût antique que le paysage d'un vert sombre et terné sur lequel elles s'enlèvent. Cependant elles n'ont pas une réalité suffisante, surtout la figure de face qui, en quelques parties, pêche singulièrement par le modelé. Fort préoccupé sans doute de poursuivre un idéal toujours près de lui échapper, l'artiste s'est contenté d'indiquer trop sommairement certains morceaux. Les pieds de la figure debout, entre autres, ne sont dessinés et modelés ni correctement ni incorrectement; ils n'existent pour ainsi dire pas.

Le nu a pour les artistes un attrait particulier. M. Puvis de Chavannes, le peintre de sainte Geneviève à l'église du Panthéon, s'est laissé tenter lui aussi. Cet essai d'art profane lui a médiocrement réussi. Des figures nues, vues de dos, n'offrent pas un intérêt très-vif. Les *Jeunes filles au bord de la mer*, insignifiantes en elles-mêmes, manquent du jet du dessin, de l'élégance de forme qui pouvaient seuls les recommander à l'attention. Il y avait lieu de supposer qu'une parabole évangélique, plus définie et plus signifiante, aurait exercé une heureuse influence sur le mode d'exécution de l'auteur. *L'enfant prodigue* a montré de combien il en fallait rabattre. Malgré tous ses efforts et son ferme propos d'interpréter, dans une composition pittoresque, un des versets de saint Luc, M. Puvis de Chavannes n'est pas parvenu à rendre véritablement expressive et émouvante cette figure émaciée, d'aspect mesquin, plus perplexé que désolée, assez gauchement assise au milieu d'une plaine dénudée où paissent quelques pourceaux qui apparaissent ça et là comme des taches noirâtres sur un sol poussiéreux. La fiction dont il a tâché de dégager le sens poétique n'est pas de nature à s'imposer aujourd'hui à l'imagination. Celle-ci ne se la représente plus comme autrefois en quelque sorte de toute pièce, si bien que la main tâtonne au lieu d'agir résolument sous l'impulsion d'une forte volonté, d'une conviction entière, et il en résulte le plus souvent des indigences de forme et de coloration sérieusement regrettables.

La conciliation du réel et du surnaturel présente presque toujours des difficultés qui ressemblent fort de notre temps à des impossibilités. Habitué à reproduire des scènes de la vie mondaine, M. Duez n'a pas complètement surmonté ces difficultés dans son triptyque de *saint Cuthbert*. Il a visiblement cherché la simpli-



cité et une sorte de bonhomie dans le choix des épisodes, dans l'attitude du principal personnage; il a réduit aux plus modestes proportions le rôle des miracles qui lui servaient de thème; et cependant les soins qu'il a apportés à ne dépasser la mesure en aucune direction n'ont abouti qu'à placer au milieu d'un paysage vrai, agréable et largement peint, des figures sans accont poétique, sans réalité précise, sans signification déterminée. La somme de talent qu'il y a déployée était amplement suffisante pour parfaire une œuvre profane des plus honorables, et c'est vraisemblablement la malencontre du sujet qui est la cause première, peut-être unique, du caractère équivoque, de la valeur contestable de son *saint Cuthbert*.

De nos jours les récits de l'histoire sont en art une source d'inspiration tout autrement féconde que celle qui est offerte par les légendes religieuses. Les faits y sont positifs et d'ordinaire décrits, définis avec assez de netteté et de précision pour que l'esprit puisse en saisir le véritable caractère. Ils se pressent, se succèdent, se déduisent les uns des autres avec une sorte de logique. Conséquences d'intérêts en lutte, ils se sont accomplis par suite d'un état social, intellectuel ou moral, de mœurs particulières, de passions momentanées qu'il est toujours possible d'étudier et de connaître à fond. C'est la première obligation de quiconque veut représenter un événement, un phénomène historique en une scène pittoresque. Nos artistes malheureusement s'en affranchissent volontiers. Ils se bornent le plus souvent à lire quatre lignes dans des annales, une chronique ou des mémoires, construisent leur composition sur cet étroit fondement, et ne s'inquiètent ni de ce qui le précède ni de ce qui l'accompagne. Il s'exposent ainsi à rester en deçà ou bien à aller au delà, et parfois à marcher à côté, de la vérité des choses. La *Délivrance des emmurés de Carcassonne* par M. J.-P. Laurens donne une idée assez incomplète de l'ardeur fanatique et féroce, qui, dans la guerre des Albigeois, animait les persécuteurs et les persécutés. Le passage du livre de M. Hauréau sur Bernard Dôlicieux et l'inquisition albigeoise, qui sert de texte ou de légende à la composition, ne contient, il est vrai, rien de propre à entraîner et échauffer l'imagination d'un artiste. Mais M. Laurens pouvait suppléer au drame qui y manque en se familiarisant, par la lecture de quelques pages ou même de quelques volumes, avec les scènes cruelles, les misères terribles qui marquèrent les principaux moments de cette époque de trouble et

de barbarie, et c'est ce qu'il s'est gardé de faire. La foule, que Bernard-Délicieux semble vouloir calmer, ne motive pas par son aspect le geste du moine ; elle n'indique clairement ni passions ni souffrances excessives, et, parmi les figures qui la composent, de même que chez les travailleurs occupés à démolir les murs des cachots de l'Inquisition, on ne découvre que des mouvements d'une allure très modérée.

Le caractère personnel des individualités historiques a peut-être droit en art à encore plus d'attention et de respect que les dispositions particulières, les tendances spéciales des collectivités anonymes. Les actes de leur vie, les talents qu'elles ont déployés, les œuvres qu'elles ont laissées permettent amplement d'en discerner les traits les plus marqués et les détails les plus ténus. Les artistes paraissent en général n'en avoir aucun souci. Dans la principale figure de *Etienne Marcel et le dauphin Charles*, de M. Lucien Mélingue, on chercherait en vain quelque trace de la sagacité politique, de l'énergique volonté, de l'audace qui distinguaient le célèbre prévôt des marchands, le grand révolutionnaire du XIV<sup>e</sup> siècle. Le costume y est, l'homme point. Des gestes, des airs de tête emphatiques ou mesquins, traduisant des banalités théâtrales sans portée ni signification, sont les vices habituels de la plupart des compositions historiques ; la vivacité de l'esprit, la culture de l'intelligence, l'originalité de la conception s'y manifestent assez timidement et s'y dérobent souvent derrière de simples préoccupations techniques. Quoique la mise en scène y ait plus de qualités que de défauts, que l'ensemble, d'un effet un peu mélodramatique avec ses oppositions de lumières pâles et froides à des demi-teintes lourdes et ternes, y soit assez satisfaisant, *l'Appel des Girondins, le 50 octobre 1793*, de M. François Flammeng laisse beaucoup à désirer. Plus éloquents que déclamateurs, en dépit des habitudes de leur temps, théoriciens politiques plutôt qu'hommes d'action, de caractères et de tempéraments très-divers, les Girondins n'ont pas dû avoir à leur dernière heure des attitudes, des gesticulations si uniformément violentes, des physionomies si identiquement semblables. Un coup d'œil jeté sur leurs biographies et leurs discours, les appréciations et les jugements de leurs contemporains véridiques et non hostiles, en auraient sans doute convaincu l'artiste et l'auraient pleinement renseigné à cet égard.

L'imagination proprement dite, la conception historique ou

poétique des choses du passé ne sont pas les facultés maîtresses des artistes actuels : la recherche du comment et du pourquoi, qu'il ne sera pas inutile d'entreprendre tôt ou tard, exigerait de trop longs développements pour trouver place ici. La perception optique et l'observation sont celles qu'ils exercent le plus volontiers et avec le plus de succès.

Les données pittoresques que fournit l'Orient, si en vogue il y a une quarantaine d'années, paraissent encore à quelques-uns de nos peintres avoir sur toutes celles qu'on rencontre ailleurs ce double avantage d'offrir de riches colorations et de permettre d'éviter presque à coup sûr les vulgarités auxquelles on court risque de se laisser parfois entraîner en représentant les réalités de notre temps et de nos climats. Le *derouich du café Mohamed-chérif* de M. Hippolyte Lazerges, d'une gamme un peu trop uniformément pâle et claire, est une agréable et adroite composition, qui toutefois ne fera pas oublier le *Biskri* que M. Lazerges avait au dernier Salon. *Les favorites de l'émir*, par M. Benjamin Constant, sont une robuste petite peinture dans laquelle dominant les tons allant du rouge foncé au noir intense, et du noir rompu au rouge atténué, et ces tons, s'ils sont forts et solides, manquent de variété et ne sont pas exempts de lourdeur. Mais les effets de plein air sont ceux qui conviennent le plus aux sujets orientaux et les font le mieux valoir. Dans *les favorites de l'émir*, les figures sont comme étouffées et semblent inertes, tandis que dans *le soir sur les terrasses au Maroc*, du même auteur, où elles se silhouettent sur des fonds chauds, colorés et lumineux, elles sont souples et vivantes. Si dans *Laghout* de M. Guillaumet on supprimait l'atmosphère transparente et vibrante, on aurait toujours une composition habilement disposée et bien comprise, mais on enlèverait à ce tableau, le plus remarquable que M. Guillaumet ait jamais envoyé au Salon, une grande partie de son charme. Il en serait de même pour *Une rue à Jérusalem*, et *Canal à Sohag*, deux aquarelles de M. Berchère qui sont des exemples accomplis de justesse de goût, de finesse et de délicatesse de facture.

La vérité humaine, la personnalité des figures mises en scène n'ont et ne peuvent avoir presque jamais le principal rôle dans les compositions dont le thème est emprunté à l'Orient. Aussi les artistes qui en ont surtout souci s'inspirent de préférence des incidents de la vie moderne, sociale ou morale, tels qu'ils se produisent dans les pays qu'ils habitent ou fréquentent, et qu'ils sont

chaque jour à même de voir, d'observer et d'étudier directement. Libres d'interroger les habitudes, les mœurs et les occupations des villes ou celles des campagnes, ils préfèrent le plus ordinairement ces dernières. Ils craignent presque tous de tomber avec les premières dans la trivialité, basse ou inexpressive. *L'Asile pour la vieillesse en Angleterre*, de M. Herkomer montre qu'ils s'exagèrent à tort, involontairement ou de parti pris, les inconvénients de ce genre de sujets. Il en est de ceux-là comme d'une foule d'autres, tout dépend du talent de l'interprète.

Rien n'est plus vrai ni plus éloigné de la trivialité que cette œuvre excellente de l'auteur de *La dernière Assemblée*, qu'elle rappelle par le fond de l'invention, et dont cependant elle diffère essentiellement quant à la disposition générale et à la technique. Ces vieilles femmes, vêtues de costumes simples mais propres, qui les font ressembler à de bonnes et honnêtes ouvrières, ou à de petites bourgeoises pauvres, coiffées de bonnets tuyautés ou de chapeaux de paille défraîchis, sont aussi pittoresques que le seraient des paysannes en cornette et en jupon court, elles ont tout autant d'originalité et de caractère que celles-ci pourraient en avoir. La vraisemblance et la variété des physionomies, la franchise, la sincérité des attitudes et des gestes font de chacune d'elles un type particulier ayant une individualité aussi marquée, peut-être plus distincte, que celle qu'on a, avec raison, tant admirée en 1878 chez les invalides de *La dernière Assemblée*. M. Herkomer n'est peut-être pas un peintre adroit dans le sens où on l'entend aujourd'hui en France, il est possible qu'il ait exécuté d'une façon trop identique les étoffes et les chairs, qu'il ait empâté celles-ci outre mesure et que ces empâtements soient égratignés ou striés inutilement et à l'excès; mais il a de rares qualités d'artiste, bien supérieures à la dextérité de la main. Il voit juste; il observe finement; il se souvient des nuances d'expression les plus délicates et les plus diverses, ou les invente avec tact et à propos; il a un vif sentiment de la mise en scène et du clair-obscur, la manière dont il a combiné les reflets d'un feu qu'on ne voit pas, et la lumière plus froide du jour a beaucoup de magie; si bien que, malgré une légère discordance de proportion, d'ailleurs plus apparente que réelle, entre les figures des derniers plans et celles du premier, malgré l'introduction parmi celles-ci d'une jeune femme discutable en elle-même et peu en rapport avec le reste de la composition, *L'Asile pour la vieillesse en Angleterre* était, sans

conteste possible, l'œuvre la plus remarquable de tout le Salon.

Ce qu'on est convenu depuis quelques années d'appeler spécialement l'impression, c'est-à-dire l'effet, un peu confus et brouillé, de lignes et de couleurs enchevêtrées et se pénétrant les unes les autres, produit par la vue générale, immédiate et en quelque sorte instinctive d'objets animés ou inanimés réunis dans un espace donné, semble préoccuper quelques jeunes artistes, même parmi ceux qui n'ont pas fait du mot un qualificatif d'école. Il n'en saurait être question devant les œuvres des peintres anglais, devant celles de M. Herkomer moins encore que devant celles de tout autre; mais on ne peut s'empêcher d'y songer un instant en regardant *Saison d'octobre* de M. Bastien-Lepage. Si l'on n'y rencontre aucune des excentricités, des tentatives quelque peu folles et puériles des sectaires pittoresques, dénommés d'ordinaire intransigents, impressionnistes ou indépendants, on y découvre assez facilement l'intention, consciente ou non, de représenter les figures comme noyées dans l'air ambiant et en union intime, indissoluble, avec le sol qui les porte, avec le ciel sous lequel elles se trouvent, avec tout le milieu qui les environne et au sein duquel elles sont placées. Cette ambition n'est certes pas à blâmer; elle est parfaitement légitime, elle est même méritoire. Seulement l'entreprise offrait des difficultés dont M. Bastien-Lepage n'a pas complètement triomphé. Afin de ne pas isoler ses figures, afin de les identifier avec le reste de la composition, il en a réduit, atténué, presque supprimé les ombres et les demi-teintes; il les a pour ainsi dire uniquement enveloppées de lumières et de reflets, de telle façon que ses figures n'ont pas tout le relief nécessaire, que leur attitude est un peu vaguement indiquée, et qu'on ne s'aperçoit pas tout d'abord que la principale d'entre elles n'est ni debout, ni assise, mais le buste penché en avant et les genoux à demi-fléchis. Le paysage, lui aussi, est passablement indécis, et par les mêmes raisons. Les terrains n'y fuient pas assez, et ne sont pas partout modelés suffisamment.

Le tableau *Saison d'octobre* révèle toutefois un progrès sensible chez l'auteur de *Les foins*, exposés en 1878. La nature en est vue directement, spontanément, sans l'interposition entre elle et l'artiste d'une pensée poétique qui, si vraie et exacte soit-elle, n'en est pas moins étrangère à celui-ci et comme de seconde main. Mais les défaillances mêmes qu'on y remarque témoignent de la peine qu'ont les artistes de nos jours, avec leurs idées et

notions pittoresques actuelles, à réunir plusieurs figures dans un milieu quelconque et à composer du tout un ensemble harmonieux. Ils sont visiblement plus à l'aise quand il s'agit d'une seule figure s'enlevant sur un fond indéterminé ou de convention. M. Bastien Lepage a très-ingénieusement compris et très-finement exécuté le portrait de Mlle Sarah Bernhardt. La pose tendue, quoique sans raideur, les bras allongés, les mains tenant fiévreusement une statuette dorée, le visage de profil, l'œil fixe, la bouche entr'ouverte, trahissant une sorte d'agitation mentale automatique, étonnée d'elle-même, sont des plus caractéristiques. La figure vêtue de blanc, d'un ton harmonieux et chaud, et se découpant sur un fond blanc agatisé, n'a pas énormément de relief; mais elle a, semble-t-il, tout le relief que comporte le modèle.

Le portrait est, somme toute, aujourd'hui un refuge où se cantonnent volontiers les artistes, qui, soucieux de ne pas s'égarer à la poursuite soit de l'idéal d'hier soit de l'idéal de demain, y trouvent un guide rassurant, la nature que ceux qui sont doués de clairvoyance et qui n'ont ni préjugés ni systèmes ne consultent jamais en vain. M. Carolus Duran a prouvé cette année, plus évidemment encore qu'il ne l'avait fait jusqu'ici, qu'il était de ceux-là. Le portrait de Mme la comtesse V... est supérieur à tous ceux qu'il a exposés précédemment, il est, sans comparaison possible, le premier parmi tous ceux du Salon de cette année. Dans ce portrait de grande allure la pose, l'arrangement, le caractère de la physionomie, le goût et le choix du vêtement ont une simplicité, une dignité, une grâce noble, et même un peu hautaine, une sobriété d'effet et de coloration, une distinction générale que les œuvres antérieures de l'artiste ne semblaient pas, malgré leur mérite, permettre de prévoir. M. Carolus Duran n'a jamais fait si bien et probablement ne fera jamais mieux.

Aucun des portraits exposés n'offrait un ensemble aussi complet de brillantes qualités, pourtant les très mauvais n'étaient pas fort nombreux et il y en avait plusieurs de remarquables. Le Victor Hugo de M. Bonnat, bien qu'il manque un peu de grandeur et d'élévation, est une peinture robuste et solide. Dans le *Portrait de Mme Y...* par M. de Serres la tête est d'une exécution très-adroite et très-savante et la physionomie est des plus individuelles. Le *Portrait de Mme X...* par M. J. Breton a plus de fermeté et révèle une vitalité assurément plus intense que la Vil-

*lagueoise*, dont le visage est empreint, comme du reste celui de la plupart des types paysannesques de l'auteur, d'une mélancolie vague, inexpliquée, d'un goût passablement artificiel. Il n'est peut-être pas d'une correction irréprochable, mais l'œil vit et regarde, la bouche palpite, et cela compense amplement une légère erreur de dessin ou de modelé. Le *Portrait de M. Cantin* marque un notable progrès dans le talent de M. Maxime Faivre qui n'en est encore qu'à son troisième Salon. On n'y voit pas trace des tons un peu ternes et tristes qui déparaient le portrait du docteur F... exposé l'année dernière. La tête est peinte dans une pâte souple, grasse et blonde. Quant à M. Fantin-la-Tour il continue à montrer ses modèles se livrant à une occupation quelconque, agissant et ne posant pas, et il n'y a certes pas lieu de l'en blâmer. Chacun de ses portraits est un tableau représentant la vie intime moderne, la vie de famille, simple, honnête, chaste, ce qui ne veut nullement dire vulgaire et dénuée d'élégance. Celui de cette année, deux jeunes personnes sur une même toile, l'une debout et peignant, l'autre assise et dessinant, est analogue, non semblable, à ceux qu'il a déjà exposés. La composition et l'exécution y sont entendues avec ce sentiment de réalité vraie, cette sobriété de goût, cette habileté de bon aloi qui distinguent toutes les œuvres de M. Fantin-la-Tour.

Le paysage n'est guère moins en faveur que le portrait et pour les mêmes motifs. Tel qu'on le conçoit aujourd'hui, il est effectivement surtout le portrait de la nature champêtre ou forestière. Celle-ci, pas plus que la figure humaine, individuelle et personnelle, ne trompe ceux qui savent la voir, qui la connaissent à fond, qui ont saisi le sens de ses diversités infinies, de ses mystérieuses beautés. Les paysagistes qui se sont familiarisés ainsi avec les choses de la nature, ce à quoi on n'arrive que par une étude attentive, laborieuse, assidue, deviennent rares, cependant il en existe encore. Leurs débuts, à peu d'exceptions près, remontent à un assez bon nombre d'années. Les jeunes paysagistes se contentent à moins de frais que leurs anciens, et peu d'entre eux s'aviseront de pousser le rendu de la masse et du détail d'un paysage aussi loin que l'a fait M. Saint-Marcel dans *Soirée d'automne aux ventes Cumier*. Les mots « forêt de Fontainebleau » qui, au livret, accompagnaient ce titre, étaient parfaitement inutiles. La forêt de Fontainebleau a une physionomie toute particulière qui en fait, disait Théodore Rousseau, la forêt par excellence.

M. Saint-Marcel n'ignore aucun de ses secrets. *Soirée d'automne aux ventes Cumier* suffirait à la démontrer. Le jet des arbres, la direction et les allures des branches, la manière dont les tons bruns, roux, gris, rose, lilas, violets sont associés et mêlés, sans toutefois se confondre, sont autant de traits de caractère qui, observés avec une extrême sagacité, y sont indiqués très-exactement, mais habilement, largement, sans ombre de minutie. Le ciel, d'une belle et fine coloration, tournant et ne bornant pas l'horizon à la façon d'une toile de fond de théâtre, ainsi qu'on le voit souvent dans les paysages contemporains, fait valoir les terrains et les arbres et contribue puissamment à donner au motif l'aspect grave, presque triste, que prennent les grands bois vers la fin d'octobre ou de novembre. L'air abonde dans *Un coin de Cernay en janvier* de M. Pelouse, aussi bien que dans *Soirée d'automne aux ventes Cumier*, et là encore cela tient en partie à la précision et à la fermeté de la facture. Il y est léger, transparent, glacé, et met une sorte d'animation à cette combinaison d'arbres rabougris, de pauvres terrains, de maisons misérables, médiocrement pittoresque en elle-même et que la qualité de l'exécution rend seule intéressante. Il vibre plus ou moins dans les tableaux de MM. Français, Bernier, Lavieille, V. Vidal, etc., qui n'ont pas oublié qu'il est l'âme, la vie du paysage, et qu'on le réalise très-rarement en peinture avec des à peu près, des hasards ou des négligences de brosse.

Praticien habile, parfois un peu systématique, M. Harpignies a composé du terre plein du Pont-Neuf et de la vue que, de ce point, on a du pavillon de Flore un tableau agréable et amusant. Les verts assourdis, tirant sur les tons de vieille tapisserie, qu'il affectionne peut-être à l'excès, convenaient parfaitement à la végétation appauvrie d'arbres citadins. Quoique peu faites, les petites figures disséminées au premier plan sont vivantes et bien campées. Le pavillon de Flore est très juste d'aspect et exactement à son plan. Mais les ponts qui occupent l'espace compris entre le terre plein et le pavillon viennent en avant, et cela est dû probablement à quelques touches trop ou pas assez accentuées dans les plans intermédiaires. Garder la mesure n'est pas toujours facile, cependant il faut s'y efforcer et surtout tâcher de proportionner le mode d'exécution des diverses parties selon leur importance relative et le rôle qu'elles ont à jouer dans la composition.



Si les peintres de la jeune école se conforment à cette règle, ce n'est pas précisément de propos délibéré, c'est surtout parce que l'impression générale éprouvée devant le spectacle de la nature étant leur principale préoccupation, ils s'arrêtent dès qu'ils l'ont rendu à peu près suffisamment et négligent volontiers d'amener chacune des parties de la toile au degré d'achèvement qui serait nécessaire de crainte de nuire à l'harmonie de l'ensemble. Leur façon de procéder donne des résultats souvent remarquables pourtant, elle n'est pas sans inconvénient. Motif bien choisi, d'un excellent sentiment pittoresque, le *Chaos de Villers* de M. Guillemet ne perdrait rien à avoir au premier plan des terrains moins indécis et au dernier un ciel tombant moins perpendiculairement sur la mer. *Un taillis* de M. Pointelin traduit avec exactitude l'effet produit le matin dans les bois sur le vert des jeunes pousses par la lumière encore discrète du soleil levant, mais, grâce au peu de variété de la facture et à l'absence de certains accents indispensables, le sol ne s'y distingue pas assez des portions de taillis qui le limitent. Les *Têtes de chiens et de cerfs* de M. René Paul-Huet ont de la vérité, du caractère, de la physionomie, seulement elles manquent un peu de relief et de ressort faute d'une exécution plus poussée.

La sculpture souffre aussi du mal dont la peinture est atteinte. Les mains exercées, les doigts agiles et expérimentés, qui ne lui font certes pas de défaut, n'y savent à quoi se prendre. Las des réminiscences classiques, mythologiques et antiques, et sentant bien qu'elles ont perdu toute faveur auprès du public, même lettré, les sculpteurs s'égarent plus ou moins à la poursuite de sujets qui en diffèrent complètement et ne soient pas trop en dehors des conditions fondamentales de leur art. Ils ont toutefois, par occasion, d'heureuses inspirations. On a remarqué à juste titre au Salon la *Figure décorative* de M. de Saint-Marceaux où il y a beaucoup à louer, d'abord l'exécution qui est d'une incontestable habileté, très-ferme et très soignée, puis la composition qui est ingénieuse et exprime clairement ce qu'elle prétend exprimer. Cependant, de quelque côté qu'on la regarde, on n'y découvre pas de silhouette principale déterminée, les lignes courbes y dominent un peu trop exclusivement, l'idée qu'elle représente ou plutôt la manière dont celle-ci est comprise n'est pas d'une entière originalité. Un homme d'esprit, qui se connaît en art, — les deux choses ne sont pas absolument inconciliables — disait devant l'œuvre

de M. de Saint-Marceaux : « C'est un souvenir lointain de Michel-Ange interprété par un excellent élève de Coustou; » et personne n'a protesté.

Dans le marbre intitulé *Au matin*, M. Schoenewerk a cherché la grâce et l'a rencontrée en partie. Cette figure de jeune femme, assise à terre, les jambes allongées, essayant de mettre à son pied gauche une espèce de petite babouche, a de l'élégance et du charme; mais le caractère de la physionomie et le mouvement des mains n'y sont pas exempts de manière ni même d'afféterie. Elle est d'un goût tout moderne, sans la moindre intention de pastiche et le plus gros reproche qu'on puisse lui adresser, c'est d'être modelé d'une façon un peu molle et uniforme. *Au matin* est une jolie étude de nu, malheureusement ce n'est que cela et n'a pas grande signification.

Il serait possible de signaler encore cinq ou six morceaux dignes d'attention ou d'estime; mais la plupart des ouvrages de sculpture exposés au Salon dénotaient plus de bon vouloir que de richesse d'imagination et de rectitude de jugement, et quelques-uns étaient des inventions si étranges ou si naïves qu'elles en étaient grotesques. Les bustes seuls faisaient exception, et encore parmi ceux-ci y en avait-il une foule qui n'auraient pu supporter le plus indulgent examen. Quoi qu'il en soit, il y en avait un certain nombre de vraiment remarquables, entre autres, de M. Aimé Millet, ceux de Mlle J. H. et de Mlle S. B., surtout ce dernier plein de malice et de mignardise enfantine et très-expertement exécuté; de M. Chapu, celui de *Feu Aristide Boucicaut* d'un modelé tout à la fois ferme et souple; de M. Guillaume, celui de *François Buloz* où la physionomie chagrine du fondateur de la *Revue des deux Mondes*, la tristesse vague et inquiète de l'homme qui ne voit plus, sont indiqués avec beaucoup de finesse et de sûreté de main; d'Auguste Préault, le portrait de M<sup>\*\*\*</sup>, médaillon qui, par la manière dont la tête est construite et l'œil enchâssé, dont les plans sont accusés, la bouche et la barbe modelées, rappelle les meilleures œuvres de l'auteur.

Les statues de morts illustres ne sont que des portraits plus ou moins idéalisés. La ressemblance y est moins de rigueur que l'interprétation exacte et nette du génie, du caractère intellectuel et moral du modèle. Il y en avait au Salon deux ou trois dans lesquels il était manifeste que les œuvres de ce genre conviennent mieux au talent des artistes actuels que celles de tout autre. Ceux qui les

avaient exposées, s'ils n'ont pas toujours complètement réussi, ont au moins accompli une bonne partie de leur tâche. Le *Saint Vincent de Paul* de M. Falguière a de l'ampleur et même du style. La figure porte bien malgré le mouvement du torse légèrement penché en avant ; le vêtement de dessus, sans manches, forme de beaux et larges plis et le visage est tout empreint de bienveillance souriante et de charité. Les enfants placés sur les bras du saint sont peut-être le côté faible de l'œuvre, ils ont un peu l'aspect de fœtus à peine nés, et, la chose fût-elle d'une exacte vérité, ils n'en seraient pas moins d'un goût sculptural douteux.

M. Guillaume, porté naturellement, spontanément à la recherche des exquises corrections, des délicatesses raffinées de la forme, admirateur passionné des productions de la belle époque grecque, s'est résigné à faire un *Philippe de Girard* franchement réel. Il a assis le célèbre inventeur de la machine à filer le lin non sur un siège antique, mais dans un simple fauteuil de la fin du dix-huitième siècle, il l'a vêtu d'un costume strictement moderne, et il n'a, pour cela, nullement diminué la valeur de sa statue. Il n'a essayé de dissimuler aucune des déficiences physiques, des maigreur, des disproportions de son modèle ; mais l'attitude, le geste, la physionomie expriment si clairement, si fortement la tension d'esprit, le travail incessant d'une haute intelligence, que personne ne les aperçoit et ne songe à les blâmer. Le costume de notre temps n'est pas aussi antipathique à la statuaire qu'on l'a prétendu jadis, que certaines gens le prétendent encore. Il s'agit uniquement de savoir en tirer parti. L'*Arago* de M. Mercié a autant de grandeur et de noblesse que s'il était drapé à l'antique ou à demi-couvert d'un manteau ; sauf un pli fâcheux d'un des pans de la redingote, le costume est excellent de tous points. L'attitude est belle et juste, et le geste superbe. Malheureusement la tête est une erreur absolue. Elle est sensiblement trop petite et ne rappelle en quoi que soit la tête d'Arago. Il est fort à souhaiter que M. Mercié la modifie et consulte avant cela le magnifique buste exposé en 1839 par David d'Angers. C'est un de ces portraits-types qui ne se recommencent pas et dont il est dangereux de négliger les enseignements.

Le Salon, en définitive, n'est pas, comme on l'a déclaré tout d'abord, un des meilleurs qu'on ait vus depuis plusieurs années. Quiconque l'a parcouru sans préventions optimistes et l'a visité

un peu attentivement, en est sorti avec la conviction que l'adresse d'exécution supplée très imparfaitement l'invention pittoresque et la pensée poétique. Il ne sert de rien de se bercer d'illusions. Il y aura bientôt un quart de siècle, à la suite de notre première exposition universelle, Thoré examinait la situation présente de l'art, il reconnaissait que l'œuvre de nos grands artistes romantiques et révolutionnaires était accomplie et ne pouvait être recommencée par eux ou par d'autres, il constatait que personne ne paraissait comprendre que, sous peine de voir l'art disparaître ou s'abâtardir honteusement, il était nécessaire de puiser à de nouvelles sources d'inspiration, il remarquait que l'esprit est l'unique agent sérieux du progrès, que la pensée seule fait les véritables révolutions, que la transmutation de l'art ne se ferait donc que si effectivement l'esprit universel changeait, et il s'écriait en terminant : Change-t-il ? Changera-t-il ? — Nous sommes au lendemain de notre troisième exposition universelle ; aucune réponse n'a encore été faite à la question de Thoré, au moins dans l'art, et les artistes, sauf deux ou trois, semblent continuer à ne pas se douter que cette question ait jamais pu être pour eux de quelque importance.

PIERRE PETROZ.

# EXPÉRIENCE RÉTROSPECTIVE

## AU SUJET DE NOTRE PLUS RÉCENTE HISTOIRE

### I.

Une vie qui se prolonge beaucoup, au milieu de la souffrance permanente il est vrai, mais avec un esprit qui garde, ce me semble, la lucidité, me ramène par une pente naturelle aux vues rétrospectives et aux jugements du passé par le présent, n'étant, à la différence du vieillard d'Horace, ni prôneur du temps passé (*laudator temporis acti*), ni censeur et châtieur du temps présent (*ensor castigatorque minorum*). Je trouve singulièrement instructif, pour moi du moins, de me reporter à quarante ou cinquante ans en arrière, et de voir ce que les événements ont fait de ce que nous avions cru, redouté, espéré. Il me paraît, malgré la croyance contraire et en général fondée, qu'un vieillard qui n'est pas entêté de lui-même, est aussi redressable qu'un homme plus jeune, et qu'il peut ne plus garder de préjugé pour ce qui jadis l'avait passionné et obsédé. Je me remets ici au point de vue de la philosophie positive telle que M. Comte l'enseignait alors et telle que je l'adoptais sans réserve. La réserve, les événements me l'ont apprise. Y a-t-il beaucoup de vieux révolutionnaires, de vieux conservateurs qui se résignent, comme le vieux positiviste que je suis, à mettre une part de leurs déceptions sur eux-mêmes, au lieu de la mettre toute sur les événements ? Les jeunes sont sous l'influence du milieu et du moment ; mais, si quelqu'un d'entre eux est induit par ces pages à songer sous quel jour peut

lui apparaître son présent devenu du passé, elles n'auront pas été sans utilité.

M. Comte professait que le régime parlementaire était un produit anglais inhabile à être transplanté. Suivant lui, des circonstances purement locales en avaient causé la production ; et, comme ces circonstances manquaient sur le continent et particulièrement en France, il ne pouvait y espérer qu'une durée éphémère. En vain des admirateurs mal avisés essayaient-ils de l'acclimater, et lui demandaient les fruits qu'il donne en son sol natal. L'influence de la nouvelle atmosphère à laquelle on le soumettait, le ramenait, quoi qu'on fit, à la misérable existence d'un végétal rabougri et sans vertu. On se trompait donc en cherchant dans l'imitation du type anglais un remède aux maux sociaux ; les succès avaient coûté et continueraient à coûter fort cher, ils étaient irréparables.

Peut-être, au moment où M. Comte élaborait ses théories sociologiques, les expériences continentales du régime parlementaire n'étaient-elles pas suffisantes pour écarter l'objection préemptoire soulevée par M. Comte. Mais toujours est-il que cette objection provenait surtout d'une conception dogmatique qui se trouvait en pleine contradiction avec les essais politiques pour renouveler sur le modèle anglais les vieux gouvernements menacés. La solution de la crise révolutionnaire universelle, il la plaçait bien plus haut que dans un vain palliatif. A l'imitation de ce que le catholicisme avait établi, mais désormais sur les bases non de la théologie, mais du savoir positif coordonné en philosophie, deux pouvoirs devaient se former, l'un spirituel qui donnerait l'éducation et présiderait à l'entretien et au développement de la morale sociale, et l'autre temporel qui aurait entre les mains toutes les ressources à la charge d'assurer, sous la règle du pouvoir spirituel, le sort matériel de tous les salariés. Dans une pareille organisation il n'est évidemment aucune place pour rien qui ressemble au régime parlementaire.

Mon objet, ici, n'est pas d'examiner cette solution, me contentant de remarquer qu'elle est une hypothèse sociologique en dehors des faits, soit contemporains, soit prochains, et que l'avenir seul dira si c'est vers elle que marchent les sociétés. Il est de rechercher comment les événements des cinquante dernières années ont précédé à l'égard du régime parlementaire, s'ils lui ont été favorables ou défavorables, et s'il a plus de chances de se consolider là où il a été implanté, et de se propager là où il n'est pas

encore admis, qu'il n'en avait au moment que j'ai considéré. Une expérience sociale de cinquante ans n'est certainement pas décisive et elle laisse la place à des retours. Pourtant c'est déjà une durée qui mérite de n'être pas dédaignée; et, au point de vue expérimental qui doit dominer tant qu'on n'aborde pas les conceptions des philosophes ou celles des socialistes, on aurait le plus grand tort de ne pas attacher beaucoup de prix aux résultats ainsi manifestés.

Le régime parlementaire a deux formes sous lesquelles il fonctionne également bien, la forme monarchique et la forme républicaine. Dans la première, sa tâche est de lutter contre la prérogative royale, qui menace de restreindre ses privilèges et même de l'étouffer; dans la seconde, elle est de contenir la démocratie, dont la tendance est d'annuler toute représentation et de prendre en main la gestion directe des choses grandes et petites de la société.

A tout seigneur tout honneur. Il est impossible de nommer le régime parlementaire sans évoquer d'abord l'image de l'Angleterre. C'est de là qu'il a exercé sa fascination sur le continent. De fait, ses qualités et ses services y ont été grands. Il ne faut pas mettre au moindre rang des unes et des autres sa longue durée; pendant deux siècles il a garanti l'Angleterre des graves et dangereuses commotions qui ont secoué de fond en comble bien d'autres Etats, et leur ont infligé des pertes sans nombre de vies humaines et de richesse nationale. A l'intérieur, il a lutté patiemment mais sûrement contre la prérogative royale, et a fini par lui ôter ce qu'elle a de propriétés malfaisantes, tout en laissant à la royauté la part d'utilité qu'elle comporte dans les sociétés modernes. A l'extérieur, sous son influence, l'Angleterre a joui d'une bonne fortune que peu de revers, et des revers sans désastres définitifs, sont venus entraver; son empire a englobé d'immenses contrées; et sa colonisation est encore plus étendue que son empire.

Toutefois ne laissons pas s'introduire une erreur historique, et ne permettons pas de croire que le régime parlementaire ait été exclusif à l'Angleterre, et qu'il n'ait pas eu sur le continent droit à l'existence et à la durée. La Hollande l'a possédé d'abord sous la forme républicaine, aujourd'hui elle le possède sous la forme monarchique; et, quand on se rappelle quelle place ce pays si restreint a tenue dans les destinées de l'Europe au xvi<sup>e</sup> et au xvii<sup>e</sup> siècles, et combien, aujourd'hui même où la prépondérance des

grands États jette les petits dans l'ombre; sa situation est honorable et prospère, on reconnaît là aussi au régime parlementaire une vertu politique bien favorable aux nations modernes à l'issue du moyen âge. Ce que je dis de la Hollande doit être appliqué de point en point à la Suisse; elle aussi a depuis longtemps le régime parlementaire, et en a retiré les mêmes bienfaits : sa puissance a été grande, alors que les petits pouvaient être puissants, et sa situation actuelle demeure honorable et prospère. Enfin, tout à fait au nord de l'Europe, la Suède est en possession d'un régime parlementaire qui a eu ses vicissitudes, mais qui préside désormais sans conteste et avec un plein succès au gouvernement de cette vaillante nation. Ces faits montrent que le régime parlementaire n'est pas attaché autant qu'on l'a prétendu aux particularités de l'histoire anglaise. Cela peut d'autant moins être soutenu que le régime parlementaire n'est pas autre chose qu'une issue, un perfectionnement, une adaptation moderne du système inauguré dans le courant des <sup>xiv</sup><sup>e</sup> et <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècles sous les noms d'États généraux, de parlements, de cortès, etc ; système qui a appartenu à toute l'Europe en sa qualité de transformation de la féodalité.

La Belgique, devenue indépendante, n'hésita pas, elle prit un roi et le régime parlementaire. Depuis cinquante ans, elle s'y tient fermement, malgré les exemples qui auraient pu être contagieux des pays voisins, et malgré les conflits passionnés entre le cléricalisme et la laïcité. Aussi en pleine prospérité elle jouit du fruit de sa sagesse.

En France, le régime parlementaire a sombré sous sa forme monarchique. C'est cette double chute, imputable à la royauté légitime de Charles X et à la royauté quasi-légitime de Louis-Philippe, qui a surtout frappé M. Comte et lui a fait prononcer son arrêt. Mais, même en notre pays, il a survécu sous la forme républicaine, et rien ne fait prévoir qu'il y puisse être remplacé par une autre combinaison politique.

Le gouvernement piémontais, longtemps rebelle, avait fini par établir chez lui deux Chambres, peu avant que commençassent les événements décisifs qui ont amené l'indépendance de l'Italie. Cette indépendance a eu pour effet immédiat l'extension du régime parlementaire à toute la Péninsule, à Florence, à Naples, à Rome même. Assez loin de là, chez un autre peuple latin, le Portugal, après des luttes fort âpres, s'est installé ce régime. Il fonctionne



très-régulièrement dans l'un et l'autre pays; mais il y est récent; et plus de durée est nécessaire pour qu'on puisse affirmer que ses racines y sont suffisamment profondes.

En Allemagne, en Autriche, il est récent aussi; mais, dans les transformations et les épreuves que ces pays ont subies, c'est à lui et à rien autre qu'on s'est adressé pour amener un compromis entre les anciennes choses et les nouvelles.

L'Espagne, arrivée un peu plus tard que la France dans l'ère des révolutions, n'a pas été moins troublée qu'elle. Sortie, après la trahison ourdie à Bayonne par Napoléon 1<sup>er</sup>, du gouvernement du *rey netto*, elle aussi s'est adressée au régime parlementaire comme à la panacée recommandée par les médecins modernes des maux politiques. L'essai fut éphémère; le roi absolu reprit son autorité, puis la reperdit; et la guerre civile, suscitée par la réaction, la désola; l'insurrection républicaine, tentée par la révolution, lui infligea des désastres plus courts mais fort regrettables. Enfin, pour se remettre de tant de catastrophes, elle s'abrite depuis quelques années à peine sous le régime parlementaire monarchique. Ses amis doivent lui souhaiter qu'elle s'attache, malgré toutes les excitations, à conserver jalousement cet établissement, comme les amis de la France doivent lui souhaiter qu'elle se tienne tranquille au port républicain que les événements lui ont ouvert.

Ainsi le régime parlementaire, bien loin d'être en déchéance depuis cinquante ans, est en croissance régulière sur le continent. N'étant pas tout d'une pièce et comportant des gradations, il est ici plus puissant, et là plus faible; mais partout il conserve sa propriété caractéristique, qui est d'assurer la publicité et la discussion, et de garantir aux citoyens une part dans la gestion des affaires publiques.

Et la monarchie que M. Comte éliminait simultanément de l'ordre social futur, qu'est-elle devenue dans l'intervalle de temps que je considère et sous l'épreuve des expériences subies? Réorganiser sans roi la société était un de ses axiomes. Elle a péri en France. Ce n'est pas que les partisans de la légitimité et de l'impérialisme ne prétendent qu'elle n'est qu'éclipsée et qu'elle reparaitra soit sous l'auspice des fleurs de lis, soit sous celui de l'aigle impérial. Nul ne peut répondre de l'avenir; mais ce dont on peut répondre c'est que le sort de la république est désormais entre les mains des républicains; ce sont eux qui, sages ou violents, la maintiendront ou la renverseront. Partout d'ailleurs la royauté

se maintient, et même elle a fait deux acquisitions nouvelles, la Belgique et l'Italie. Cette institution ne semble donc pas sur le point de s'éteindre. Outre qu'elle possède une faculté d'accommodation suffisante au régime parlementaire qui est en ascendant, elle a l'avantage d'être historique et traditionnelle; ce qui facilite grandement la tâche supérieure qui incombe à tout gouvernement de garantir l'ordre.

Le nouveau monde, peuplé de gens issus de l'ancien, n'a pas admis la monarchie, sauf le Brésil. Au nord, au sud, tout y est en république, aussi bien les Espagno's que les Anglais. Qu'advient-il de tous ces établissements dont aucun n'est bien vieux? Est-il vrai qu'aux États-Unis même il commence à se former une opinion sourde qui aspire à avoir un monarque? Est-il sûr que les républiques d'origine espagnole échapperont aux conséquences qui suivent d'ordinaire les révolutions fréquentes et l'anarchie qui en résulte? L'union des États-Unis eux-mêmes se maintiendra-t-elle, ou cet immense Etat se fractionnera-t-il en Etats moindres? Le Canada restera-t-il toujours colonie? Toutes questions auxquelles je charge mon successeur de répondre dans cinquante ans. Mais ce qui semble acquis, c'est que, dût-il y avoir des transformations et des séparations, le principe du régime parlementaire gardera là aussi sa prépondérance.

## II.

Le second chapitre de mon expérience rétrospective a pour objet, parmi les crimes politiques, celui qui, par voie d'insurrection ou de coup d'Etat, renverse ou tente de renverser un pouvoir établi, afin de remettre entre les mains d'un homme, d'un parti, d'un régime, la gestion de la chose publique. Ce genre de crime est le plus considérable de tous, du moins dans nos sociétés modernes; les contre-coups s'en font sentir non-seulement sur les particuliers que l'on frappe pour vaincre leur résistance et faire place nette, mais aussi sur la fortune publique, sur la situation internationale, sur les relations intérieures des citoyens entre eux, sur la moralité commune. Ce qui ajoute à leur gravité, c'est qu'il faut une assez longue durée pour que les effets s'en

amortissent complètement. Depuis 1814, ce genre de crime règne sans interruption sur la France ; il nous donne en spectacle, quelquefois en terreur, à nos voisins, n'a rien de réjouissant pour le cœur des patriotes, et nous coûte gros au-dedans et au-dehors, par ses conséquences directes et indirectes. Aussi mérite-t-il d'être étudié par les sociologistes comme un cas grave de pathologie sociale.

Je commence ma revue par le crime politique de ce genre le plus rapproché de nous. En 1871, au mois de mars, les Allemands victorieux et regardant, il convint, pour des raisons que l'esprit insurrectionnel fera aussi plausibles qu'il voudra, au populaire parisien et à ses chefs de refuser l'obéissance qu'il devait à la France ; et il somma le gouvernement légal d'abdiquer et l'Assemblée nationale de se dissoudre. C'était une déclaration de guerre à laquelle il était impossible qu'il ne fût pas répondu. Aucun gouvernement ne peut supporter la rébellion à l'autorité qu'il possède en vertu de droits légaux. Même les Etats-Unis (bien qu'ils soient une confédération d'Etats, non un corps de communes sans existence indépendante) n'ont pas permis au Sud de faire sécession ; et la force légale y a détruit ce que la force illégale tentait de faire.

La guerre éclata donc, terrible et féconde en pertes, en meurtres, en ruines, en incendies. Parmi les griefs allégués par le populaire parisien pour justifier sa prise d'armes, était son indignation contre la misérable défense que les commandants militaires du siège et M. le général Trochu en tête avaient opposée à l'armée allemande. Certes, je n'ai point qualité pour toucher une aussi grave question ; il est certain que le commandement ne fit preuve d'aucune qualité exceptionnelle. Sans doute il ne disposait que d'éléments fort peu solides militairement, et je ne sais ce qu'un Bonaparte, un Turenne, un Wellington auraient pu tirer de troupes qui n'avaient pas eu le temps de s'exercer et de prendre de la cohésion. Mais les événements de l'insurrection ne tardèrent pas à montrer si les militaires de la commune devenus les maîtres des opérations, valaient mieux que le général Trochu et ses officiers. Au 19 mars M. Thiers s'était retiré à Versailles avec vingt-deux mille hommes, et quelles troupes ! démoralisés, sans cohésion, et mal sûrs contre Paris. Jusqu'au 3 avril, il reçut quelques renforts, mais non encore les prisonniers que M. de Bismark lui rendait d'Allemagne. Qu'était cela en regard de l'armée allemande

assiégeante, disciplinée, solide ? Eh bien, les militaires de la Commune avec leur sortie de cent mille hommes, ne furent pas plus heureux contre les quelques milliers d'hommes de M. Thiers que le général Trochu ne l'avait été contre les deux cent mille ennemis qui bloquaient Paris<sup>1</sup>.

L'insurrection fut donc vaincue ; mais, eût-elle été victorieuse, son titre n'en aurait pas mieux valu. Elle se serait saisie de la France, comme s'en sont saisis tous les coups de violence, elle en eût fait je ne sais quoi ; mais elle serait toujours restée une illégalité sanglante et un mauvais exemple. La doctrine de la force est au service de tous les ambitieux et de tous les perturbateurs. *Hodie mihi, cras tibi*, disent-ils en modifiant à leur usage le dicton tumulaire ; et jusqu'ici l'événement leur a donné raison.

La Némésis, vengeresse qui, semblable à la fortune chez Dante<sup>2</sup>, fait changer chez nous les choses politiques de main en autre sans répit, poussa l'empire à un suicide ; car, comment qualifier autrement cette fabuleuse incapacité de l'empereur, de ses ministres et de ses généraux, où l'on vit en un mois toutes les forces de la France perdues et anéanties ? L'empire s'effondra ; et le 4 septembre ne foula aux pieds que ce qui n'était plus debout. Vous êtes bien indulgent, diront les bonapartistes, casuistes experts en pareil cas, pour l'émeute qui mit en fuite la chambre des députés, le sénat, l'impératrice et le ministère ; si nous sommes un crime politique comme vous le prétendez, elle l'est aussi. Soit ; cela ne touche point à ma thèse ; et je n'ai point envie de discuter sur des appréciations de partis. L'émeute fut courte sans doute ; mais ce fut une émeute, et le gouvernement qui en naquit ne fut, non plus, qu'un gouvernement de fait, comme eût été la Commune victorieuse, comme fut l'empire victorieux.

En effet, vingt ans avant le coup d'Etat frappé par les fédérés

<sup>1</sup> Je lis, en une histoire de la Commune, à propos des combats obstinés que les fédérés livrèrent, la dernière semaine de l'insurrection, aux troupes de Versailles : « Des hauteurs de Romainville, de Montmorency, d'Audilly, de Saint-Prix, d'Orgemont, où ils suivaient, en faisant éclater une joie sauvage, les péripéties de la canonnade et des incendies, les officiers prussiens et allemands avaient pu comprendre ce qu'eût été la guerre sous Paris conduite par d'autres hommes que les incapables de Septembre. » Je le répète, je ne fais pas l'apologie des incapables de Septembre ; mais, en ce passage, on confond ce que peuvent des hommes résolus, bien que indisciplinés, derrière des barricades et dans des rues, avec ce qu'ils peuvent en rase campagne, en ligne et en manœuvres. L'histoire militaire est assez faite pour qu'il soit temps de ne pas tomber en de pareilles confusions.

<sup>2</sup> *Enfer*, vii, 79.

parisiens et manqué, et dix-neuf ans avant le 4 septembre, le prince Louis-Bonaparte mit le sien à exécution. Lui fut plus habile que ses imitateurs de 1871 ; il réussit pleinement. Il dispersa la chambre, emprisonna ses adversaires, s'empara de la toute puissance, et obtint d'un plébiscite fort nombreux, je ne puis le nier, l'entière ratification de son crime politique. M. Fould, qui était alors un de ses ministres, rendant compte des opérations qui avaient comprimé les divers et infructueux essais de résistance, déclarait dans son rapport avec un orgueil satisfait que cette révolution, la plus salubre de toutes (c'était l'opinion des bonapartistes, comme ce fut l'opinion des communalistes que la leur était la meilleure), avait à peine coûté cinq cent mille francs. C'est vrai ; mais tournons le feuillet et voyons le revers. Cette révolution qui, suivant le calcul des entrepreneurs, revenait si bon marché, avait jonché de morts les boulevards et les rues de Paris, frappé d'exil, d'internements, de transportations plusieurs milliers de citoyens, ruiné une multitude de familles, et exercé sur les vaincus la plus dure des compressions. Il faut, cela est évident, beaucoup renchérir sur l'évaluation de M. Fould.

Vaincus, les faiseurs du coup d'Etat de 1851, les auteurs de ce crime politique, auraient été, le prince Louis-Bonaparte en tête, sévèrement frappés par la justice du gouvernement établi. Quelques-uns eussent certainement payé de leur vie leur attentat ; beaucoup eussent été envoyés à Lambessa et à Cayenne ; c'est là que, vainqueurs, ils envoyèrent leurs adversaires. Puis du temps se serait passé, les colères auraient diminué ; eussent-ils profité de cette accalmie pour demander des grâces, et, leurs prétentions se haussant, pour réclamer une amnistie pleine et entière ? Je doute que les radicaux les eussent trouvés aussi amnistiables qu'ils trouvent les condamnés de la Commune ; les radicaux ne se piquent pas d'une grande équité ; ce qu'ils aiment, ils l'amnistient ; ce qu'ils haïssent, ils le damnent aussi énergiquement que des catholiques peuvent damner des hérétiques. Moi qui n'ai pas deux poids et deux mesures, je mets dans la même balance tous les crimes politiques de l'ordre que je considère ; c'est mon terme pour les insurrections illégales et les coups d'Etat depuis 1814.

A propos des coups de violence illégale et des hommes qu'ils élèvent au pinacle, M. Comte disait que même les plus mauvais d'entre eux, {une fois que la responsabilité du pouvoir leur est dévolue, s'améliorent, et que leur administration n'emporte pas

tous les fâcheux effets que le début ferait craindre. Cela est vrai jusqu'à un certain point, et se vérifia sous l'empire, dont les détestables commencements firent place à plus de modération et de régularité. Nécessairement, cet apprentissage des gouvernants improvisés par la force, coûte cher à ceux aux dépens de qui il se fait. Néanmoins, il manqua toujours à l'empire quelques-uns des éléments essentiels à tout bon gouvernement en une société moderne; et ses efforts furent vains, soit pour échapper aux conditions de son origine, soit pour remédier aux vices intimes de sa propre constitution.

La chronologie ascendante que je suis me mène au coup qui porta par terre la royauté de Louis-Philippe. Celui-ci vint non d'en haut mais d'en bas, et il fut asséné par des bandes populaires que la passion républicaine et socialiste animait; avec un sûr instinct, elles mirent à profit les fautes commises par le gouvernement du roi, dressèrent leurs barricades, et, divers hasards aidant, elles se rendirent maîtresses de Paris, que Louis-Philippe ne leur disputa pas, et de la France, qu'on ne leur disputa pas davantage.

Ce fut un acte de violence et d'illégalité. L'établissement de juillet était légal, d'une légalité étroite si l'on veut, mais que rien n'empêchait d'élargir pacifiquement sous l'impulsion de l'opinion. Après la chute de Charles X, la chambre des députés, seul pouvoir qui restât debout, déféra la couronne au duc d'Orléans, et la consécration était suffisante. Que l'acte de violence qui cassa cette consécration ait eu pour objet la république, et qu'il provienne de mains populaires, cela ne change rien à sa nature, et il est un crime politique tout comme le guet-apens du 2 décembre 1851 et le soulèvement des fédérés parisiens en mars 1871. Tout est pareil; dans les trois cas, suivant les moyens qu'offre la circonstance, on emploie illégalement la force contre un ordre de choses établi et régulier, et l'on prétend lui substituer ce qui agréé politiquement aux promoteurs du mouvement.

Eh quoi ! diront les républicains, peut-on mettre en parallèle le détestable empire avec son absolutisme, avec sa compression, avec ses guerres, et la généreuse et bienfaisante république, qui consacre tous les droits et toutes les libertés ? Eh quoi ! diront les impérialistes, peut-on mettre en parallèle l'anarchique république avec ses désordres, avec ses guerres civiles, avec ses ruines de la fortune publique, et l'ordre plein de prospérité que l'empire assure

au pays pour beaucoup d'années? Qui croire et à qui entendre? Tout juge équitable leur reconnaîtra une même et mauvaise origine; le reste est affaire de parti et d'opinion.

Les hommes de 1848 argueront-ils que leur illégalité et leur violence furent aussitôt amnistiées et légalisées par le verdict du suffrage universel, qui, consulté, envoya une chambre républicaine? L'argument se retourne contre eux, ou du moins est sans valeur; car le même suffrage universel, quatre ans plus tard, amnistia et légalisa l'illégalité et la violence commises par les bonapartistes. Que l'on argumente tant qu'on voudra, le fait accompli demeure le maître aussi bien pour l'empire que pour la république.

Faut-il donc s'abstenir de tout ce qui émane de la malencontreuse origine, et moi-même me suis-je imposé une pareille réserve? Non, sans doute; une fois le fait accompli, chacun obéit à ses instincts, à ses opinions, à son jugement, à ses intérêts, et prend sa place dans les groupes politiques. La mienne a été contre l'empire et pour la république. Mon antipathie historique est profonde pour le régime que le premier Napoléon fit peser sur la France; elle n'a pas été atténuée par les faits et gestes du second. Je lui ai été résolument et constamment adverse, mais mon aversion est devenue de l'horreur quand il eut amené le déchirement de l'Alsace et de la Lorraine d'avec la France. C'est son crime irrémissible, comme le crime irrémissible de la Commune parisienne de 1871 a été d'incendier Paris. Au contraire, je me suis rangé dans les rangs républicains. La république est un régime libéral, et je suis acquis d'avance à tout régime libéral. J'ai servi avec dévouement la république de 1848, et j'ai été cruellement affligé quand elle fut égorgée par le prince Louis Bonaparte. Je conviens donc que le fait accompli a été mon maître; mais j'aimerais mieux appartenir à un pays où les coups d'Etat princiers ou populaires viendraient échouer contre des impossibilités historiques et sociales.

En ai-je fini avec l'illégalité violente? non, pas encore. La restauration était issue d'une origine singulière et complexe, mais qui n'en était pas moins très-forte. Elle avait pour elle l'assentiment de l'Europe, qui se montra favorable au rétablissement des Bourbons. Elle rendait le trône à la vieille lignée des rois de France, et le titre de légitimité ne lui messeyait pas. Enfin, elle ne revenait pas les mains vides, apportant la paix qui était le souhait de tous,

et une charte qui inaugurerait la régime parlementaire aboli par Bonaparte. Son droit fut reconnu au dehors et au dedans, et elle apparut avec un caractère régulier et légal, contre lequel les révolutionnaires et les impérialistes n'avaient d'autres ressources que de se coaliser et de s'insurger.

Elle fut d'abord un très-mauvais gouvernement; une réaction effrénée l'emporta, et le parti royaliste se livra aux fureurs et aux vengeances. Mais peu à peu les passions déchaînées s'amortirent, l'esprit modéré de Louis XVIII prévalut, et les bienfaits que contenait en lui le régime parlementaire se développèrent graduellement. La prospérité matérielle marcha de pair avec le progrès d'une liberté régulière. Les lettres et les sciences fleurirent, et le malaise qui existait entre la France et la dynastie tendait à se perdre dans la conciliation légitimiste et libérale.

C'est de cette situation belle et forte qu'il plut à un vieux roi tout imprégné des préjugés de l'émigration et dominé par des prêtres, de précipiter la royauté dans une périlleuse aventure. Il porta une main violente sur la charte, et se prépara à soutenir par la force l'interprétation qu'il croyait devoir donner au fameux article 14. Les ordonnances parurent, aussitôt le sol trembla; Paris et plusieurs grandes villes refusèrent de se soumettre à la violation du contrat synallagmatique qui liait la dynastie et la nation. Des régiments et des insurgés, des canons et des barricades remplacèrent les paisibles discussions. Mais l'illégalité se trouva la plus faible, et force resta à la loi.

La lutte fut courte et ne produisit pas directement de grands dommages; toutefois les dommages indirects furent énormes. La fortune publique éprouva une baisse considérable. L'industrie et le commerce, saisis dans l'étau de fer d'une catastrophe imprévue, ne purent satisfaire à leurs obligations; et il fallut recourir à divers expédients pour atténuer leurs souffrances. Le mal moral ne fut pas moindre que le mal matériel. L'esprit de révolution et de désordre sentit qu'un grand poids venait d'être ôté aux obstacles qui le gênaient, et il profita sans retard de ses nouvelles facilités. Les émeutes succédèrent aux émeutes; non point des émeutes où l'on crie et l'on s'agite, mais des émeutes sanglantes, à barricades, à coups de fusil, jusqu'à ce qu'enfin une dernière emporta la monarchie de Louis-Philippe et ouvrit la porte à la monarchie de Napoléon III.

On ne sait jusqu'à quel point le ministère Polignac, victorieux,



eût poussé la punition et la compression. Sa défaite coupa court à ce qui pouvait être médité de ce côté ; mais elle ne changea rien au caractère de la tentative, et le roi Charles X resta chargé du même crime politique que les auteurs anonymes de la révolution de 1848, que le prince Louis Bonaparte, restaurateur de l'empire, que M. Delécluze et ses amis appelant les fédérés parisiens à la révolte. Crime politique, ai-je dit ; chacun a pu voir par les cinq exemples que j'en ai rapportés que, vainqueur, il devient gouvernement, que, vaincu, il passe devant les tribunaux, et, que, dans l'une ou l'autre éventualité, il garde des adhérents qui le prônent comme un acte de patriotisme et d'héroïsme, et continuent à tenter de le remettre à flot et de lui rendre de nouvelles chances. Là-dessus je me contente de noter que M. Comte prétendait que le crime politique était le plus grand de tous, vu que la portée en dépassait beaucoup celle des crimes d'ordre commun.

### III.

Ce résumé rétrospectif est navrant. La culpabilité politique l'emplit tout entier ; roi, empereur, populaire y trempent à l'envi, et elle se paye chèrement au tribunal sociologique, qui inflige rigoureusement aux prémisses leurs conséquences,

Les peuples sages se contentent de ce qu'ils ont. Je m'explique : ils se contentent de ce qu'ils ont comme une assise qui leur garantit l'ordre, et, délivrés du souci du désordre en ce qu'il a de plus aigu, ils ne se refusent pas à entendre l'appel aux améliorations. Les améliorations ont pour cause le progrès des sciences, l'activité croissante de l'industrie et de la production, la diffusion du savoir et une justice sociale plus efficace. De cette façon, toute une classe de malheurs intérieurs et extérieurs est écartée ; on ne consume point les forces de la patrie en conflits civils, en batailles meurtrières, en condamnations, transportations et exils de citoyens utiles, et destructions de l'avoir public et privé ; voilà pour le dedans. Quant au dehors, on ne perd ni l'Alsace ni la Lorraine, et on ne paye pas cinq milliards d'indemnité au vainqueur.

Dans le pêle-mêle d'illégalités et de violences que nous offre

notre histoire depuis 1814, tous, légitimistes, républicains et impérialistes, sont passibles d'une seule et même condamnation. Je me mépriserais, si, parce que je suis républicain, je faisais en ceci une exception pour le parti de la république, et louais chez lui les coups que je blâme ailleurs. Je n'admets ni que ce qui est mal chez les uns soit bien chez les autres, ni que la fin justifie les moyens. Je suis d'avance du côté de ceux qui résolument renoncent aux voies violentes ; mais, parmi ceux qui n'y renoncent pas, mon impartialité est complète ; impartialité qui n'est point de l'indifférence ; car c'est le cœur déchiré que j'ai assisté à mainte péripétie de notre récente histoire. Vanter comme un héros ou un martyr tout homme qui s'insurge contre un roi ou une assemblée n'est pas mon fait ; bénir comme tutélaire toute autorité royale ou impériale qui, la bayonnette au bout du fusil, supprime les chambres électives. ne l'est pas davantage.

La république actuelle, la troisième république, a l'incomparable avantage, rare en nos commotions, d'être pleinement légale et de ne rien devoir à la violence. L'Assemblée nationale, élue par le suffrage universel duquel, sous notre régime, provient tout pouvoir, la consacra à Bordeaux comme fait, et plus tard à Versailles comme droit. Elle a été débattue, mise en parallèle de la monarchie légitime, reconnue seule faisable, et faite par une assemblée qui ne semblait pas destinée à cet office<sup>1</sup>. La légalité, nous ne l'avons que trop vu, ne met pas à l'abri des tentatives violentes ; mais, entre les mains d'un gouvernement prudent et ferme, elle est une force prépondérante.

Le nom, la définition qui lui appartient, est conservatrice libérale, c'est-à-dire qu'elle assure l'ordre et la liberté à la fois et avec un égal souci ; car, dans nos sociétés modernes, que faire de l'ordre sans la liberté et de la liberté sans l'ordre ? C'est bien, mais est-ce assez ? Quelle place y reste-t-il en vue des réformes sociales que tout fait prévoir, des constructions systématiques de Saint-Simon, d'Auguste Comte, de Fourier, des projets rénovateurs des socialistes, et, pour ne pas nous omettre, nous positivistes, de la conception positive du monde à laquelle nous prétendons que se conformeront l'éducation, les opinions, les lois, les mœurs ? Ne nous hâtons pas trop ; car la sociologie nous arrête et nous

<sup>1</sup> Si le trône eût été rétabli en 1874, comme cela parut probable un moment, ce relèvement eût été légal. Ainsi le fut plus tard l'établissement de la république.

avertit que tout cela est du domaine d'un avenir plus ou moins éloigné, plus ou moins incertain, qu'elle ne connaît que l'expérience et les déductions prochaines, et que rien, dans son ressort, ne procède que par élaboration lente et développement graduel. Or, la république conservatrice libérale étant un régime de liberté et de discussion, l'expérience, l'élaboration lente, le développement graduel lui reviennent de droit. De cette façon, il n'est aucune réforme sociale, quelque grande qu'elle soit, pourvu qu'on la discute et qu'on la fasse triompher devant l'opinion, à qui elle ferme la voie.

La république conservatrice a deux sortes d'ennemis, les réactionnaires et les révolutionnaires. Les réactionnaires se composent des deux partis monarchiques, les royalistes et les bonapartistes, et du parti clérical. Je ne parle point de cette coalition à la légère, elle est puissante, et a été fort dangereuse durant toute la durée de l'Assemblée nationale. Aujourd'hui elle est privée de ses moyens directs d'aggression, elle se tient sur l'expectative et attend nos fautes. Tout autre est la position des révolutionnaires, ils sont, si je puis ainsi parler, dans la place, car ils appartiennent au parti républicain, et se vantent, non sans raison, d'avoir été les ardents et les déterminés de ce parti, alors qu'il conspirait ou s'insurgeait. Ils sont donc bien placés pour créer de sérieux embarras ; et, encore que le temps ait été très-court depuis que la réaction et le 15 mai ont été écartés, ils se sont mis à la besogne avec une vigueur et une activité qui n'ont laissé aucun moment sans le remplir.

On m'a reproché, quand j'ai opposé le radicalisme à la république conservatrice, de n'avoir pas défini ce que j'entendais par radicaux. Il y a du vrai dans ce reproche ; et mon expression, qui se trouve exacte quand on l'applique à la France, se trouve fausse quand, la généralisant, on l'applique à d'autres pays. Aussi vais-je m'expliquer. La doctrine politique des radicaux est de faire prévaloir partout la démocratie et les institutions qu'elle comporte. C'est un parti considérable en Angleterre ; là, il se classe à son rang parmi les partis, essaye de gagner la majorité devant les électeurs et au parlement, et n'a pas d'autres voies que celle que lui offre la constitution. Ce n'est point là la condition de leurs congénères les radicaux français. Ici, chez nous, ils forment la tête de l'intransigence depuis les révolutionnaires jusqu'aux socialistes ; et, comme ils tiennent à ne pas s'en séparer, à ne pas

rompre avec elle, ils assument une responsabilité qui ne pèse en aucune façon sur les radicaux anglais.

Ausi est-ce par eux que l'intransigence, qui n'est troublée par aucun scrupule d'ordre et de légalité, amène sur le tapis les propositions qu'elle croit des plus propres à ébranler le gouvernement établi et le respect des lois. L'élection d'un inéligible, tout ce qui s'est fait en ce genre, tout ce qui se prépare, qu'est-ce autre que des tentatives pour emporter d'une façon éclatante et de haute lutte de grandes illégalités ? Cela obtenu, elle ne doute pas qu'elle ne force successivement les barrières, jusqu'au moment où elle deviendra maîtresse de toute chose. En attendant, faire beaucoup de politique et peu d'affaires, est le mot d'ordre de la république intransigente, tandis que celui de la république conservatrice libérale est de faire beaucoup d'affaires et peu de politique.

Contre des assauts qui se renouvelleront sous toutes les formes, il importe de défendre avec une tenacité invincible la position légale de la république conservatrice. C'est un ralliement tout formé, et le meilleur des ralliements. Que demande le gros du pays ? une tranquillité ferme qui lui assure une suffisante perspective du développement de ses intérêts matériels et moraux. Il la trouve, et ne la trouvera pas ailleurs, dans le droit légal de la république.

En présence des périls réactionnaires et des périls révolutionnaires la partie n'est pas tellement gagnée qu'il soit loisible de se départir de la tactique qui a donné le succès. Les quatre groupes des gauches doivent conserver l'attitude qu'ils ont eue contre le 16 mai, c'est-à-dire obéir à la majorité qui s'y formera et ne point se scinder sur les questions politiques malgré la contrariété des vues et la déplaisance de céder. Il n'y a qu'honneur à obéir à la discipline et à s'en remettre à la libre discussion pour faire prévaloir ce que chacun de nous estime le meilleur. Telle est la conduite qui me paraît sage, utile, calculée et, dans nos circonstances, vraiment républicaine.

Que si l'on m'objecte que je m'ingère là où je ne suis pas appelé, et que je donne des avis à qui ne m'en demande point, mon excuse et ma réponse est la parole de l'auteur latin : *extrema senectute liber*.

É. LITTRÉ.

# BIBLIOGRAPHIE

---

**Coup-d'œil sur le Christianisme**, par ZEPPEIRINO-FALCIONI, un disciple de la philosophie positive. Paris, 1879. Chez les principaux libraires.

L'idée de ce livre est de montrer la discordance du christianisme avec le monde moderne, d'indiquer les sources où il a puisé ses enseignements et de tracer un tableau de ses erreurs. L'idée est excellente et, traitée par un positiviste, elle peut donner une œuvre de vulgarisation vraiment utile. Mais comment a-t-elle été exécutée ? Je constate tout d'abord que la méthode employée par M. Falcioni est loin d'être positive, son coup d'œil est un coup d'œil malveillant à l'égard du christianisme, son livre est un véritable pamphlet, un véritable acte d'accusation. La sociologie ne saurait admettre un pareil procédé ; elle n'a pas à lutter contre les religions qui sont tout-à-fait en dehors d'elle, elle ne peut que les examiner impartialement. Comment un disciple de M. Comte peut-il affirmer que le christianisme n'est d'un bout à l'autre qu'un tissu de mensonges, d'hypocrisies, d'immoralités ? Un pareil point de vue aboutit forcément à cette conclusion qu'une longue série de siècles était atteinte de cécité intellectuelle et morale, qu'un nombre incalculable de générations appartenant à toutes les races, à tous les peuples, ne possédait que des imbéciles et des escrocs. Non, ce n'est pas ainsi qu'il faut enseigner l'histoire, ce n'est pas ainsi qu'il faut combattre l'erreur.

Les faits sont d'ailleurs là, évidents, indiscutables qui contredisent la thèse de M. Falcioni. Il soutient, par exemple, que le christianisme a été toujours l'adversaire de l'abolition de l'esclavage, et il appuie son dire par de nombreuses citations empruntées aux pères de l'Eglise ou aux canons des Conciles. Les citations sont très-probantes et très-caractéristiques, en effet, seulement l'auteur, en les mettant en relief, a commis une double

erreur, une erreur de faits et une erreur de dates. L'erreur de fait consiste dans la confusion de l'esclavage avec le servage, deux institutions également condamnables à notre point de vue à nous, mais fort différentes historiquement; l'erreur de date consiste à laisser de côté un certain nombre de siècles qui sont justement les siècles du christianisme à son apogée, du christianisme *organique*. M. Falcioni, qui cite si souvent M. Littré, aurait dû citer à ce propos cette belle page des « Etudes sur les barbares » qui montre le passage de l'esclavage au servage, du servage à la main-morte et de la main-morte à la liberté, liberté précaire encore et insuffisante, mais *relativement* considérable. Sans doute on peut, entraîné par une analogie phonétique, confondre les *servi* romains avec les *serfs* du moyen-âge — c'est là ce que le public fait tous les jours — mais comment M. Falcioni, qui a manié tant de textes, qui connaît son code Justinien, a-t-il pu commettre une pareille erreur? Comment a-t-il pu croire un seul instant que le *servus* romain était identique au *glebæ adscriptus* que visent les canons qu'il cite? Comment a-t-il pu aussi mettre sous une même rubrique, confondre dans un même sentiment de réprobation le servage avec la traite des nègres? Ah! je sais bien ce qu'il va me répondre: il me dira que toutes ces institutions qui soumettent un homme à la domination d'un autre homme, et que le vieux droit romain lui-même appelle « contre nature », sont également immorales; oui sans doute, au point de vue de nos sentiments à nous, non au point de vue de la saine appréciation historique. Le servage était un progrès, au moment de son développement il était admis par tout le monde, par les classes inférieures comme par les classes supérieures, par les ignorants et les lettrés, par les croyants et les incrédules, s'il y avait à cette époque des incrédules, et le servage, cela n'est pas douteux, est un produit du christianisme, de ce mélange de judaïsme et de théories néo-platoniciennes. L'auteur m'objectera peut-être (il l'insinue dans plus d'un passage de son livre) qu'il eût mieux valu, s'inspirant de la lettre de l'Evangile, déclarer et pratiquer l'égalité absolue des hommes, je réponds qu'il m'est impossible de l'admettre, car il me faudrait croire au miracle. Aucun miracle ne serait supérieur à celui qui transformerait par quelques phrases les usages, les habitudes, les opinions des peuples. M. Falcioni est resté dans l'absolu: le mauvais absolu du côté des religions, le bon absolu du côté de la pensée moderne; or, le positivisme proteste contre tous les absolus et particulièrement contre l'absolu en matière de phénomènes sociologiques.

Le positivisme réclame aussi l'exactitude des faits; cette exactitude je ne la trouve pas dans le « Coup d'œil sur le christianisme. » Sans parler de cette affirmation qui n'est depuis longtemps plus soutenable et d'après laquelle la civilisation indoue serait la plus ancienne de toutes les civilisations connues, le livre de M. Falcioni, en maints endroits, ne fait que côtoyer la vérité. J'y trouve le Bouddha comme un précurseur du Christ, comme un « fils de Dieu » alors qu'il est certain que le Bouddha, dont le

nom signifie *le sage*, ne s'est jamais fait passer que pour un homme supérieur, prêchant une doctrine qui devait permettre à tout mortel de devenir un Bouddha. M. Falcioni a pris pour guide en cette matière une traduction d'un texte thibétain, au lieu de s'adresser aux anciens textes sanscrits que M. Burnouf a traduits et commentés. Je ne dis pas cela pour contester les analogies nombreuses qui existent entre la religion bouddhiste et la religion chrétienne, je prétends seulement que s'il y a entre ces deux conceptions de monde un fonds commun, il y a aussi dans chacune d'elles une dose considérable d'originalité qui caractérise les diverses races, les divers milieux sociaux. Dire, comme le fait M. Falcioni, qu'il n'y a rien de nouveau dans le christianisme, que tout y est emprunté à l'Orient ou aux penseurs de l'antiquité, c'est non-seulement commettre une grave erreur, c'est encore se placer dans une impasse, car il faudrait admettre alors que ces révélateurs et ces philosophes ont opéré un véritable prodige en imaginant d'un bloc toutes les conceptions religieuses de l'humanité, ce qui est contraire aux faits, contraire aussi à la loi d'évolution intellectuelle. Je ferai un dernier reproche à M. Falcioni. Dans un chapitre intitulé : *Le christianisme a-t-il purifié les mœurs et civilisé le monde ?* Il parle de l'immoralité des papes, de la dégradation des prêtres, de la sauvagerie des mœurs cléricales, et dans une série de parenthèses et de notes placées au bas des pages, il nous peint les cérémonies obscènes de l'ancien culte païen de l'Inde et de Rome. Que conclure de là ? Evidemment l'une de ces deux choses : ou bien que toutes les religions sont de dégoûtantes palinodies, ce qu'aucun penseur sérieux ne saurait admettre, ou bien qu'à un certain point de la civilisation, quelle que soit leur religion, les hommes n'ont pas les scrupules moraux que nous avons, et que dès lors il est parfaitement inique de charger le christianisme de crimes qui avaient leur origine dans la commune ignorance. A propos de ces crimes, je ne puis m'empêcher de dire que M. Falcioni les raconte avec un luxe de détails qui, je l'avoue, ne me plaît pas. Que viennent faire dans un livre sérieux cette note sur le « ballet des anges », ces vers grivois, cette lettre de Zanzara <sup>1</sup> ? La thèse de l'auteur n'avait pas besoin de pareilles démonstrations et le lecteur n'a pas besoin de pareils hors-d'œuvre qu'il trouvera avec beaucoup plus de littérature dans Boccace ou dans l'Arcetin.

Je juge sévèrement, on le voit, l'œuvre de M. Falcioni, je la juge en positiviste, puisque l'auteur s'est déclaré disciple de la philosophie positive; je l'aurais jugée à coup sûr autrement si je m'étais placé au point de vue de la masse du public sceptique qui lit les livres de ce genre. Mais je suis de ceux qui croient que le temps de ces attaques « amusantes » est passé, que nous possédons assez de sang-froid et assez de sécurité pour juger le christianisme comme nous jugeons Confucius ou Lao-tseu; que

<sup>1</sup> A propos de cette lettre, je demanderais à l'auteur comment il se fait qu'elle soit datée de 1494 et qu'il y est parlé du « pape Léon X, » qui n'a été élu qu'en 1513 ?

nous n'avons aucun intérêt à faire ressortir les mauvais côtés du passé, que nous avons, au contraire, tout avantage et tout profit à en étudier les bons.

G. W.

---

**La Route de la pensée ou l'Art de concilier les intransigences de la raison avec la nature des faits**, par A. WICHARD. Paris, 1879, chez A. DROUIN.

J'ai reçu ce livre, un gros volume de plus de 700 pages, avec une lettre très-aimable de l'auteur, me priant d'en discuter les doctrines. Je me rends à ce désir, mais que puis-je dire de cette œuvre qui apporte tout un nouveau système absolument en dehors du positivisme, fondé entièrement non sur des faits précis, mais sur une combinaison plus ou moins logique de considérations abstraites ? Dire qu'il ne saurait y avoir de philosophie sérieuse en dehors du savoir positif, que la métaphysique, quelque forme qu'elle prenne, est une pure illusion qui ne résout rien, n'explique rien, c'est répéter ce que tous nos lecteurs savent depuis longtemps et ce que M. Wichard n'admettra jamais ; relever les contradictions nombreuses qui existent dans l'œuvre, c'est se livrer à une besogne fastidieuse qui n'apprendra rien à personne. J'aime mieux faire à l'auteur une critique plus générale et plus utile. En parcourant le volume, on s'aperçoit bien vite qu'on a affaire à des méditations d'un penseur solitaire, peu au courant, je ne dirai pas seulement de la science, mais encore de l'histoire de la pensée humaine, qui, s'imaginant qu'en fait de philosophie il y a table rase, veut par les seules ressources de son intelligence construire tout l'édifice. A lire la « Route de la pensée » il semble que la pensée soit née d'hier, qu'il n'y a eu ni Aristote, ni Platon, ni spiritualisme, ni idéalisme, ni sensualisme, ni systèmes politiques, ni théories sociales, que c'est M. Wichard qui a trouvé tout cela ; pas une œuvre de citée, pas un nom de rappelé. Je dois dire que malgré ces difficultés que l'auteur s'est créées à plaisir, il fait preuve en plus d'un endroit de vigueur intellectuelle et de véritable capacité d'abstraction ; mais ces mérites ne servent pas l'entreprise qui pêche par la base. Un système philosophique n'est pas une œuvre d'imagination comme un roman ou un poème, c'est avant tout, c'est par-dessus tout, une œuvre de savoir ; on ne devient pas philosophe par un simple effort de volonté sans de sérieuses études spéciales, absolument comme on ne devient pas chimiste sans connaître suffisamment la chimie. Le cas de M. Wichard en est une nouvelle preuve. L'auteur s'est



donné un mal infini pour établir des thèses qui ont été établies depuis un temps immémorial, qui ont été contredites, étudiées, examinées sous toutes les faces et finalement rejetées, même par les métaphysiciens les plus convaincus; il a imaginé une conception qu'il croit neuve, le *fusionisme* et qui se trouve telle quelle dans cet excellent Fourreil dont il ne cite même pas le nom, sans parler qu'elle n'est qu'une maladroite et fort naïve application du panthéisme.

Que de temps et de peines perdues sans résultat ! que d'efforts qui eussent pu être utilement employés !

En présence de pareils livres, qui résument peut-être plusieurs années de sérieuses réflexions, qui sont comme le testament d'une vie entière, je ne puis m'empêcher d'éprouver un sentiment de tristesse. Il est triste, en effet, de voir que tout cela est en pure perte, il est triste aussi de voir que l'auteur ne l'aperçoit pas. Quand donc les hommes comprendront-ils qu'avant d'enseigner aux autres les vérités nouvelles, il faut apprendre soi-même les vérités anciennes ?

G. W.

**La Machine Industrielle et son rôle dans l'économie sociale,**  
par Ch. MAYET. Reims, 1872.

L'auteur publie sous ce titre une courte brochure, où il examine, d'une manière générale, les effets produits économiquement et socialement par la puissance industrielle dont les sciences ont récemment armé les sociétés humaines.

Les machines et la vapeur ont centuplé le travail de l'homme et donné pour résultat une plus grande somme de produits, obtenus plus économiquement. D'autre part, ce puissant outillage, qui de jour en jour tend à substituer à la main de l'ouvrier la main de fer de la machine, exécutant ses opérations avec une précision mathématique, ce puissant outillage provoque la résistance de ceux qui perdent leur gagne-pain et se voient réduits à la misère. Cela est naturel.

Rien ne peut arrêter cette application de la science à l'industrie. Jacquart, Arkwright, James Wats, Stephenson, Séguin, Philippe de Girard, ont chaque jour des continuateurs. Autrefois, l'homme tournait la meule et la femme tournait son fuseau. Aujourd'hui l'homme dirige la machine à vapeur et la femme fait aller la machine à coudre.

Ce prodigieux renouvellement de l'industrie se fait évidemment au

profit de l'humanité, prise en général, mais n'est-il pas cruel et douloureux de voir périr et disparaître des classes d'ouvriers remplacées par ces merveilleuses machines ? Ce qui fait la richesse générale, devrait-il causer la ruine d'un grand nombre d'entre nous ? Il y a là manifestement quelque chose à faire, et, s'il existait une plus grande solidarité entre les membres du corps social, nous n'assisterions pas à ce spectacle aussi lamentable que démoralisant.

L'égoïsme mal entendu, l'ignorance, les préjugés, remarque M. Mayet, voilà les obstacles à vaincre pour réaliser un rapprochement plus intime entre les membres du corps social. Rien n'est plus vrai, aussi toutes les tentatives qui sont faites pour le but de chercher l'accord entre le travail et le capital, les sociétés coopératives, la participation aux bénéfices, résultant de ces deux éléments de la production travail et capital, doivent-elles être encouragées, étudiées, et développées.

Il importe que, parallèlement à notre prodigieux mouvement industriel et scientifique, il se produise un mouvement analogue dans les esprits et dans les cœurs, pour améliorer les conditions du travailleur et lui préparer une destinée en rapport avec cet accroissement de richesses et plus digne de l'homme.

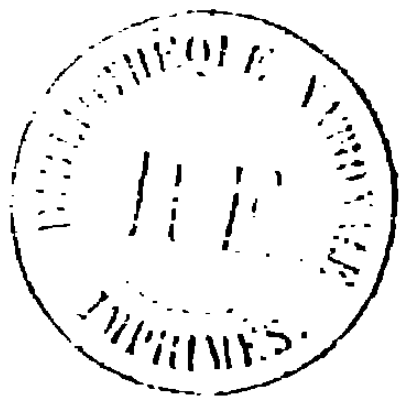
E. DE POMPÉRY.

---

L'éditeur A. GHIO, galerie d'Orléans, Palais-Royal, vient de mettre en vente une brochure in-8°, de notre collaborateur, M. E. DE POMPÉRY. — Prix : 50 centimes, sous le titre : **Blanquisme et Opportunisme.** — L'auteur traite la question du socialisme systématique, intransigent et du socialisme positif, expérimental. Dédiée à M. Littré, la brochure emprunte à Victor Hugo une épigraphe du lyrisme le plus sympathique à la cause des prolétaires. Tel est le sentiment et tel est l'ordre d'idées dans lesquels a été écrit ce nouveau travail de notre collaborateur.

Directeur gérant responsable,

É. LITTRÉ.



Comment, dans deux situations historiques, les Sémites  
entrèrent en compétition avec les Aryens  
pour l'hégémonie du monde, et comment ils y faillirent.

DEUXIÈME ARTICLE <sup>1</sup>.

II.

*Les Arabes contre les chrétiens occidentaux*<sup>2</sup>.

*Exoriare aliquis nostris ex ossibus ultor*, s'écrie la Didon de l'Enéide en ses imprécations contre Enée et les Troyens, ces prétendus pères de Rome, qui n'existait pas encore. Ce vengeur des Sémites, celui qui prit une terrible revanche des désastres de Carthage sur les héritiers de la grande cité aryenne, fut l'Arabe Mahomet. Voltaire, dans une tragédie où l'esprit du XVIII<sup>e</sup> siècle a étrangement défiguré l'histoire et la psychologie, fait dire au prophète de l'islamisme :

Le temps de l'Arabie est à la fin venu ;  
Ce peuple généreux, trop longtemps inconnu,  
Laissait dans ses déserts ensevelir sa gloire.

<sup>1</sup> Voyez le numéro précédent.

<sup>2</sup> G. Cuvier, aux premiers symptômes de la paralysie des muscles du pharynx, reconnaissant aussitôt la gravité de la lésion cérébrale qui les causait, eut un accès de désespoir d'être enlevé prématurément à ses travaux, il n'avait que soixante-deux ans, puis il se résigna. Je comprends ce grand chagrin chez un si grand homme et pour une si grande œuvre ; car, moi, n'ai-je pas eu la faiblesse, je le confesse, d'éprouver quelque regret, quand, saisi par une fièvre intercurrente, je doutai que j'achevasse ce mince travail, qui était environ aux trois quarts ? La nature m'ajourne de nouveau, et j'en profite pour terminer.

Comme si Mahomet eût été un fourbe qui, ne croyant pas un mot de la foi qu'il prêchait, cachait sous une révolution religieuse les projets d'une révolution politique et conquérante. Cela est très-faux, assurément ; mais ce qui demeure vrai, c'est que, sous l'impulsion de la transformation mentale qu'il fit subir à son peuple, des événements immenses prirent place sur le théâtre du monde, instituant un nouvel empire auquel personne ne songeait le moment d'auparavant.

A peine un prosélytisme rapide eut-il rangé l'Arabie sous la discipline de la nouvelle foi, que toutes sortes de conflits s'élevèrent avec les nations limitrophes. La Syrie et l'Égypte chrétiennes furent enlevées à l'empire romain, et à l'est la Perse zoroastrienne subit le même sort. Mais là ne s'arrêta pas l'essor de la conquête. Toute l'Afrique d'alors tomba entre les mains des musulmans, c'est-à-dire ce qui est aujourd'hui la régence de Tripoli, celle de Tunis, l'Algérie et le Maroc. Le détroit de Gibraltar fut franchi, et les musulmans mirent le pied en Europe. La monarchie chrétienne des Visigoths ne coûta qu'une grande bataille. Le vainqueur arrivé au pied des Pyrénées ne crut pas sa carrière achevée. Il pénétra dans les Gaules, alors tenues par les Francs, et vint essuyer une défaite décisive au cœur de ce pays, dans les plaines de Tours. Là fut le terme de la conquête ; et depuis lors les musulmans, renonçant à étendre leurs possessions de ce côté, ne songèrent plus qu'à conserver ce qu'ils avaient acquis.

Il ne fallut rien de moins que deux ou trois siècles aux chrétiens occidentaux pour se remettre du choc qu'ils avaient reçu. Mais enfin, ayant compensé la perte de l'Espagne par la subjugation de la Germanie, qu'ils christianisèrent, ils se sentirent poussés à prendre l'offensive, et ils essayèrent de chasser les musulmans de leurs principales positions. Les croisades furent le mouvement inverse de l'invasion sarrasine. Elles durèrent longtemps et furent signalées par de grands déplacements et de hauts faits d'armes. Mais toute la vaillance des croisés demeura impuissante à changer la délimitation des deux religions. L'Asie mineure, la Syrie, l'Égypte ne purent être arrachées aux mains des musulmans ; et le christianisme réclama vainement par la force des armes, le sépulcre de celui qu'il appelait le Sauveur, le Messie.

L'équilibre qui, sans être garanti par aucune paix, n'en durait pas moins, menaça de se rompre dans le <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle quand la

puissance des Turcs devint formidable. En ce moment, les musulmans enlevèrent Constantinople aux chrétiens; mais, en revanche, les chrétiens enlevèrent l'Espagne aux musulmans. De la sorte, tout se balança de rechef.

En cet état, la force militaire qui avait décidé la querelle entre Rome et Carthage, n'avait plus rien à faire entre chrétiens et musulmans pour adjuger l'hégémonie du monde. Les deux religions s'étaient montrées invincibles l'une à l'autre, mais les deux civilisations le seraient-elles aussi? Cela était encore inconnu, indéterminé, et dépendait d'un tout autre facteur que l'emploi des armes, la vaillance des soldats et le génie des capitaines.

Cet autre facteur était la science positive, je veux dire celle qui étudie les propriétés des choses par l'observation, construit les théories générales en chaque département, et arrive ainsi de proche en proche à la conception du monde visible et cognoscible. De la puissance de ce nouveau facteur, le développement sociologique donne l'irréfragable démonstration. Sous sa main, tout s'est transformé, les hommes, leurs opinions, leurs rapports, leur morale, leur état politique et social, leur sécurité relative et leur richesse.

Déjà, en des temps plus anciens, une civilisation florissante avait régné en Egypte, en Babylonie, dans l'Iran, en Syrie. Pourtant elle s'était arrêtée d'elle-même à un certain niveau qu'elle n'avait plus dépassé, piétinant sur place, comme des chevaux de manège, sans avancer. En devait-il être de même des musulmans de l'Orient et des chrétiens de l'Occident, qui représentaient les grandes puissances du monde d'alors, comme avaient fait les vieilles monarchies dont je viens de parler? L'avenir seul pouvait le dire; seulement je remarque que les choses intellectuelles n'étaient pas demeurées en l'état, et que le groupe musulman-chrétien jouissait d'un avantage que le groupe égyptien-assyrien n'avait pas possédé, à savoir les premières assises de la science positive que la Grèce avait inébranlablement établies à l'usage de la postérité.

Les premiers qui mirent la main sur ce trésor, qu'on peut vraiment dire le trésor de l'humanité, furent les Arabes. Mais, avant d'entrer en l'examen de ce qu'ils en firent pour eux et pour les autres, il me paraît utile à mon dessein de jeter un coup d'œil sur Mahomet et sa doctrine.

Dans d'autres pays la religion s'est développée graduellement

et par le travail de ses prosélytes successifs. Ce n'était pas le fondateur qui écrivait, c'étaient ses disciples. Aussi chaque auteur imprimait-il plus ou moins la marque de son individualité à son livre ; et cette circonstance, qui excluait naturellement l'uniformité, imposait aux siècles futurs le devoir de ne pas s'en tenir à la lettre, mais de pénétrer dans l'esprit même des textes. Rien de semblable pour l'Arabie. Là, c'est un seul homme qui a tout réglé : la foi, les mœurs, le droit même. C'est un livre fait par une main unique qui renferme les volontés immuables de Dieu<sup>1</sup>.

Mahomet n'était pas théologien. Les questions théologiques lui étaient étrangères, et elles ne l'étaient pas moins à son entourage. Il attribua à Dieu les qualités humaines : la sagesse, la puissance, la vie, la volonté, la grandeur, la majesté, la bienfaisance, la vue, l'ouïe, la parole<sup>2</sup>.

Les révélations de Dieu s'opèrent au moyen de prophètes et de livres saints. Chaque période a sa révélation, que Dieu modifie selon les besoins du temps ; et cette idée, belle en elle-même, serait féconde, si Mahomet n'avait donné sa révélation pour la plus parfaite et la dernière de toutes<sup>3</sup>.

L'homme a cinq grands devoirs à remplir : il doit admettre les deux dogmes principaux de l'islamisme (unité de Dieu et mission de Mahomet), prier, jeûner, faire l'aumône et accomplir le pèlerinage de la Mecque. C'est ce qu'on nomme les piliers de la religion<sup>4</sup>.

Quant à l'eschatologie, le Koran enseigne de la façon la plus formelle la résurrection de la chair, comme le font le judaïsme, le parsisme et le christianisme, et en fixe l'époque au jour du jugement dernier. Il ajoute, tout comme le judaïsme, que les morts ressusciteront dans les habits qu'ils portaient quand ils sont morts<sup>5</sup>.

M. Dozy<sup>6</sup>, arguant de ce fait certain que l'islamisme est tout entier de la main de Mahomet, accuse cette religion d'avoir une fixité telle qu'elle exclut tout mouvement, et d'être la cause de l'immobilité qui a saisi le monde musulman. En revanche,

<sup>1</sup> Dozy, *Essai sur l'Histoire de l'Islamisme*, p. 131.

<sup>2</sup> Id., *ibid.*, p. 129.

<sup>3</sup> Id., *ibid.*, p. 132.

<sup>4</sup> Id., *ibid.*, p. 138.

<sup>5</sup> Id., *ibid.*, p. 153.

<sup>6</sup> Id., *ibid.*, p. 134.

M. Mismer<sup>1</sup>, s'appuyant sur ce très-beau précepte du Koran : « Allez à la recherche de la science, fût-elle au bout du monde, » assure que l'existence de l'islamisme est intimement liée à la loi du progrès; ces deux assertions contradictoires sont pourtant erronées l'une et l'autre. Il suffit de distinguer pour leur rendre leur vérité. A l'origine, l'islamisme se livra avec ardeur à cette recherche de la science que le Koran lui recommandait; étudia les livres grecs et conquiert une place très-avancée dans la civilisation d'alors. Plus tard, ce même islamisme s'est engourdi, a cessé de cheminer dans la voie du travail et des découvertes, et les nations qui le suivent sont tombées dans l'infériorité. Une semblable controverse s'est élevée au sujet du christianisme : on a prétendu, suivant les suggestions de la polémique, ou que c'est grâce à lui que les lumières se sont produites dans l'Occident, dont il a été le patient éducateur, ou que c'est malgré lui que ce même Occident est sorti de la barbarie, obstinément soutenue par le clergé chrétien. Notons que le polythéisme régnait en plein, quand la Grèce, accomplissant ce qui est le plus difficile, commencer, ouvrit l'ère du savoir positif. De tout cela je conclus que les religions, considérées isolément de leur milieu et comme doctrines, ne sont pas l'agent essentiel pour promouvoir ou pour empêcher l'avènement de la science.

C'est un beau spectacle que celui des Arabes se livrant, après l'entraînement des victoires, à l'entraînement de l'étude. Ici, la force de la tradition et des choses acquises se montre avec éclat. Ces hommes qui sortaient des profondeurs de leur péninsule, qui avaient peu de lettres, et chez qui rien n'avait encore éveillé le désir d'entrer en relations scientifiques avec qui ce fût, ne se méprirent pourtant pas sur ce qui était à faire pour donner satisfaction au nouveau besoin qui s'empara d'eux. Ils s'adressèrent sans hésitation à la source du savoir dans l'ancien monde, c'est-à-dire aux livres grecs. Autant en avaient fait avant eux les Romains. Seulement il importe de noter que, tandis que les Latins, n'usant d'aucun intermédiaire, entrèrent directement en relation avec leurs instituteurs, les musulmans ne connurent les originaux que par des traductions de traductions. L'œuvre grecque passa par le syriaque avant de faire partie du domaine arabe.

Cela fut un inconvénient, non un empêchement. Les Arabes se

<sup>1</sup> *Soirées de Constantinople*, p. 217.

mirent résolument à l'école. Ils apprirent les mathématiques et l'astronomie, et se les approprièrent assez pour travailler fructueusement sur ce fonds, et apporter des accroissements à l'héritage qu'ils avaient pieusement recueilli. Le développement arabe s'étendit depuis la Perse jusqu'à l'Espagne en passant par l'Afrique. Partout se fondèrent des écoles, des centres d'instruction; les souverains favorisèrent l'impulsion et contribuèrent à ériger des observatoires et à les pourvoir d'instruments. Ce fut une période de florissante activité. La production des livres devint énorme. On en jugera par ce fait : à la prise de Bagdad par Holagou, les Mongols jetèrent dans l'Euphrate les livres des collèges de cette ville; le nombre en était si grand qu'il s'en forma un pont sur lequel passaient les gens de pied et les cavaliers, et que l'eau du fleuve en prit une couleur noire<sup>1</sup>.

On peut dire qu'alors il y eut une science arabe. En effet, non-seulement elle recueillit ce qui était l'indispensable commencement de tout progrès, les travaux scientifiques des Grecs, mais encore elle les poursuivit avec zèle et en obtint quelques nouveaux fruits, qui en augmentèrent la valeur. Recevoir et développer est le propre de toute science effective.

On peut dire encore que l'islamisme est la chaîne qui rattache la civilisation antique à la civilisation moderne, et que les mahométans ont été les maîtres du moyen âge<sup>2</sup>. L'humanité ne resta pas sans faire aucun progrès entre la civilisation gréco-romaine et la civilisation moderne; les Arabes comblent la lacune; les traducteurs et les vulgarisateurs de la science musulmane, chez les chrétiens occidentaux, eurent une action notable sur l'évolution générale<sup>3</sup>. Ce serait une vue partielle de l'histoire que de ne pas tenir un compte suffisant de cette intervention de l'Orient musulman dans l'Occident chrétien. Le service est incontestable, il a été grand. Aujourd'hui la civilisation moderne est assez forte pour se montrer reconnaissante, et pour ne pas désespérer, autant que font quelques-uns, de l'avenir des nations musulmanes.

Il est remarquable que la science grecque, qui était en dépôt entre les mains des Grecs du Bas-Empire, y demeurait stationnaire. Elle reçut un élan par la coopération des Arabes, collaborateurs

<sup>1</sup> GUSTAVE DUCAT, *Histoire des philosophes et des théologes musulmans*, p. 313.

<sup>2</sup> MISMER, *Soirées de Constantinople*, p. 156.

<sup>3</sup> Id., *ibid.*, p. 214.

<sup>4</sup> Id., *ibid.*, p. 254 et 255.



qu'on n'attendait guère à cette heure et en ce lieu. Ils lui furent redevables d'une fort grande avance. Tant que dura la première partie de notre moyen âge (je dis notre, car cette expression chronologique, qui convient à l'Occident chrétien, ne convient pas à l'Orient musulman, mais elle m'est commode pour préciser les temps); tant qu'en dura la première partie, la supériorité de culture appartient aux Sarrazins. Suivant le précepte du Koran, ils étaient allés à la recherche de la science, et la science les avait récompensés.

J'intercale ici, comme témoignage des opinions, le jugement que l'on portait dans l'islam sur le christianisme. Ibn-Hazam, Hispano-Arabe du XI<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>, dont l'arrière-grand-père avait encore été chrétien, dit : « Il ne faut jamais s'étonner de la superstition du genre humain. Les peuples les plus nombreux et les plus civilisés n'y échappent pas. Voyez les chrétiens : il y en a tellement que leur créateur peut seul les compter ; ils ont des savants éminents et des princes d'une rare perspicacité. Cela ne les empêche pas de croire qu'il y a une unité qui équivaut à trois, et que trois personnes n'en forment qu'une seule ; que l'une des trois est le père, la deuxième, le fils, et la troisième, l'esprit ; que le père est le fils et qu'il n'est pas le fils ; qu'un homme est Dieu et n'est pas Dieu ; que le Messie est Dieu sous tous les rapports, et qu'il n'est pourtant pas le même que Dieu ; que celui qui existe de toute éternité a été créé. Ceux qui parmi leurs sectes portent le nom de Jacobites, et qui se comptent par centaines de mille, croient même que le Créateur a été battu de verges, frappé, crucifié et mis à mort, enfin que l'univers a été privé pendant trois jours de celui qui le gouverne. »

Tandis que l'islamisme se révélait comme un vrai et puissant foyer de lumière, que se passait-il en Occident ? On a prétendu que, sous l'influence immédiate du christianisme, la civilisation gréco-romaine avait disparu de l'Europe. Cette assertion renferme une exagération et une erreur. L'exagération est de dire que table rase avait été faite de l'ancienne culture. Cette culture avait grandement souffert, mais des éléments précieux en subsistaient dans les populations qui furent subjuguées par les barbares et qui, pourtant, ne purent jamais être barbarisées à fond ; témoin les langues qui restèrent latines. Un débris de lois, d'institutions

<sup>1</sup> Dozy, *Essai sur l'Histoire de l'Islamisme*, p. 531.

municipales, de livres, d'écoles, subsista; et l'Occident eut, au lieu d'un empire romain, un empire barbare qui détruisit beaucoup, mais conserva beaucoup. L'erreur est d'attribuer au christianisme la diminution considérable que la civilisation subit en ces temps d'épreuve. Les auteurs du mal furent les envahisseurs germains. Tout baissa; car la loi des mélanges voulait qu'un niveau moyen s'établît entre la sauvagerie des conquérants et la culture des conquis.

L'Occident ne commença à se remettre et à prendre une assiette qui lui permit de travailler et de suivre les voies qui lui appartenaient, en vertu de son origine latine, que quand l'élément barbare eût été définitivement assimilé. Cela n'advint guère que sous les Carlovingiens. Alors il conquît la Germanie et arrêta sans retour, du côté du Rhin, le flot d'invasions pernicieuses à toute stabilité et à toute culture. Au premier rang des agents reconstitutifs doit être placé le christianisme. Partout il latinisa les barbares, et arrêta ainsi le mouvement qui tendait à laisser l'inculte Germanie maîtresse de tout le terrain.

Pas plus que les musulmans ne s'étaient trompés sur la source où ils devaient puiser, les Occidentaux, pour qui il n'y avait pas eu encore de renaissance grecque, ne faillirent à s'adresser aux maîtres du savoir. C'étaient alors les Arabes, qu'ils traduisirent. De la sorte, ils apprirent tout ce qui en ce temps pouvait être appris; première condition à remplir. Mains rayons de nos bibliothèques sont chargés des gros volumes qui contiennent les traductions latines des auteurs arabes. Bien peu d'érudits y portent aujourd'hui le regard; car, quand on recherche l'histoire de la science arabe, ce sont les originaux que l'on consulte. Jadis, ces pesants volumes, alors qu'ils étaient manuscrits, ont été lus, feuilletés, étudiés, et c'est à l'aide de ces instruments que l'Europe se mit au courant. Son écolage, pour me servir du mot de Montaigne, ne fut pas court; il dura près de deux siècles. Ce n'est qu'au bout de ce temps que la sociologie est en droit de lui demander si elle s'arrêtera à ce niveau, ou si elle le dépassera.

Elle eût été en droit de faire cette demande à l'Orient musulman, bien avant de l'adresser aux chrétiens occidentaux. En effet, une longue antériorité de culture et de science était son apanage; et, s'il avait continué à marcher avec la même impulsion, il aurait, au moment où la latinité s'appropriait péniblement le savoir des Grecs par l'intermédiaire des traductions arabes,

conservé sa distance avec ceux qui avaient été ses élèves et qui commençaient à devenir ses rivaux. Loin de là; un ralentissement imprévu en avait saisi toutes les parties vives. Rien de nouveau, scientifiquement parlant, n'apparaissait dans ce monde qui avait tenu tout d'abord, avec tant d'éclat, le sceptre de la nouveauté. Qu'allait-il advenir de ce ralentissement? Était-ce un moment de défaillance bientôt remplacé par une reprise? ou bien était-il définitif et sans retour? « L'esprit s'arrête, a dit M. Mismér<sup>1</sup>, devant l'impossibilité d'expliquer la halte de l'islamisme, après qu'il eut marché, pendant tant de siècles, à l'avant-garde de l'humanité. » C'est, en effet, un problème très-digne d'être étudié. Je vais essayer d'en dégager la solution; et peut-être mes explications devront, à la gravité sociologique de la question, d'intéresser même ceux qu'elles ne convaincront pas.

J'élimine tout d'abord, pour ne pas compromettre la discussion avec une condition qui n'est pas spéciale à l'islamisme, l'intolérance de la théologie musulmane. Là, comme ailleurs, elle se trouva en présence de la philosophie, de la science, de la libre pensée; et elle n'eut aucune disposition à les ménager. Quand le poète Abou-l-Alâ, mort en 1057, disait: « Les hommes forment deux classes: les uns ont la raison sans la foi; les autres, la foi, mais sans la raison<sup>2</sup>, » il donnait à la foi une inévitable tentation de se débarrasser de la raison.

En revanche, un autre poète exprimait énergiquement les sentiments de l'orthodoxie: « Que peux-tu attendre des inepties et des absurdités d'un homme qui se pose en philosophe? Peut-il être d'une trempe solide, celui qui fait un dieu de la nature? L'infidélité lui dit: sois le bienvenu, ô mon frère, et Satan: honneur à toi, ô mon cher fils<sup>3</sup>. — Le vrai croyant craint et désire; il souffre de la faim et de la fatigue; il porte des vêtements usés et s'interdit toute jouissance. S'il trouve son âme en révolte, il la bride et la contient; s'il surprend en elle des velléités de concupiscence, il les étouffe sur-le-champ<sup>4</sup>. — La confiance que tu accordes aux discours du médecin est un mal plus grave que la maladie dont tu souffres... Hais les médecins, puisque la plupart d'entre eux ne sont que des matérialistes<sup>5</sup>. » J'ai cité ces pas-

<sup>1</sup> *Soirées de Constantinople*, p. 341.

<sup>2</sup> Dozy, *ibid.*, p. 344.

<sup>3</sup> *Les Colliers d'or de Zamakshari*, traduits par BARBIER DE MEYNARD, 1876, p. 51.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 66. — <sup>5</sup> *Ibid.*, p. 46.

sages, parce que des choses toutes semblables se sont dites au sein du christianisme. L'intolérance de la théologie chrétienne n'a pas été moindre que celle de sa sœur cadette ; mais elle a été impuissante à faire de la philosophie ou de la science sa servante, comme elle voulait. Il ne faut donc pas attribuer à l'intolérance théologique plus d'efficacité qu'elle n'a réellement ; et autre chose a empêché les musulmans de franchir, comme les chrétiens, le terrain où le moyen âge les avait placés. Ce n'est pas que j'entende nier à l'intolérance théologique tout effet compresseur. Sous les Almohades, en Espagne, l'orthodoxie remporta un triomphe définitif ; les philosophes furent réduits au silence par le fer et par le feu. Coïncidence singulière que je ne puis m'empêcher de noter, c'est dans ce même pays, l'Espagne, que l'orthodoxie chrétienne mit aussi le bâillon à la philosophie, à la science, à la libre pensée. Seulement l'orthodoxie chrétienne n'eut qu'un triomphe très-partiel, celui de l'orthodoxie musulmane était général.

Laissons donc l'intolérance de l'orthodoxie musulmane et celle de l'orthodoxie chrétienne pour ce qu'elles valent, et recherchons d'autres traits dans les deux civilisations qui sont au moment décisif de leur compétition, et, si je puis parler ainsi, au tournant de leur destinée. Peut-être à qui voudrait approfondir les caractères du passé de l'une et de l'autre, apparaîtrait-il que la précocité de l'Orient est précaire, et que l'Occident contient en germe des puissances considérables de développement. On a dit, et avec raison, que chacun de nous héritait d'un état psychique qu'il recevait tout fait et qui avait une action essentielle sur nos idées et nos actions. Cela n'est pas moins vrai des peuples. Or, le passé des Arabes avait peu de consistance et d'étendue si on le compare avec celui des Occidentaux prolongé aux Romains et aux Grecs. Là gît le mystère de l'arrêt des uns et du progrès des autres.

Pour type des générateurs qui influent de main en main sur les aptitudes intellectuelles et morales des nations, je prendrai ici la religion. Nous avons vu ci-dessus combien a été pauvre et court le fonds doctrinal de l'islam. Le Koran est l'œuvre d'un seul homme, et ce Koran est toute la loi<sup>1</sup>. Point de racine qui s'enfonce dans un sol profond, point de branche qui s'allonge et aille cher-

<sup>1</sup> J'en étais là quand je fus saisi par la fièvre qui faillit m'emporter. Je reprends le fil de mon discours.

cher de l'air et de l'espace. L'origine et le plein accomplissement sont compris dans un bref intervalle de temps, qui ne dépasse pas la durée d'une vie individuelle. C'est peu<sup>1</sup> ; car la valeur sociologique d'une religion se mesure d'après la valeur du terrain qui la porte. En contraste de cette réelle pauvreté, combien est riche le développement du christianisme ! Il naît au sein de l'empire romain, sous les premiers Césars, au moment du grand éclat de la civilisation gréco-romaine. Par la Bible, dont il fait un de ses livres sacrés, il plonge fort avant dans les traditions sémitiques, et surtout dans celles de ce petit peuple qui, par un long travail sur lui-même, faisant triompher en sa conscience le monothéisme, finit par le faire triompher dans le monde. Ce n'était pas assez ; un grand côté manquait encore que n'aurait jamais remplacé le judaïsme ou même le néo-judaïsme des premiers disciples. Saint Paul le lui ouvrit. Le christianisme pénétra au sein de l'hellénisme ; l'apologie chrétienne y puisa largement ; la philosophie grecque devint, en partie, sa tributaire, et les Pères grecs sont un brillant monument de cette contribution. A l'Occident, le christianisme s'asseyait dans la ville éternelle, dans la capitale d'alors du monde civilisé, de sorte qu'il tint de toutes parts à Jérusalem, à Alexandrie et à Rome, ces principaux foyers de la culture antique. A Rome, il prit modèle sur l'esprit de centralisation et d'administration qui avait animé le régime impérial, et, les conciles aidant qui recueillaient et jugeaient toutes les opinions, il fonda cet admirable système de gouvernement moral qui d'abord conquiert les barbares, puis dirigea le moyen âge. Telles furent ses larges assises.

Les traditions n'avaient pas été tellement déracinées par l'invasion germanique, que des réminiscences grecques, fort confuses, il est vrai, et fort défigurées ne hantassent l'esprit du moyen âge. On y parlait beaucoup de Troie, d'Hélène, de Troïlus, d'Hector,

<sup>1</sup> Peut-être songera-t-on en faveur de l'islam à la victoire qu'il a remportée sur le christianisme en Égypte, en Syrie et en Afrique. Suivant M. Dozy (*ibid.*, p. 155), ce fait certainement remarquable s'explique par l'absence d'originalité de l'islam, en qui son auteur combina plusieurs religions pour en former une nouvelle. Les chrétiens orientaux reconnaissent beaucoup de leurs dogmes et se retrouvaient fort bien dans la christologie du Koran. L'explication de M. Dozy me semble insuffisante ; en effet, quand les musulmans conquièrent l'Inde, ils enlevèrent d'emblée quarante millions de sectateurs au brahmanisme si différent du christianisme. Ce qu'il faut dire, c'est qu'une grande religion nouvelle est animée d'une impulsion qui est d'abord irrésistible, mais qui s'épuise. Le christianisme en donne un témoignage non moins que l'islamisme.

et tout cela formait un cycle de légendes versifiées. En même temps, des poèmes autochthones de longue haleine naissaient sur ce sol qui semblait stérile, et reproduisaient une phase de l'antiquité héroïque des Hellènes. Les Arabes n'ont jamais rien eu de pareil. Cela tient, dit M. Dozy<sup>1</sup>, « à ce qu'ils ressemblaient bien plus à un peuple développé et raisonneur du XIX<sup>e</sup> siècle qu'à ces nations antiques, animées encore de toute la poésie de l'enfance, qui ont produit d'autres religions. » Je donne l'explication ; mais je suis bien plus disposé à attribuer la différence des régimes poétiques à une différence entre les génies des races sémitiques et des races aryennes.

Ce qui n'était que nuage et fantôme en hellénisme avait un corps réel en latinité. L'Occident latin ne tarda pas à attacher un grand prix aux disciplines qui lui venaient par cette voie. On n'était pas encore sorti du moyen âge que Dante, goûtant pleinement la divine poésie de Virgile, se faisait honneur de lui devoir tout ce qu'il était en œuvre et en renommée, et exprimait ainsi son admiration et sa reconnaissance :

O se' tu quel Virgilio e quella fonte  
Che spande di parlar sì largo fiume?  
Risposi lui con vergognosa fronte.  
O degli altri poeti onore e lume,  
Vagliami il lungo studio e il grande amore  
Che mi ha fatto cercar lo tuo volume.  
Tu se' lo mio maestro e il mio autore;  
Tu se' solo colui da cui io tolsi  
Lo bello stile che mi ha fatto onore<sup>2</sup>.

Certes ce n'était pas l'Orient musulman qui pouvait recevoir de pareilles leçons de l'antiquité latine ; à son dam, il était complè-

<sup>1</sup> *Essai sur l'Histoire de l'Islamisme*, p. 131.

<sup>2</sup> *Inf.*, I, 79. J'ai traduit ainsi ces vers en mon *Dante en vieux langage françois*, Hachette, 1879 :

Oh ! voi je ci Virgile, ceste font  
Qui de parler espant onde plenièrè ?  
Refi je à lui o la vergogne au front.  
O des poetes l'honor et la lumiere,  
La longue estude m'e vaille ore et l'amors,  
Quant à ton livre donai m'entento entiere !  
Tu es mes maistres et tu es mes autors ;  
Et seus es tu cil de cui j'empruntai  
Le bel parler qui m'a fait grans honors.

tement fermé à cette belle poésie et à ce haut enseignement ; et l'Occident s'y ouvrait largement.

Pendant que l'Europe chrétienne poursuivait ainsi son éducation d'une part à l'aide de la latinité, de l'autre à l'aide des traductions que les Arabes avaient faites de la science grecque, il s'y accomplissait des changements politiques qui attestaient un travail actif au sein de cette société. Le régime féodal, que la dislocation spontanée de l'empire romain devait nécessairement produire, et dont l'intrusion des barbares ne fit que hâter l'avènement, s'alanguit à son tour, et de sa décadence naquirent des institutions destinées à influencer fortement sur tout l'avenir de l'Occident. Je veux parler des assemblées représentatives qui commencèrent à prendre place dans le gouvernement sous le nom d'Etats-généraux, de Parlements, de Cortès, etc. Ce furent les débuts de la liberté moderne ; car cette liberté, à la différence de la liberté antique, a pour caractère une participation représentative des gouvernés aux affaires publiques. En regard de ce développement politique, l'Orient musulman s'engourdissait sous le régime absolu de ses califes et de ses sultans ; engourdissement qui s'ajoutait aux deux infirmités inhérentes à sa constitution. Ces deux infirmités, l'une morale et l'autre intellectuelle, sont sa polygamie et son alphabet. La polygamie est, dans le mariage, une forme plus ancienne et plus grossière que la monogamie. La famille polygame est inférieure à la famille monogame pour la femme et pour les enfants, et cette défectuosité fait sentir ses effets sur l'homme. Aussi la polygamie est-elle pour les sociétés une tare qu'il est bien difficile de racheter. L'autre infirmité, celle qui dépend de l'alphabet, a aussi sa gravité. On sait que les langues sémitiques n'écrivent pas les voyelles ; cette imperfection de l'écriture rend la lecture difficile, quelquefois incertaine, et empêche que les livres n'exercent toute leur efficacité éducative. M. Mismar<sup>1</sup> va même jusqu'à accuser cette insuffisance d'un alphabet arriéré, d'avoir enlevé à l'islamisme la direction du mouvement scientifique ; c'est trop dire ; mais il est certain qu'elle fut un rémora qui, comme la polygamie, ajouta sa difficulté aux difficultés propres de la situation musulmane.

Les considérations que je viens d'exposer touchant la cause de l'arrêt des uns et du progrès des autres, me paraissent perti-

<sup>1</sup> *Soirées de Constantinople*, p. 350.

ventes ; mais, quelque jugement qu'on en porte, le fait est là, indéniable. La civilisation de l'Orient musulman s'est immobilisée, et elle a perdu toute impulsion propre qui aurait pu la porter en avant. Au contraire la civilisation de l'Occident chrétien, qui fut d'abord en arrière des Arabes, puis qui se mit de niveau avec eux, trouva, dans sa nature et ses traditions, des forces qui la développèrent d'une façon puissante et continue.

Les siècles vraiment décisifs furent le <sup>xiv</sup>e et le <sup>xv</sup>e. Ils ne firent qu'appesantir l'engourdissement de l'Orient musulman ; car il en est de cet engourdissement comme de celui qui s'empare des hommes saisis par le froid ; il s'aggrave en durand et devient mortel. Mais, pour l'Orient chrétien, ils furent des précurseurs vivifiants. Des mathématiciens et des astronomes sont à l'œuvre. Henri Batem, de Malines, corrige les Tables alphonsines, Jean de Lineriis rectifie les lieux des étoiles observées par ses prédécesseurs, Jacques de Dondis est un horloger célèbre. Les lunettes ont été trouvées. Un peu plus tard, Purbach, Regiomontanus deviennent célèbres par leurs travaux astronomiques. Bernard Walther reconnaît la réfraction dans l'observation des astres. L'algèbre est apportée d'Orient en Europe par Léonard de Pise.

Le <sup>xv</sup>e siècle fut particulièrement signalé par trois événements dont l'influence intellectuellement progressive fut capitale : l'invention de l'imprimerie, la diffusion des livres grecs après la prise de Constantinople et la découverte de l'Amérique. Jamais invention n'apparut plus à propos que celle de l'imprimerie ; l'utilité et le besoin de lire devenaient immenses ; et ce n'étaient pas les chétives ressources de la copie à la main qui auraient pu y satisfaire. La pointe hardie de Christophe Colomb révéla la véritable configuration du globe terrestre ; il ne fut plus possible de contester les antipodes ; et les connaissances géographiques prirent une extension inattendue. Il ne faudrait pas croire que l'arrivée des livres grecs en Occident ait été une simple affaire de belles-lettres et d'humanités ; ce fut cela, qui était beaucoup, mais ce fut aussi autre chose de grande valeur dans la science positive. C'est là que l'érudition commença des investigations qui, systématisées, inaugurèrent la critique des mots et des faits ; les mots, qui menèrent à l'étude générale des langues ; les faits, qui apprirent à démêler dans l'histoire le faux et le vrai, le mythe et la légende, la valeur des traditions et des documents.

Il serait bien superflu d'insister sur la grandeur et la rapidité



du progrès scientifique qui s'est depuis lors accompli au sein des peuples occidentaux. Les découvertes ont succédé aux découvertes ; les méthodes se sont assurées. Des sciences nouvelles ont apparu, la chimie, la biologie, la sociologie, selon l'ordre de leur complication ; et, dans le sein de chacune de ces sciences, des départements considérables se sont formés, qui donnent à l'ensemble toute sa solidité et toute son utilité. Cet immense essor, je ne puis mieux le représenter que par un vers classique du premier chant des *Géorgiques* :

Ut cum carceribus sese effudere quadrigæ,  
Addunt se in spatia...

Les espaces, en effet, s'ouvrent infinis ; plus on avance, plus les perspectives s'agrandissent ; et chaque génération, laborieuse et reconnaissante, accroît un héritage qui, d'abord partiel et borné à certaines nations, tend de plus en plus à devenir le bien commun de l'humanité. Le savoir positif a, il est vrai, la tête dans les hautes et sereines régions ; mais il ne dédaigne ni ne néglige le sol qui le porte ; et, grâce à lui, ce sol se fait graduellement meilleur, plus fécond et plus élément.

La conséquence inévitable d'une aussi puissante impulsion a été que la distance s'est constamment accrue entre la civilisation orientale toujours immobile, et la civilisation occidentale toujours progressive. Elle est devenue telle que les nations musulmanes ont chancelé dans leur assiette. « Le règne de Soliman le Magnifique, dit M. Mismer<sup>1</sup>, marque l'apogée de l'islamisme. A la mort de ce prince, l'empire musulman comptait cent vingt millions d'habitants, et forçait l'admiration du monde entier par le prestige de ses armes, le génie de ses hommes d'Etat et l'état de sa civilisation. » En ce déploiement qui allait bientôt s'effacer tristement, il y avait plus d'apparence que de réalité. Le fruit était brillant à la surface ; mais il était piqué au cœur par un ver qui ne pouvait manquer d'en produire la décomposition. Ce ver était l'infériorité scientifique qui s'établissait entre les nations musulmanes et les nations chrétiennes. Sans doute, si tout était resté égal, l'espoir de beaux jours n'était pas interdit à la puissance ottomane ; et nul obstacle ne s'opposait à ce que sa force

<sup>1</sup> *Soirées de Constantinople*, p. 219.

militaire ne demeurât prépondérante comme avait été celle des Gengis-Khan et des Tamerlan. Mais rien n'était resté égal : un prochain avenir le fit bien voir, et de chute en chute l'empire ottoman en est venu au point où la dernière guerre et le traité de Berlin l'ont réduit.

Ce n'est pas que je pense en aucune façon que les nations musulmanes courent le risque de diminuer sans fin, de périr ou de se convertir. D'aussi puissants établissements religieux et politiques ne disparaissent pas de la scène du monde ; personne ne prendra leur place sur le terrain qu'elles occupent vraiment ; et le christianisme ne verra pas leur conversion. Mais, si elles n'avisent, leur infériorité scientifique les condamnera à un rôle secondaire, dépendant, subordonné dans les affaires du monde. Heureusement, le remède est près du mal. Il faut qu'elles fassent ce qu'elles firent jadis quand elles étudièrent la science grecque, c'est-à-dire étudier la science occidentale. Beaucoup d'indices témoignent qu'elles s'y disposent ; elles regagneront le niveau, et apporteront dans la culture générale leurs aptitudes propres et leur esprit particulier.

Quel est l'enseignement du résumé que je viens de tracer de la phase historique qui d'abord éleva les Arabes au pinacle, puis les laissa retomber comme un fardeau trop lourd ? Le duel militaire entre les Sémites d'Afrique et les Aryens d'Italie, entre Carthage et Rome, se transforma en un duel scientifique entre l'Orient musulman et l'Occident chrétien. L'Orient musulman a été vaincu, et sa défaite a confirmé, par un arrêt d'un autre genre, les destins qui donnèrent l'ascendant à la cité latine sur la cité tyrienne.

É. LITTRÉ.

# DE L'ESPRIT MÉTAPHYSIQUE EN CHIMIE

Dans toutes les sciences positives, sauf peut-être les mathématiques, il y a et il y a eu de tout temps deux courants qu'il n'est pas toujours facile de distinguer : d'un côté on cherche des faits nouveaux et des lois nouvelles, de l'autre on s'efforce d'expliquer les faits existants.

Ces deux tendances semblent être, au premier abord, également légitimes, également indispensables aux progrès du savoir, et l'homme qui se destine à la carrière scientifique peut choisir à son gré l'une d'elles. Si une préférence quelconque devait être marquée, ce serait à coup sûr pour la tendance à *expliquer* les faits naturels. Ne sont-ce pas ces théories ingénieuses qui démontrent le mieux la puissance de l'esprit humain et qui donnent à leurs auteurs une si brillante célébrité ? Le transformisme en biologie, l'atomisme en chimie n'est-ce pas quelque chose de plus que la science, n'est-ce pas de la philosophie scientifique ? Et la jeune génération de savants se lance à corps perdu dans les théories. Depuis 25 ans, sous l'influence de Darwin et de Hœckel, d'une part, de MM. Kekulé et Wurtz, de l'autre, il y a un véritable débordement de cette espèce de philosophie. On a tout expliqué ; la constitution des corps organisés et la structure des corps inertes n'offrent plus de mystères, on a résolu tout ce qui paraissait insoluble, comment, après cela, ne pas s'empresser de suivre une pareille direction ?

Pourtant, en regardant les choses de plus près, on s'aperçoit que les deux tendances que je viens d'indiquer sont bien différentes quant à l'influence qu'elles exercent sur la marche du progrès

scientifique, que l'une d'elles est même dangereuse à tous égards et doit être combattue avec d'autant plus d'énergie qu'elle offre plus d'attraits pour l'insatiable curiosité de l'esprit humain. Il ne faut pas croire, en effet, qu'il soit indifférent pour l'avenir de nos connaissances de procéder par n'importe quelle voie, d'introduire dans le corps des doctrines n'importe quelles idées ; certes la science se débarrasse à la longue de ce qui ne lui appartient pas et de ce qui est faux, elle ne conserve définitivement que ce qui est positivement démontrable, mais pour cela il faut un temps considérable, des tâtonnements nombreux, par conséquent une prodigieuse somme de travail perdu, un nombre incalculable d'efforts stériles. Il importe donc, et il importe beaucoup, de préciser dans chaque science spéciale ce qui est vraiment scientifique et partant durable, d'indiquer avec certitude le cadre dans lequel les recherches positives doivent se mouvoir. L'école des sciences que nous nous proposons de fonder le plus tôt qu'il nous sera possible, aura justement pour but d'enseigner ainsi les six branches abstraites du savoir positif ; elle les débarrassera de tout cet accessoire de théories et d'explications fort ingénieuses je n'en disconviens pas, mais absolument hypothétiques et qui n'expliquent en réalité rien du tout.

Aujourd'hui je veux traiter sommairement une des questions qui se rattachent à cet ordre d'idées, je veux montrer quelle dose considérable de métaphysique se mélange aux doctrines de la chimie moderne, et indiquer les conséquences déplorables qui en découlent inévitablement. Cette étude fera ressortir, je l'espère, toute l'opportunité des conceptions de M. Comte et l'utilité de l'enseignement scientifique qu'il a conçu. M. Comte, on le sait, a été plus d'une fois accusé de s'être trompé du tout au tout dans sa philosophie chimique, il est, dit-on, de trente ans en arrière, il s'arrête aux idées qui sont abandonnées depuis longtemps, et ne prévoit pas les idées qui sont actuellement admises ; sa chimie est une vieillerie que la génération présente ne comprend presque plus. Eh bien, nous verrons tout-à-l'heure que ces accusations sont fausses, que les idées de M. Comte sont justes et profondes et que la chimie après s'en être prodigieusement écartée, y revient petit à petit, démontrant ainsi, par sa marche même, la supériorité de la philosophie positive. Au moment où j'écris cet article j'ai sous les yeux tout ce qui a été fait depuis un quart de siècle sur la philosophie chimique, j'y trouve une série d'œuvres re-

marquables, des généralisations dues à de puissants esprits, mais rien qui soit comparable à la première moitié du troisième volume du *Cours de Philosophie positive*.

## I.

Avant d'aller plus loin fixons les idées, indiquons ce qu'est la chimie, car c'est de cette définition que tout va dépendre. Qu'est-elle donc que la chimie ? Il ne serait pas difficile de citer une dizaine de définitions différentes, souvent contradictoires, données la plupart au hasard, comme des phrases banales que la routine oblige de mettre en tête des manuels et des traités ; j'aime mieux appeler l'attention du lecteur sur ce fait, que les chimistes modernes, préoccupés de leurs théories et de leurs systèmes n'éprouvent aucun besoin de nous dire comment ils entendent définir la science dont ils s'occupent. Le *Dictionnaire* de M. Wurtz, ce recueil des doctrines nouvelles, ne contient même pas le mot *chimie*. L'introduction qui le précède et qui examine l'histoire de la science depuis Lavoisier jusqu'à nos jours, se contente de nous dire que la chimie « est une science française », définition très-patriotique, mais très-insuffisante ; un grand nombre d'autres ouvrages dus à l'école atomique sont dans le même cas, ils nous exposent avec détail les faits chimiques, les théories chimiques, sans nous dire ce qu'ils entendent par *chimie*. Chose curieuse et digne de remarque : au fur et à mesure qu'on s'éloigne des origines de la science, on rencontre des définitions de plus en plus vagues, de plus en plus insignifiantes, on sent de moins en moins la nécessité de déterminer d'une façon rigoureuse le terrain sur lequel on marche, preuve évidente de la disparition de l'esprit philosophique, de la domination de l'esprit métaphysique. Ouvrez à la première page les traités de Lavoisier, de Fourcroy, de Gay-Lussac, de Berzelius, de Gmelin, et vous y trouverez dans une forme concise et claire la définition de la chimie, parcourez les livres modernes et vous y rencontrerez des phrases comme celle-ci : « La chimie s'occupe des propriétés des corps et des actions qu'ils exercent les uns sur les autres, en tant que ces actions touchent à leur constitution intime, la modification de la constitution intime étant l'altération de

la molécule dans la nature, le nombre, la distance et le mode de groupement des atomes qu'elle contient<sup>1</sup> », ce qui revient à dire que la chimie n'existerait plus le jour où il serait reconnu que les atomes sont des êtres purement imaginaires. Cette espèce de dédain pour les définitions précises qu'on considère comme des lieux communs sans utilité a bien sa raison d'être, et nous en examinerons tout-à-l'heure la cause ; je constate pour le moment le fait et je reviens à ma question : Qu'est-ce que la chimie ?

Je m'adresse ici à M. Comte, non pas que je veuille imposer aux chimistes son autorité de philosophe, mais parce que sa façon d'envisager la science chimique est celle qui se retrouve dans tous les anciens auteurs, à cela près qu'elle est plus simple et en même temps plus complète. M. Comte a donné deux définitions de la chimie ; l'une caractérise la science telle qu'elle est, l'autre telle qu'elle peut être. Le but général de la chimie, dit-il, est *d'étudier les lois des phénomènes de composition et de décomposition qui résultent de l'action moléculaire et spécifique des diverses substances, naturelles ou artificielles, les unes sur les autres* ; à un point de vue plus rationnel et rattachant la considération de science à celle de prévoyance, malgré les difficultés qui se présentent, son objet final serait : *Etant données les propriétés de tous les corps simples, trouver celles de tous les composés qu'ils peuvent former*. En réalité, ces deux définitions se complètent et sont nécessaires toutes les deux ; elles signifient dans leur ensemble que la chimie étudie les propriétés des corps simples et les lois de composition et de décomposition des combinaisons qu'ils forment entre eux. On peut varier, tant qu'on voudra, les termes, mais le fond de la définition reste et restera toujours vrai. Arrêtons-nous un instant sur cette définition qui est capitale. L'ensemble des sciences devant nous donner une conception générale de la nature, chacune des sciences devant par conséquent apporter une fraction particulière et spécifique de cette conception, il est évident que la définition de la science, de la chimie, par exemple, doit indiquer avant tout le but qu'elle poursuit et les résultats qu'elle atteint. Que signifie cette définition que vient de formuler un illustre savant : *La chimie est la science de l'analyse et de la synthèse*?<sup>2</sup> Les analyses et les synthèses sont

<sup>1</sup> A. NAQUET, *Principes de chimie fondés sur les théories modernes*.

<sup>2</sup> BERTHELOT, *La Synthèse chimique*. Bibliothèque internationale, Paris, 1876.

des *moyens* de connaître, ce ne sont pas des connaissances positives, et la science est avant tout un ensemble de connaissances embrassant un certain ordre de propriétés matérielles. Il peut paraître oiseux de discuter telle ou telle façon de déterminer le domaine d'une science; peu importe, dira-t-on, qu'on en donne une mauvaise définition, pourvu qu'on fasse de la bonne chimie, qu'on décrive bien les phénomènes et qu'on découvre des lois exactes. Pourtant, voyez les conséquences immédiates et considérables qui découlent de la définition qu'on adopte. S'il est vrai que la chimie a pour but d'étudier les combinaisons, c'est-à-dire les divers agencements naturels ou artificiels des corps simples, n'est-il pas clair que la science sera d'autant plus avancée, qu'elle nous donnera des résultats d'autant plus complets, qu'elle examinera un plus grand nombre de ces corps simples, et qu'elle variera davantage leurs réactions? Chacun de ces corps indécomposables, de ces *éléments*, affecte un ensemble nouveau de propriétés, des énergies et des manières d'être différentes, ce sont comme des organes d'un vaste organisme dont il s'agit de reconnaître les fonctions. Or, que fait-on depuis près de 30 ans? Exclusivement ce qu'on a appelé « la chimie du carbone », c'est-à-dire les permutations entre les innombrables combinaisons de *quatre* éléments: l'hydrogène, l'oxygène, l'azote et le carbone. Je ne veux pas dire par là qu'il n'y ait pas de travaux nombreux et parfois remarquables de chimie inorganique, mais ces travaux restent isolés, en dehors du mouvement général, ils ne concourent nullement à la formation des doctrines chimiques nouvelles. Ces doctrines sont toutes sorties des découvertes de la chimie organique; radicaux, types, atomicités, fonctions, tout cela est né de l'étude des composés du carbone, sans qu'on se fût beaucoup inquiété de savoir si tout cela convenait aux nombreux éléments métalliques que nous connaissons. La chimie minérale, qui embrasse dans son domaine les 5/6 des corps simples, est devenue une simple annexe de la chimie organique, recevant d'elle ses instructions et ses théories. Il n'est pas besoin d'être au courant de la science, il suffit de ne pas avoir perdu tout à fait son bon sens pour comprendre ce qu'une pareille situation a d'illogique, d'étrange. On se demande involontairement quelle créance on peut ajouter à ces doctrines qui ont la prétention d'être générales, qui ont la prétention de réglementer tout le domaine des choses chimiquement cognoscibles et qui n'ont à leur base qu'un nombre infiniment restreint de corps existants; il

y a plus, on est porté à douter de leur efficacité lorsqu'on voit qu'elles tendent à écarter les esprits de l'étude de l'immense majorité des corps simples qui constituent notre planète.

Comment en est-on arrivé à fausser ainsi les choses, à prendre une petite partie pour le tout, et à oublier complètement le point de départ ? Certes, les raisons en sont complexes ; la mobilité et la variété des combinaisons carbonées, leurs transformations innombrables tellement simples qu'elles rappellent les opérations de l'algèbre, tellement uniformes, malgré leur apparente diversité, qu'elles peuvent être facilement prévues, tout cela devait nécessairement captiver les esprits. Les découvertes se succédaient rapidement, et chaque découverte importante donnait naissance à une théorie nouvelle destinée à supplanter toutes les théories en vogue, on finit par s'habituer à considérer comme non avenue tout ce qui avait été fait sous l'influence des idées anciennes. Mais, ce ne sont là que causes secondaires, la cause primordiale, la cause unique, c'est l'absence de cet esprit philosophique qui avait présidé aux premiers essais de la chimie, c'est le développement monstrueux de l'esprit de spécialité.

Qu'est-ce que l'esprit philosophique ? Il consiste dans ces trois choses : l'appréciation des limites qui séparent chaque science des sciences voisines, la connaissance des méthodes propres à chacune d'elles, enfin la détermination précise du but qu'il s'agit de poursuivre. Avec ces trois choses on retrouve toujours sa route. Malheureusement, cet esprit, que possédaient à un si haut degré Lavoisier, Berthollet, Gay-Lussac, Berzélius, est complètement oublié ; à quelques exceptions près, il n'y a plus de chimistes dans le vrai sens du mot, il n'y a plus que des chercheurs de composés organiques qui font des théories, des chercheurs de composés inorganiques qui amassent des faits, et des analystes qui perfectionnent les méthodes d'investigation. Entre eux il n'y a de commun que quelques vagues généralités ; c'est à peine s'ils se comprennent, car ils parlent deux langues différentes et n'emploient pas la même notation. C'est le triomphe de l'anarchie, le véritable règne de la spécialité : chacun ne pensant qu'à soi et méprisant son voisin. Aucun progrès dans les vues d'ensemble n'est possible dans de pareilles conditions, et, en fait, au point de vue des doctrines, nous n'avons rien qui puisse soutenir un sérieux examen, les plus avancés et les plus perspicaces se contentant de démontrer l'inanité des doctrines admises.



Que faut-il donc faire ? Faut-il exiger de tous ceux qui cultivent la chimie la connaissance de *tous* les faits connus ou des travaux dans *toutes* les parties de la science tant organique qu'inorganique ? Aucunement ; la spécialisation du travail est éminemment utile en permettant à toutes les capacités de produire la plus grande somme de résultats, à toutes les facultés de se développer librement. Que chacun s'occupe de ce qui lui convient le mieux ; qu'il se parque, dans un coin aussi petit qu'il voudra, à la seule condition de ne pas imposer au tout les idées qu'il aura trouvées dans sa partie ; il n'est pas besoin non plus de connaître tous les faits, mais il est important de posséder des notions exactes sur toutes les lois qui les régissent. En d'autres termes, il faut que les travaux de détail se rattachent à des doctrines d'ensemble et que les doctrines d'ensemble s'appuient sur la totalité des phénomènes chimiques. Cela n'est ni compliqué ni bien difficile, et pourtant ces deux conditions indispensables de l'état pleinement positif d'une science font défaut à la chimie, qui est encore pleine de raisonnements arbitraires, par conséquent métaphysiques, et qui, malgré ses brillantes découvertes, ne présente qu'une réunion hétérogène de fragments de doctrines.

## II.

De ce manque d'unité dans la science, résultat d'un manque de définition précise et d'une fausse appréciation du but à poursuivre, découle comme une conséquence logique la tendance dont je parlais au début, la tendance à chercher l'explication « rationnelle » ces phénomènes.

En effet, puisque c'est la chimie des combinaisons organiques qui domine, que c'est elle qui prétend imposer ses théories au reste, il est tout naturel qu'on ait eu l'idée de chercher à pénétrer l'intimité des choses. En voyant avec quelle facilité quatre éléments se combinant de diverses façons donnent naissance à une infinité de corps les plus dissemblables, on s'est demandé dès le début des recherches organiques s'il n'y avait pas moyen d'expliquer par des groupements appropriés des éléments, la structure chimique des composés. Une fois sur la voie, on ne s'est plus ar-

rété, on a entassé théories sur théories et le plus grand nombre a fini par croire que c'est dans ces interprétations ingénieuses que gisait le problème fondamental de la chimie. Il importe pour bien comprendre l'état présent des choses, d'entrer dans quelques détails historiques et d'indiquer les étapes par lesquelles les conceptions théoriques ont passé.

Au début la chimie était strictement dualiste. Les corps étant considérés comme se combinant deux à deux pour produire soit des oxydes, soit des acides, soit des sels. Dans ce système formulé primitivement par Lavoisier, et développé par Berzélius, il y avait plusieurs choses. D'abord la constatation d'un fait — la plupart des corps examinés alors étaient binaires et résultaient de la réunion directe des éléments : le soufre en brûlant produit l'acide sulfureux, le fer en s'oxydant donne l'oxyde rouge, le sodium se combinant au chlore engendre le sel marin ; il y avait ensuite un langage chimique, cet admirable langage si clair et si précis qu'on doit à Guyton de Morveau, et une notation qui permettait de rendre compte des réactions et qui est l'œuvre de Berzelius ; il y avait enfin une double hypothèse, l'hypothèse qui consistait à représenter les corps complexes comme formés par des groupements binaires des éléments, et l'hypothèse qui tentait d'expliquer ces groupements par la polarité électrique. L'hypothèse ici était secondaire, elle n'étayait pas le système, elle se superposait à lui, elle en était l'ornement extérieur ; qu'il y ait ou qu'il n'y ait pas d'atomes, que ces atomes soient ou non doués de tensions électriques contraires, le dualisme était une représentation graphique saisissante de tout ce que l'on connaissait, y compris la loi des proportions définies de Richter et la loi des proportions multiples de Dalton. Les premières recherches organiques lui portèrent une grave atteinte ; comment exprimer au moyen de la conception dualistique des corps comme l'acide acétique, l'alcool, l'éther qui sont composés de trois éléments : carbone, hydrogène, oxygène ? Berzelius tourna très heureusement la difficulté : il supposa dans les corps organiques l'existence d'un radical, composé de carbone et d'hydrogène, jouant le rôle d'un corps simple, se combinant à l'oxygène comme le ferait un métalloïde ou un métal et donnant ainsi soit un oxyde anhydre (l'éther) soit un oxyde hydraté (alcool) soit un acide, soit un véritable sel (éther composé). Tous ces corps malgré leur apparente complexité, sont donc binaires. Le dualisme sortit ainsi vainqueur de l'épreuve et plus fort que jamais ;

il est vrai que c'est à l'aide d'une hypothèse nouvelle, car les radicaux étaient des êtres imaginaires, mais l'expérience vint donner de la vraisemblance à l'hypothèse. On connaissait déjà le cyano-gène composé de carbone et d'azote, jouant le rôle de métalloïde simple dans toutes ses combinaisons, ou découvrait le cacodyle, un corps plus complexe encore, renfermant du carbone, de l'hydrogène et de l'arsenic et agissant pourtant comme un véritable élément, pourquoi n'en découvrirait-on pas d'autres encore ? et de fait, nous en connaissons un assez grand nombre aujourd'hui. Arrivé à ce point de développement, le système dualiste semblait être inattaquable, il résumait d'une façon absolument satisfaisante tout ce que l'on connaissait de la chimie minérale et de la chimie organique.

Cependant un coup fatal lui fut bientôt porté par une observation qui semblait sans importance. M. Dumas remarqua que le chlore possède la propriété de s'emparer de l'hydrogène de certains corps organiques et de se substituer à lui atome par atome. Pour le dualisme, qui exigeait dans une réaction chimique la combinaison directe de deux corps, et les distinguait en électro-positifs et électro-négatifs, le fait n'était pas admissible, et le fait existait pourtant. Le chlore électro-négatif remplaçait dans l'acide chloro-acétique, l'hydrogène électro-positif. Malgré les efforts de Berzélius, les arguments ingénieux qu'il imagina, le dualisme fut vaincu, la théorie des types due à Laurent et à Gerhardt prit sa place. Qu'est-ce que la théorie des types ? C'était la conception unitaire, opposée à la conception dualiste, c'était une hypothèse plus générale, mais plus vague qui remplaçait les anciennes hypothèses. Ce qui était douteux dans l'ancien système — la théorie des radicaux — on le conserve, on le développe même considérablement ; on généralise le fait des substitutions opposées au fait des combinaisons, on ajoute un point de vue nouveau, fort séduisant à coup sûr, mais fort arbitraire, celui des *types* d'après lesquels tous les composés seraient formés. Supposez quatre modèles, quatre moules différents (Gerhardt avait choisi l'hydrogène, l'acide chlorhydrique, l'eau et l'ammoniaque), substituez à chacun des éléments qui les composent et que leur formule représente d'autres éléments ou des radicaux réels ou fictifs, et vous aurez toute la série des combinaisons possibles de la chimie. Si quelque combinaison inattendue se présente qui n'est pas susceptible d'entrer dans les cadres donnés, on en cherche de nouveaux

ou bien on transforme les anciens, le *type* étant une création essentiellement relative et subjective. Quelques exemples feront comprendre cette façon de procéder. Le type *eau* comprend 2 atomes d'hydrogène et un atome d'oxygène, il est par conséquent H, H, O; remplacez l'un des H par le symbole du potassium et vous aurez K, H, O, c'est-à-dire la potasse; remplacez-le par le radical *éthyle* et vous aurez (C<sub>2</sub>H<sub>5</sub>) H, O, c'est-à-dire l'alcool, remplacez-le par un radical oxygéné l'*acétyle* et vous aurez (C<sub>2</sub>H<sub>3</sub>O), H, O, c'est-à-dire l'acide acétique, et ainsi de suite à l'infini, ces radicaux pouvant être remplacés par d'autres radicaux et l'autre H pouvant subir des substitutions identiques, analogues ou différentes. Je suppose que vous rencontriez un composé récalcitrant, l'acide sulfurique, par exemple, composé de soufre, d'oxygène et d'hydrogène S O<sub>4</sub> H<sub>2</sub> qui se rapproche du type *eau* mais n'y rentre pas, vous doublez le type, vous l'écrivez H, H, H, H, O, O, vous remplacez deux des H par un radical (S O<sub>2</sub>), qui est l'acide sulfureux, mais auquel vous donnez pour la circonstance le nom de *sulfuryle*, et votre composé se trouve *expliqué*. On voit que cela n'est pas plus difficile que cette étymologie dont se moquait si spirituellement Voltaire en disant que pour faire venir cheval d'ippos, il suffisait de changer *ip* en *che* et *pos* en *val*. Le procédé est commode en effet, et il a servi, il faut le reconnaître, à guider les recherches dans un moment où la voie était encore fort obscure, mais il n'explique rien; bien mieux, il embrouille les choses les plus évidentes, les plus indiscutables de la science. Nous avons vu plus haut, que le but fondamental de la chimie était l'étude des corps simples, des corps chimiquement indécomposables; on était parti de là et on n'a admis les radicaux organiques que pour ramener les fonctions complexes aux fonctions élémentaires de la chimie minérale. Par une suite de nécessités purement logiques, on est arrivé à mettre à la place des corps simples une série de radicaux complexes. Des composés minéraux que le dualisme représentait d'une façon tout à fait satisfaisante, en dehors de toute hypothèse, l'acide sulfurique, l'acide azotique, par exemple, devenaient des édifices compliqués dans lesquels on était obligé d'admettre l'existence de deux radicaux, le *sulfuryle* et l'*azotyle*. Et puis, que sont ces types choisis au hasard, qu'on peut, suivant les circonstances et pour maintenir la symétrie des formules, doubler, tripler, combiner entre eux ou bien remplacer par d'autres? de simples conceptions subjectives qui n'avaient rien de commun

avec la réalité. En résumé, la doctrine de Gerhardt a remplacé la *combinaison* qui est un fait particulier, non un fait général comme l'a pensé Berzélius, par la *substitution*, autre fait particulier qu'on a eu tort de généraliser, la structure binaire par la structure unitaire; elle a multiplié beaucoup le nombre des radicaux composés, dont quelques-uns seulement sont réellement certains; elle a enfin donné une façon ingénieuse et élégante d'écrire les réactions, en considérant ce procédé graphique comme une véritable *interprétation* des phénomènes. Pour la caractériser d'un mot, on peut dire, qu'elle est plus générale et en même temps beaucoup plus métaphysique que le dualisme.

Elle ne subsista pas longtemps dans sa pureté primitive; pour mieux dire, elle ne fut même jamais généralement admise, elle n'a été qu'une forme transitoire, destinée à nous amener à la théorie atomique qui règne de nos jours. Pour bien concevoir ce qu'est cette nouvelle conception d'ensemble, il faut remonter un peu plus haut. En résumant le dualisme, les radicaux et les types, nous n'avons parlé qu'incidemment d'atomes, non pas que la conception d'atome n'accompagnât toutes ces théories, mais elle n'avait avec elles aucun rapport immédiat, nécessaire. L'atome ne servait qu'à figurer les phénomènes; dans la doctrine que nous allons examiner, maintenant il sert à les expliquer.

Tout le monde admet que la matière est constituée par des particules excessivement petites, indivisibles par les moyens mécaniques ou chimiques que nous possédons, semblables entre elles dans chaque corps simple, mais différentes d'un corps à un autre. Cela est hypothétique sans doute, mais enfin l'hypothèse sous cette forme est inoffensive, elle a le mérite de satisfaire l'esprit et de ne gêner en rien la science. Aussi n'est-ce pas là ce qui fait l'originalité de la théorie atomique.

Dalton, l'illustre auteur de la loi des proportions multiples est le premier qui se soit servi des atomes. En les définissant la plus petite partie matérielle susceptible de se combiner, il est clair que lorsqu'un corps se combine à un autre corps en plusieurs proportions, ces proportions ne sont autre chose que les poids de plusieurs atomes qui sont nécessairement multiples du poids de l'un d'eux, l'atome n'étant pas divisible. C'était très-logique, mais l'hypothèse paraissait bien stérile comparée à la merveilleuse fécondité de la loi des proportions multiples. Quelques années plus tard Gay-Lussac découvrait la loi qui porte son nom et qui peut

être ainsi formulée : les gaz se combinent dans des rapports simples de *volumes*, et le volume du produit est dans un rapport simple avec celui des composants. On tire de là deux conséquences directes ; les poids de tous les gaz pris sous le même volume sont proportionnels aux équivalents et tous les gaz doivent se dilater ou se contracter d'une même quantité pour une même variation de température et de pression. Les atomistes s'emparèrent de la découverte et l'interprétèrent à leur manière ; Avogadro d'abord, ensuite Ampère développèrent cette idée que tous les gaz simples ou composés considérés dans les mêmes conditions physiques, avaient sous un même volume le même nombre de molécules séparées par des distances assez grandes pour détruire leurs actions réciproques. Cette hypothèse pendant longtemps complètement oubliée est devenue la clef de voûte de la théorie moderne, depuis que Gerhardt l'a adoptée. Mais Gerhardt n'en avait tiré qu'un système de notation, sa théorie des types qui était sa doctrine en était indépendante ; de nos jours les types eux-mêmes rentrent dans la conception atomistique. En partant de l'atome de l'hydrogène comme unité, on remarque que les différents corps peuvent se substituer à 1, 2, 3, 4 atomes d'hydrogène ; de là la conception de l'*atomicité* ou plutôt l'hypothèse nouvelle qui attribue à chaque métalloïde ou métal la propriété de se substituer à un nombre déterminé d'unités d'hydrogène, de là aussi quatre types : hydrogène *monoatomique*, oxygène *biatomique*, azote *triatomique*, carbone *tétratomique*. Cela admis, il est certain que les formules modernes ne manquent pas d'une certaine élégance. La difficulté est précisément d'admettre l'hypothèse. Sans parler de types nouveaux qu'il a fallu ajouter, puisqu'on a trouvé des corps *pentatomiques* et *hexatomiques*, de nombreux exemples sont venus démontrer qu'un seul et même corps, suivant les combinaisons dans lesquelles il entraît pouvait avoir des atomicités différentes. Les atomistes ne se considérèrent pourtant pas comme battus, ils imaginèrent une série d'explications plus ou moins ingénieuses qui, sous les noms de *composés moléculaires*, d'*atomicités latentes*, de *saturations successives* n'étaient que des suppositions gratuites. Après bien des controverses la majorité des atomistes finit par se ranger à la théorie de M. Wurtz qui rejetait l'atomicité absolue, admettait l'*atomicité relative*, c'est-à-dire celle que les éléments manifestent dans chacune des combinaisons où ils se trouvent engagés. L'azote n'est plus un

corps triatomique, c'est un corps monoatomique dans le protoxyde, diatomique dans le bioxyde, triatomique dans l'ammoniaque, tétratomique dans le gaz hypoazotique, et pentatomique dans le chlorure d'ammonium. Arrivé à ce degré d'arbitraire l'atomisme se détruit lui-même, il perd toute originalité et revient, bien malgré lui, aux lois des proportions définies et des proportions multiples qu'il s'était, tout d'abord, proposé d'expliquer. Tel est le sort de toutes les hypothèses qui ne se contentent pas du rôle modeste d'auxiliaires provisoires dans les recherches, qui ont la haute ambition d'être des généralisations de la science.

### III.

Nous venons de parcourir rapidement la série des systèmes qui se proposaient de « fixer définitivement la science » et qui n'ont jamais pu la fixer même temporairement; les recherches nouvelles venaient constamment renverser, sans y prendre garde, l'échafaudage péniblement bâti. Il semble d'après cela, qu'il ne reste plus rien, que la théorie atomique disparue après avoir fait disparaître toutes les autres théories, il n'y ait plus que des faits isolés sans rapports entre eux, qu'un inextricable dédale d'observation sans fil conducteur. Il n'en est rien pourtant. Chacune des théories qui ont tour à tour dominé la chimie était composée de deux courants, l'un précisant les phénomènes et leurs lois, l'autre essayant de pénétrer les causes premières des choses; de ces deux courants le premier a grandi s'enrichissant de toutes les expériences primitives, l'autre est devenu stérile à force de s'incorporer toutes les idées métaphysiques qu'il rencontrait sur son passage. Le dualisme nous a laissé l'étude des combinaisons qui est un fait certain, indubitable, actuellement admis par tout le monde, il nous a donné, de plus, un alphabet qui nous permet d'écrire les combinaisons chimiques et un langage qui nous permet de les exprimer de vive voix; il a introduit enfin la conception, relativement complexe, du radical qui est discutable comme théorie, mais parfaitement établie comme fait. La théorie unitaire a apporté la loi de substitution, une loi qui est vraie en elle-même et qui n'est fausse

qu'elle lorsqu'elle veut se poser en loi unique de la chimie ; elle a apporté aussi des modifications heureuses au système de notation admis, et a permis à la chimie organique de se développer rapidement en prévoyant un bon nombre de faits que la notation ancienne avait peine à formuler. La théorie atomique telle qu'elle existe de nos jours et qui se décore pompeusement du titre de « chimie moderne » est la seule qui n'ait rien apporté de bien original, sinon quelques modifications dans la façon d'écrire les compositions et les décompositions chimiques ; mais elle a le grand mérite d'être dans la science ce que la philosophie de Kant était dans la métaphysique, c'est-à-dire un point culminant, une démonstration frappante de la nécessité d'abandonner la voie des hypothèses.

D'autre part ces mêmes théories nous offrent une série « d'explications » des phénomènes chimiques, d'autant plus compliquées et confuses que nous nous éloignons davantage des premières généralisations positives dues à Lavoisier. Le dualisme se contente de l'interprétation électro-chimique qui ne lui était pas bien nécessaire, puisqu'elle venait après coup, et des radicaux qui n'étaient à l'époque qu'une généralisation hardie de faits connus. La théorie de Gerhardt écarte il est vrai quelques uns de ces côtés imaginaires, mais accepte en revanche les vues d'Avogadro, développe à outrance l'hypothèse des radicaux et y joint la création absolument arbitraire des types. Enfin, l'école de MM. Wurtz et Kekulé acceptant la prétendue « loi » du chimiste italien, accepte les radicaux dans leurs plus extrêmes conséquences, accepte des « types », ajoute encore l'hypothèse illusoire des atomicités, plus ou moins latentes, plus ou moins absolues. On voit par là, que l'accroissement du domaine positif a été lent, mais rapide le développement de l'édifice des hypothèses. C'est d'ailleurs ce qui se voit dans toutes les sciences : l'esprit métaphysique y prend rapidement des proportions de plus en plus considérables jusqu'au jour où, se ruinant lui-même il disparaît d'un coup, laissant derrière lui l'immense accumulation de matériaux positifs qui n'avait jamais besoin de lui pour asseoir et constituer la science.

Mais au moins toutes ces théories ingénieuses nous ont-elles appris quelque chose sur la constitution de la matière qu'elles prétendent connaître et expliquer ? Pas le moins du monde. Nous sommes, à cet égard, au même point où nous étions du temps des



alchimistes, au même point où nous en serons toujours. Quoi ! me dira-t-on, étant donnés des atomes indivisibles qui se groupent en molécules, étant donné leur nombre toujours le même dans un même volume de gaz quel qu'il soit, étant donnée leur capacité de saturation que nous appelons leur atomicité, vous ne vous expliquez pas le rôle que les éléments jouent dans les diverses combinaisons ? Oui, sans doute, seulement le malheur est, que nous nous donnons tout cela et que ce n'est pas la réalité qui nous le donne. Nous ne connaissons ni les atomes, ni les molécules, ni leur nombre, ni leurs propriétés ; nous nous imaginons tout cela, nous contentant de cet argument naïf, que les choses ne s'expliquent pas autrement, et oubliant qu'elles se sont expliquées de bien des manières, toutes mauvaises à notre point de vue, mais toutes bonnes à une certaine époque. D'ailleurs, pour peu qu'on y réfléchisse un instant, on s'aperçoit bien vite, que toutes ces hypothèses, toutes ces prétendues théories, ne sont que des interprétations absolument imaginaires. L'interprétation scientifique, positive, est celle qui, partant d'un fait général connu, éclaire un fait spécial peu connu ; une pareille interprétation est éminemment utile, puisqu'elle relie d'une façon effective des phénomènes réels de différents ordres. Ce n'est pas ce que fait l'hypothèse ; elle part de faits spéciaux bien connus, elle imagine un fait général non-seulement inconnu, mais encore incognoscible et s'en sert pour revenir au point de départ et nous expliquer ce que nous connaissons le mieux. Une pareille façon de procéder est tout à fait contraire à l'esprit scientifique.

On peut objecter, il est vrai — et l'objection a été souvent reproduite — que malgré leur caractère notoirement métaphysique, les hypothèses ont été grandement utiles en chimie, qu'elles ont déterminé des découvertes importantes et contribué ainsi aux progrès de la science, qu'elles sont par conséquent nécessaires à condition toutefois de ne pas trop dominer le côté positif du savoir. Il y a là du vrai, mais il importe de s'entendre. La chimie par la nature des phénomènes qu'elle étudie se prête merveilleusement à une nomenclature simple et rigoureuse, et par suite à une notation claire et compréhensive. Cette notation réduit les réactions chimiques à une succession d'opérations abstraites sur des signes et des proportions et permet dès lors, de prévoir des phénomènes par une série de comparaisons et d'analogies. Sous ce rapport toutes les notations, la notation atomique aussi bien que

la notation typique et la notation binaire, ont été à un certain moment très-fécondes en résultats, elles ont toutes guidé les recherches de détail et aplani bien des difficultés, mais ce service considérable qu'elles ont rendu est indépendant des hypothèses qui leur servaient de base et qui se reliaient à elles par des liens purement artificiels. Je l'ai déjà remarqué plus haut, la notation de Berzelius existe complètement en dehors de la théorie électro-chimique, la notation de Gerhardt en dehors de l'hypothèse d'Avogadro; à bien prendre, la notation atomique de MM. Kekulé et Wurtz peut se concevoir sans aucune théorie atomique. Ce sont trois procédés algébriques différents appliqués à la solution d'un même problème. Sans doute les hypothèses diverses qu'on a acceptées tour à tour ont été les raisons principales de la création des notations nouvelles; pour les savants qui en étaient les auteurs, ces deux choses paraissaient intimement liées, mais nous qui nous mettons au point de vue général et philosophique, nous n'avons pas à nous arrêter à ces appréciations subjectives, dont le temps a fait justice. Quelle que soit la succession d'idées qui a amené tel ou tel savant à formuler une nouvelle nomenclature chimique, il est évident pour nous, que cette nomenclature se distingue fondamentalement de la théorie qui lui a donné naissance, qu'elle peut être un instrument utile alors même que la théorie est complètement fautive. J'insiste donc sur ce premier point, à savoir que les progrès directement inspirés par les diverses doctrines qui ont régné en chimie, l'ont été par les notations que ces doctrines avaient adoptées. Je ferai remarquer en second lieu, que ces progrès n'ont été ni si nombreux, ni si considérables qu'on veut bien le dire. Le grand nombre parmi les travaux dont se glorifie à juste titre l'école atomique, a été entrepris en dehors de toute idée préconçue et a servi, au contraire, après coup à fonder ou à développer l'hypothèse, il n'y a guère que des recherches de détail, quelquefois fort intéressantes, sans doute, mais sans grande portée, qui aient pris directement leur point de départ dans les séries homologues ou les formules typiques. Il y a enfin une troisième considération sur laquelle j'appelle l'attention. En supposant que l'interprétation graphique des phénomènes chimiques ait été un instrument puissant de progrès, elle offre aussi, lorsqu'elle n'est pas maintenue dans des limites très-précises, des dangers réels et considérables. La facilité avec laquelle on opère sur les signes abstraits et au moyen d'un petit nombre de lois numériques, ha-

bitue rapidement l'esprit à prendre ces signes pour les corps eux-mêmes ; la réalité disparaît petit à petit comme elle disparaissait insensiblement dans le verbiage scolastique du moyen âge, pour n'y laisser subsister qu'un jeu de l'esprit dans le genre du casse-tête chinois ; on oublie le but de la science qui est l'étude des propriétés et des fonctions réciproques des éléments et l'on se complait dans une série de permutations de symboles fictifs. On va plus loin, on finit par attacher des vertus particulières aux chiffres et aux signes, par croire qu'un composé n'existerait pas si l'on écrivait autrement sa formule. A ce degré — et les atomistes n'en sont pas bien loin — la science verse dans le mysticisme et rétrograde rapidement ; mais avant d'en venir là elle s'arrête, ou tourne dans un cercle vicieux. Nous sommes actuellement dans cette déplorable situation, malgré le nombre considérable de recherches chimiques, malgré le grand éclat de quelques-unes d'entre elles, nous poursuivons des entités, que nous sommes heureux de pouvoir combiner à notre guise. Nous avons abandonné l'étude des corps simples qui sont la véritable réalité chimique. Plus de chimie minérale — elle se débrouille comme elle peut — la « chimie du carbone » seule est digne de figurer dans la « philosophie des sciences. »

Il ne manque cependant pas de protestations contre une pareille tendance. Parmi ces protestations il en est une qui doit être citée en première ligne, non-seulement parce qu'elle est l'œuvre d'un savant de premier ordre, mais encore parce qu'elle expose avec une remarquable impartialité le véritable état des choses. Je veux parler de la « *Synthèse chimique* » de M. Berthelot. Ce livre qui a ses défauts, qui a le tort de donner le premier rang à la synthèse, alors qu'elle n'est qu'un contrôle des recherches analytiques, de ne parler qu'incidemment de la chimie inorganique alors qu'elle devrait être placée en première ligne, est cependant la critique la plus vigoureuse et la plus complète de cet amas incohérent de doctrine qu'on a appelé « la chimie moderne ». M. Berthelot y démontre avec une grande sûreté de jugement et de nombreux faits à l'appui, que toutes les innovations auxquelles on attache tant d'importance sont « relatives à la manière de présenter les idées plutôt qu'aux idées elles-mêmes », que toutes les constructions nouvelles ne constituent pas des découvertes « pas plus que la traduction d'un chef-d'œuvre littéraire n'équivaut à son invention, » que, dans l'étude des sciences tout réside dans la décou-

verte de faits généraux et dans celle des lois qui les rattachent les uns aux autres, » qu'enfin « quel que soit l'avenir de la chimie et ses progrès au-delà des bornes où elle demeure jusqu'ici renfermée, les relations générales établies aujourd'hui entre les phénomènes que nous connaissons sont fixées d'une manière définitive. » Il aborde également le grand problème des notations chimiques, qu'il a soin de ne pas confondre avec la théorie et se place dès le début au véritable point de vue : il les accepte toutes et les applique suivant les cas, car elles ont toutes des avantages et des inconvénients. Tout cela est bien dit et bien pensé ; mais les doctrines existantes supprimées, les théories et les hypothèses balayées, l'auteur met-il quelque chose à leur place ou bien, ce qui convient mieux, nous explique-t-il pourquoi aucune doctrine unique n'est nécessaire, et nous montre-t-il ce que doit être la chimie telle qu'il l'entend ? Nullement. Il se contente de substituer à l'idée de *types* et de *radicaux complexes*, l'idée bien plus rationnelle de *fonctions chimiques* (il en admet six : carbures d'hydrogène, alcools, aldéhydes, acides, éthers, alcalis, amides, radicaux métalliques). Il ne sort donc pas de la chimie du carbone et nous laisse encore une fois dans cette inacceptable alternative : ou bien la « synthèse chimique » n'est pas une méthode générale, ou bien la chimie minérale n'est pas une chimie. Malgré la tentative très-remarquable de M. Berthelot, nous restons donc dans une époque de transition, attendant toujours une généralisation vraiment positive qui embrassera dans un même tableau l'ensemble des phénomènes chimiques.

Une tentative d'un autre ordre a été faite dans ces derniers temps. M. Brodie, un chimiste anglais bien connu par ses beaux travaux, a passé plusieurs années de sa vie à imaginer une nouvelle notation plus conforme, selon lui, à la réalité<sup>1</sup>. Comme M. Berthelot M. Brodie attaque vivement les théories atomiques, il attaque même la notation moderne qu'il trouve illogique et arbitraire, remplaçant l'une et l'autre par une théorie et une notation à lui. Il est à peu près impossible de résumer en quelques lignes, même en quelques pages, les considérations fort complexes que développe l'auteur et les calculs auxquels il se livre, mais quelques

<sup>1</sup> *Le Calcul des opérations chimiques, soit une méthode pour la recherche par le moyen de symboles des lois de la distribution du poids dans les transformations chimiques*, par BRODIE, trad. par A. NAQUET. Paris, Gauthier-Villars, 1879.

mots suffiront pour en montrer le caractère. On sait que dans la notation atomique la molécule d'hydrogène est considérée comme composée de deux atomes, en d'autres termes on admet que le poids atomique de l'hydrogène = 1 et son poids moléculaire = 2 ; c'est là une des doctrines fondamentales de la chimie atomistique. M. Brodie rejette cela comme absolument hypothétique et inutile, il part de l'unité du poids de l'hydrogène. Soit, cela est peut-être plus commode dans un grand nombre de cas, mais ce qui n'est ni commode ni admissible c'est de maintenir, de généraliser au point d'en faire la pierre angulaire de tout l'édifice, ce qu'on appelle en théorie atomique la « loi des nombres pairs<sup>1</sup> » et d'aboutir comme conséquence forcée à cette conclusion, que le chlore et l'azote sont des corps composés. C'est tomber de propos délibéré de Charybde en Scylla. La notation de M. Brodie ne vaut guère mieux, malgré la très-grande ingéniosité des formules. Pour la juger du coup, il suffit de citer ces deux passages du livre : « La nouvelle méthode n'est autre chose qu'une application spéciale de la science algébrique ; en l'imaginant j'ai été guidé par les applications analogues qui ont été faites de l'algèbre à la géométrie, au calcul des probabilités et à la logique, applications avec lesquelles cette méthode présente plusieurs analogies curieuses et intéressantes » (p. 9) et autre part : « Au lieu de molécules et d'atomes, la méthode offre comme sujets d'études scientifiques, un système de marques et de combinaisons de lettres, que, toutefois nous ne pouvons pas arranger et interpréter suivant notre caprice, mais dont chacune a une signification spécifique qui lui est assignée dans le calcul, et qui servent à déduire les opérations auxquelles on peut les soumettre suivant des lois fixes (p. 70). » C'est dire en peu de mots que toute la construction est profondément irrationnelle. S'il fallait absolument choisir entre deux conceptions arbitraires, tout esprit positif préférerait de beaucoup la fiction des atomes, qui gardent encore quelque chose de matériel, à ces symboles grecs qui n'ont même pas l'avantage de présenter, comme les symboles universellement admis, la première lettre du

<sup>1</sup> La loi des nombres pairs peut se formuler ainsi : *Lorsque deux volumes gazeux d'une substance quelconque se décomposent et que cette substance renferme de l'hydrogène, du chlore, du brome, de l'iode, de l'azote, et en général des éléments à atomicités impaires, la somme des volumes de ces éléments est un nombre pair.* Laurent, qui en est l'auteur, lui avait donné le titre de *proposition*, les atomistes modernes en ont fait une *loi*. M. Brodie la transforme en *loi unique et fondamentale* du système chimique.

nom des corps simples. M. Brodie qui a voulu bannir la métaphysique sous forme d'hypothèse l'a prise pour guide sous forme de méthode de raisonnement — ce n'est pas un progrès, c'est une aggravation du mal. Et d'ailleurs, que nous importe une nouvelle notation ? les notations anciennes, abstraction faite des théories qu'elles cachent, suffisent amplement pour exprimer tout ce que nous connaissons, elles sont même la partie la plus développée, la plus parfaite de la chimie ; ce qu'il nous faut ce sont des faits nouveaux, des relations chimiques nouvelles, des classifications rétablissant l'équilibre rompu depuis longtemps au profit de la chimie organique ; c'est à la solution de ces problèmes que M. Brodie eût dû appliquer son esprit novateur.

#### IV.

Après avoir ainsi résumé les doctrines générales qui ont cours en chimie et déterminé leur caractère métaphysique, revenons à M. Comte et aux idées qu'il développait il y a de cela quarante ans, alors que la science était à ses débuts. En 1838, époque où parut le troisième volume du *Cours de Philosophie positive*, le dualisme était dans tout son éclat. M. Comte était donc dualiste, il ne pouvait pas être autre chose, car aucune autre doctrine sérieuse n'existait alors ; il n'avait pas à faire entrer en ligne de compte les substitutions qui n'étaient que des faits isolés sans liaison apparente avec les doctrines d'ensemble. C'est donc comme dualiste qu'il faut juger M. Comte et le point de vue est loin d'être inadmissible, car l'idée de combinaison que le dualisme représentait si bien sans être dominante est rentrée dans la chimie actuelle. Eh bien, je n'hésite pas à dire que le principe dualiste étant admis, la philosophie chimique de M. Comte est un véritable chef-d'œuvre qu'on lit encore aujourd'hui avec profit et qui n'a de rivale ni dans les œuvres anciennes ni surtout dans les œuvres modernes. Remarquons d'abord que M. Comte, contrairement aux opinions des savants de son temps, distingue de la façon la plus nette la théorie dualistique qu'il admet et qu'il trouve féconde de l'hypothèse électrochimique qui semblait en être la base et qu'il rejette « sans retour,

comme profondément irrationnelle et radicalement nuisible ». Toujours préoccupé de placer la science sur un terrain positif, il a bien soin de ne pas introduire dans la généralisation des faits et des lois des explications très-séduisantes, il est vrai, mais absolument imaginaires ; et pourtant qu'était cette hypothèse si simple, je dirai presque si naïve, de la polarité électrique des molécules en comparaison du roman compliqué de l'atomisme ?

Si les chimistes de la génération de Laurent et de Gerhardt, au lieu de se confiner dans une étroite spécialité, avaient lu les lumineuses pages de M. Comte, ils eussent vu comment on peut systématiser le savoir chimique sans recourir à aucune hypothèse, et n'eussent pas contribué volontairement à encombrer la science de ce bagage métaphysique qui, de nos jours, gêne prodigieusement sa marche.

Mais M. Comte a fait plus que de démontrer l'inutilité des hypothèses, il s'est emparé du dualisme pour prêcher la fusion des deux chimies actuellement en lutte, de la chimie organique et de la chimie inorganique. Cette fusion lui semble fondamentale, indispensable pour la constitution définitive de la science, et il n'accepte le dualisme que parce qu'il le croit propre à généraliser tout ce qui dans la chimie organique n'appartient pas à la chimie physiologique. Sur ce point il s'est trompé : le dualisme à lui tout seul n'est pas susceptible de généraliser les lois qui président aux combinaisons du carbone, absolument comme la théorie des substitutions n'est pas susceptible de généraliser les réactions minérales, mais ici l'erreur appartient au chimiste, non au philosophe. La distinction qui a l'air d'être subtile est fort importante. Comme chimiste, il n'était tenu qu'à une seule chose : être au courant de la science de son temps — cette condition il l'a remplie, personne ne peut le contester ; comme philosophe, il devait, sous peine de nullité de toute sa doctrine, nous indiquer d'une façon précise et définitive le caractère propre de la science chimique. De deux choses l'une, en effet : ou bien à l'époque où il spéculait sur la chimie, la chimie n'était pas constituée et alors sa classification tout entière croule, car il n'y a plus alors ni biologie, ni, encore moins, sociologie, ou bien elle était déjà à l'état de science positive, et alors les limites et les méthodes qu'il lui assigne doivent être vraies si la doctrine entière est juste, car ces limites et ces méthodes font partie nécessaire, intégrante de la philosophie positive. Quoi qu'on en ait dit, c'est cette seconde alternative qui est

seule acceptable. Du temps de M. Comte la chimie était faite en tant que science ; depuis Lavoisier, Berthollet, Dalton, Gay-Lussac, Berzélius, elle était sortie des ténèbres métaphysiques pour passer à l'état positif ; le créateur de la philosophie positive serait donc responsable des erreurs philosophiques s'il en avait commis à son égard. Mais il n'y a aucune erreur de ce genre. Tout ce qui dans l'œuvre de M. Comte est en dehors de l'influence directe de l'actualité, c'est-à-dire des faits particuliers plus ou moins acceptés, tout ce qui a trait aux généralités placées au-dessus des fluctuations de telle ou telle école et destinées à établir l'indispensable cadre des recherches positives, reste inattaquable et peut être répété sans aucun amendement. Beaucoup de choses qui étaient des affirmations hardies sont devenues des vérités courantes, beaucoup de choses que la majorité des spécialistes n'accepte pas encore sont à la veille de s'imposer aux esprits les plus prévenus.

Au milieu de l'incertitude qui régnait de son temps, M. Comte a su déterminer avec une admirable précision les limites de la science, confondue d'une part avec l'étude de l'électricité, de l'autre avec la physiologie — la distinction existe de nos jours, elle est admise par tout le monde. Il a décrit avec soin les diverses méthodes de recherches et insisté sur le côté important, quoique secondaire de la synthèse — la synthèse, grâce aux beaux travaux de M. Berthelot, est devenue une partie indispensable de la chimie. Il a démontré la nécessité et l'urgence d'élaguer de la chimie organique tout ce qui appartient aux produits animaux et végétaux, de rattacher le reste à la chimie inorganique pour faire de tout une chimie unique, soumise à une même doctrine — cela aussi est fait en partie, en ce sens du moins, que les combinaisons physiologiques ne constituent plus qu'un appendice hors cadre et que la chimie du carbone tente tous les jours de soumettre à ses théories la chimie minérale. Mais parmi les réformes indiquées par M. Comte comme inévitables, il en est aussi qui ne sont qu'à l'ordre du jour. Avant tout il faut citer ici l'étude complète de *tous* les corps simples comme base de nos recherches ultérieures sur les compositions et les décompositions, c'est-à-dire la subordination de la chimie organique à la chimie inorganique. Dans le courant de cet article j'ai, à plusieurs reprises, insisté sur la portée philosophique considérable d'une pareille réforme ; elle doit définitivement asseoir la science et lui permettre de trouver sa véritable



classification. La classification rationnelle est en effet une nécessité impérieuse pour toute branche de connaissances positives, sans elle aucun ordre ne peut être établi dans l'amas incohérent de faits particuliers. Or la chimie n'a pas encore de classification tant soit peu acceptable, c'est en partie pour cela qu'elle cherche l'unité dans la métaphysique des hypothèses. Quel critérium choisir pour classer les composés nombreux et variés que nous connaissons déjà ? Ici encore M. Comte nous indique la voie, en nous montrant qu'il n'y en a que deux de possibles : la pluralité croissante des principes constituants et le degré de composition plus ou moins élevé des principes immédiats. Entre les deux il faut faire un choix et M. Comte s'en remet à la décision des chimistes. Mais les chimistes, occupés d'autre chose, n'y ont guère songé, et chaque auteur dispose les matières au gré de ses idées particulières quelquefois étrangement capricieuses.

On voit ainsi ce que M. Comte a fait et ce qui reste à faire. On voit du même coup combien sa doctrine était plus scientifique, plus positive que les théories sans cesse modifiées et amendées de nos ouvrages classiques.

Il faut revenir aux idées de M. Comte, non sans doute pour les accepter telles quelles, mais pour les continuer *dans le même sens*, et l'on y reviendra, j'en suis profondément convaincu. Dans quelques années d'ici, — les choses marchent vite de nos jours — la théorie atomique, déjà fortement ébranlée, aura fait son temps, on reprendra l'étude depuis longtemps abandonnée de la chimie minérale, et la philosophie chimique, telle que la concevait M. Comte, sera fondée à l'état pleinement positif. D'ici là, la chimie restera dans cet état mixte où elle se trouve maintenant et qui présente un mélange à proportions inégales de science et de métaphysique.

G. WYROUBOFF.

# LA CONSCIENCE DANS LE DRAME

**Critique des idées de la morale par le moyen  
de l'épopée, du théâtre et du roman.**

(Suite <sup>1</sup>)

## CHAPITRE IV.

### LES CONFLITS MORAUX.

Un docte allemand, M. Julius Bahnsen, a publié récemment un livre curieux qui a pour titre : *le Tragique comme loi du monde* <sup>2</sup>. Le tragique, c'est le conflit moral insoluble, c'est la lutte désespérée de la conscience prise entre des devoirs toujours contradictoires. Pour M. Bahnsen, qui appartient à l'école pessimiste trop florissante outre-Rhin, notre malheur vient de notre volonté : la volonté est contrainte d'agir, quoique la conscience doute ; tantôt le respect humain, tantôt le remords la pousse de çà et de là ; mais à peine a-t-elle engagé l'action, qu'un nouveau et plus insoluble problème se pose devant elle ; il lui faut rouler sa pierre de Sisyphus, et l'enfer commence. Je n'ai pas dessein de me risquer dans la critique du livre de M. Bahnsen ; mon point de vue n'est pas le sien, et je n'envisage les cas de conflits moraux ni en pes-

<sup>1</sup> Voir : tome XXII, pages 263 et 350, et tome XXIII, p. 51.

<sup>2</sup> Voy. un compte-rendu de ce livre dans la *Rev. philos.* de juin 1878.

simiste, ni en optimiste. Je voudrais d'abord bien entendre ce que c'est qu'un conflit moral.

Dans la *Stella*, de Goethe, Fernand a abandonné sa jeune femme enceinte, pour courir les aventures et chercher fortune ; il a rencontré une seconde maîtresse, la charmante Stella, dont l'âme est suspendue à son amour. Le hasard de la vie le place aujourd'hui entre ces deux femmes. Renouera-t-il le lien sacré qui l'unissait à Cécile, devenue mère ? Brisera-t-il le cœur de Stella ? Une telle situation est sans issue : elle se dénoue par la mort de Stella et le suicide de Fernand ; sa fille reste à Cécile. Mais c'est la faute première de Fernand qui l'a préparée ; elle est dramatique, elle n'est pas de nécessité tragique au sens de M. Bahnsen.

La vie et le drame offrent de nombreuses situations de ce genre, comportant des solutions singulières, qui ne sont pas de véritables conflits moraux <sup>1</sup>.

De même, je n'appelle pas proprement conflit moral la lutte entre un devoir et une passion. C'est Bérénice et Titus se séparant ; c'est, dans le théâtre polonais, Barbara Radziwil <sup>2</sup> que le roi Auguste de Pologne a épousée secrètement et que les États de la noblesse repoussent : elle périt à la fin empoisonnée par la mère du roi, qui est une sorte d'Agrippine. Ces luttes sont dramatiques, elles ne sont pas, je le répète, des conflits tragiques, parce que le devoir n'y est pas douteux et que la conscience suffit à le montrer clairement.

Je passe à des cas d'un autre genre. Quand Achille boude sous

<sup>1</sup> Tel, p. ex., un dénouement hardi, hasardé de M. Hector Malot : *les Batailles du mariage*. Une intrigante dévote, M<sup>me</sup> Prétavoine, recherche pour son fils Aurélien la main de la petite-fille du comte de la Roche-Odon. Elle va à Rome acheter à son fils le titre de comte du pape ; elle agit sur le vieillard par les prêtres ; elle arrache le *oui* à Bérengère lassée, en lui donnant à croire, par une odieuse tromperie, que le capitaine de Gardilane, qui a son amour, la trompe lâchement. Mais Bérengère a son plan d'enfant terrible, elle refuse son lit à l'hypocrite « bon jeune homme. » Puis, découvrant le piège où elle est tombée, elle va résolument au fiancé de son cœur : plus tard, après la mort de son grand père, elle quittera l'époux légal qu'elle méprise pour être la maîtresse légitime de M. de Gardilane. Ce qui l'a mise là, c'est sa précipitation, ce sont les préjugés catholiques du vieux la Roche-Odon. Un tel dénouement satisfait l'intérêt que nous inspirent les divers personnages ; mais il engage, au-delà du livre, une situation fort délicate dans la vie du monde. — Voir encore *la Morte civile*, de Tommaso Salvini, et le drame français de M. Charles Edmond, *l'Africain*, que rappelle M. Sarcey à propos de l'adaptation du drame italien à notre scène (le *Temps* du 2 déc. 1878).

<sup>2</sup> Tragédie de Féliniski, dans la collection, incomplète et médiocre, de chez Ladvocat : *Chefs-d'œuvre des Théâtres étrangers*.

sa tente et compromet par son inaction le salut de toute l'armée, le fidèle Patrocle s'abstient aussi de combattre, quoique à regret. Mais il ne se demande point si son devoir de soldat grec n'est pas supérieur à son devoir de compagnon et d'ami ; dans ce monde homérique, les liens individuels sont les plus puissants, et Patrocle est avant tout le leude d'Achille. Il ne retourne aux combats que sur la permission de ce héros ; il attend que l'orgueilleux fils de Pélée, irrité à la fin de la hardiesse d'Hector qui menace d'incendier ses vaisseaux, le revête de ses propres armes et commande à ses Thessaliens de lui obéir.

Dans *la mort de Wallenstein*, le jeune Max Piccolomini se trouve vis-à-vis de Wallenstein dans une situation analogue à celle de Patrocle devant Achille. Mais il agit tout autrement que le fils de Ménétiüs. Wallenstein, blessé dans son orgueil, a décidé de passer aux Suédois avec son armée. Max suivra-t-il son général, qu'il chérit plus que son père, et dont il aime la fille ? Il ne saurait hésiter longtemps ; il demeure fidèle à l'Autriche et à l'empereur, il abandonne l'illustre rebelle, il renonce à Thécla, et il se fait tuer à la tête des cuirassiers de Pappenheim, dont il est le colonel, en combattant les Suédois qui venaient recueillir le fruit de la trahison. Wallenstein ouvrirait pourtant une issue à ce généreux jeune homme, invoquant les liens de subordination étroite qui l'attachent à sa personne : « Le devoir, envers qui ? qui es-tu ? Si j'agis mal envers l'empereur, c'est mon tort et non le tien. T'appartiens-tu ? Es-tu ton propre maître ? Es-tu libre dans ce monde, comme moi, et peux-tu te dire l'auteur de tes actions ? Tu es uni à moi, comme la branche au tronc... Légère sera ta responsabilité dans cette lutte... act. III, sc. XVIII. » Mais Max se sent vraiment responsable, parce que sa raison lui démontre clairement ce qu'il doit faire. Les conflits de ce genre se produisent quand un événement extérieur vient à opposer deux devoirs l'un à l'autre, et on les résout selon qu'on attribue la supériorité à l'un ou à l'autre de ces devoirs. Patrocle demeure auprès d'Achille ; Max Piccolomini, au contraire, juge l'intérêt de l'Autriche supérieur à la fin particulière de Wallenstein, tout grand qu'est cet homme et malgré le prestige qui l'entourne. Il n'y a pas doute dans son esprit et sa conviction est assez forte pour le déterminer à un entier et douloureux sacrifice.

Entre ces deux, le poème des *Nibelungen* nous offre un exemple intéressant dans la mort du margrave Ruedegér de Bechlâ-

ren<sup>1</sup>. Le roi des Hiunen, Etzel, avait jadis confié à Ruedegér la difficile mission d'aller en Bourgondie demander pour lui la main de la belle Kriemhilt, veuve du brave Sifrit, tué traîtreusement par Hagene de Trojenc. Quand la haineuse Kriemhilt, devenue la femme d'Etzel, fait inviter ses frères à la visiter, dans le but de perdre Hagene et, s'il le faut, ses propres frères avec lui, le margrave leur donne l'hospitalité sur ses terres, à Bechlâren, et il y marie sa fille à Giselhôr, le plus jeune frère de la reine. A présent la reine lui demande de massacrer les Burgondes, qui ont échappé à ses embûches et se sont retranchés dans le palais. Le terrible Hagene a abattu tous les guerriers d'Etzel ; il ne reste plus que Ruedegér qui soit assez fort pour le vaincre. Mais ce héros hésite à satisfaire sur ses hôtes de la veille, sur son propre gendre, la vengeance de la reine ; il est partagé entre deux devoirs, celui d'hôte et beau-père, celui de vassal. Son hésitation le fait accuser de lâcheté ; plus cruelles sont les angoisses de sa conscience. Il a juré à la reine d'exposer sa vie et son honneur pour elle, mais il n'a point juré de perdre son âme ; il aurait fait à ces guerriers étrangers tout le mal qu'il aurait pu, s'il ne les avait lui-même conduits ici ; il a été leur guide au pays de son maître et son bras ne doit point les attaquer.

« Le puissant Etzel se mit aussi à supplier. Tous deux se jetèrent aux pieds du guerrier. On vit le noble margrave l'âme profondément troublée. Ce très-loyal héros parla lamentablement : — Malheur à moi, abandonné de Dieu, d'avoir vécu jusqu'à ce jour ! Il faut que je renonce à mon honneur, à ma loyauté et aux vertus que Dieu m'a commandées. Hélas ! Dieu du ciel, pourquoi la mort ne peut-elle m'enlever ? — Quel que soit le parti que je repousse ou que j'embrasse, j'aurai mal et très-méchamment agi. Et si j'abandonne à la fois la reine et ses frères, tout le monde me le reprochera. Oh ! que celui qui m'a donné la vie m'éclaire en ce moment<sup>2</sup> ! »

Le roi et la reine continuent à le supplier. Il leur offre alors de reprendre les terres et les burgs qu'il tient d'eux ; il préfère ne rien garder, aller pieds-nus en pays étrangers. A la fin pourtant, il se résout à s'armer. C'est sa qualité d'homme d'Etzel et d'Hiune

<sup>1</sup> Ed. B. de Laveleye, xxxvii.

<sup>2</sup> Il ne faut pas oublier que le poème des *Nibelungen* a été rédigé des dernières années du xii<sup>e</sup> siècle aux premières années du xiii<sup>e</sup> ; mais les vieilles sagas en ont fourni les sujets.

qui oblige Ruedegér ; il s'arme donc ; il adresse des paroles émues et tristes aux amis qu'il va combattre ; il frappe sur eux des coups terribles et tombe lui-même touché à mort.

Ces exemples me donnent occasion de parler de la discipline militaire. L'obéissance passive est imposée à l'officier et au soldat sous la condition des lois qui garantissent la forme de la société ; dès que l'ordre qui commande l'obéissance contredit à ces lois et viole le pacte, elle n'est plus exigée. Toute la difficulté est de constater cette violation. Ensuite la décision de la conscience n'est pas douteuse et il n'y a pas ici de conflit moral. Lorsque les hommes de Pappenheim sont avertis par une lettre de l'empereur de refuser obéissance à leur général, ils viennent droit à lui et l'interrogent : « Nous voulons que tu nous dises toi-même ce que tu projettes, car tu as toujours été vrai avec nous, nous avons la plus grande confiance en toi ; il ne faut pas qu'une bouche étrangère se glisse entre nous, entre le bon général et ses bonnes troupes... act. III, sc. xv. » Ils se détacheront de lui sans hésiter, s'il est vraiment traître à l'empereur.

Mais sortons de ce monde étroit et transportons-nous au milieu d'une société troublée, dans l'Athènes de Solon, dans la Rome des guerres civiles, dans l'Angleterre de Guillaume d'Orange, dans la France révolutionnaire. Alors l'individu pourra se trouver engagé en des aventures où sa conduite sera extrêmement difficile, parce qu'il lui faudra apprécier les ordres qui commandent son respect de citoyen ; il pourra se trouver placé entre deux devoirs contradictoires, dont l'un sera extérieur et d'autorité, et dont l'autre résultera d'une démonstration de la conscience individuelle. Ce sont là des conflits d'un troisième genre, et cette fois de véritables conflits moraux, en ce qu'il y faut prendre parti quoique la volonté manque de certitude. Ils sont les révolutions morales de l'histoire, et c'est en les traversant que la conscience humaine se développe et que les sociétés élargissent leur horizon.

Supposons un chrétien du second siècle, qui était décurion dans sa commune. Sa charge, dont il ne pouvait se démettre, l'obligeait à des actes religieux que sa nouvelle croyance lui interdisait ; un conflit grave s'élevait entre son devoir de citoyen et son devoir de croyant. On sait que le chrétien, en pareil cas, n'hésitait guères à désertier ses fonctions, son municipio et à tout sacrifier à l'intérêt de sa foi ; ce fut même une des causes de la déca-

dence des municipalités. Durant notre Révolution, le prêtre mis en demeure d'accepter la constitution civile du clergé se trouvait dans une position très-délicate, selon l'idée qu'il se faisait du pouvoir de l'Etat et de celui de l'Eglise. La séparation des pouvoirs, la prévalence du contrat, l'indépendance des charges publiques, tous les progrès enfin qui dégagent et font plus mobile, plus libre l'action individuelle, épargnent aux hommes beaucoup de ces luttes intérieures.

Le *Polyeucte* de Corneille n'a pas soupçon d'un conflit moral. Ce gendre du gouverneur Félix ne s'inquiète point de ce que sa qualité de citoyen exige de lui; il profane le temple, il brise les autels et les statues des dieux, cet exalté ne conserve nulle attache avec la vie. Corneille, si étroitement respectueux envers l'autorité établie, a ici, de son point de vue chrétien, glorifié la révolte sans éprouver aucun scrupule : tant il est vrai que notre conscience est faite des jugements de notre raison !

Si Lucain eût ressenti l'émotion poignante de son sujet, il eût déroulé dans sa *Pharsale* le conflit tragique des guerres civiles. De la lutte de César et de Pompée, de cette crise de la grande révolution qui a élargi la cité romaine, il n'a rien deviné et il n'a pas su ce qu'il en pouvait connaître. Son Caton, interrogé par Brutus, déclare se ranger du parti de Pompée pour mieux servir la liberté :

« Ideò me milite vincat,  
• Ne sibi vicisse putet. » (*Lib. sec.*)

Mais ce mot abstrait reste vide ; le poète n'a prêté à Caton ni le raisonnement du patricien, ni le raisonnement du stoïcien, et il n'a compris de ce conflit ni la valeur historique, ni la valeur morale. Son Caton n'a qu'un mot qui prend un sens plus profond, si on dépasse la pensée de Lucain, comme on a fait pour le célèbre *homo sum* de Térence :

« Summum, Brute, nefas civilia bella fatemur.  
Sed quo fata trahunt, virtus secura sequetur :  
Crimen erit Superis et me fecisse nocentem. »

C'est-à-dire que Caton, et tout honnête homme qui prend parti en ces époques troublées, suit la démonstration que lui fait sa conscience, et, s'il se trompe, la faute n'en est pas à lui : il faut qu'il

agisse, sans avoir pourtant la certitude, et sa prévision ne saurait s'étendre aux conséquences lointaines de son acte.

Toute grande révolution oppose l'une à l'autre deux démonstrations, deux fins. C'est chose grave, pour César, de porter la guerre dans Rome, et pour Caton, de s'attacher à Pompée. Il sera plus grave encore pour Brutus de frapper un jour César.

Plutarque raconte le meurtre de César sans en accuser ni en louer Brutus. Shakespeare ne se prononce pas davantage sur la qualité de l'acte ; mais il a esquissé le conflit moral, et son Brutus se pose cette question, difficile à résoudre en l'espèce, à savoir s'il lui est permis de tuer le tyran dans l'œuf, et s'il est juste de changer l'ordre établi, sous l'action d'un sentiment personnel. Il répond à Cassius, qui le tâte adroitement : « Cassius, ne vous abusez pas : si mes regards sont voilés, c'est simplement qu'ils sont tournés sur le trouble intérieur de mon âme. Je suis assailli depuis ces derniers temps par des sentiments qui se font quelque peu la guerre, par des pensées qui me sont entièrement personnelles. — Act. I, sc. II<sup>1</sup>. » Bientôt il précise l'objet de ces pensées, qui est d'affranchir Rome en tuant César : « Cela doit se faire par sa mort : pour ma part, je ne me connais aucune raison personnelle de le frapper, si ce n'est l'intérêt général.... Oh ! que ne pouvons-nous atteindre l'âme de César, sans frapper ses membres ! Mais hélas ! pour arriver à ce résultat, il faut que César saigne ! — Act. II, sc. I. »

M. Montégut estime que Shakespeare, comparant le grand César à l'étoile du Nord immobile dans le ciel et faisant de cet homme le ministre de la destinée, s'est associé à la pensée de Dante qui jetait Brutus et Cassius dans le neuvième cercle de son enfer, avec Judas, pour avoir attenté, celui-ci à l'ordre spirituel, et ceux-là à l'ordre temporel. Shakespeare aurait écrit la tragédie de l'erreur et du châtement du noble Brutus. Si la tristesse de Brutus trahit un doute, peut-être un regret, elle s'explique d'ailleurs par le déchirement de son amitié pour César et par l'inquiétude du succès. Shakespeare s'est gardé de qualifier l'acte, et il n'avait pas le besoin de le faire. Brutus est une droite nature qui a agi selon la démonstration de sa conscience. Cette démonstration était fondée sur des données particulières à sa classe et à son

<sup>1</sup> Trad. E. Montégut.



temps ; le poète n'avait pas à la critiquer. C'est la tâche de l'histoire d'apprécier les fins et les résultats.

Sa décision coûte d'autant plus à Brutus qu'il s'agit de frapper directement César et d'assumer presque seul la responsabilité d'un crime. Il semble, en effet, que le respect de la vie humaine soit une loi supérieure de la conscience, qui doit être obéie dans tous les cas. Et c'est pourtant la vie humaine qui est l'enjeu de la plupart des conflits tragiques ! Disons un mot, en passant, des conflits sanglants qui engagent l'honneur, considéré comme un véritable devoir envers soi-même.

Le duel risque la vie de deux hommes. Mais nul ne balance d'aller sur le terrain pour avoir lu la belle lettre de Jean-Jacques, ou parce que le duel constitue une violation de la loi. Il est vrai qu'il est des querelles privées pour lesquelles la loi ne saurait fournir une solution satisfaisante, et qui coûteraient parfois plus de sang si le combat singulier ne les réglait pas ; au lieu que, par une fiction acceptée de part et d'autre, on attribue à un coup d'épée la vertu de purger l'honneur. Comme dit le comte, dans *le Cid* de Guillen de Castor, lorsqu'on raccommode ce vêtement, l'honneur, ce doit être du même drap :

Que el remiendo en el honor  
Ha de ser del mismo paño.

M. Dumas fils, conseillant au mari de tuer la femme adultère <sup>1</sup>, engage un conflit entre le respect de la loi qui interdit de tuer, et le respect de la famille qui le commande peut-être. Sa thèse, je l'ai déjà dit, est une machine de guerre, et le divorce accepté par notre Code, sans guérir la plaie ouverte par l'adultère, dispenserait au moins de recourir à cette médecine violente. Du reste, la démonstration de M. Dumas, quoiqu'il l'appuie de la Bible et de la philosophie de la création du monde, n'est pas valable pour la conscience moderne. L'auteur même ne s'y tient que dans ses préfaces et ses brochures ; pour réaliser sa thèse au théâtre ou dans le roman, il est obligé de faire agir ses exécuteurs sous l'influence de passions qui les excusent, et il n'oserait pas les montrer tuant froidement, par raison démonstrative. Dans *la Femme de Claude*, le mari tue la « voleuse », et ainsi le drame ne conclut

<sup>1</sup> *L'Homme-femme.*

pas pour la thèse. Clémenceau, enfonçant un couteau à papier sous le sein d'Iza endormie, n'est pas non plus de sang-froid. La condition du théâtre corrige toujours l'excès de la théorie.<sup>1</sup>

Le drame espagnol disait : *saigne-la !*<sup>2</sup> Ces maris, le don Garcia de Francisco de Rojas,<sup>3</sup> le don Guttiere et le don Lope de Calderon, ne sont pas des jaloux, des Othello que la fumée de la passion aveugle ; ils raisonnent leur cas avec une émotion grave et contenue ; ils tuent la femme, même la sachant innocente, et simplement pour prévenir le déshonneur. Que l'amour fortifie la pitié, que la jalousie ou la honte de l'opinion aiguillonnent l'honneur (don Lope se venge secrètement afin que la vengeance ne dise pas ce que l'injure n'a pas dit<sup>4</sup>), l'honneur, comme la pitié, est représentatif d'un devoir, et c'est l'honneur qui est toujours obéi. Le mari espagnol ne tue ni pour la cause de la religion du foyer, ni par la faute de la loi ; tous ses motifs se concentrent en un sentiment excessif de dignité personnelle. Ces mœurs ne peuvent être les nôtres, et M. Dumas fils ne songe point à nous y ramener.

Je passe maintenant au remarquable conflit posé par Victor Hugo dans son roman épique de *Quatre-vingt-treize*, et dont la solution mérite d'être discutée. Toute la philosophie du grand poète tient en ce débat.

Le chef qui personnifie la Vendée en ce roman, le marquis de Lantenac, assiégé dans la Tourgue, a réussi à se dérober. La Tourgue brûle : trois petits enfants, que l'Imânus, l'âme damnée du marquis, a volés au régiment républicain, se trouvent enfermés dans la bibliothèque du château, qu'emplit déjà la lueur de l'incendie. La Flécharde, la mère, qui est à la recherche de ses

<sup>1</sup> La comédie du *Demi-monde* roule sur ce conflit, à savoir si M. de Jalin doit ou non dire à M. de Nanjac, qui la veut épouser, que la prétendue baronne Suzanne d'Ange a été sa maîtresse. Le marquis de Tonnerins, lui, son premier amant, déclare nettement à Suzanne que du jour où, par des circonstances indépendantes de lui, il connaîtrait l'homme d'honneur qu'elle voudrait épouser, il apprendrait la vérité à cet homme. M. de Jalin accepte un duel pour avoir le droit de dire la chose, que le marquis considère comme un devoir. « C'est la justice, c'est la loi sociale qui veut qu'un honnête homme n'épouse qu'une honnête femme. »

<sup>2</sup> *Le Médecin de son honneur*, Calderon, trad. de Latour.

<sup>3</sup> *Don García del Castañar*, in *Chefs-d'œuvre du th. esp.*, traduits par M. Habeneck.

<sup>4</sup> *À outrage secret, secrète vengeance*. — Dans ce drame, Calderon critique le point d'honneur trop susceptible : « O lois insensées du monde !... que la conduite d'autrui me soit imputée pour le mal et non pour le bien !... Qui donc a mis l'honneur dans un vase si fragile ?... (Journ. III, sc. VI.) »

petits, les aperçoit dans ce brasier et pousse un cri surhumain. Lantenac, qui fuyait, entend ce cri qui lui remue les entrailles; il a dans sa poche la clef de la porte qui donne accès à la bibliothèque et que les soldats républicains n'ont pu briser. Il revient sur ses pas, rentre dans la Tourgue en flammes, décroche une longue échelle qu'il tire hors de la fenêtre de la salle, et, tranquille, il passe aux soldats haletants les petits mômes. Puis il descend lui-même. A peine son pied a quitté le dernier échelon, qu'une main s'abat sur son épaule; Cimourdain, le commissaire du Comité, l'arrête: le marquis passera en conseil de guerre et sera guillotiné demain. Gauvain en décide autrement; lui, qui est le chef de l'armée républicaine, il soustrait à la mort ce Lantenac, qui est d'ailleurs son parent; il se rend dans le cachot où Lantenac est enfermé, il le revêt de son manteau et le fait sortir à la faveur de ce déguisement. Au matin, les soldats trouvent leur général à la place du marquis et l'amènent devant le conseil. Cimourdain, qui aime Gauvain, son élève, comme un fils, vote sa mort; mais, au moment où tombe cette chère tête, cet homme inflexible se fait sauter la cervelle.

Hugo n'a pas écrit cette scène pour le seul effet dramatique; il y a vu un débat moral. Gauvain s'interroge, avant que de faire évader Lantenac; il cherche de quel côté est le devoir: « Le tuer? quelle anxiété! le sauver? quelle responsabilité! » Ce n'est pas à lui de sauver le vendéen, de rendre son chef à l'insurrection; il doit respecter la discipline et laisser à la loi son libre cours, sans la juger. Mais il se dit aussi que, s'il laisse la loi s'exécuter, il se rend complice de la mort qu'elle prononce, et cette mort, en ces circonstances, lui paraît un crime de la loi. Pourquoi cela? C'est, dit le poète, que l'action héroïque de Lantenac lui a révélé « l'absolu humain », qui est supérieur à « l'absolu révolutionnaire »; c'est que l'humanité a vaincu dans la conscience de Lantenac, réveillée tout à coup par le cri d'une mère et par l'innocence des petits enfants; c'est que « l'inconnu, l'avertisseur mystérieux des âmes, » est intervenu, faisant resplendir « la grande lueur éternelle ». A la vérité, si le marquis a sauvé ces enfants, c'est l'Imâ-nus qui les avait voués à la mort; en lui c'est le vendéen allié de l'Anglais que la loi frappe, il recommencera demain sa guerre sauvage; mais enfin, c'est assez pour Gauvain que le marquis ait eu un moment pitié pour qu'il lui devienne sacré, et que lui, à ce qu'il nomme son devoir d'humanité, il sacrifie tous ses do-

voirs positifs. Sa conscience l'en dégage. Où prend-elle un pareil pouvoir ? C'est, répond le poète, qu'elle vient de Dieu, tandis que la loi est l'œuvre des hommes; le sentiment est plus haut que le raisonnement; Gauvain trompe la confiance des hommes pour justifier « la confiance de Dieu. » Cette confiance de Dieu, cet absolu humain, c'est le droit. « Salaire et droit, dit le poète, au fond c'est le même mot. L'homme ne vit pas pour n'être point payé. Dieu, en donnant la vie, contracte une dette; le droit, c'est le salaire inné; le salaire, c'est le droit acquis. »

Cette phraséologie mystique obscurcit étrangement la question. Voilà un abîme creusé entre le droit et la loi. Il nous faut distinguer deux sources d'obligation, deux essences de devoir; la conscience, c'est l'insurrection contre la loi; et la société, c'est la loi limitant le droit. Nous sommes ramenés, par le chemin de cet idéalisme, dans l'enfer moral des pessimistes. La vie apparaît un conflit désespéré.

Réduisons la question à ses termes simples. Nous avons en présence deux partis, la Révolution et la Vendée royaliste, c'est-à-dire deux raisonnements, deux fins. Gauvain et Lantenac sont deux consciences qui n'attachent pas le devoir à la même fin, chacun de ces hommes a bâti des éléments sociaux actuels une démonstration contraire. C'est pourquoi Lantenac arme la Vendée, et Gauvain, quoique petit-neveu du marquis, porte les enseignes de la Révolution. Voici que Lantenac, ému dans ses viscères, risque sa cause avec sa personne pour sauver trois petits enfants, et que Gauvain, troublé de cette scène un peu théâtrale, fait son coup de tête et lâche au bois le marquis. Gauvain a fait un second raisonnement. Il a conçu un devoir supérieur de pitié, de bonté, et il y a sacrifié la fin pratique que ses devoirs positifs représentent. Ce n'est pas qu'il méprise maintenant l'objet de ces devoirs; lui-même, devant le conseil de guerre, il se reconnaît coupable pour les avoir violés et déclare franchement qu'il a mérité la mort. Que le poète eut laissé à Gauvain la responsabilité de son raisonnement et de son acte, la situation resterait nette. Le sergent Radoub, homme de passion, absout son général; le capitaine Guéchamp, homme de discipline, le condamne; Cimourdain, qui est la loi vivante, vote la mort. Gauvain a subordonné à son jugement individuel le jugement de la loi, il a sacrifié la règle à un sentiment, un devoir précis à un devoir vague; il n'a pas vu que, en croyant servir le règne de l'humanité, il compromettait la Ré-

volution qui en est l'instrument et qu'il tuait l'idéal dans l'œuf. Une chose l'a empêché d'en voir une autre. Il a raisonné faux et il est coupable aux yeux du plus grand nombre. Il pourrait être épargné, non justifié.

Ceci est clair. Le malheur est que Hugo raisonne comme Gauvain. Cimourdain, se tuant, compromet l'autorité, la légitimité de la loi. Le poète, dit M. Renouvier <sup>1</sup>, a délaissé les idées éthiques rationnelles des anciens pour se ranger à la morale sentimentale issue du christianisme, et il a non-seulement plaidé, en passant la supériorité du sentiment sur la raison, mais dirigé systématiquement son œuvre à cette conclusion. Lantenac, ce féroce héros de la guerre civile, devient « vénérable » pour un geste de pitié; Gauvain et le poète l'absolvent de tout le reste.

Un pourceau secouru pèse un monde opprimé.

Le plus grave est que le poète ne se borne pas à exalter l'inspiration du cœur, à confondre ce qui est de la sympathie et ce qui est de la justice; il attribue encore au sentiment la puissance de fonder un devoir absolu, supérieur; il élève le droit, défini absolument, contre la loi, et il suscite un conflit auquel il donne la solution qu'on vient de voir. Je ne veux pas dire qu'il ne s'élève jamais de conflit entre le droit et la loi; mais ces cas doivent être interprétés autrement. Si l'on accepte que la nature du commandement moral est celle d'une démonstration, les choses prennent une signification plus claire, plus satisfaisante.

Il faut toujours revenir à ces propositions simples : d'une part, que les lois sont l'expression des divers rapports qui constituent un état social quelconque, et, d'autre part, que l'obéissance à ces lois repose sur l'assentiment des hommes aux fins qu'elles assurent et qu'ils estiment être bonnes. Quel que soit le régime mental d'une nation, le sens profond des termes de loi et de devoir reste le même. Si sa croyance religieuse gouvernait l'homme de la cité antique, c'était lui qui avait fait cette croyance. Il défendait l'ordre social que sa raison comprenait; il suivait le commandement qu'elle lui démontrait. Mais le cours de la vie emporte les êtres et les choses; il surgit de nouveaux besoins, de nouveaux désirs, de nouvelles croyances; on ne raisonne plus alors

<sup>1</sup> *La Critique philos.* du 26 mars 1874.

sur les mêmes données, et le droit change, parce que la fin de la démonstration n'est plus la même.

Ce n'est que le droit légal, dit-on ! Si l'on tient à établir une distinction entre le droit et la loi, un fait de droit doit s'entendre d'un fait acquis et fixé par une démonstration antérieure, et les faits de droit entrent ensuite comme éléments essentiels dans les raisonnements qui fondent la loi positive. Ainsi la liberté de conscience est un fait de droit exigé dans toute société moderne ; il est un « principe » qui a été acquis et fixé au prix de lutttes douloureuses<sup>1</sup>. Et si un conflit s'élève entre le droit et la loi, ce n'est pas la lutte mystérieuse d'un ordre divin contre l'ordre humain, c'est seulement que l'évolution nécessaire des sociétés occasionne des frottements et des résistances. Il arrive que certains faits qui étaient réputés de droit sont emportés ; mais les porteurs de ces droits les ont défendus. Telles les révolutions qui introduisirent l'élément démocratique dans le gouvernement des cités anciennes menaçaient des droits que l'aristocratie prétendait conserver. Le *Coriolan* de Shakspeare est un modèle de l'orgueil patricien méprisant les institutions nouvelles qui portent atteinte à ses privilèges, détestant l'arrogance des tribuns et repoussant les exigences de la classe inférieure. Certains faits de droit, acquis et fixés, sont comme l'axe autour duquel s'accroît une société ; mais ce travail d'accroissement emporte la modification d'autres faits, et il y a dans les sociétés, si je peux ainsi dire, une zone d'indétermination, enveloppant leur noyau solide, qui est celle des faits discutés et des conflits moraux.

Il y a vraiment conflit, je le répète, quand l'agent moral manque de certitude, qu'il hésite entre deux raisonnements valables, et que la démonstration qui le détermine à faire ou à ne pas faire est incomplète. Dans les conflits élevés entre deux fins politiques, l'homme pourtant agit d'ordinaire avec pleine certitude : Lantenac est royaliste quand même, et Cimourdain ne doute pas un instant de la justice de la Révolution. Toute cause a ses martyrs, également convaincus. Et si un mauvais régime social peut subsister, c'est que les vices du raisonnement sur lequel il porte ne sont pas encore aperçus : la démonstration qui oblige est celle qui passe pour certaine. Puis les faits sociaux sont muables

<sup>1</sup> Conflits où l'on invoque un droit acquis contre l'arbitraire du pouvoir : Antigone contre Créon, Galilée devant le Saint-Office, Egmont et Orange contre le duc d'Albe.

et complexes ; la certitude humaine n'est jamais que relative, et, dans ce domaine, elle se déplace. Les sociétés ne donnent qu'une approximation grossière de l'ordre du juste, et elles sont établies sur des raisonnements qui impliquent des considérations d'utilité. Les conflits tragiques où l'on invoque l'idée de justice, la notion logique d'équivalence, ont pour effet d'approcher indéfiniment les sociétés de l'état idéal où le juste serait concilié avec l'utile.

Les conflits qui se produisent le plus souvent sous leur forme tragique sont ceux où l'agent moral invoque les sentiments naturels ou sympathiques contre un ordre qui fait violence à ces sentiments. Tel est le cas de Gauvain. Si pourtant les sociétés humaines vivent sous la condition de la sympathie et de la justice, elles ne réalisent pas spontanément le règne de l'équité et de la bonté, et il arrive que le salut de l'Etat, que les besoins de l'organisme qui est l'ébauche possible de ce règne idéal entrent en contradiction avec des sentiments naturels.

Et à ce propos, quelle attitude différente ont ces deux pères ! Le vieil Horace de Corneille ne pleure pas sa fille ; il plaint son fils d'avoir souillé sa main victorieuse en frappant l'indigne amante de Curiace. Le *Venceslas* de Rotrou, obligé, comme roi, à condamner son fils Ladislas, dépose la couronne pour avoir le droit, comme père, d'épargner sa vie.

Les conflits où l'agent moral invoque ses devoirs de sympathie contre l'ordre de la loi, ont pour effet de concilier dans les sociétés humaines la justice avec la bonté<sup>1</sup>.

On ne peut espérer réaliser complètement cet accord entre l'utilité, la bonté et la justice. L'homme n'atteindra pas plus à une parfaite organisation sociale qu'à une parfaite synthèse scientifique. Bien des difficultés s'élèvent devant lui et tous les conflits moraux ne sont pas résolus. M. Sully-Prudhomme<sup>2</sup>, en quête de

<sup>1</sup> Les Grecs étaient plutôt hostiles aux entreprises du jugement individuel contre l'autorité sacrée de la loi. Au contraire, la métaphysique spiritualiste, faisant sa fonction dissolvante, a accordé volontiers la préférence au jugement individuel (J.-J. Rousseau, M<sup>me</sup> George Sand, Hugo). — A Athènes, vu le petit nombre des lois, le juge pourtant décidait à l'ordinaire par l'équité. Aristote conseille de ne pas s'en tenir rigoureusement aux lois écrites, car elles peuvent sembler le droit et ne pas l'être. Il veut que l'orateur fasse valoir « que le juge, comme celui qui vérifie le titre de l'argent, doit distinguer ce qui est droit et vrai de ce qui n'en a que l'apparence. — (Rhét., liv. I, ch. xv) ». La loi n'est, aux yeux d'Aristote, qu'une grossière approximation de l'ordre que la conscience conçoit ; il a senti l'importance, l'action féconde des conflits moraux.

<sup>2</sup> *La justice*, poème.

ce concept du juste, qu'il a hésité à réduire en ses éléments positifs, l'a dit en de beaux vers :

Mais l'homme est obligé de s'inventer des lois.  
Artisan douloureux de sa propre excellence,  
Pour fonder la justice il éprouve les poids  
Et semble en tâtonnant affoler la balance.

Nulle doctrine ne peut épargner à la conscience les angoisses qui la font grandir. Révérons la loi, mais pour d'autres motifs que les anciens ; donnons carrière à notre jugement, mais sans élever une contradiction absolue du droit contre la loi. La conscience n'est pas si divine, ni si instable.

LUCIEN ARRÉAT.

*(A suivre.)*



## LES MOTEURS ANIMÉS DES ARMÉES

Les armées européennes utilisent la force de machines animales de plus en plus nombreuses. Ces machines servent pour le transport des pièces d'artillerie, des munitions, des approvisionnements de toute sorte en vivres et fourrages, des blessés et des malades, et pour monter la cavalerie. Chez les principales nations, chez nous en particulier, elles atteignent un effectif qui, en chevaux et mulets, se compte par centaines de mille et représente une valeur de plusieurs centaines de millions de francs. Il n'est pas contestable qu'elles ont une part considérable, sinon la plus importante, dans l'organisation des forces militaires. Sans elles on ne concevrait point la possibilité des armées modernes. Que serait l'infanterie sans les équipages qui transportent ses vivres et ses munitions? L'artillerie sans ses attelages et ses trains? Que serait une armée sans cavalerie pour éclairer ses marches et pour occuper rapidement certaines de ses positions stratégiques?

Quand on examine l'organisation actuelle des corps de troupe qui utilisent des moteurs animés, non pas seulement au point de vue du choix qui en est fait, mais encore à celui de l'emploi de leur force pour en assurer la meilleure conservation et la plus grande efficacité, on a le regret de n'y constater même aucune tendance à profiter des acquisitions nouvelles de la science. Les choses s'y continuent comme par le passé. Pour tout ce qui concerne la science de l'ingénieur, il a été réalisé dans ces dernières années des progrès considérables, dont notre matériel d'artillerie, notamment, porte la trace au dire des hommes compétents. Les

moteurs animés, eux, sont toujours envisagés d'après les errements empiriques traditionnels, conduits et alimentés comme si leur physiologie n'était point connue, sous la direction de militaires éminents sans doute, mais tout à fait étrangers aux notions scientifiques spéciales qui les concernent. Dans l'état actuel de la science, cependant, le fonctionnement de la machine animale peut être calculé avec une approximation au moins égale à celle que permet le fonctionnement de la machine à vapeur. L'appréciation de ses qualités de construction et de son aptitude obéit aux mêmes lois et se fait d'après la même méthode. L'armée et le pays gagneraient assurément beaucoup à ce que la conviction d'un tel fait passât dans l'esprit de l'administration de la guerre et à ce que ses décisions futures en fussent inspirées.

Je me propose de faire ici un essai d'application de ces notions scientifiques nouvelles aux divers modes d'emploi des moteurs animés dans les armées, en m'efforçant de ne point empiéter sur un domaine qui n'est point le mien. Les uns déplacent leur charge par traction, les autres en la portant à dos. Il en résulte deux catégories de moteurs fort distinctes et qui doivent être examinées séparément, pour arriver à des solutions claires et pratiques.

## I

L'effort nécessaire pour déplacer une charge portée sur un véhicule à roues, voiture, affût de canon, etc., est mesurable au dynamomètre. Il s'évalue en kilogrammes et il représente une fraction quelconque de la somme des poids de la charge et du véhicule, qui dépend de l'état de la voie, du diamètre des roues, de la largeur de leurs jantes, etc. Le déplacement effectue un certain travail, qui est le produit de l'effort de traction par le chemin parcouru dans l'unité de temps et qui s'évalue en kilogrammètres. Que ce déplacement soit horizontal ou non, peu importe : l'effort mesuré équivaut toujours à un certain poids soulevé ou élevé verticalement à une hauteur égale à la grandeur du déplacement horizontal de la charge. Tout cela est connu. C'est de la mécanique générale, enseignée partout. Dans leurs constructions, nos ingénieurs militaires n'ont garde de l'oublier. En tout cas, ce n'est

pas à nous qu'il appartiendrait de le leur rappeler. Ce qui l'est moins, c'est la mesure de l'effort que le moteur animé doit ajouter à celui qui est nécessaire pour entraîner le véhicule chargé, afin de déplacer son propre poids. De celui-là, les mécaniciens purs ne se sont point occupés. Il n'est pas directement mesurable au dynamomètre. Pour arriver à son évaluation aussi approximative que possible, il a fallu avoir recours à des artifices d'expérimentation dont les résultats peuvent être toutefois considérés comme satisfaisants, puisqu'une pratique étendue a paru jusqu'à présent les confirmer.

En assimilant la machine animale quadrupède à un véhicule roulant sur quatre roues en équilibre instable (ce qui au fond est la réalité même), on est arrivé à déterminer expérimentalement l'effort nécessaire pour déplacer son centre de gravité, et à constater que cet effort varie selon l'allure du moteur. Il convient de prendre garde qu'ici le terme d'allure ne se rapporte point seulement à la différence de vitesse. Chez les moteurs animés, la vitesse peut rester la même, bien que l'allure soit différente. Nous entendons par allure le mode d'après lequel s'effectue le déplacement des membres, et nous avons ainsi ce qu'on nomme l'allure du pas, celle du trot, celle du galop. Dans la première, celle du pas, le corps est toujours supporté par deux des membres au moins; dans les deux autres, il y a toujours un moment où le corps n'est nullement supporté, où il est projeté en avant, en parcourant une trajectoire plus ou moins longue. Dans l'un comme dans l'autre cas, à la manière du véhicule à roues, à la manière de la locomotive, à laquelle elle peut être parfaitement assimilée, la machine animale produit un effort musculaire dont la mesure n'est jamais non plus qu'une fraction de son propre poids. Mais sa valeur est constante pour la même charge et, par conséquent, indépendante de l'état de la voie. Elle est d'un vingtième ou de 0,05 de ce poids pour l'allure du pas, et de 0,10 pour celles du trot et du galop, c'est-à-dire double à ces deux dernières allures.

On voit tout de suite par là que dans le calcul du travail effectué par un moteur animé qui se déplace avec ou sans charge, il ne suffirait point de tenir compte de sa vitesse. Pour la même vitesse, ce travail est double à l'allure du trot de ce qu'il serait à l'allure du pas. Les chevaux de même taille dont les uns vont aussi vite au pas que les autres au trot, ne sont pas rares. Et de là il ressort une première conclusion pratique, plus importante encore pour les services mili-

taires que pour tous les autres : c'est à savoir de s'attacher, dans le choix des moteurs, à préférer ceux qui ont le pas le plus accéléré, et à les entraîner, par les exercices, à cette allure préférable, de façon à ne faire usage de celle du trot que le moins possible dans les marches. C'est le moyen d'augmenter, dans une forte proportion, leur travail disponible.

L'effort maximum que peut déployer le cheval ou le mulet est au moins égal à son propre poids. Il peut conséquemment dépasser 500 kilogrammes. Mais la répétition possible de cet effort maximum dépend de la capacité ou aptitude mécanique de l'animal. Celle-ci est déterminée par la quantité totale d'énergie dont il dispose et dont la source est maintenant bien connue. Immédiatement, cette source est dans les muscles qui agissent en se contractant. Chaque contraction en dépense un certain quantum, qui est proportionnel au plus grand diamètre du muscle, comme l'effort même dont ce muscle est capable. Cela se démontre expérimentalement, en le faisant contracter alors qu'il est complètement détaché du corps, mais non encore dépourvu de son excitabilité. Tant qu'il lui reste de l'énergie emmagasinée, il travaille, à la condition que ses résidus soient enlevés à mesure et ne s'y accumulent point. Dans le cas contraire, ils l'empoisonnent, en tuant sa contractilité, après y avoir produit la sensation douloureuse connue sous le nom de fatigue. Dans l'état normal, c'est le système circulatoire qui est chargé de débarrasser le muscle de ces résidus, en les entraînant pour les éliminer par les urines. Plus la circulation est active, conséquemment, mieux le muscle fonctionne, parce qu'il en est plus libre.

Mais si la source immédiate de l'énergie musculaire ou mécanique est dans le muscle lui-même, ce n'est point là qu'elle s'engendre. Nous venons d'indiquer qu'elle s'y accumule ou s'y emmagasine seulement. La meilleure image que l'on puisse donner du fonctionnement du muscle qui se contracte est celle qui consiste à le comparer à un ressort bandé qui se détend. La contraction et la détente produisent dans les deux cas le même effet. L'une et l'autre dépensent de l'énergie ou de la tension accumulées et puisées à une source médiate. La contraction et la détente se produisent sous l'influence d'un ordre ou d'une excitation étrangers à l'organe. Pour le muscle, cela vient du système nerveux, dont l'excitabilité propre règle la répétition plus ou moins prompte et la transmission plus ou moins rapide des ordres de contraction.

Quant à l'énergie qui s'emmagasine dans les muscles, elle se dégage des aliments venus du dehors et introduits par l'appareil digestif et par l'appareil respiratoire, aliments solides, liquides et gazeux. Elle est nécessairement proportionnelle à leur quantité et à leur qualité. Et il suit de là que la somme de travail dont le moteur animé est capable dans les vingt-quatre heures, et qui dépend de la quantité d'énergie dont il dispose, dépend elle-même de son alimentation, absolument comme il en est pour la machine à vapeur. Il s'en suit aussi que l'effort moyen à exiger de lui et qui est fonction de ce travail, doit être réglé d'après la connaissance de l'énergie introduite par les aliments. Finalement, que l'aptitude mécanique absolue est proportionnelle à l'aptitude digestive.

Des physiologistes qui se sont occupés du sujet avaient pensé qu'elle était seulement proportionnelle à la somme des diamètres musculaires. Il en est ainsi pour l'effort, en vérité, pour la force que la machine animale est capable de déployer instantanément. Mais dès qu'il s'agit d'un travail d'une certaine durée, d'une succession plus ou moins prolongée d'efforts, avec les mêmes diamètres musculaires, la capacité de travail est subordonnée à la quantité d'énergie tirée de l'alimentation, le travail effectué étant en fonction de l'effort et du nombre de ses répétitions. Donc, à mesure que l'intensité de l'effort diminue, ce nombre peut augmenter sans rien changer à la somme d'énergie dépensée, et inversement. En sorte que l'aptitude mécanique est avant tout dépendante de la capacité digestive, pour toute machine animale nourrie au maximum. L'important, afin d'avoir une mesure numérique de cette aptitude pouvant être utilisée dans la pratique, c'était de déterminer le rapport d'équivalence qui devait exister entre les aliments et le travail évalué en kilogrammètres ou unités mécaniques. Ce rapport d'équivalence, ou en d'autres termes, cet équivalent mécanique des aliments, l'expérimentation l'a encore fourni.

Pour poser le problème de sa recherche, il fallait d'abord adopter une unité alimentaire qui fût de même ordre que l'unité mécanique et qui pût ainsi être mise en équation avec elle. On a admis à cet effet le kilogramme de protéine alimentaire définie d'après les notions de la physiologie actuelle de la digestion. Dans le langage aujourd'hui usité, nous nommons protéine brute l'ensemble des principes immédiats azotés contenus dans les aliments.

Elle s'évalue en multipliant la quantité d'azote trouvée à l'analyse par le coefficient 6,25, étant admis que ces principes immédiats contiennent en moyenne 16 p. 100 d'azote. La protéine alimentaire est celle qui se trouve en présence d'une proportion déterminée d'extractifs non azotés, hydrates de carbone en général et de matières solubles dans l'éther, dites grasses, avec laquelle proportion elle forme ce que nous nommons la relation nutritive. Cette relation, qui varie avec l'âge des sujets à nourrir, détermine la digestibilité de l'alimentation ou du mélange alimentaire. Pour les herbivores considérés ici, elle se maintient entre 1:3 et 1:5, le premier terme se rapportant à la protéine brute. La relation 1:5 est celle des adultes comme ceux qui sont utilisés dans les armées. L'unité alimentaire, en ce qui les concerne, est donc représentée par une ration de 6 kilogrammes de matière sèche, dont 1 kilogr. de protéine brute et 5 kilogr. d'extractifs non azotés et matières grasses, devant dégager dans l'économie animale la plus forte proportion possible de l'énergie qu'elle contient. Le nombre équivalent de cette unité alimentaire en unités mécaniques est 1.600.000. C'est-à-dire qu'une machine animale ayant consommé dans les vingt-quatre heures 1 kilogr. de protéine alimentaire ou la ration de 6 kilogr. de matière sèche constituée comme il vient d'être dit, pourra déployer, sans rien fournir de sa propre substance, par conséquent sans s'user, la force nécessaire pour effectuer un travail de 1.600.000 kilogrammètres.

Ce nombre équivalent résulte de plusieurs déterminations expérimentales exécutées dans des conditions diverses. Les vérifications pratiques étendues auxquelles il a été soumis jusqu'à présent semblent prouver qu'il représente une approximation suffisante de la vérité. Les services qu'il a déjà rendus dans l'industrie doivent le recommander fortement à l'attention. Dût-il être rectifié à la suite de recherches ultérieures, cela ne toucherait en rien, du reste, au principe de l'équivalence établie, qui est la chose capitale et qui a posé sur des bases toutes nouvelles l'exploitation et l'administration des moteurs animés.

Il se rapporte au travail total, à la dépense complète de force à exiger du moteur. Dans les appréciations empiriques ayant cours auparavant, on ne considérait que le travail effectif ou travail utile, que la charge déplacée ou transportée. Les mécaniciens qui se sont occupés des moteurs animés, Navier, Courtois, Poncelet, Morin, Ruhlmann, Emile Perels, n'ont pas eu autre chose en vue. Ils

ont évalué diversement la capacité mécanique du cheval de moyenne force; mais tous l'ont fixée aux environs de 2,500,000 kilogrammètres; ce qui, pour une journée de travail de 10 heures, donne environ 66 kilogrammètres à la seconde, tandis que la force du cheval-vapeur est admise à 75. D'après eux, la force de celui-ci serait donc supérieure à celle de la machine animale. Il y a là une erreur due à ce que les mécaniciens, dans l'état de la science, ne pouvaient songer à tenir compte des variations introduites par l'alimentation. En fait, nous avons dans les travaux agricoles des cas en très grand nombre où les chevaux effectuent, par journée de 10 heures, au delà de 3,000,000 kilogrammètres de travail utile. Cela donne au moins par seconde 83 kilogrammètres, ou 8 de plus que la force du cheval-vapeur.

Mais cette notion résultant de la comparaison de la machine animale avec le cheval-vapeur n'est point celle qui importe le plus pour notre objet actuel. Celle du travail disponible, par rapport à la capacité totale du moteur animé, nous intéresse bien davantage. Elle a pour l'organisation des forces militaires des conséquences pratiques de la plus grande importance, sur lesquelles nous aurons à nous expliquer en détail. Il faut d'abord la dégager.

On sait qu'il y a deux sortes d'éléments musculaires, dont les uns se contractent sous l'influence de la volonté et les autres indépendamment de cette influence. Les premiers composent les muscles proprement dits, qui font mouvoir les diverses parties du squelette, formant des leviers; les seconds entrent dans la constitution des viscères, auxquels ils impriment leurs mouvements en quelque sorte intimes, nécessaires pour l'exécution des fonctions de ces viscères. Ce sont ces mouvements intérieurs, joints aux actions moléculaires de la nutrition des tissus organiques, qui constituent ce que nous nommons la vie. Les contractions du cœur et celles des vaisseaux pour faire circuler le sang qui irrigue ces tissus; celles des viscères digestifs pour faire cheminer dans leur intérieur les matières alimentaires et leurs résidus; celles de la vessie pour expulser l'urine; enfin celles des muscles des parois thoraciques et celles du diaphragme pour introduire dans le poumon l'air atmosphérique et pour l'en expulser; toutes ces contractions et quelques autres moins facilement saisissables, qui s'exécutent incessamment durant la vie de l'animal, dépensent une certaine somme d'énergie en effectuant

un certain travail, que nous nommons travail intérieur. Ce travail s'exécute alors même que l'être vivant sommeille ou est en cet état que vulgairement on appelle repos.

Lorsque l'animal se déplace, lorsque sa masse change de situation, étant mue par les puissances musculaires volontaires de ses membres, et sans qu'aucune charge lui soit surajoutée, que ce soit pour obéir à ses propres instincts ou à notre volonté qui lui est imposée ; dans ce cas, il exécute en outre encore un certain travail, dont nous avons donné déjà les éléments de calcul. Celui-là, nous le nommons travail extérieur, par opposition au précédent.

Il est impossible, on le comprend bien, d'utiliser un moteur animé sans qu'interviennent ces deux sortes de travail. Elles sont nécessaires. Les sources immédiates de l'énergie qu'elles dépensent doivent être avant tout alimentées, sans quoi le moteur périrait infailliblement. Il n'est apte à sa fonction qu'à la condition qu'elles le soient suffisamment. C'est l'excédant d'énergie restant après qu'il a été satisfait à ces dépenses nécessaires, qui est seul disponible pour l'exécution de ce qu'en mécanique générale on appelle travail effectif, travail utile. Celui-ci, étant connue la somme d'énergie dont dispose le moteur, et qui dépend, comme nous le savons, de son alimentation, est donc représenté par la différence entre le travail total que cette énergie peut effectuer et la somme du travail intérieur et du travail extérieur définis comme on vient de le voir. Il s'ensuit que chez un moteur animé d'une certaine aptitude digestive alimentée au maximum, le travail disponible, ou l'effet utile, ou le rendement, comme on voudra, sera d'autant plus grand que seront moins intenses, proportionnellement, le travail intérieur et le travail extérieur. Or, comme c'est le travail disponible qui importe dans la pratique, comme c'est le seul qui soit utilisé à notre profit, on voit combien il y a lieu d'être attentif à réduire ces deux sortes de travaux à leur minimum possible.

Le choix individuel des moteurs animés peut avoir à cet égard une influence énorme. Dans les services militaires, il n'en a jusqu'à présent été tenu aucun compte, en l'absence de toute notion scientifique sur les aptitudes spéciales. Les officiers chargés de l'achat des chevaux et de leur répartition dans les divers corps de troupe obéissent dans leurs déterminations, comme du reste tous les autres hippophiles empiriques, uniquement à une esthétique particulière, en quelque sorte instinctive. Les plus habiles connaissent



en vérité ce qui, d'une façon absolue, peut être qualifié de bel ou bon cheval, en raison de la solidité des membres ou de la correction et de l'élégance des formes du corps. Le reste leur échappe complètement. La considération du travail disponible n'est jamais entrée dans leurs appréciations. S'il s'agit, par exemple, des moteurs devant travailler aux allures vives, ils ne songeront qu'à leur agilité, qu'à la vitesse de ces allures. Un beau trotteur les séduira toujours, comme s'il s'agissait d'un cheval de luxe, dont la fonction est de flatter uniquement l'amour-propre ou la vanité de son possesseur. Le poids de l'animal ne les préoccupera aucunement. Pourtant, d'après ce que nous venons de voir, c'est ce poids qui, au point de vue de l'effet utile du moteur, a la plus grande importance, ainsi que nous allons le montrer.

Supposons, en effet, deux chevaux également propres à l'une de nos armes, d'après les idées reçues, mais dont l'un aura le minimum et l'autre le maximum de la taille réglementaire prescrite pour cette arme. Le premier pèsera, par exemple, 500 kilog. et le second 700. De tels écarts peuvent se présenter. Leur ration journalière réglementaire sera la même. Ils disposeront conséquemment de la même somme d'énergie et pourront ainsi fournir la même quantité de travail total. Cette quantité sera 1,360,000 kilogrammètres, leur ration contenant 850 grammes de protéine alimentaire. Pour un travail extérieur effectué durant deux heures à l'allure du trot, le premier prélèvera, en admettant que la vitesse de l'allure soit 2 m. 50, une somme de 900,000 kilogrammètres. 320,000 kilogrammètres représentent le travail intérieur.  $1,360,000 - 900,000 + 320,000 = 140,000$  kilogrammètres de travail disponible ou utile. Le second, dans les mêmes conditions, en admettant que son travail intérieur ne soit pas plus grand, prélèvera pour son travail extérieur 1,300,000 kilogrammètres.  $1,360,000 - 1,300,000 + 320,000 = +260,000$  kilogrammètres. Non-seulement son travail disponible sera nul, mais encore il y aura déficit de l'équivalent de 260,000 kilogrammètres dans l'énergie fournie par l'alimentation. La machine animale, ainsi surmonée, ne pourra pas s'entretenir. Devant vivre aux dépens de sa propre substance, elle périra rapidement. Il est possible, à la vérité, d'augmenter le travail total par une ration alimentaire plus forte, de couvrir ainsi et au delà le déficit; mais alors le travail disponible nécessaire aura coûté plus cher. Pour le premier cas, du cheval le moins lourd, la ration plus forte augmentera le

travail disponible du nombre de kilogrammètres équivalant à la quantité de protéine alimentaire ajoutée. En toute circonstance, l'usage de ce cheval aura été plus économique. Notons que les conditions de la guerre ne permettent pas toujours d'augmenter ainsi la ration, et que dans ces conditions les moteurs animés qui ont absolument le plus de travail disponible sont toujours les plus pratiques.

La considération de l'effort maximum possible, qui empiriquement domine les choix pour les services militaires, à le plus souvent des résultats fâcheux. Le moteur le plus fort absolument n'est pas le plus efficace. On ne saurait perdre de vue que les moteurs animés des armées doivent être toujours capables de travailler aux allures vives. Le temps, dans les opérations militaires, est pour le succès un élément de premier ordre. Sans doute, l'accroissement des diamètres musculaires a pour conséquence une augmentation proportionnelle de la force que le moteur est capable de déployer. On a calculé que cette force croît comme le carré des augmentations présentées par les diamètres musculaires. Mais comme le poids du moteur croît nécessairement, de son côté, comme le cube de ces augmentations, il s'ensuit que l'accroissement du travail extérieur fait plus que compenser celui de la force, dès que ce travail doit être exécuté à l'une des allures vives. Le moteur absolument le moins fort se trouve donc être celui qui, dans le cas, fournit le plus de travail disponible, conséquemment celui qui est le plus efficace et dont l'emploi est le plus utile. C'est, comme on sait, le contraire pour les moteurs à vapeur. En ce qui concerne ceux-ci, le rendement croît en même temps que la force. Et il y a là, pour l'appréciation des moteurs animés, une cause d'erreur qui a échappé non-seulement à tous les mécaniciens qui, à notre connaissance, se sont jusqu'à présent occupés du sujet, mais encore à la plupart des physiologistes. Ils ont considéré le fonctionnement de ces moteurs comme s'il était identique à celui de la machine à feu, tandis qu'en réalité il n'y a qu'analogie dans les modes de production de la force.

Dans la machine à feu, la combustion du charbon dégage de la chaleur, qui se transforme en énergie et fournit du travail suivant une certaine équivalence. L'unité de chaleur, qui est la calorie ou la quantité capable d'élever d'un degré centigrade la température d'un kilogramme d'eau, produit 425 kilogrammètres ou la force nécessaire pour élever à un mètre en une seconde un poids de

425 kilogrammes. Dans la machine animale il n'y a point de combustion ou de combinaison directe de l'oxygène avec le carbone et l'hydrogène, comme cela ne passe dans le foyer de la machine à feu. Les phénomènes qui s'accomplissent au contact des éléments figurés des tissus organiques et du sang qui les irrigue sont tout autres. Ils sont exactement comparables à ceux qui caractérisent ce que nous nommons des fermentations. Ils ont pour résultat de faire passer chacun des composés organiques qui y prennent part, en présence de l'oxygène contenu dans les globules rouges du sang, par une série de mutations dont le dernier terme est un composé unique pour les matières azotées, et l'acide carbonique pour les autres. Ces dissociations nutritives dégagent directement de l'énergie. Elles dégagent aussi en même temps de la chaleur, mais celle-ci ne se transforme point, elle sert à l'entretien de la température animale qui, dans l'état normal, est comme on sait constante. C'est précisément cette dernière circonstance qui rend impossible sa transformation, la condition nécessaire de celle-ci étant une variation de température.

L'énergie ainsi dégagée directement s'accumule ou s'emmagasine dans les muscles, par la détente ou la contraction desquels elle produit ensuite du travail, sans perte aucune. C'est pourquoi les calculs auxquels on s'est livré pour déterminer le rendement des machines animales, en supposant qu'elles fonctionneraient comme la machine à feu, ont donné des résultats plus que triples de ceux obtenus avec cette machine construite dans les meilleures conditions. En comptant les calories que peut dégager la combustion complète du carbone et de l'hydrogène contenus dans la ration alimentaire de la machine animale et en les multipliant par leur équivalent mécanique (425), on obtient un produit qui, rapproché du travail effectif dont elle se montre capable, accuse un rendement qui ne descend jamais au-dessous de 30 0/0. Or on sait que celui des machines à vapeur les plus puissantes ne dépasse pas 10. Les pertes de chaleur par le rayonnement des surfaces et autres circonstances n'étant pas moindres dans la machine animale que dans la machine à feu, il est clair d'après cela que l'énorme différence de rendement ne peut être due qu'à la différence du mode de fonctionnement, sur laquelle la physiologie expérimentale nous a d'ailleurs suffisamment éclairés.

La notion importante dont nous venons de donner une idée sommaire a des conséquences pratiques du plus haut intérêt, aux-

quelles les mécaniciens qui se sont laissé entraîner à identifier superficiellement les deux sortes de machines, n'ont point songé. Elles touchent à leur alimentation. S'il était vrai que les mêmes coefficients fussent applicables dans les deux cas, il s'ensuivrait que les aliments dont la combustion dégage la plus forte quantité de chaleur seraient les meilleurs ou les plus efficaces pour la machine animale comme pour la machine à feu. Il y a en vérité des auteurs, principalement chimistes, qui n'ont point reculé devant une telle conclusion. L'expérience montre, au contraire, que les aliments indispensables pour les moteurs animés, ceux que tous les expérimentateurs compétents appellent des aliments de force par excellence, sont précisément ceux dont la combustion en dégage le moins par unité de poids. Nous avons nommé les matières azotées. D'après Frankland, un kilogramme d'albumine, par exemple, dégage en brûlant 4.998 calories; un kilogramme de graisse en dégage 9.069. La partie digestible du kilogramme d'albumine contribuerait à rendre la machine animale apte à fournir 1.600.000 kilogrammètres de travail, d'après l'équivalent que nous avons déterminé; celle du kilogramme de graisse ne contribuerait pas pour plus de 160.000, c'est-à-dire pas pour plus d'un dixième, attendu que dans une ration bien constituée, la graisse ne peut pas dépasser la proportion de la moitié de la protéine brute sans nuire à la digestibilité de celle-ci, et que la valeur totale du second terme de la relation nutritive, dont elle fait partie, et de cinq fois celle de la protéine. Dans 6 kilogrammes de matière alimentaire, il n'y a donc au plus que 0 k. 500 de graisse.

Comme il n'est pas plus possible, en fait, d'alimenter la source de l'énergie du moteur animé sans protéine brute que sans graisse et sans hydrates de carbone, une telle discussion pourrait être considérée comme oiseuse, au point de vue pratique, pour quiconque est au courant des connaissances actuelles sur la théorie scientifique de l'alimentation. L'aliment réel de cette source est la substance complexe à laquelle nous avons donné le nom de protéine alimentaire et qui est composée de matières azotées albuminoïdes, de matières solubles dans l'éther et d'hydrates de carbone, dans des proportions déterminées. Cette substance, prise dans son ensemble, et telle qu'elle se présente, à un équivalent mécanique également déterminé, ainsi que nous l'avons vu. Dans l'état actuel de la science, il n'est pas possible pratiquement de sortir de là. Nous

avons dû toutefois discuter l'hypothèse de la machine animale fonctionnant comme la machine à feu, dégageant de la chaleur pour la transformer en travail mécanique, parce qu'elle séduit, par sa simplicité, les personnes qui se laissent trop facilement entraîner par les analogies superficielles, et aussi parce qu'elle compte, en définitive, parmi les ingénieurs des partisans autorisés.

Au nombre des principes immédiats organiques qui entrent dans la constitution de la protéine alimentaire, les uns fournissent des matériaux pour la réparation des tissus usés par le fonctionnement de la machine, en dégageant l'énergie qu'ils contiennent, les autres agissent en excitant le système nerveux, sous l'influence duquel s'effectue la dépense de cette énergie. La dépense est rapide ou lente, selon le degré d'excitation, qui dépend pour une forte part de l'excitabilité du sujet considéré. Il y a, dans l'argot hippique, une expression pour désigner cette excitabilité propre. Elle n'est pas bonne, mais elle a cours, surtout parmi les militaires, qui ont le tort de viser plutôt les coutumes des sportmen du turf que celle des hommes de science. On dit du cheval qui la montre à un certain degré qu'il « a du sang », plus ou moins. Le maximum s'en montre chez le cheval de course, dit « pur sang ». En ce sens, la valeur de l'expression est toute différente de celle de pure race, avec laquelle il arrive souvent qu'on la confond. Il y a bon nombre de chevaux de race pure qui ne sont point de pur sang. Seuls les chevaux dits arabes et les chevaux anglais de course ont droit à l'épithète. Les autres peuvent recevoir une « infusion de sang » à doses variables. Il leur est interdit d'arriver par aucune voie à la dignité du pur sang. S'ils sont courageux, braves, vifs, intelligents, à quelque degré que ce soit, on dira d'eux seulement qu'ils ont du sang. La définition comprise, nous pouvons passer outre, non sans avoir fait remarquer toutefois qu'il serait bien préférable de donner aux choses leur véritable nom et de renoncer à l'emploi d'un terme qui, par sa qualité métaphysique, n'est pas sans inconvénient. La doctrine qu'il implique a déjà nui beaucoup à la reproduction chevaline, en donnant à croire que les attributs exprimés par ce terme ne se peuvent point puiser à une source autre que celle indiquée, ce qui pourtant n'a absolument rien de physiologique.

L'excitabilité nerveuse se développe chez tous les jeunes sujets, comme elle s'est développée chez ceux qualifiés de pur sang, par l'entraînement de l'habitude et sous l'influence d'excitations artifi-

cielles méthodiques. Toutefois il faut reconnaître qu'au-dessous d'un certain degré de latitude, ces excitations artificielles ne sont plus toutes également nécessaires. Là, le système nerveux des chevaux a une constitution telle que les conditions atmosphériques sont suffisantes. Dans le sud de l'Espagne, au nord de l'Afrique et dans les pays orientaux, dans les aires géographiques naturelles des deux races asiatique et africaine, les chevaux n'ont pas besoin d'être excités artificiellement. Et la preuve que cela est bien dû à l'influence climatérique, c'est qu'il suffit de transporter les sujets dans un de nos climats tempérés pour qu'aussitôt ils perdent de leur aptitude; et inversement de transporter en Afrique, par exemple, ceux qui sont nés dans un de ces climats, pour qu'aussitôt de même ils acquièrent un degré plus élevé d'excitabilité naturelle. L'agent ordinaire d'excitation artificielle est contenu dans l'avoine. Les chevaux algériens, auxquels l'orge suffit pour qu'ils conservent en Afrique leur vigueur, deviennent mous et s'engraissent lorsqu'ils en consomment en France. Il leur faut de l'avoine pour ne point perdre leur aptitude. Les chevaux français, au contraire, sont excités à l'excès quand ils reçoivent de l'avoine en Algérie. L'orge leur suffit.

La connaissance précise, numérique, de cette propriété excitante de l'avoine est parmi celles qui ont été scientifiquement acquises dans ces derniers temps, l'une des plus importantes, surtout pour l'alimentation des moteurs animés des armées en campagne. Elle permet de régler cette alimentation non-seulement de la manière la plus économique, mais encore de la façon la plus pratique. Il était connu empiriquement de tous ceux qui conduisent des chevaux que l'avoine excite ceux-ci, qu'elle leur donne du courage et de la vigueur. Sa propriété spéciale avait été attribuée par les uns à une huile essentielle supposée, par les autres à un principe aromatique de nature résineuse, qui semblait même avoir été isolé. Mais personne n'avait mesuré son activité. Les plus récents auteurs de recherches sur l'alimentation si singulièrement qualifiée de rationnelle en étaient même arrivés à la nier et à confondre l'avoine avec tous les autres aliments concentrés. On appelle ainsi les aliments riches en azote et on en admet deux catégories, celle des faiblement concentrés, ne contenant pas plus de 12 0/0 de protéine brute, et celle des fortement concentrés qui en contiennent au-dessus de 12 0/0. Les uns et les autres sont pauvres en cellulose brute. Ils appartiennent à peu

près exclusivement à l'ordre des semences aux graines céréales, légumineuses et oléagineuses. Les graines céréales, avoine, orge, seigle, maïs, etc., sont toutes des aliments faiblement concentrés ; les légumineuses, fèves, pois, vesces, etc., et les oléagineuses, colza, lin, chénevis, arachide, sésame, etc., sont toutes des aliments fortement concentrés, surtout à l'état de tourteau ou de résidu pressé des huileries.

S'il était vrai que la protéine, en alimentant la source de l'énergie musculaire ou mécanique, alimente aussi celle du courage ou de la vigueur, il est évident que les mêmes effets seraient obtenus avec l'un quelconque de ces aliments concentrés, pourvu que la ration contînt dans tous les cas la même quantité de protéine digestible. Or, c'est ce que l'expérience ne montre point. Assurément, quelle que soit l'origine de cette protéine, qu'elle vienne du son de froment, qui est un aliment fortement concentré, ce dont les empiriques ne se doutent point, de l'orge, de l'avoine, du maïs, d'une graine légumineuse ou d'un tourteau oléagineux quelconque, elle se transformera en son équivalent de travail, à raison de 1.600.000 kilogrammètres par kilogramme. Le moteur animé qui l'aura digérée fournira la somme de travail correspondante sans rien emprunter à sa propre substance. Il se conservera par conséquent intact. Mais le temps dans lequel il se montrera capable de fournir cette somme de travail, autrement dit l'allure à laquelle il pourra travailler, dans notre climat, différera beaucoup. Dans le cas de l'avoine seulement il pourra épuiser sa provision d'énergie à une allure vive, au trot ou au galop, parcourir son chemin en trois ou quatre heures ; dans tous les autres il lui faudra l'épuiser lentement, à l'allure du pas, en huit ou dix heures. Le système nerveux, insuffisamment excité, ne commandera que faiblement à l'appareil musculaire. Les contractions, tout aussi puissantes cependant, se répéteront moins souvent et seront moins brusques.

Cela démontre la nécessité de l'avoine dans l'alimentation des moteurs animés qui doivent travailler aux allures vives, qui doivent fournir leur contingent d'énergie en un temps court. L'observation empirique en a depuis longtemps convaincu tous les praticiens. Ce n'est point sur cette nécessité qu'il y a lieu d'insister. La tendance de ces derniers, dans l'armée comme ailleurs, serait plutôt à l'exagérer qu'à la contester. Le véritable objectif

de la science est de la mesurer aussi exactement que possible, afin d'élargir le champ des ressources auxquelles il peut être puisé pour alimenter convenablement les moteurs. L'avoine, par le fait même de sa nécessité, est une denrée très-demandée et conséquemment chère, eu égard à sa richesse nutritive. La protéine qu'elle fournit coûte au moins le double du prix courant de celle qu'on obtient des fèves, par exemple, le triple de celle qui se vend sous forme de certains tourteaux. Et ce qui, pour les armées en campagne, a une importance encore plus grande, elle encombre dans les mêmes proportions. 100 kilogrammes transportés de ces deux derniers aliments nourrissent deux ou trois fois autant de chevaux que le même poids d'avoine. Leur substitution à celle-ci aurait donc pour effet de réduire à la moitié ou au tiers les trains de denrées alimentaires et de rendre ainsi les armées plus mobiles, en rendant disponibles pour les batailles un plus grand nombre d'hommes et de moteurs animés.

On voit, sans plus de détails, toute la portée des études dont il s'agit ici. Par exemple, au blocus de Metz, de si douloureuse mémoire, où à tant de scélératesse de la part du commandant en chef s'est joint tant d'incurie, en admettant que l'intention criminelle eût fait place au désir de vaincre, ce désir eût pu être fortement entravé par l'absence de notions scientifiques sur l'art de tirer parti des ressources alimentaires dont on disposait. Avec celles en avoine il y avait dans la place des provisions considérables de tourteaux oléagineux. Tant que dura l'avoine on la donna exclusivement aux chevaux. La provision épuisée, ce fut le tour des tourteaux, sur la valeur nutritive desquels on n'avait aucune notion. Les vétérinaires de l'armée de Metz nous ont mis au courant des lamentables résultats qu'ils eurent à constater. Si, dès le début, mesurant les ressources, on avait su en faire un judicieux emploi, les tourteaux seraient entrés dans la ration pour une part exactement calculée, les chevaux auraient reçu jusqu'à la fin une alimentation suffisante pour que l'armée pût présenter à l'ennemi, à tout moment, son artillerie bien attelée et sa cavalerie en pleine vigueur. Au lieu de cela, dans la criminelle inaction du commandement, les chevaux que l'armée ne fut pas obligée de manger pour subsister, succombèrent à l'inanition. Du moins, que ce navrant souvenir de nos désastres, si féconds hélas ! en épisodes du même genre dus à l'ignorance de l'administration impériale autant



qu'à sa démoralisation, ne soit pas perdu pour l'avenir ! Qu'il soit enfin entendu que la science est en possession de notions capables de parer à de telles éventualités !

La quantité d'avoine contenant la substance excitante qui lui est propre dans la proportion suffisante pour entretenir la vigueur du cheval à son degré maximum durant le temps nécessaire correspond à environ un kilogramme par heure de travail aux allures vives. Si la somme d'énergie à dépenser durant ce temps ne dépasse point l'équivalent de la protéine contenue dans cette même quantité d'avoine, l'entretien de la machine animale étant assuré par la protéine digestible que contient le foin formant la base de la ration et dont la quantité nécessaire pour cela ne s'élève pas au-delà de 1 p. 100 du poids du corps ; en ce cas, l'aliment de force ne peut pas être représenté par autre chose que l'avoine. Mais on peut dire sans crainte que dans les opérations militaires un tel cas ne se montre jamais. En campagne, les moteurs animés doivent être toujours prêts à fournir le maximum du travail que comporte leur aptitude normale, afin que ces opérations puissent être toujours poussées à fond, à la volonté du chef. Pour quatre heures de travail aux allures vives, les quatre kilogrammes d'avoine indispensables contiennent en moyenne 0 kil. 480 de protéine alimentaire, correspondant à un travail mécanique de 768,000 kilogrammètres. Il en faut au moins le double pour suffire aux exigences des opérations de guerre, soit pour tractionner les pièces d'artillerie, soit pour les évolutions de la cavalerie. Le surplus de la protéine doit donc être fourni au moteur, sans quoi il ne suffirait point au service qu'on en exige, et ce surplus peut être emprunté à un aliment concentré quelconque, à celui qu'il est le plus facile de se procurer, et préférablement au plus riche, qui coûte le moins cher et dont le poids utile est toujours le plus élevé. Le tourteau de sésame, par exemple, qui contient en moyenne 345 grammes de protéine brute par kilogramme et qui se vend 12 fr. les 100 kilogr., dégage environ trois fois autant d'énergie que le même poids d'avoine, qui se vend presque le double. Un kilogramme de ce tourteau, dans la musette d'un cavalier, nourrira autant son cheval que trois kilogrammes d'avoine et ce cheval aura deux kilogrammes de moins à porter, ce qui, pour quatre heures de course, lui économisera 7200 kilogrammètres de travail.

On voit par là que la ration alimentaire du moteur animé mili-

taire, pour être constituée conformément aux données de la science, doit comporter : 1° une quantité de foin égale à 1 p. 100 de son poids vif ; 2° autant de kilogrammes d'avoine que d'heures de travail exigibles aux allures vives ; 3° un ou plusieurs autres aliments concentrés en quantité suffisante pour parfaire la somme de protéine brute correspondant au travail exigible.

D'autres notions scientifiques générales pourraient encore être ajoutées tout de suite à celles qui viennent d'être exposées. Elles trouveront peut-être mieux leur place à mesure que nous allons maintenant faire application des précédentes aux divers services de l'armée, pour passer dans le domaine immédiatement pratique.

A. SANSON.

*(A suivre.)*

# LE CATHOLICISME

## SELON LE SUFFRAGE UNIVERSEL EN FRANCE

Il est en France un catholicisme selon le suffrage universel. Peut-être, au premier abord, ne voudra-t-on pas accepter une pareille distinction ; mais, quand je me serai complètement expliqué, je pense qu'on reconnaîtra la réalité du fait que mon expression a pour but de mettre en lumière. Le catholicisme selon le suffrage universel n'a rien de commun avec le gallicanisme ni avec les doctrines de ceux qui, sous le nom de vieux catholiques, tentent de fonder une Église particulière. Sa date est récente, étant né après le triomphe de la grande révolution. Sans caractère ni dogmatique ni théologique, il est essentiellement politique, et a comme tel des idées arrêtées dont il ne veut pas que ses prêtres, qu'il respecte pour tout le reste, soient les arbitres.

Le catholicisme est la religion du plus grand nombre des Français, cela ne fait aucun doute. Quand on a déduit d'une part les protestants et les juifs, et d'autre part, défalcation encore plus grande, les indifférents et les libres penseurs, il reste une masse considérable qui emplit les églises, reçoit les sacrements depuis le baptême jusqu'à l'extrême-onction, et serait sérieusement offensée si on la gênait dans l'exercice de son culte. Ne pas reconnaître cette condition fondamentale, c'est se préparer, si on est philosophe spéculant sur la marche des sociétés, de graves mé-

comptes théoriques, et, si on est homme d'État prenant part au gouvernement, de non moins graves mécomptes politiques.

Cela étant ainsi, où donc cette nuance du catholicisme que je nomme le catholicisme selon le suffrage universel se manifeste-t-elle? Sans entrer dans le détail des signes qui la caractérisent, je me borne à un seul, parce qu'il a une grande portée et qu'il possède une complète notoriété. Je veux parler des élections qui nomment les membres de la chambre des députés, les conseillers généraux et les municipalités. Sur ce terrain, le catholicisme selon le suffrage universel met de côté toutes les distinctions de religion et de doctrine entre les candidats, et il ne se souvient que de leurs opinions politiques. Il se porte indifféremment sur des catholiques, sur des protestants, sur des juifs, sur des libres penseurs, pourvu qu'ils satisfassent à un certain programme qui varie sans doute selon les circonstances, mais qui pourtant a toujours un fonds identique, celui de respecter les conditions essentielles de la société moderne telle que l'a faite la révolution. En revanche, il exclut presque absolument tout ce qui est clérical, ultramontain, jésuite, en d'autres termes tout ce qui professe une hostilité implacable contre l'établissement du régime laïque au sein de l'État. D'où vient ce double courant dans une même masse homogène? c'est que, tandis qu'elle a un credo religieux dont elle entend bien ne pas se départir, elle a aussi un credo politique auquel elle tient avec une non moindre détermination. Dans un vieux pays comme le nôtre que la grande tourmente du XVI<sup>e</sup> siècle ne réussit pas à faire protestant, les choses tournèrent de telle façon, sous la double influence du passé héréditaire et des nouveautés de la révolution, que le gros, tout en restant catholique, s'attacha invinciblement à l'ordre social qui supplanta l'ancien régime. Quelle contradiction, s'écriera-t-on et du côté qui assure que le catholicisme est incompatible avec aucune liberté moderne, et du côté qui soutient qu'il n'est aucune liberté moderne qui ne soit hétérodoxe? Contradiction, soit; mais elle existe, elle vit, elle se meut, elle agit et a des résultats très-importants. Ce n'est pas d'ailleurs le seul cas où des contradictions se rencontrent sans se détruire, et ont, dans le milieu qui les comporte, des effets qui ne sont pas toujours malfaisants.

Ici je ne puis m'empêcher d'ouvrir une parenthèse qui, je pense, ne sera pas dénuée d'intérêt pour mon lecteur. Par ce que je viens de dire on voit que le catholicisme selon le suffrage universel est

en même temps fidèle à sa foi et pratique d'une façon exemplaire la tolérance. Dans l'église, devant la chaire, au confessionnal, à la première communion, au sacrement du mariage, à l'extrême-onction du lit de mort, il accepte chrétiennement l'autorité de ceux qui lui distribuent la parole de Dieu. Hors de là, il n'a plus aucun préjugé contre les dissidents, contre les hérétiques, contre les incrédules; et il leur confie, s'il les juge d'ailleurs dignes de confiance, ses plus chers intérêts temporels. Je livre ce cas remarquable à la méditation des intolérants de toutes les catégories.

Le catholicisme selon le suffrage universel a deux sortes d'ennemis, les radicaux et les cléricaux.

Les radicaux ne veulent pas qu'on soit catholique. Ils en sont au cri de haine et de guerre du XVIII<sup>e</sup> siècle : écrasons l'infâme. Je ne sais jusqu'à quel point ils porteraient la persécution; car ils entendent bien se servir de l'autorité civile pour soutenir leur propagande anti-religieuse. Au *compelle intrare* de l'Eglise, ils substituent volontiers le *compelle exire*, et ils s'évertuent à obliger les gens à sortir de leur croyance. De ce qu'ils entreprennent en ce genre nous avons en témoignage les mesures vexatoires prises par le gouvernement de Genève, tant qu'il fut aux mains des radicaux. Ils ne désespèrent pas de détruire le catholicisme; et, comme ce philosophe du XVIII<sup>e</sup> siècle qui répondait : nous verrons, au ministre qui lui représentait que l'entreprise anti-religieuse ne réussirait pas, ils ont leur *nous verrons*. J'examinerai plus loin dans le cours de cet article quelle est la chance sociologique de cette propagande; pour le moment, je me contente de constater qu'il est un fort parti comprenant les radicaux et la plupart des socialistes qui est animé d'une persévérante hostilité contre le catholicisme, et qui l'effacerait d'un trait de plume, si la plume la plus puissante y pouvait quelque chose.

L'autre ennemi du catholicisme selon le suffrage universel est le cléricisme. Celui-là y voit une révolte séditeuse qu'il hait non moins que le gallicanisme et dont il espère bien triompher également. Pas plus que le radicalisme, il n'hésiterait à employer l'autorité temporelle, le bras séculier pour donner force à ses commandements. Mais, comme la situation ne comporte pas l'usage de pareils moyens et que le bras séculier n'est plus à sa disposition, il se sert des armes spirituelles dont l'arsenal est

entre ses mains. Ces armes sont bien affilées, et il les manie avec une grande dextérité. La principale (je laisse de côté la propagande individuelle, le confessionnal, la chaire, l'influence des femmes) est l'éducation par laquelle il espère changer l'esprit des masses et les rendre soumises aux doctrines du Syllabus. Les jésuites sont les grands directeurs et agents de cette campagne qui a pour but de triompher de toutes les institutions que l'esprit moderne a fondées. Les radicaux n'espèrent pas avec plus d'ardeur et de confiance extirper à fond le catholicisme, que les jésuites ne comptent effacer toute trace des conquêtes de la révolution.

Le gouvernement de la république est laïque, c'est-à-dire qu'il n'est ni catholique, ni protestant, ni juif, ni radical, ni clérical, ni libre penseur. Il assure la sécurité des citoyens appartenant à ces différentes doctrines, sans distinction ni partialité, et gère les affaires de la France. Il a reçu du passé un héritage d'institutions et de lois qu'il peut modifier avec le concours des chambres, mais qu'il n'est pas libre de répudier. Plus il est républicain, plus il doit tenir à leur stricte exécution. C'est un terrain solide où sa responsabilité est le plus à couvert, et qui, étant le mieux connu de chacun, est le moins livré à l'arbitraire. Sans doute ce n'est pas le dernier mot de la situation, mais c'en est le premier.

Dans ce legs fait à la république actuelle par tous les régimes politiques qui l'ont précédée, est le Concordat, traité passé il y a près de quatre-vingts ans entre le gouvernement français et le saint-siège. Il assure le libre exercice de la religion catholique et salarie le clergé ; en récompense, l'Église se soumet à certaines obligations qui résultent en France de la laïcité des institutions et de la tolérance pour les doctrines. Le Concordat exécuté en son esprit et en son texte suffit à défendre contre les radicaux le catholicisme selon le suffrage universel. J'ai souvent dans ma jeunesse entendu des hommes de la révolution regretter que la situation religieuse telle qu'elle était avant le Concordat n'eût pas été conservée, alors que l'Etat ne reconnaissait aucun culte, et alors que par exemple, je cite ce fait particulier parce qu'il a été souvent cité devant moi, l'église de Saint-Sulpice servait également au culte catholique et à celui des théophilanthropes. Il est inutile de spéculer sur une hypothèse à laquelle la tournure prise par la révolution entre les mains de Bonaparte donna le démenti. Seu-

lement, je remarque que le catholicisme, qui semblait alors au plus bas, vint rapidement au plus haut ; ce qui prouve qu'il possédait encore une vitalité qui n'était pas près de s'éteindre. Tout traité peut être rompu par la volonté des parties contractantes. Aussi, depuis la chute de la Restauration, a-t-on à diverses reprises proposé de rompre celui du Concordat, surtout avec la vue de supprimer le budget des cultes. Cette proposition était et est encore suggérée par des motifs différents. M. Comte, qui la joignait avec la suppression de l'Université, y voyait un moyen de disloquer à la fois l'enseignement théologique et l'enseignement métaphysique, et d'avancer ainsi l'avènement des doctrines positives ; en quoi il se trompait. D'autres sont séduits par l'exemple des États-Unis ; mais le peuple des États-Unis est protestant en majorité, tandis que le nôtre est en majorité catholique. Enfin les radicaux demandent qu'on cesse de payer le clergé, dans l'espérance que cette mesure portera un coup fatal au catholicisme. Il est possible qu'un avenir plus ou moins prochain mette la discussion de cette question à l'ordre du jour ; mais, pour le moment, elle n'est guère que du domaine du radicalisme, dans les chambres et hors des chambres ; et la république commettrait une faute grave, si elle troublait la paix actuelle des catholiques français, et si elle prenait à sa charge, au milieu de toutes ses difficultés, la grande difficulté d'une innovation qui semblerait une déclaration de guerre. De ce côté donc, le catholicisme selon le suffrage universel est en sûreté sous le régime républicain actuel.

Son second ennemi, qui est, comme je l'ai dit, l'ultramontanisme, n'est pas moins dangereux. Combattre ses entreprises est un des principaux soucis de la politique présente ; car, si les doctrines que les jésuites s'efforcent d'inculquer prévalaient au sein du catholicisme selon le suffrage universel, elles en changeraient l'esprit ; bientôt les votes électoraux amèneraient dans les pouvoirs publics des hommes profondément hostiles à nos institutions ; les plus graves complications naîtraient ; et les 16 mai se renouvelleraient avec des chances croissantes de succès. La plus grande vigilance est commandée au gouvernement de la république, pour que les tendances du gros de la population demeurent dans la voie où elles sont si heureusement engagées.

Afin d'obtenir le résultat désiré, deux systèmes sont en présence dans les conseils des pouvoirs publics ; l'un, le système

préventif, procède par des lois d'exception qui frappent d'interdit telles ou telles associations, tel ou tel enseignement ; l'autre, le système répressif, n'ayant recours à aucune arme particulière, réprime quand il y a lieu, mais s'en rapporte pour la défense des plus chers intérêts nationaux à l'ensemble des institutions laïques vigoureusement soutenu et développé.

Avant d'entrer dans l'examen de ces deux systèmes, en leur rapport avec la situation, je veux résumer brièvement les intentions des cléricaux, et faire toucher au doigt la nature et la gravité du péril dont ils nous menacent. Au premier rang est la destruction de la république ; ils en ont été les constants adversaires ; ils ont donné tout leur appui aux tentatives qui se sont faites soit pour restaurer une monarchie, soit pour empêcher l'établissement du régime républicain ; et, s'il ne tenait qu'à eux et à leur influence, ce régime disparaîtrait sans retard. Non pas qu'ils aient une haine aveugle et un préjugé invincible contre la forme républicaine ; ils l'accepteraient s'ils pouvaient en devenir les maîtres ; mais, chez nous, cette forme est liée à la plus complète expression de l'Etat laïque, et cette impardonnable offense suscite incessamment leur animadversion. Donc, ils travaillent avec toute la persévérance et l'habileté qui les caractérisent, à détruire, coûte que coûte, les idées et les sentiments qui font la république ; cette république qui nous donne l'ordre et une profonde tranquillité, qui dégrève graduellement notre lourd budget, et où les prévisions du ministre des finances sont constamment dépassées par la plus-value du rendement des impôts ; ce qui témoigne irréfragablement que, du haut en bas, le gros ne s'impose pas de privations et que l'épargne continue à se faire, au grand profit de l'Etat et des particuliers.

A dire vrai, l'entreprise des jésuites a une portée plus générale encore que la simple élimination de la forme républicaine en France ; elle vise la destruction de toutes les institutions qui, issues directement ou indirectement de la révolution, affranchissent l'Etat et les individus des liens de l'Eglise en qualité de maîtresse absolue des doctrines et des esprits. Tout ce qui est liberté de parole, de presse, d'opinion et de science doit être soumis à la censure préalable de cette suprême autorité, et ne recevoir l'exéquatur qu'après avoir été expurgé de ce qui pourrait inquiéter l'orthodoxie. L'effort de restauration théologique n'est pas borné aux pays catholiques ; il embrasse aussi les pays protestants, et



là, on se propose de détruire l'hérésie, comme ailleurs de détruire la révolution.

De pareilles prémisses ont de terribles conséquences, toutes résumées en une intolérance fanatique, d'autant plus dangereuse et implacable qu'elle croit accomplir un devoir de conscience. Le passé en témoigne amplement, surtout depuis le moment où la philosophie et la science commencèrent à irriter l'orthodoxie. L'avenir n'en témoignerait pas moins, si notre malheur voulait que l'ordre des jésuites, institué pour éteindre le protestantisme et renouvelé pour éteindre la révolution, réussissait à triompher. Aucun quartier ne serait fait ni aux idées ni aux hommes qui ne se soumettraient pas.

Je n'ai atténué ni les projets ni les périls ; maintenant je puis procéder avec plus de sécurité à la comparaison entre le système préventif et le système répressif.

Je déclare tout d'abord qu'en temps tranquille (et celui-ci, grâce à la république, est éminemment tranquille), je suis l'adversaire du système préventif et des mesures d'exception. Dans le cas particulier qui se présente et qui est relatif à la liberté d'enseignement, je le juge inutile et nuisible. Les jésuites, car c'est d'eux qu'il s'agit surtout, ont été bannis par des lois qui n'ont pas été rapportées, mais qui sont tombées en désuétude. Cette désuétude, je n'y contredis pas. On les laisse donc parmi nous, mais on prétend empêcher leur enseignement. Or qu'enseignent-ils ? les doctrines du Syllabus. Eh bien ! a-t-on raison d'entreprendre quoi que ce soit qui ressemble à une croisade contre le Syllabus ou catholicisme ultramontain ? C'est la religion d'une multitude d'hommes en France et hors de France, c'est le catholicisme officiel, c'est le dogme du pape à qui obéissent tous les clergés, y compris le clergé français. Les jésuites sont sa milice privilégiée. On leur fermera des maisons, on mettra en interdit leurs professeurs. Qu'est cela ? En place surgira une action morale et, partant, occulte, qui sera conduite par le clergé, par des familles ultramontaines, par des femmes vigilantes et dévouées, et qui trouvera des connivences toutes préparées. Je n'ai aucun moyen d'évaluer cette action, puisqu'elle est morale et occulte, mais elle compensera certainement les fermetures et les interdictions qu'on a en vue. On ne gagnera rien, et d'un autre côté on perdra ; car on suscitera un mécontentement plus étendu que n'est le groupe jésuitique et ultramontain. On gênera des familles qui,

quelquefois peu jésuitiques, mettent, grâce à la mère surtout, leurs enfants chez les jésuites, sans que ces enfants deviennent jésuites pour cela. Surtout on aura le tort de troubler gratuitement une situation paisible qui est bien digne d'être ménagée.

Après ce que je viens de dire, il est évident que je suis pour la voie répressive, c'est-à-dire pour le régime de la liberté. A mon sens, ce régime est je ne dirai pas seulement plus efficace que l'autre, mais le seul efficace, avec de la constance, de la modération et de l'habileté. En outre il ne comporte aucune des nuisances que j'ai indiquées dans la conduite contraire.

J'entends les objurgations s'élever de bien des côtés; car à la plupart il paraît impossible de ne pas user, à l'égard des jésuites, de représailles qui seraient juste si nous n'étions pas au-dessus des représailles. Eh quoi! faut-il accorder la tolérance à qui ne tolère pas? Depuis longtemps je répète que, nous laïques, nous sectateurs des idées et des institutions modernes, nous l'emportons en moralité sur les fauteurs des doctrines théologiques, qui pourtant se prétendent seuls gardiens et garants de la vie morale des sociétés; et le principal témoignage de cette supériorité, la plus précieuse de toutes, est justement la tolérance, que nous pratiquons malgré eux et sur eux, et qui est notre *labarum*, portant comme l'ancien : *in hoc signo vinces*.

Faut-il accorder imprudemment la liberté à qui la refuse à autrui? Je n'hésite pas à soutenir l'affirmative. Nos adversaires, avec un étrange cynisme, nous disent: « Votre principe est la liberté; le nôtre est l'autorité; nous profitons de la liberté que vous nous accordez quand vous êtes au pouvoir; quand nous y serons, nous ne commettrons pas la duperie de vous octroyer la réciprocité. » Nous le savions d'avance grâce à votre passé, et vous n'aviez pas besoin de nous le dire. Mais, à notre tour, nous comptons sur le dégoût moral excité par un pareil langage chez tous ceux qui sont en dehors du fanatisme théologique. Et ce dégoût est une puissance, car c'est par millions qu'aujourd'hui se comptent les amis d'une équité que la théologie foule scandaleusement aux pieds.

Faut-il continuer la pleine franchise à un enseignement qui falsifie l'histoire, défigure la morale et pervertit la politique? Sans doute, ces falsifications, ces défigurements, ces perversions, nous les jugeons très dignes de blâme, surtout si on les considère comme éléments d'instruction pour la jeunesse. Mais, en revanche,

la doctrine théologique dont, ici, les jésuites sont les porte-paroles, regarde comme détestable en son origine et en ses conséquences le principe laïque qui anime la société ; et à cette lumière, trompeuse suivant nous, vraie suivant eux, une histoire, une morale, une politique apparaissent, qui présentent d'étranges différences avec notre histoire, avec notre morale, avec notre politique. Qui jugera ? non pas nous qui sommes parties intéressées, mais le temps qui fait prévaloir le savoir positif sur les savoirs arriérés et théologiques, et modifie en ce sens l'opinion générale des hommes. Voulez-vous un autre exemple de l'intervalle qui sépare l'état mental de deux parties d'une même population ? considérez Lourdes et son histoire. Là sont des apparitions qui montrent visiblement quelqu'une des personnes divines du catholicisme ; là sont des miracles sans nombre, des foules pieuses et émues, des pèlerins venus de loin pour croire et adorer, en un mot tout ce qui se voit en Asie dans les fêtes religieuses du brahmanisme et du bouddhisme. Nous n'avons aucune intention d'empêcher les croyants en Lourdes ; mais nous n'avons non plus aucun moyen de les détromper. Aussi ai-je pris Lourdes comme symbole de l'enseignement des jésuites, insaisissable comme foi, inutile à gêner comme manifestation.

Faut-il enfin permettre aux jésuites de former, au sein de la nation, une nation ennemie toujours disposée à ruiner de façon ou d'autre tout l'établissement laïque ? Cette nation ennemie, qui existe, continuera d'exister, soit qu'on interdise ou non l'enseignement aux jésuites. Les convictions religieuses qui l'entretiennent déflent les mesures temporelles. Ce sont des convictions contraires qu'il convient de lui opposer ; et ces convictions contraires ne manquent pas, car elles ont fait la France ce qu'elle est. D'ailleurs est-ce la seule nation ennemie que la république porte dans son sein ? n'avons-nous pas les partis monarchiques qui attendent les occasions de mettre à bas un régime haï, et chez qui on tenterait vainement de désarmer les volontés ? Prenons-en donc notre parti ; et que ce danger bien connu, ni surfait, ni atténué, soit toujours présent à l'esprit de la majorité républicaine et de son gouvernement. Rien n'est plus salubre, quand on sait s'élever au-dessus des infatuations, qu'une menace toujours présente et le frein auquel la vigilance redoutable d'un ennemi acharné nous soumet. M. l'archevêque de Paris, dans sa Lettre aux Sénateurs, frappé lui aussi de nos divisions, dit qu'il

ne conduît que deux manières d'y obvier : ou bien révéler tous dans le giron de l'Eglise, ce qui produirait l'unité parfaite ; ou bien, si cette réunion est impossible, procurer à tous la jouissance commune des mêmes libertés. En un tout autre esprit que M. l'archevêque de Paris (car il est soumis au Syllabus), je conclus comme lui en m'en rapportant à la liberté pour la solution de la difficulté pendante.

De tout ce que je viens de dire, personne, j'espère, ne voudra inférer qu'à mon avis il faut se croiser les bras, et qu'en détournant la célèbre formule économique *laissez faire, laissez passer*, il n'y a qu'à laisser faire et à laisser passer les jésuites et leurs intentions. Non certes, et je demande que la défensive soit organisée avec vigueur, et suivie avec persévérance. D'abord il est un point fort simple, et sur lequel aucun dissentiment, ce semble, ne peut exister, c'est celui des faveurs que les gouvernements, prédécesseurs de la république, octroyaient à l'Eglise catholique, à son clergé et à ses jésuites. Ils avaient un faible pour elle, et étaient tout disposés à payer cher son appui ; cela se pensait parmi les bonapartistes, cela se pensait bien davantage encore parmi les légitimistes ; là l'alliance entre l'autel et le trône était intime. Notre 16 mai, qui combinait en lui le bonapartisme et le légitimisme, n'eut garde de manquer à la propension qu'il a entraîné nos gouvernements monarchiques ou quasi-monarchiques. Les connivences de ce genre ont cessé et ne doivent plus renaître. Une égalité parfaite de toutes les opinions devant le gouvernement, voilà le programme ; nul ne peut équitablement s'en plaindre. Et pourtant, avec nos antécédents, cela suffit pour changer grandement les attitudes et les influences. Un régime constant d'égalité est à la longue un avocat persuasif auprès des opinions individuelles.

C'est le côté négatif de notre défensive et le moindre. Le côté positif et le plus fort est dans l'esprit de la société moderne, dans ses institutions, dans le bien qu'elles ont procuré, dans l'attachement qu'elles inspirent. Aux forces morales de l'adversaire nous opposons des forces morales qui, depuis un siècle, sont en croissance et qui atteignent aujourd'hui un plein déploiement ; à son organisation temporelle, qui a souffert tant de pertes non réparées, nous opposons une organisation temporelle qui, chaque jour, s'étend et se perfectionne. La laïcité dorénavant est un vaste front que les entreprises cléricales essayent de forcer. Nous l'avons

acquisse par la science et la liberté; nous la garderons par la liberté et la science. L'État laïque a pris la place de l'État théologique. L'État théologique, ayant dominé si longtemps, a laissé maintes traces de sa grande existence. Le droit et le devoir de l'État laïque est d'en occuper partout la place et de se mettre en possession suivant la proportion du progrès de l'un et du recul de l'autre.

Là est la garantie de la société moderne. De cette garantie, un instrument important se trouve être, d'après la tournure que prend le débat, l'Université. Son rôle devient bien autrement considérable qu'il n'a jamais été quand elle n'était pas soumise à la concurrence comme elle l'est désormais<sup>1</sup>. L'avantage qu'elle a sur les Universités catholiques, et cet avantage est capital dans ce moment où le savoir a tant de prix, est de pouvoir s'occuper de l'histoire, de la science, de la morale, de la sociologie, avec une complète indépendance de tout préjugé dogmatique. Grâce à une mesure proposée par le ministre, adoptée par la chambre des députés, et à laquelle le sénat fera certainement bon accueil, le Conseil supérieur de l'instruction publique va cesser de compter dans son sein des membres qui n'ont pas de tendresse particulière pour l'Université; et qui surtout prétendent la confiner dans les étroites limites de l'orthodoxie. Ce n'est pas que je lui recommande l'hétérodoxie. Non, selon l'heureuse formule de M. Ferry, s'il n'y a pas dans la république de religion d'État, il

<sup>1</sup> Les lecteurs de la Revue s'étonneront peut-être que je me range si décidément du côté de l'Université. En effet, ceux qui sont au courant des choses positivistes savent que, parmi les réformes préliminaires que M. Comte réclamait, était la suppression de l'enseignement universitaire; et que, dans le petit volume intitulé : *Cohérence, Révolution et Positivisme*, j'avais soutenu l'opinion du maître que je suivais alors implicitement. Mais, depuis, dans la 2<sup>e</sup> édition que je viens de donner de ce livre, j'ai changé de manière de voir, et je dis, p. 28 : « Il est certain, d'après les dispositions mentales de la majorité des républicains, que les particuliers qui prendraient l'enseignement à leur compte n'innoveraient pas grand'chose sur le programme de l'Université; ils feraient ce qu'elle fait; la seule différence c'est qu'ils le feraient peut-être moins bien. » Et plus loin, p. 271 : « Quel était le but de la suppression de l'enseignement universitaire? faire place à l'enseignement positiviste en débarrassant le terrain. Mais ici prédomine l'illusion qui nous faisait croire que nous étions dans la transition, cloison peu épaisse qui seule nous séparait d'un événement décisif. La cloison est bien plus épaisse que nous ne le rêvions alors; et le débâlement, qui, d'ailleurs, n'a jamais pu être opéré, aurait nul à l'enseignement général, sans servir en rien la doctrine que nous avions en vue. » Ces considérations gagnent en force quand on réfléchit d'où vient aujourd'hui le péril et où est la défense. L'opinion de M. Comte a reçu la seule satisfaction qu'elle comportât et qui est dans la liberté de la concurrence et la suppression du monopole universitaire.

n'y a non plus d'irreligion d'Etat. Mais, en dehors de l'orthodoxie et de l'hétérodoxie, les grandes acquisitions de la recherche moderne en astronomie, en physique, en chimie, en biologie et en histoire doivent pénétrer l'enseignement universitaire ; et tout, depuis les écoles primaires jusqu'aux hautes études, sous les formes élémentaires comme sous les plus relevées, attend une réforme qui mette l'Université en avance de ses rivales. Les obstacles sont écartés ; l'opinion publique est favorable ; et l'éminent ministre, qui est à la tête de l'instruction publique, ne manquant pas aux circonstances, dirigera graduellement l'Université dans une voie où elle n'a pas à craindre de concurrence.

Tel est, selon moi, le système général dont il faut de proche en proche poursuivre l'application. Les mesures immédiates sont : la collation des grades rendue à l'Etat, le refus d'accepter désormais les lettres d'obédience comme équivalant des examens subis par les instituteurs et institutrices laïques, et la liberté donnée sous une forme ou sous une autre aux cours privés.

Maintenant, je quitte l'enceinte particulière de la France, je jette le regard sur les autres nations, et je trouve que les sociétés les plus civilisées sont, à l'égard des traditions religieuses, dans une situation foncièrement identique à la nôtre. Partout, chez elles, on se dégage de l'ancienne organisation théologique, partout on emploie des procédés analogues pour y parvenir, partout la laïcité devient prépondérante. Nous avons, là, en voie de s'accomplir, un phénomène sociologique dont il n'est plus possible de méconnaître ni la puissance ni la portée. Il est le produit de causes profondes qui, étant liées à toute une évolution antérieure, sont soustraites à la fortune ambulatoire des volontés et des incidents. Voyons-les donc agir, et comptons sur leur action finale, comme dans l'ordre scientifique nous comptons sur l'accomplissement de toutes les lois naturelles.

J'ai dit que, dans notre pays, l'opinion, quant aux choses religieuses, est partagée en trois masses principales, le catholicisme selon le suffrage universel, le radicalisme et le cléricalisme. Une semblable division en ses linéaments généraux est commune à tous les peuples de même civilisation que nous. On y aperçoit un large fonds populaire, catholique ou protestant, selon les contrées, un radicalisme préoccupé du soin d'éteindre les croyances et d'émanciper les masses, et un cléricalisme, lui aussi catholique ou protes-

tant, qui travaille à replacer sur ses antiques fondements l'autorité ecclésiastique. Quel sera le succès de ce triple antagonisme ? Il n'est pas impossible de le préjuger ; car les trois acteurs de ce drame sociologique nous sont connus, et ont été, si je puis ainsi parler, déjà expérimentés. Le catholicisme ou le protestantisme populaires ont une trop large surface et forment une couche trop profonde pour que les attaques dont ils sont l'objet en viennent à bout ; même le terrible assaut que la révolution française livra à notre catholicisme n'a pas réussi contre lui ; il plia et se releva. Ils subissent, catholicisme et protestantisme, cela est certain, des dégradations, mais elles sont lentes, et leur laissent une durée que, dans l'état actuel, il faut dire indéterminée. Le radicalisme, né de ces dégradations mêmes, continuera à en profiter, pour une part au moins, mais elles ne lui promettent pas un accroissement plus rapide que la décroissance de son ennemi. Enfin, le cléricalisme, qui s'est laissé déchoir de sa position culminante, travaille à y remonter ; le sociologiste, qui le contemple, juge que l'effort n'aboutira pas, vu que les pensées publiques sont comme les pensées individuelles le résultat d'un état psychique essentiellement prédéterminé par les antécédents. Ainsi, de quel côté qu'on examine le problème, on infère, à première vue, une sorte d'équilibre oscillant entre des limites qui ne s'écartent pas assez pour le détruire.

Toutefois le *statu quo* sociologique y est plus apparent que réel. A la vérité, les croyances, dans leur lutte réciproque, ne feront guère de progrès l'une sur l'autre ; mais ce qui continuera d'en faire de notables, c'est le régime laïque sur le régime théologique. Du moins telle doit être l'œuvre permanente du gouvernement républicain ; il est spécialement chargé d'assurer le travail de cette émancipation, comme tout gouvernement réactionnaire est spécialement chargé de l'entraver. Depuis longtemps j'assigne pour terme le point où les croyances seront seulement l'affaire des individus ou des groupes d'individus, sans aucune immixtion ni de ces croyances dans le gouvernement, ni du gouvernement dans ces croyances. Les doctrines religieuses sont discordantes et, par conséquent, incapables d'imposer un type universel ; leur suprême effort en ce genre a été le catholicisme du moyen âge. Au contraire, l'Etat laïque, quelles qu'en soient les formes monarchiques ou républicaines, tend à se rapprocher partout d'un type uniforme, celui où le régime social sera soumis aux lois sociologiques, étudiées, appli-

quées et utilisées comme le sont les autres lois naturelles. Cette élaboration sera favorisée et dirigée par une classe d'hommes qui commence à se former ; des hommes que M. l'archevêque de Cantorbéry signalait quand il disait en une assemblée de prélats anglais, qu'un flot de scepticismes s'élève et que des doutes suggérés par la plus haute culture intellectuelle s'infiltrent à travers les couches sociales ; des hommes qui ne sont ni révolutionnaires ni ennemis des religions, mais qui, rejetant la conception théologique du monde comme inconciliable avec le savoir positif, cherchent à se faire une foi qui soit en rapport avec les conditions réelles de l'humanité.

E. LITTRÉ.



# MÉMOIRE

## Sur la réforme des méthodes et des programmes d'enseignement

ADRESSÉ A L'ASSOCIATION POUR L'AVANCEMENT DES SCIENCES

(Session de Montpellier, Août 1879).

Messieurs,

Le Mémoire que j'ai l'honneur de soumettre à votre jugement est extrait d'un ouvrage auquel je travaille depuis plusieurs années, sans pouvoir le mener à fin. En attendant, les questions scolaires prennent chaque jour une plus haute importance. Tout le monde reconnaît qu'instruire le peuple, c'est assurer son bien-être et sa moralité, augmenter son bonheur. Jusqu'à l'ancienne théocratie, incarnée dans le catholicisme romain, qui, voyant les masses lui échapper, au fur et à mesure de la diffusion des lumières, dissimule ses anathèmes contre la science profane, et revendique le monopole de l'enseignement, dans l'espoir d'y rencontrer les éléments d'une nouvelle domination.

En même temps qu'on multiplie les écoles, on s'occupe officiellement de la réforme des méthodes et des programmes. Dès lors, il peut être utile de faire connaître sans retard quelques idées qui semblent de nature à rompre la routine scolastique et à mettre l'enseignement d'accord avec la science.

En effet, quelle que soit l'intensité des efforts progressifs, l'instruction publique ne portera pas tous ses fruits, aussi longtemps qu'une méthode positive, fondée en nature comme la science positive, fera défaut à l'enseignement.

Il y a plusieurs manières d'enseigner, et pour ne citer que les

plus divergentes, les plus contradictoires, la manière théologique, qui a pour *critérium* une révélation, dont les articles de foi choquent la raison et provoquent, selon le mot d'un Janséniste, une tempête de l'esprit, ne ressemble en rien à celle qui s'interdit la recherche des causes finales au-delà des frontières du calcul, de l'observation et de l'expérimentation.

En matière de science comme en matière d'art, la quantité n'est rien, la qualité est tout.

L'homme, tel qu'il sort des mains de la nature, est un être grossier et superstitieux, dont l'instruction et l'éducation, selon qu'elles sont bien ou mal dirigées, empirent ou améliorent les caractères originaux; semblable au bloc de marbre que le statuaire transforme en dieu, table ou cuvette, il est susceptible de recevoir toutes les modifications. Les déformations infligées à son corps par les Chinois peuvent également atteindre son intelligence; faire d'un homme un monstre au moral, n'est pas plus difficile que de dresser un cheval à ruer et à mordre. C'est donc à tort que M. Jules Simon a dit : « Le peuple le plus instruit est le premier peuple. » Il fallait dire : le peuple le mieux instruit.

Reste à savoir quelle est la meilleure instruction. Elle consiste en une récapitulation aussi complète que possible des progrès accomplis par l'humanité à travers le cours des siècles. Instruire un homme, c'est lui donner non-seulement l'expérience des vieillards, mais celle de toutes les générations qui ont vécu avant lui. Or, la vie de l'homme est bornée. Si l'évolution individuelle devait subir les retards, les temps d'arrêt, voire même les reculs que l'on observe dans l'évolution générale de l'espèce, elle ne parviendrait jamais à s'élever au même niveau. D'ailleurs, la plupart des hommes ne peuvent consacrer à l'étude proprement dite que la première partie de leur carrière, le reste appartenant à la lutte pour l'existence et à l'accomplissement des devoirs sociaux.

Le meilleur système d'instruction sera donc le plus économique du temps et des forces intellectuelles disponibles, le plus capable de raccourcir la trajectoire du progrès, en remplaçant par une ligne droite, la ligne courbe et brisée qu'il a suivie jusqu'à ce jour.

Dans cet ordre d'idées, il importe de ne pas perdre de vue le point de départ de l'évolution humaine et d'en jalonner scientifiquement les étapes.

Par quoi l'homme a-t-il débuté? Par la lecture?

Il ne savait ni écrire ni parler. En revanche, il avait, comme

les animaux et les sauvages contemporains, poussé très loin l'éducation de ses sens. La vue, l'ouïe, le toucher, l'odorat, le goût étaient, à défaut de savoir transmis ou acquis, les pourvoyeurs exclusifs de son intelligence, les éclaireurs de son jugement. Au sein de la civilisation, les sens, faute d'usage et d'exercice, tendent à l'atrophie ; très peu d'hommes, parmi les plus instruits, savent distinguer les couleurs, les odeurs et les parfums, déguster les substances et les boissons, démêler les sons, reconnaître un être ou un objet à grande distance ; toutes choses où excellent les sauvages. Or, la civilisation ne dispense pas de l'usage des sens. Aujourd'hui, comme au début, les idées originales, personnelles, entrent dans le cerveau par la porte des sens. Les choses que l'homme croit le mieux savoir, sont les choses vues, touchées, senties, c'est-à-dire les choses vécues. Toutefois, sa prétention n'est justifiée qu'à la condition que les sens lui en aient transmis une fidèle image. La rectitude des sens entraîne la rectitude de l'esprit. Le moindre écart dans le rapport des sens donne lieu à une fausse conception et à un faux jugement. Les sens étant chez les enfants, comme chez les hommes primitifs, les premières facultés, selon Condillac, des espèces d'instruments dont il faut apprendre à se servir, selon Buffon, l'éducation des sens doit précéder toute autre éducation.

Mais les sens ne sont pas égaux en importance ; tous ne sont pas indispensables au même degré ; il en est qui peuvent au besoin suppléer les autres ; il en est dont l'usage précède celui des autres, sauf à devenir subalternes après avoir été dominants. Ainsi, le toucher est d'abord l'instrument de prédilection de l'enfant. La vue ne lui suffit pas pour avoir une complète idée d'un objet, on le voit s'agiter jusqu'à ce qu'il le tienne dans sa main ; alors il le palpe et le retourne de toute façon ; souvent il le brise pour satisfaire sa curiosité. Plus tard, un coup d'œil remplacera le toucher.

L'éducation des sens réclame la plus sérieuse attention, non-seulement pour que l'homme civilisé n'ait rien à envier au sauvage, voire même aux animaux, mais, parce que le concours des sens est indispensable dans mille circonstances de la vie. Des sens aiguisés rendent de précieux services aux voyageurs, aux militaires, aux artistes et aux savants.

Les sciences d'observation, les plus fécondes de toutes, sont à peine effleurées ; il y a là tout un univers à découvrir. Pour

étendre le cercle de ses recherches, l'homme a créé certains instruments, sens artificiels qui servent de prolongement aux sens naturels et qui en réclament le contrôle. Le télescope et le microscope sont des rapporteurs bien incertains, quand, pour s'en servir, on n'a pas, selon l'expression vulgaire, un compas dans l'œil. Le temps consacré à l'éducation des sens procure des avantages qui n'apparaissent pas tous à la simple réflexion. Les observateurs par caractère ou par état savent seuls la quantité d'idées dont le cerveau de l'enfant est pourvu par les sens, alors que la parole n'est encore d'aucun secours.

A l'origine, le développement du corps marche de pair avec celui des sens. L'homme primitif avait une force, une agilité et une rusticité que l'on ne rencontre guère que chez les sauvages. En général, l'homme civilisé est par rapport à l'homme primitif ce que le porc est au sanglier : un être dont la pusillanimité, la mollesse et la voracité contrastent avec la sobriété, la densité musculaire et l'énergie de son ancêtre. Une gymnastique graduée, une robuste hygiène, un dur entraînement, imposés à l'enfant, fortifient son corps et trempent virilement son esprit.

Le langage réclame la même sollicitude que les sens et les organes corporels. L'apprentissage de la langue ne doit pas être livré au hasard. On ne saurait trop recommander aux éducateurs de l'enfance une correcte articulation, l'emploi des mots propres pour désigner les choses, une progression dans le choix des mots, allant du simple au composé, du concret à l'abstrait ; surtout la plus grande clarté et la plus grande précision dans les réponses aux incessantes questions de l'enfant.

L'enfant est la curiosité même. On peut définir l'enfance une humanité sans expérience, avide de connaître et de s'instruire. Que de temps on fait perdre aux enfants, en leur parlant le langage des nourrices, en répondant à leurs interrogations par des fins de non-recevoir ou des inepties, en leur apprenant une foule de choses qu'ils devront désapprendre plus tard ! Trop souvent la résistance opposée par les enfants à l'instruction scolaire vient de ce que, semblable à un champ vierge où l'on a semé au hasard toutes sortes de mauvaises graines qui ont poussé racine, leur cerveau réclame un travail d'extirpation et de défrichement ayant toute nouvelle culture.

Ce n'est point une exagération d'affirmer que si toutes les curiosités naturelles de l'enfant recevaient, au fur et à mesure

qu'elles se manifestent, une véritable et substantielle satisfaction, son instruction générale serait largement ébauchée à l'âge où elle commence d'habitude.

Ainsi qu'il a été dit, l'homme primitif n'a pas débuté par la lecture. La lecture suppose l'écriture. L'écriture a donc précédé la lecture. Mais l'écriture alphabétique, que nous pratiquons, est une écriture conventionnelle; elle est une acquisition du progrès; elle est comme l'algèbre à l'arithmétique. En effet, elle dérive de l'écriture syllabique, en usage chez les Turcs, les Arabes et les Persans, qui dérive elle-même de l'écriture hiéroglyphique, telle qu'on la retrouve sur les monuments de l'ancienne Égypte, telle qu'elle est encore pratiquée en Chine et dans l'Indo-Chine. Les hiéroglyphes mêmes ne correspondent pas à un début; ils sont le résultat d'une longue série de tâtonnements qui ont commencé par la représentation pure et simple des sujets et des objets dont on voulait fixer la mémoire, pour aboutir lentement, à l'aide de procédés de plus en plus économiques et sommaires jusqu'à l'expression des idées abstraites. Un grossier dessin, tel qu'on le retrouve sur des cornes de renne et des ossements contemporains de l'âge de pierre, a précédé toute espèce d'écriture. Cette observation enseigne que l'écriture doit précéder la lecture; d'autant qu'il est inutile de séparer deux opérations qui n'en font qu'une : en apprenant à écrire, on apprend à lire nécessairement.

Mais, l'écriture n'étant venue qu'après le dessin, c'est par le dessin qu'il faut inaugurer l'écriture. La nature même l'indique : tous les enfants dessinent naturellement. Qu'on rassemble au hasard des enfants de toutes les races humaines, qu'on mette à leur portée du charbon ou de la craie, ils dessineront. Il convient de remarquer que le premier instinct des enfants ne les porte pas à copier des dessins, mais à prendre directement modèle sur la nature. En se réglant d'après l'instinct, l'éducateur facilite sa tâche, la nature collaborant avec lui.

Ce n'est point à dire que le dessin marque la première étape de l'évolution scientifique et que c'est par là qu'il faille commencer. En approfondissant l'observation, on découvre que le calcul, un calcul rudimentaire, est antérieur à tout progrès. L'enfant a deux bras et deux jambes : voilà ce qui le frappe d'abord. Dès lors, il a l'idée des nombres un et deux. En même temps, il remarque qu'il a plusieurs doigts à chaque main et à chaque pied. Le besoin de les dénombrer offre la première tentation à son intelligence.

Les hommes les plus sauvages, même ceux qui restent au-dessous du dessin, savent compter jusqu'à cinq ; au delà, faute de moyens d'expression, ils disent beaucoup. Mais tous connaissent l'addition et la soustraction.

Jusqu'à un certain point, ils savent le nombre de pièces de gibier qu'ils rapportent de la chasse et se rendent compte des pièces soustraites ou perdues. Cette observation s'applique aux enfants : les plus jeunes additionnent leurs jouets et réclament ceux qui viennent à manquer. Même les animaux ont la notion du calcul. Une chatte compte jusqu'à quatre ; au delà de ce nombre, on peut lui enlever ses petits sans qu'elle s'en aperçoive ; en deçà, son agitation et ses recherches témoignent qu'elle a conscience de sa perte. L'industrie de certains insectes témoigne qu'ils poussent beaucoup plus loin le calcul.

Ainsi, le calcul marque réellement la première étape du progrès intellectuel, et Auguste Comte a eu raison de considérer les mathématiques comme la clef de la science positive. Les zodiaques et autres signes astronomiques, que l'on trouve parmi les plus anciens monuments, justifient ce terme ambitieux de mathématiques : l'astronomie la plus élémentaire supposant déjà le calcul élevé à une certaine puissance.

L'humanité primitive ayant reçu de la nature l'incitation au calcul et au dessin, c'est par là qu'il faut commencer l'instruction de l'enfant. Le calcul est indispensable aux premières opérations de l'esprit ; le dessin est indispensable pour les fixer. Outre que le dessin sert d'introduction à l'écriture et à tous les arts graphiques, qu'il rend d'éminents services à l'industrie, il a l'avantage de centupler les forces de la mémoire. On oublie la géographie, la physique, la chimie et les sciences naturelles, apprises péniblement par cœur ; on n'oublierait jamais la partie concrète de ces sciences, si le dessin en eût buriné les images dans la mémoire. Nul artifice ne vaut pour la formation des idées justes l'observation et l'expérimentation directes des phénomènes naturels. La superbe description du cheval par Buffon, apprise par cœur, laisserait dans le cerveau de mille enfants, n'ayant jamais vu de chevaux, mille images différentes, autant de fausses idées. La même critique s'applique à toutes les descriptions oratoires, qu'il s'agisse de la terre ou du ciel, d'une plante, d'un insecte ou d'une machine. Etaler devant les yeux le sujet ou l'objet est la perfection en matière d'enseignement. Mais, comme il est à peu près impos-

sible de faire la leçon sur le vif devant un nombreux auditoire, la communication d'un dessin exact fait naître la même idée juste dans tous les esprits, et l'obligation de copier ce dessin en fixe l'image dans tous les cerveaux. Personne ne saurait évaluer, à moins d'en avoir fait personnellement l'expérience, la quantité de notions justes qu'un cerveau est susceptible de recevoir, sans fatigue et presque à son insu, à l'aide du dessin.

Le dessin peut fournir en partie le *substratum* de la mémoire. Ce qu'il y a de concret et d'essentiel dans toutes les sciences se présente sous forme d'images dont les traits fugitifs sont irrévocablement fixés par le dessin.

En résumé, éducation des sens et de l'appareil vocal, gymnastique en rapport avec l'âge, calcul élémentaire, dessin, écriture, lecture : tel est l'ordre hiérarchique tracé par la nature, sanctionné par l'histoire de l'évolution humaine, qui s'impose aux méthodes d'enseignement applicables à l'enfance. Arrivé à ce point, l'enfant reste encore étranger à la science proprement dite, mais il a tous les instruments nécessaires pour apprendre vite et bien. Tout enfant sainement constitué devrait recevoir, soit au sein de sa famille, soit à l'école, une préparation conforme au programme esquissé plus haut. Après avoir ainsi fondé sur un roc immuable les premières assises de son développement corporel et mental, il ne reste plus qu'à édifier son instruction, conformément au plan de la nature et au but final de l'évolution humaine.

« Quels programmes suivez-vous ? » s'écriait, dans une discussion sur la liberté de l'enseignement, un député français. Ce sont ceux des jésuites. Or, ce sont ces programmes qu'il faudrait changer. » Malheureusement il négligea d'expliquer comment il entendait le changement des programmes. Avant tout, il convient d'en écarter les notions fausses ou simplement douteuses.

On raconte que le médecin Falconet avait composé sa bibliothèque en détachant de chaque ouvrage les pages dignes d'être relues et méditées ; le reste était impitoyablement jeté au feu. Ce procédé radical avait du bon. Combien de livres ne contiennent ni une idée neuve, ni même une idée utile ? S'il dépendait de quelqu'un d'anéantir tous les livres qui n'ont pas un caractère scientifique, ou qui ne sont pas consacrés à l'élucidation des problèmes posés par la science, certes, il rendrait un immenso service en avançant de plusieurs siècles l'horloge du progrès. Mais rien

n'empêche de tenir pour avérée cette supposition, de considérer toutes les élucubrations transcendentales comme nulles et non avenues. Il est absurde de faire des métaphysiciens avant de faire des naturalistes, d'enseigner le faux et le douteux avant d'avoir épulsé le vrai.

On peut élargir ou restreindre, à des points de vue différents, le domaine du doute et de l'erreur ; mais on ne saurait le confondre avec celui de la science positive dont le respect s'impose à tous les systèmes et à toutes les croyances.

Que l'érudition s'attarde à l'étude des efforts humains, c'est son affaire. Que des hommes, en possession de toutes les ressources de la science, parcourent, dans un but de découvertes, les champs du doute et de l'erreur, rien de mieux. Mais l'instruction publique n'a ni le temps de s'égarer en des chemins de traverse, ni la mission de préparer l'anarchie sociale, en fomentant l'anarchie mentale. Le faux et le douteux, qui troublent l'intelligence et la conscience de la jeunesse, sont les fléaux de l'école. L'école doit borner son enseignement à la vérité revêue du consentement universel.

Les mathématiques, l'astronomie, la physique, la chimie, l'anatomie et la physiologie, les sciences naturelles, la géographie, la chronologie historique et les faits qui s'y rattachent, en tant qu'ils sont hors de suspicion, la statistique, etc., se meuvent dans une absolue certitude. La plupart de ces sciences s'enchaînent logiquement comme des théorèmes de géométrie. Mais, bien qu'il y ait une hiérarchie dans les connaissances, les unes servent aux autres d'introduction, il n'en est point dont le germe ne soit visible au début. L'humanité primitive a prodigué sa curiosité partout à la fois. Des nécessités urgentes, servies par le hasard, ont amené certaines découvertes, indépendamment de toute science. La curiosité des enfants reproduit celle des premiers hommes ; toujours elle déborde la théorie. Dès lors, il est naturel d'étendre l'instruction primaire sur l'ensemble des connaissances humaines, et d'élever l'édifice scolaire, de manière que chaque étage supérieur porte exactement sur l'étage inférieur.

L'instruction peut devenir encyclopédique sans faillir à la hiérarchie des sciences. Les notions essentielles de la physique, de la chimie, de la biologie, de la sociologie n'exigent qu'une faible préparation mathématique. L'école primaire se contenterait d'un programme exposant d'abord le plan général de la science, les



subdivisions qu'il comporte, l'interdépendance des diverses spécialités scientifiques, la terminologie propre à chacune d'elles, les principales vérités qu'elles professent et les applications pratiques qui en découlent. Avant tout, il importe que l'enfant connaisse la signification du mot instruction, qu'il porte une vue d'ensemble sur l'édifice de la science, qu'il y pénètre et y circule, un fil conducteur à la main, jusqu'à ce qu'il conçoive une idée juste de ses proportions, de son aménagement et de son utilité. La forme concrète est de rigueur pour ce travail élémentaire. C'est le cas d'appliquer ce que l'on appelle la leçon de choses. Voyez cet objet ! Observez ce phénomène ! Ils portent tels noms ; ils appartiennent à telle classe ; ils occupent tel rang ; ils relèvent de telle science. Un mot qui porterait à vide serait incompris ou mal compris.

A ceux qui jugeraient dangereuse cette précoce familiarité de l'enfance avec les grands phénomènes et les grandes lois de la nature, il serait facile de démontrer, par l'expérimentation directe, que nulle science positive ne répugne à l'intelligence autant que les entités religieuses et les abstractions métaphysiques dont l'ancienne scolastique entretient l'abus. Sans doute, l'analyse mène à la synthèse ; sans doute, la notion positive de l'univers engendre une conception positive de l'univers ; mais c'est précisément vers ce but que doivent tendre tous les efforts de l'enseignement moderne. Transporté, dès ses premiers battements d'aile, sur les hauts sommets du savoir humain, l'enfant ne retournerait plus vers les bas-fonds où se traînent les cosmogonies antiques, les religions révélées et la vaine philosophie. La loi de la perfectibilité humaine l'empêcherait de redescendre les pentes si péniblement gravées par les générations antérieures, en lui montrant de nouvelles altitudes à conquérir, en lui criant à chaque défaillance : plus haut ! *excelstor* !

CH. MISÈRE.

(A suivre.)

# L'ESTHÉTIQUE OFFICIELLE & M. EUGÈNE VÉRON

## I.

L'esthétique est aujourd'hui en assez grande faveur. Il existe, depuis un certain nombre d'années à l'école des Beaux-Arts de Paris, un cours d'esthétique appliqué à l'histoire de l'art. L'Académie des sciences morales et politiques ayant proposé en 1857, pour sujet de concours cette question : « Rechercher quels sont les principes de la science du beau et les vérifier en les appliquant aux beautés les plus certaines de la nature, de la poésie et des arts, ainsi que par un examen critique des plus célèbres systèmes auxquels la question du beau a donné naissance dans l'antiquité et surtout chez les modernes? » cinq mémoires lui furent adressés avant le terme fixé; et celui qui obtint le prix, revu et considérablement augmenté par son auteur, M. Charles Lévêque, a été publié en deux gros volumes sous le titre de *La science du beau étudiée dans ses principes, dans son application et dans son histoire*. Enfin l'année dernière une chaire d'esthétique a été créée au Collège de France.

Les rapports de l'art et de la poésie avec la philosophie et les idées générales n'ont pas été jusqu'ici complètement négligés en France; mais presque toujours ils n'ont été l'objet que de discussions en quelque sorte incidentes, et jamais il n'en a été fait un examen spécial un peu approfondi. Les leçons du cours de 1818, où Victor Cousin s'est occupé du Beau, n'ont été, à bien prendre, qu'un prétexte pour exposer et expliquer une fois de plus la fameuse théorie sur le fini, l'infini et leurs rapports. Dans *Le vrai, le*

*beau, le bien*, si Cousin a parlé de l'art avec cette ampleur oratoire qui lui était propre et frisait la déclamation, il s'est borné à décrire d'une manière plus ou moins sommaire les éléments essentiels, les conditions fondamentales de son existence; il lui a assigné pour but suprême l'expression de la beauté morale, entendant par là, outre la beauté morale, toute beauté spirituelle, et finalement il a subordonné l'art à la morale. Le livre de Jouffroy, le *Cours d'esthétique*, offre une suite d'observations, d'études singulièrement ingénieuses, précises et délicates; mais on ne peut guère y voir que des analyses psychologiques où il est beaucoup plus question de l'idée, du sentiment du beau, des effets produits sur nous par le beau, que du beau lui-même et de l'art.

Il n'y a pas là de quoi pleinement satisfaire ceux qui aspirent à connaître l'essence des choses, leur origine et leur fin. Ce qu'ils veulent savoir, c'est ce qu'est le beau en soi, d'où il procède, comment il se manifeste, et on ne le leur a pas encore appris d'une façon claire et précise. Aussi dans les hautes régions académiques et administratives on a tenu compte de ce désir que l'on y considère vraisemblablement comme rationnel et légitime.

La question est fort ancienne. Traitée à plusieurs reprises par des érudits et des philosophes partant de données très-différentes, elle a toujours été posée à peu près dans les mêmes termes. Ceux-ci, cette fois encore, n'ont pas été sensiblement modifiés. Il y a donc lieu de supposer que pour les rédacteurs du programme, l'esthétique est et doit être ce qu'elle était il y a un ou plusieurs siècles, et que l'ouvrage couronné, devenu par cela même presque classique, exprime la pensée, formule la doctrine de ceux qui, dans les académies et le gouvernement, sont chargés de veiller au maintien du goût et à la diffusion des lumières.

Après avoir affirmé « que le beau est, en dehors de nous, une certaine chose distincte de nous, et par conséquent distincte de la connaissance que nous avons du beau, de l'émotion qu'il nous cause et de l'action qu'il nous inspire. » M. Lévêque prend une fleur, un lis, l'examine, l'étudie et en décrit les diverses parties. Il admire sa beauté, il y remarque huit caractères essentiels, puis il réduit ces huit caractères à deux principaux, la *grandeur* et l'*ordre*, et il arrive à cette conclusion : « le beau lis est celui dont la forme visible, aussi grande et aussi ordonnée que la forme idéale de l'espèce, manifeste une puissance vitale agissant avec

toute la grandeur et tout l'ordre propres à la puissance idéale de l'espèce. » Les éléments constitutifs de la beauté chez l'homme paraissant identiques aux éléments constitutifs de la beauté dans le lis, M. Lévêque infère de là que le phénomène intellectuel de la connaissance du beau se ramène toujours aux trois idées de grandeur, d'ordre et de puissance active. Mais, suivant lui, la connaissance esthétique comprend trois notions, celle « de certains signes expressifs d'une puissance active ou vivante, » celle « d'une puissance active ou vivante exprimée par ces signes extérieurs, » celle « d'un type idéal auquel ces signes et cette puissance sont plus ou moins conformes ; » et il ne connaîtra vraiment le beau que lorsqu'il connaîtra ce type idéal. Il le cherche dans les choses finies, il ne l'y découvre pas ; il franchit les limites de la psychologie ; il entre en pleine métaphysique, il passe du créé à l'incrée et se réfugie dans l'infini en qui seul réside la beauté parfaite, la beauté absolue.

L'art ne saurait avoir d'autre objet que la réalisation du beau, rien que la réalisation du beau, ce qui signifie, fait observer M. Lévêque, que l'art est « l'interprétation de la belle âme ou de la belle force, au moyen de leurs signes les plus expressifs, c'est-à-dire au moyen de formes idéales. » Et par formes idéales il faut entendre celles qui sont produites d'après un type à la fois idéal et vivant.

L'idéal dont il s'agit ici est ce qu'on est convenu d'appeler l'idéal platonicien, lequel est « dieu lui-même conçu par la raison dans le pur enthousiasme de l'amour. » Pour Platon, on le sait, nous avons connu le beau dans une vie antérieure, lorsque nous étions en rapport direct avec les dieux, et si, en présence de la beauté terrestre, l'idée du beau se réveille en nous, c'est « par le ressouvenir de ce que notre âme a vu dans son voyage à la suite de Dieu. » M. Lévêque repousse la théorie de la réminiscence qu'il considère, sans dire pourquoi, comme une hypothèse ; mais, quant au reste de la doctrine, il est à peu près entièrement d'accord avec l'auteur du *Phèdre* et du *Grand Hippias*. Il pense comme celui-ci que l'art « est à certains égards l'imitation de ce qui existe, » que cette imitation ne peut être complète, « puisqu'elle ne crée pas un être égal en vie et en réalité à l'être copié, idéal ou non, » et qu'elle ne doit pas tout imiter.

Passant ensuite en revue les définitions du beau et opinions sur le beau d'Aristote, de Plotin, de saint Augustin, de Hutcheson,

de Baumgarten, de Reid, de Kant, de Schelling, de Hegel, M. Lévêque les analyse et les discute. Il reproche à celle-ci une métaphysique erronée ou trop timide, à celle-là une psychologie, introduction nécessaire de toute esthétique, insuffisante ou nulle ; cependant il constate que, dans toutes, la question est résolue par la méthode et à l'aide des principes qu'il a cru lui-même devoir adopter. Ces analogies et ressemblances lui font espérer qu'il y aura de plus en plus une esthétique permanente, et il termine en formulant ces deux définitions, l'une pour la beauté en elle-même ou beauté invisible : « le beau est toujours, ou bien la force aveugle agissant avec toute la puissance et conformément à tout l'ordre marqué dans le type idéal de son genre particulier, ou bien l'âme vivant avec toute la puissance et conformément à tout l'ordre marqué dans le type idéal de son genre particulier ; » l'autre pour la beauté visible qui, elle, est « un signe extérieur puissant et ordonné, conforme au signe idéal de chaque genre et par là essentiellement apte à exprimer l'action puissante et ordonnée de la force ou la vie puissante et ordonnée de l'âme. »

Ces mots, force, âme, type idéal, ainsi employés, n'ont pas de sens très-précis. Ils ne sauraient vraisemblablement être bien compris que des esprits habitués aux spéculations métaphysiques. Ceux qui ne sont pas familiarisés avec ces opérations compliquées se demandent pour quel motif la réminiscence platonicienne est qualifiée d'hypothèse, alors que des conceptions non moins hypothétiques sont admises haut la main. Ceux qui en ont sondé les mystères déclarent hautement que M. Lévêque a exposé avec un soin extrême et une rare sagacité l'ensemble des divers problèmes de l'esthétique ; cependant quelques-uns d'entre eux plus avisés ont fait observer que la conséquence forcée de sa théorie était, soit de multiplier à l'infini, hors de toute mesure, les types *a priori*, simples concepts de la raison pure ; soit d'éliminer une à une de tous les êtres la plupart des particularités déterminantes, d'où résulterait fatalement un art froid, monotone, immobile, dénué de vie et de signification.

Le titulaire actuel de la chaire d'esthétique au Collège de France, M. Charles Blanc, ne s'est pas, autant que M. Lévêque, occupé de la question du beau à un point de vue spécialement métaphysique ; mais il confesse avec plus de ferveur encore sa foi platonicienne. Au début de sa *Grammaire des arts du dessin*, il dit formellement que nous apportons en naissant l'intuition du

beau, qui est l'idéal, et « sans doute une secrète réminiscence de la grâce primitive du genre humain. » L'ordre, la proportion et l'unité sont les éléments essentiels de la beauté ; on ne les rencontre que dans les êtres vivants, dans l'homme et les animaux, et le reste du monde offre seulement « le spectacle d'un désordre sublime. » L'art a pour mission « de rappeler parmi nous l'idéal, c'est-à-dire de nous révéler la beauté primitive des choses, d'en découvrir le caractère impérissable, la pure essence. » Il est absolu, et il est religieux, parce que le beau qu'il doit exprimer « est un reflet de Dieu même. » La forme humaine est celle de la beauté par excellence, car, lorsque nous l'apercevons en ce monde, la beauté humaine laisse « transparaître un instant la beauté infinie, la beauté divine. » La nature crée des individus, Dieu « seul a conçu les genres, » et le principal rôle de l'art, sa grandeur suprême consistent à remonter « de l'individu au genre, de l'accidentel au permanent, » à élever le portrait à la dignité d'un type, et à idéaliser la beauté individuelle, autrement dit à la concevoir à un degré supérieur de perfection et à la rattacher « elle périssable aux espèces qui ne périssent point. »

L'auteur de *La science du Beau* et celui de la *Grammaire des arts du dessin* ne diffèrent en somme que par les habitudes d'esprit, les procédés d'argumentation, les modes d'investigation. Il y a évidemment chez tous les deux identité de doctrine, et l'esthétique officielle pourrait se résumer en une sentence analogue à celle des vrais croyants de l'Orient : Dieu est le Beau, le Beau est Dieu et Platon est son prophète.

Les esprits cultivés admettent difficilement aujourd'hui qu'un « modèle parfait, l'idéal par excellence » qui « nous est inconnu comme le Dieu dont il est l'image <sup>1</sup> » soit propre à devenir l'objet, le fondement ou même le prétexte d'une science quelconque. Ils croient qu'on ne saurait rien construire de logique ni de durable sur l'incognoscible ; mais cela ne veut nullement dire qu'ils protestent contre l'esthétique ou en nient l'utilité. Ils reconnaissent au contraire que les manifestations du sentiment artistique et poétique ne sont pas les produits du hasard, que des règles, sinon des lois, président à leur développement, et qu'il est possible d'en déterminer l'origine et le but. Seulement ils pensent que pour arriver à un résultat de quelque importance, il faut

<sup>1</sup> *Grammaire des arts du dessin*, 326.

d'abord dégager la question des superfluités dont on l'a embarrassée, puis s'appuyer uniquement sur des données précises, positives, ou tout au moins probables. C'est la méthode qu'a suivie l'auteur d'un livre publié récemment, <sup>1</sup> et celui-ci marque assurément un pas en avant.

## II.

Il y a deux parties dans *L'Esthétique* de M. Eugène Véron, l'une négative ou critique, l'autre affirmative et jusqu'à un certain point doctrinale. Elles sont combinées entre elles et en quelque sorte amalgamées ; pourtant on parvient assez facilement à les distinguer. La première, celle qui a pour but de montrer l'inanité des théories métaphysiques sur le beau, n'est certes pas la moins originale et la moins intéressante.

Tout en procédant d'une façon parfaitement régulière, M. Véron s'écarte un peu de l'ordre que les esthéticiens choisissent d'habitude. Il commence par s'occuper de l'origine et du groupement des arts, des sources et des caractères de la jouissance esthétique, du goût, du génie, puis il cherche ce qu'est l'art, ce qu'est l'esthétique, et là il rencontre les théoriciens du beau et de l'absolu. Il relègue à l'appendice l'examen détaillé de l'idéal platonicien ; mais il en trouve assez de traces dans les opinions et les écrits de ceux qui s'en proclament les zélateurs pour le discuter et le combattre efficacement.

L'aversion pour l'absolu et les entités métaphysiques date du reste de loin chez M. Véron, qui a écrit, il y a une quinzaine d'années, un livre où il s'efforçait de découvrir « dans l'histoire des arts le sens philosophique des principales manifestations de l'esprit humain et d'en construire, tant bien que mal, une théorie historique du progrès intellectuel <sup>2</sup>. » Le point de départ de sa thèse était que l'intelligence se transforme, se complète et que son développement progressif se traduit au dehors par l'excellence

<sup>1</sup> *L'Esthétique*, par Eugène VÉRON. Bibliothèque des sciences contemporaines, Reinwald et C<sup>ie</sup>, 1878.

<sup>2</sup> *Supériorité des arts modernes sur les arts anciens*, par M. Eugène VÉRON. Guillaumin et C<sup>ie</sup>, 1862.

progressive de ses œuvres. Il considérait déjà les *idées* de Platon, types des choses, comme une sorte de révélation permanente rappelant par plusieurs côtés la doctrine de la vision en Dieu de Malebranche et la théorie cartésienne de la raison. Il s'élevait contre les faiseurs d'esthétique convaincus que « le sentiment du mieux qui constitue leur propre idéal, au-delà et en dehors duquel ils ne conçoivent rien, est et doit être exactement le même dans toutes les âmes » et il pensait que la valeur d'une œuvre quelconque ne peut être appréciée que d'après le nombre et la profondeur des émotions et des idées qu'elle suscite en nous, d'où il suit que la valeur de l'œuvre est « toute relative, subordonnée au degré de sensibilité ou d'intelligence de chacun des hommes auxquels elle s'adresse. » Il faisait remarquer que les psychologues n'aboutiront jamais à des conclusions sérieuses tant qu'ils présenteront des abstractions généralisées comme des résultats de leurs observations ; que, de plus, pour comprendre la marche et le vrai développement de l'esprit humain, il ne suffit pas d'étudier un seul des moments de celui-ci, qu'il faut fouiller, scruter tous les temps, tous les hommes, appliquer aux sciences de l'âme la méthode d'observation en usage dans les sciences naturelles et il croyait que, le matérialisme, l'idéalisme, le sensualisme, le spiritualisme, l'éclectisme disparaissant alors forcément, il ne viendrait plus à l'esprit de personne la fantaisie de supposer qu'en présence du progrès général l'art et la poésie pussent seuls déchoir. Enfin il disait : « Je ne sais ce qu'est le beau, et j'ignore s'il existe. Je ne connais et ne puis étudier que l'impression esthétique. Il me suffit de savoir quand et comment elle se produit. »

Les idées de M. Véron sur ce sujet complexe et assez ardu ne se sont nullement modifiées. Le temps, la réflexion, des études nouvelles les ont, au contraire, confirmées, fortifiées et élucidées. Peu disposé à se payer de mots, M. Véron ne s'arrête pas longtemps à analyser, à discuter les assertions dogmatiques, les raisonnements plus ou moins spécieux, plus ou moins subtils, sur lesquels est élayée la théorie du beau absolu. Jugeant que celle-ci relève plutôt de l'imagination que de l'esprit scientifique, il va droit au but et se place presque immédiatement sur le terrain des réalités humaines. Au lieu d'argumenter à perte de vue à propos de l'être et du non être, de l'accidentel et du permanent, de l'individu et de l'espèce, il expose succinctement les faits, il décrit les princi-



paux phénomènes physiologiques et psychologiques qui se produisent dans la création et la contemplation de l'œuvre d'art, et il arrive facilement à montrer, par ce mode de critique en quelque sorte indirect, combien l'idéal platonicien a un caractère factice, chimérique, et à quel point ses partisans ou défenseurs sont en dehors de la vérité des choses.

L'art est « un produit spontané, immédiat et nécessaire de l'activité humaine. » Il procède du sentiment du *mieux* que tout homme porte en soi. M. Véron en voit la preuve dans ce que nous possédons des époques préhistoriques, dans ces ossements et fragments de pierre, où l'on parvient à découvrir, outre des imitations plus ou moins grossières de figures d'animaux, « des ornements dont l'invention démontre la recherche volontaire et personnelle de formes imaginaires. » Ces grossiers tâtonnements suffisent à indiquer que le goût pour certaines combinaisons de lignes, de formes et, sans doute aussi, de mouvements, de couleurs, de sons, ne dépend aucunement de l'état plus ou moins avancé de la civilisation, qu'il est inhérent à l'homme, et que c'est chez l'homme qu'il faut l'étudier, non ailleurs,

Celui qui est doué de facultés esthétiques créatrices éprouve le besoin de manifester au dehors, par des formes et des signes expressifs, les émotions qu'il ressent. Ces émotions résultent de l'excitation des fibres de la sensibilité, laquelle est surtout causée par les vibrations plus ou moins accentuées, plus ou moins variées des ondes sonores ou lumineuses. L'intensité de l'émotion, la vivacité de la sensation excluent chez l'artiste ou le poète de génie l'analyse des choses « et les détails se fondent en une impression totale qui a pour caractère d'exagérer spontanément la note dominante, et d'atténuer ou même de supprimer tout ce qui ne concourt pas à cet effet général. C'est par là que se marque la personnalité de l'artiste, car il faut bien comprendre que cette note dominante est bien plus dans l'artiste même que dans l'objet. C'est ce qui nous autorise à dire, ajoute M. Véron, que l'œuvre est toujours la mesure exacte de la valeur de l'homme, au moment du moins où il l'a produite et relativement aux qualités dont elle exige le concours. Les artistes médiocres se ressemblent tous plus ou moins, parce qu'ils ne dépassent pas la sphère des impressions élémentaires, communes à tous. L'excitabilité exceptionnelle et la préoccupation presque exclusive d'une impression dominante, qui caractérisent le génie artistique,

expliquent à la fois et la supériorité du génie sur le goût, laquelle consiste surtout dans la puissance créatrice, et son infériorité possible au point de vue de la correction et de l'application des règles de pure logique. »

Le plaisir que ressent celui qui contemple une peinture ou une sculpture, assiste à une représentation dramatique, ou lit un poème, a de même pour origine la concordance harmonique des vibrations, à laquelle vient en outre s'ajouter l'unité finale de la pensée qui a donné naissance à l'œuvre d'art ou de poésie. Ce qui constitue au fond la jouissance esthétique, c'est l'exagération momentanée de l'activité cérébrale ; mais ce qui la caractérise particulièrement, c'est de se rattacher d'une manière directe et spontanée aux centres nerveux où s'élaborent les sentiments et les idées, d'éveiller en nous les notions d'ordre, d'harmonie, de proportion, de convenance, de variété, d'unité, de vie, et d'être, en définitive, une joie admirative. L'admiration sympathique pour l'œuvre et celui qui l'a conçue « ne saurait aller sans une conscience plus ou moins claire des difficultés qu'a eu à surmonter l'auteur et des conditions qu'il a dû remplir. » La principale de ces conditions est « la convenance de l'idée à la chose et de la forme à l'idée. »

De la description des phénomènes qui se produisent et dans la création de l'œuvre d'art ou de poésie et dans la jouissance esthétique découle tout naturellement la définition générale de l'art, lequel est « la manifestation d'une émotion se traduisant au dehors, soit par des combinaisons expressives de lignes, de formes ou de couleurs, soit par une suite de gestes, de sons et de paroles soumis à des rythmes particuliers. »

Si cette définition de l'art est exacte, — et elle paraît aussi juste que compréhensive — il est difficile d'admettre sans restrictions ni modifications celle qu'on donne de l'esthétique, qualifiée d'ordinaire science du beau. M. Véron l'établit clairement et nettement. Il n'a pas de peine à montrer que le beau, tel que l'entendent les métaphysiciens et à leur suite les académiciens, le beau un, universel et immuable, prototype de la perfection, but idéal des aspirations humaines « repose sur une pure hypothèse que rien absolument ne justifie. » Le langage, soit par impuissance d'analyser les sensations et de distinguer entre des perceptions voisines, soit par besoin de simplification et de généralisation, a résumé dans le mot de beauté l'ensemble des impres-

sions admiratives ; mais cela n'est pas une raison suffisante pour que les métaphysiciens soient en droit de conclure à l'unité fondamentale et substantielle de la cause de ces impressions, en fait très-diverses. « A moins de retrancher du domaine de l'art une bonne partie des œuvres qui font le plus d'honneur au génie de l'homme, ou de violenter étrangement le sens du mot, il est complètement impossible que cette conception du beau suffise aux aspirations des artistes. L'art s'adresse en réalité à tous les sentiments sans exception ; espoir ou terreur, douleur ou joie, haine ou amour, il rend toutes les émotions qui agitent le cœur de l'homme sans s'inquiéter de leur rapport avec la perfection visible ou idéale. Il exprime même le laid et l'horrible, sans cesser d'être l'art et de mériter l'admiration. » Et à l'appui de sa thèse M. Véron cite entre autres exemples *l'Iliade* avec ses héros s'accablant d'injures grossières, *l'Enfer* et ses tortures effroyables ou hideuses de damnés, le *Champ de bataille d'Eylau* offrant toutes les horreurs d'une scène de carnage.

La beauté de ces œuvres et de bon nombre d'œuvres du même genre ne saurait être contestée. Quelle en est l'origine ? Ce n'est pas la nature du sujet, qui, en lui-même, est presque répulsif. Ce n'est pas la vérité de l'imitation, car il est impossible que celle-ci reproduise identiquement l'objet et d'ailleurs il est contradictoire que l'exacte et ponctuelle reproduction d'un objet laid soit belle. C'est uniquement, dit M. Véron, l'intervention du génie de l'homme excité par une émotion spéciale, et la beauté de l'art est de création purement humaine. « Il n'y a de beau dans l'œuvre d'art que celui qu'y met l'artiste. C'est le résultat même de son effort et la constatation de son succès. Toutes les fois qu'un artiste, vivement frappé d'une impression *quelconque*, physique, morale ou intellectuelle, exprime cette impression par un procédé quelconque : poème, musique, statue, tableau, édifice, de manière à la faire passer dans l'âme du spectateur ou de l'auditeur, l'œuvre est belle, dans la mesure même à l'intelligence qu'elle suppose, de la profondeur de l'impression qu'elle exprime et de la puissance de contagion qui lui est communiquée. » Le beau relève de l'art et non pas l'art du beau. Celui-ci n'a pas d'existence qui lui soit propre, il doit entièrement la sienne à celui-là. Aussi M. Véron voudrait-il, qu'au lieu de qualifier l'esthétique *science du beau*, on l'appelât la *science du beau dans l'art*, et préférerait-il plus encore que l'on dise simplement :

L'esthétique est la science qui a pour objet l'étude des manifestations du génie artistique.

Le beau essentiellement, uniquement destiné à séduire, à charmer l'œil et l'oreille joue un rôle dans l'art et même un rôle important. M. Véron est loin de le nier. Seulement l'art où ce beau domine à l'exclusion de tout autre est un art relativement subalterne. Il comprend, sous le nom d'art décoratif, les œuvres de peinture, de sculpture, d'architecture, de musique et même de poésie, dans lesquelles les combinaisons de lignes, de couleurs, de sons, de rythmes ne procurent et ne prétendent procurer à l'auditeur, lecteur ou spectateur qu'un plaisir en quelque sorte matériel. C'est un art très-légitime, très-considérable, qu'on doit grandement estimer et admirer, mais il en est un autre « l'art expressif » qui lui est supérieur. Le premier ne dépasse guère les limites du beau physique, de l'élégant, du joli, du gracieux, tandis que le second, sans dédaigner aucun de ces éléments, est avant tout préoccupé de la valeur, de la force des idées et des sentiments, et donne à la fois le signe et la chose signifiée. Pour qu'une œuvre d'art soit expressive, au vrai sens du mot, il faut qu'elle porte la marque d'une sensibilité et d'une imagination s'élevant au-dessus de la moyenne et qu'elle dénote chez son auteur une manière de voir et de comprendre les choses qui lui appartienne en propre.

L'art décoratif fondé sur la notion de beauté et n'ayant d'autre but que la réalisation plus ou moins parfaite de la beauté a produit dans le passé de nombreux chefs-d'œuvre ; mais il ne suffit plus à notre temps dont les tendances ont évidemment une direction différente. « Le caractère particulier de l'art moderne, dit M. Véron, est d'être expressif. A travers la forme, il poursuit la vie morale, il cherche à s'emparer de l'homme tout entier, corps et âme, sans sacrifier l'un à l'autre. Il se pénètre de plus en plus de cette idée toute moderne que l'être est un, même en dehors de la métaphysique, et qu'il ne peut-être complet qu'à la condition de ne pas séparer l'organe de la fonction. La vie morale est une résultante générale des conditions même de la vie physique. L'une est liée à l'autre par des liens intimes et nécessaires, qu'on ne peut rompre sans tuer l'une et l'autre. Le premier soin de l'artiste doit être d'en chercher et d'en saisir les manifestations de manière à en comprendre et à en marquer l'unité. »

## III.

La théorie des arts particuliers, sujet de la seconde partie de *L'Esthétique*, est pour M. Véron l'occasion de remarques judicieuses sur la pratique de la peinture, de la sculpture, de l'architecture, de la musique, et sur les erreurs de l'enseignement académique, mais rien d'essentiel n'y vient modifier les principes généraux exposés précédemment ou s'y ajouter. Les moyens d'expression varient. Le fond de l'art et de la poésie est toujours identique à lui-même. C'est l'homme avec ses vertus et ses vices, ses sentiments et ses passions, avec l'idéal progressif et perfectible qu'il se crée, dont il est l'origine et la fin. L'esthétique se forme, se développe en lui et par lui ; elle n'a d'autre objet que lui ; elle ne s'exerce sur aucune substance existant en dehors de lui.

L'élimination du beau considéré au point de vue objectif est la principale originalité de *L'Esthétique*. M. Véron ne s'y borne pas en effet à traiter le beau absolu de chimère ; il juge inutile de réfuter la théorie qui fonde le beau artistique sur l'interprétation de « la belle nature » et il déclare que « malgré la consécration éclatante que lui ont donnée trois académies en couronnant le livre de M. Ch. Lévêque sur *La science du beau*, » il se croira autorisé à penser ainsi tant qu'on ne lui aura pas montré « la belle nature » dans le *Pouilleux* de Murillo ou la *Méduse* de Géricault.

L'imitation de la belle nature paraît également à Diderot un principe artistique défectueux, car, dit-il, quoiqu'il y ait un maximum de beauté dans chaque ouvrage de la nature, pris en lui-même, il n'y a ni beau ni laid dans ses productions, si l'on envisage celles-ci quant à l'emploi qu'on en peut faire dans les arts. Mais Diderot appelle beau tout ce qui est capable d'éveiller en nous l'idée de rapports, et, bien qu'il nie le beau absolu, il reconnaît l'existence d'un *beau réel* et d'un *beau relatif*, entendant par le premier « tout ce qui contient en soi de quoi réveiller l'idée de rapports, » par le second « tout ce qui réveille des rapports convenables avec les choses auxquelles il en faut faire la comparaison ». Paul-Joseph Barthez, sans admettre l'innéité du senti-

<sup>1</sup> *Recherches philosophiques sur l'origine et la nature du beau. Œuvres complètes, X.*

ment de la beauté, croit que, par suite d'une disposition innée de l'âme humaine, ce sentiment se produit en elle, « à l'occasion de certains agréments des objets qu'elle trouve beaux<sup>1</sup>. » Il blâme les philosophes anciens et modernes d'avoir voulu ramener la beauté à un seul principe générique ; il s'applique à déterminer, par des observations plus ou moins minutieuses, les conditions particulières qui doivent être remplies pour exciter le sentiment de la beauté, et cependant, sa pensée s'éparpillant en une foule de détails, il ne parvient pas à formuler une définition même approximative du beau. Celle qu'en a donné Diderot est tellement générale, tellement vague, qu'à bien prendre elle n'en est pas une. Les écrivains, en petit nombre du reste, qui ont tenté la même entreprise que Barthez, et par la même méthode, ont échoué comme lui, si bien que plus la question a été étudiée, plus elle a semblé insoluble. M. Véron est donc parfaitement fondé à prétendre que le beau, en tant qu'objet substantiel de la création artistique ou poétique et de la connaissance esthétique, est un rêve métaphysique qu'il est prudent et sage d'écarter à jamais.

A ce beau qui, grâce aux académies, est devenu une sorte de *caput mortuum* de l'art et de la poésie, M. Véron substitue la personnalité de l'artiste ou du poète et la réalité. Il montre clairement, péremptoirement la légitimité et la solidité de ce double principe. L'une et l'autre lui paraissent indispensables à la création de toute œuvre saine et vraiment digne d'attention, pourtant il ne leur attribue pas une égale importance. Il a une tendance évidente à donner le premier rôle, un rôle absolument prépondérant, à la personnalité, et il subalternise peut-être à l'excès celui de la réalité. Celle-ci a et doit avoir une action plus précise et plus marquée. Les artistes et écrivains qui prennent le titre exclusif de réalistes, ceux du moins qui ont une véritable valeur, se trompent quand ils affirment copier exactement la réalité sans la modifier en quoi que ce soit. Cela est vrai, et il n'y a pas lieu de s'en étonner énormément. Gustave Courbet, bien qu'il fût un peintre de beaucoup de talent, n'était certes pas un grand clerc ès-sciences philosophiques et esthétiques. Les inventeurs en tout genre ont généralement une assez médiocre aptitude à découvrir et à expliquer comment naissent et se développent leurs propres conceptions ou celles des autres. Mais leur incomplète clairvoyance et

<sup>1</sup> *Théorie du beau dans la nature et les arts*. Ouvrage posthume de BARTHEZ, 1807.

leurs méprises ne sont pas des motifs suffisants pour assigner à la réalité un rôle plus modeste qu'il ne convient et condamner le réalisme.

De fait, la réalité est la pierre angulaire, le fondement nécessaire, obligatoire de tout art, de toute poésie, et, sans elle, la personnalité est à peu près entièrement réduite à l'impuissance. C'est uniquement elle qui fournit à cette dernière les idées qu'elle met en œuvre, qui suscite en elle les sentiments dont elle s'inspire ; c'est elle seule qui la préserve des fausses notions, des irrémédiables aberrations de la théologie et de la métaphysique. C'est elle qui partout, et toujours, lui sert et doit lui servir de guide, et si l'une des deux est appelée à être subordonnée à l'autre, c'est la personnalité, soumise à des impressions très-diverses, quelquefois irréfléchies et peu rationnelles, plutôt que la réalité, réglée par des lois inéluctables. Notre ami et collaborateur Hippolyte Stupuy l'a excellemment démontré ici même, il y a peu de temps<sup>1</sup>.

Cette réserve faite, il faut pleinement approuver et accepter le double principe établi par l'argumentation de M. Véron et formulé pour la première fois avec cette franchise et cette netteté. Il répond à toutes les nécessités, à toutes les exigences légitimes de l'art et de la poésie, à celles du style aussi bien qu'à toute autre. Quiconque, doué de facultés esthétiques, interprète un des spectacles de la nature, développe une série de pensées ou de sentiments, est inévitablement amené à fixer son attention sur certaines parties de la réalité, qui s'offrent à ses yeux ou à son esprit, et à leur accorder plus de signification qu'à tout le reste. Sa personnalité, autrement dit son tempérament, ses dispositions intellectuelles, ses tendances morales décident seuls de ses choix, de ses préférences ; mais c'est de la réalité même qu'émane la caractéristique dont il essaie d'accuser fortement l'expression. Plus il met en évidence, agrandit et accentue les qualités qui l'ont vivement frappé et qu'il considère comme primordiales, comme essentielles, plus il atténue, sans toutefois les annuler, celles qui lui paraissent secondaires, plus son œuvre a de style et porte l'empreinte de sa propre individualité. Le style, ou la forme expressive la meilleure, la plus significative, la plus élevée, conçue par l'esprit de tel ou tel poète, de tel ou tel artiste, consiste donc dans la manifestation de la personnalité combinée avec la re-

<sup>1</sup> Voy. *Notice sur la vie et les œuvres de Sophie Germain*, t. XXII, p. 51 et suiv.

production de la réalité, et ne saurait consister en autre chose.

Ce qui est vrai de l'individu l'est également de l'école, du peuple ou de la race, qui, comme lui, ont une personnalité distincte ; aussi, de même qu'il y a des styles individuels, il y a des styles de race et des styles d'école. Mais le style que les défenseurs des doctrines académiques placent fort au-dessus de ces divers styles, le style en soi, le style général, absolu, le style en qui se résument les traditions transmises d'âge en âge par les maîtres et les manières classiques d'envisager la beauté, celui-là M. Véron le repousse aussi complètement que le beau lui-même. L'un étant la conséquence obligée de l'autre, ils sont forcément tous deux inadmissibles, le style absolu plus encore peut-être que le beau absolu, car une de ses qualités suprêmes est, selon ses admirateurs, d'être impersonnel, et ce n'est pas sans motif que l'auteur de *L'esthétique* avoue ne pas comprendre cette sublimité académique. Assez inintelligible en elle-même au premier abord, elle est néanmoins surtout erronée.

Une étude tant soit peu attentive des écoles d'art suivant leur ordre chronologique fournirait facilement la preuve que, plus elles ont avancé dans le temps, plus on s'y est efforcé de dégager de toute entrave la personnalité individuelle ou collective, et que l'introduction du style impersonnel y a toujours été le signal de la décadence. Un exposé même sommaire de la question, entendu en ce sens, et appuyé d'exemples probants, n'eût assurément pas été dénué d'intérêt ; il en eût eu autant, sinon plus, que les indications et discussions de pure technique, qui, dans *L'esthétique*, auraient pu, sans désavantage, être condensées et réduites sensiblement.

Une conception quelconque, a dit M. Comte, ne peut être bien connue que par son histoire. Cet axiôme a certainement son application dans l'art aussi bien et même mieux que partout ailleurs. Les œuvres supérieures, qui se sont succédé depuis la haute antiquité jusqu'à nos jours, représentent la matière des différents chapitres composant l'histoire de la conception de la beauté dans l'humanité. Elles ont une filiation ; elles procèdent de celles qui les ont devancées, elles préparent la voie à celles qui doivent les suivre et elles se partagent en groupes distincts ; et ces groupes, quelles que soient leur origine et leur nationalité, marquent les principaux moments de l'évolution artistique, en rapport constant avec ceux de l'évolution générale. Ce n'est donc



que d'après la série de ces groupes considérés dans leur ensemble qu'il est possible de comprendre et d'expliquer sûrement les transformations, les phases qu'a traversées la conception de la beauté.

Si l'esthétique est encore parmi nous un assez pauvre mélange de vagues conjectures, de formules creuses et pédantesques, c'est à l'absence d'une histoire générale de l'art non moins qu'à la rêverie métaphysique que nous le devons. Quoiqu'elle relève au premier chef de l'ordre que M. Littré a appelé la théorie subjective de l'humanité, pas plus que toute autre science, elle ne saurait se passer de l'étude des faits ni du contrôle de l'expérience. M. Véron, qui l'a ramenée du ciel, où elle a été trop longtemps confinée, sur la terre, où elle trouve les conditions normales de son existence entre la physiologie et la psychologie, lui a rendu un très-notable service. Cependant il est regrettable qu'il n'ait pas tracé les principaux linéaments d'une histoire générale de l'art, travail pour lequel il est d'ailleurs préparé autant que personne, et qu'il n'ait pas montré le génie artistique se développant de siècle en siècle, conformément aux principes déterminés et vérifiés par l'observation scientifique. Ainsi qu'il l'a dit lui-même, il n'y a pas d'esthétique définitive et fermée; mais son livre eût eu alors ce rare mérite d'offrir l'ensemble de l'esthétique, fondée de tous points, d'une façon ferme et précise, sur des données vraiment positives.

PIERRE PETROZ.

# UNE ŒUVRE POSTHUME

---

**Les Médecins**, par ALBERT CASTELNAU, 2 volumes, chez CALMANN LÉVY, éditeur.

Le manuscrit laissé par notre collaborateur et ami Castelnau, et dont notre notice nécrologique annonçait il y a deux ans la publication probable, vient d'être mis en librairie. Je veux dire tout de suite que cette œuvre, remarquable à plus d'un titre, serait de nature à augmenter nos regrets, si nos regrets avaient pu finir. En ce temps où la politique donne trop souvent l'autorité des hauts emplois à des hommes mal préparés au double point de vue de l'instruction et de l'éducation, lesquels hommes s'y annihilent dans les satisfactions épaisses, ils deviennent de plus en plus rares ceux qui, tout en remplissant les devoirs dont ils ont ambitionné l'honneur, pensent, travaillent, produisent, de telle sorte que, même après leur mort, ils servent encore la cause à laquelle ils appartenaient. Castelnau était de ces derniers. Nous le savions. Mais son œuvre posthume prouve que nous ne le savions pas assez. Le dire est un hommage qu'il nous plaît d'avoir à rendre à sa mémoire.

Fruit de recherches et de méditations assidues, cette œuvre, par la valeur des documents, la solidité des études préparatoires et la convenance du style, porte le cachet des écrits durables. Mais elle offre, en outre, un cachet tout particulier qu'elle a évidemment emprunté au caractère et à la situation de l'auteur. J'en donnerai sur l'heure deux exemples. Rien de plus sagace que l'appré-

ciation du rôle social des Médicis : d'où vient, sinon de ce que Castelnau, fils d'un banquier, riche, et faisant de sa fortune un noble emploi, était lui-même de cette aristocratie « du comptoir » dont ses héros marquent l'avènement ? Le portrait qu'il trace de Léon X vaut autant par la forme que par le fond ; il est de main de maître : n'est-ce pas parce que son esprit, raffiné comme celui de son modèle, l'entraînait aux jouissances délicates des lettres et des arts ? Cela est si vrai, que cela explique à la fois certaines beautés et certains défauts du livre, beautés que l'écrivain rencontre quand il s'oublie, défauts qu'il introduit quand il se regarde.

Aussi bien, Castelnau déclare-t-il dans un *Avertissement* qu'il a écrit ce livre « avec amour » non à titre d'histoire générale de la Renaissance en Italie, « sa visée est plus modeste » ; mais pour mettre en lumière quelques types d'une grande et attrayante époque, types dont on a trop parlé sur parole ; et, en effet, à ce point de vue restreint, il retrouve, analyse et commente des ouvrages peu ou mal connus — *l'Histoire d'Euryale et Lucrèce* (roman dû à la plume d'un pape), *l'Altercazione*, le *Morgante Maggiore* — rectifie des aperçus et fixe, mieux qu'ils ne l'étaient, les types de ces penseurs — Gémiste Pléthon, Marsile Ficin, Ange Politien, Luigi Pulci, Pomponace — qui remirent les catholiques occidentaux en possession de leur héritage ancestral.

Que la visée des *Médicis* n'ait pas été plus ambitieuse, je veux bien le croire ; toutefois, dès les premières pages, on s'aperçoit que la portée en est plus haute. Loin de se borner à restituer, par l'érudition, quelques hommes et quelques œuvres, l'auteur, par l'esprit philosophique, s'élève à la considération des éléments intellectuels ou sociaux qui sont, soit en dissolution, soit en activité, soit en puissance dans la phase historique à laquelle il s'attache. Çà et là, en un mot, l'histoire cédant le champ à la sociologie, de graves et importants problèmes sont abordés hardiment et examinés avec sagesse.

Bien mieux : une idée-maîtresse domine tout l'ouvrage, répand une discrète clarté en toutes ses parties, lui donne sa raison d'être au milieu des travaux des annalistes et, quoique les lettrés et les artistes puissent y trouver un utile enseignement, le signale surtout à l'attention des politiques et des philosophes. La Réforme qui, « au nom d'une superstition réduite, mais d'autant plus in-

tense »<sup>1</sup>, arrêta la Renaissance — « Luther appelait Loyola »<sup>2</sup> — a-t-elle été plus secourable à la vraie civilisation que ne l'eût été le renouveau païen dont les Mécènes de Florence et de Rome favorisèrent l'essor ? En d'autres termes, les peuples catholiques ont-ils participé tout aussi réellement que les peuples protestants — bien que sous d'autres formes et par d'autres moyens — à la première transformation révolutionnaire du système propre au Moyen-Age ? Le livre est là. C'est toute une enquête en laquelle les choses heureuses et les choses voulues concourent, avec le talent littéraire, à établir un jugement qui, selon moi, reste un peu dans le vague.

Le doute n'est pas possible, cependant : né protestant, imbu dans sa première jeunesse de la métaphysique révolutionnaire, Castelnau, on va le voir, s'était assez modifié par l'étude et l'observation pour ne pas confondre, d'une part, quant à la Réforme, une révolte intestinale avec une mutation fondamentale, d'une autre part, quant à la Renaissance, un mouvement insuffisant, bientôt dévié d'ailleurs, avec une tendance nettement déterminée. Je vais, parmi les documents, les tableaux, les portraits, les discussions critiques, les exposés de systèmes qui accompagnent le récit des événements, choisir les traits principaux où la pensée intime de l'historien *des Médicis* se révèle.

Et d'abord, sous quel aspect l'étude qu'il va entreprendre se présente-t-elle à son esprit ?

Castelnau distingue deux Renaissance. La première, commencée au onzième siècle et terminée à Pétrarque et à Boccace, qui, tout en maintenant la doctrine, a tenté de *christianiser* les éléments qu'elle avait pieusement — l'expression est de lui — recueillis du paganisme ; la seconde, celle des Médicis, qui, s'élevant de l'orthodoxie, reprend ouvertement les traditions antiques et cherche à *helléniser* le christianisme. Toutefois, ces deux époques se tiennent ; la seconde étant « un prolongement naturel de la première, dont elle n'eut qu'à épurer les clartés un peu troubles. »

Indication précieuse : l'auteur ne croit pas aux civilisations spontanées. Pour lui, non sans raison, les mots *réforme* et *renaissance* ne répondent en aucune façon à la réalité des choses :

<sup>1</sup> Tome II, p. 223.

<sup>2</sup> Tome II, p. 484.

celui-là marque une rupture des liens communs et non une réformation véritable des idées, des mœurs, des sentiments; celui-ci indique un compromis entre le dogme platonicien et le symbolisme catholique, et non un retour effectif à cette croyance, à cet idéal, à cette éthique dont le beau parleur du cap Sûnium enseignait les conditions. S'il avoue que le sacerdoce romain justifie l'attaque par son penchant à la théocratie, il voit très bien que le triomphe des insurgés ne peut aboutir qu'à une mentalité étroite, sèche, égoïste, anti-esthétique, sans possibilité pour une modification ultérieure; s'il considère qu'il y a intérêt pour les occidentaux à renouer la chaîne de leurs origines romaine et grecque, il comprend très-bien que cet essor de la pensée libre ne se produit pas dans les circonstances propices et, par conséquent, aliéné aux nécessités de la défense, se tournera contre l'émancipation qu'il préparait: c'est-à-dire que le *christianisme*, association fraternelle au début, s'étant ensuite sous le nom de *catholicisme* érigé au Moyen-Age en institution politique, va devenir avec le *papisme* une autorité sénile et sans office social.

Aussi, placé au point de vue de l'évolution humaine plus qu'à celui des accidents circonstanciels, ses sympathies sont-elles pour le Moyen-Age, ère organique, et pour la Renaissance, époque de perspectives nouvelles.

Il dit de l'un, après un tableau de son activité progressive trop méconnue :

« Tous les grands résultats du Moyen-Age — économiques, religieux, scientifiques — doivent donc trouver leur formule dans les œuvres poétiques, plastiques et musicales de ces siècles fertiles et complexes.

» L'avènement des classes laborieuses se formule par la cathédrale, œuvre anonyme, non plus du sacerdoce comme les basiliques romanes, mais des corporations et des communes; par l'harmonie commençant en musique, symbole de l'unité dans la variété du concours.

» L'unité morale s'affirme dans le culte catholique, autour de l'unité divine tempérée par l'association de l'ange et du saint au Très Haut. La Légende dorée complète l'Evangile. La chanson de Geste s'inspire de la chevalerie, dont les préceptes fortifient en les contredisant parfois, les commandements de la morale catholique.

» L'unité logique apparaît dans le poème encyclopédique de

» Dante, qui résume avec magnificence tout un cycle : organisation  
 » sociale, religion, science et philosophie.<sup>1</sup> » Et autre part : « Ou  
 » le christianisme devait rester la religion du petit nombre des  
 » élus, arche de Noé dans le déluge de la perversion générale, ou  
 » il devait se faire plus ou moins tout à tous et devenir au Moyen-  
 » Age (ce qui fit sa force et son utilité) l'organe de la seule disci-  
 » pline que les mœurs, à cette époque, pussent subir. Faute de  
 » distinguer ces deux points de vue, on reproche tout juste à  
 » l'Eglise le seul bienfait certain procuré par elle à la civilisation,  
 » malgré les abus de la confession et des indulgences. *La ques-  
 » tion n'est pas de savoir ce que valait sa morale*, mais si, en  
 » dehors d'elle, il pouvait s'établir une morale ; si, par exemple,  
 » les représentants semi-barbares de la société laïque avaient à  
 » proposer une science et une éthique supérieures à la théologie  
 » et à la discipline catholique<sup>2</sup>. »

Il dit de l'autre, après avoir apprécié les causes du conflit qui s'élève entre les prêtres quasi-émancipés et les moines pseudo-libres penseurs :

« Arrêtée par la Réforme, la Renaissance italienne céda le  
 » champ à la philosophie, aussi libre qu'elle, mais plus humaine  
 » et populaire, qui s'annonçait en France. Insuffisant ou dévié, le  
 » mouvement italien ne reste pas moins, par sa base rationnelle,  
 » le point de départ d'une émancipation à laquelle la foule devait  
 » finalement participer. C'était, du reste, un progrès déjà qu'un  
 » changement dans la nature de l'exploitation politique. La Féo-  
 » dalité avait fait son temps. Somme toute, la centralisation mo-  
 » narchique assurait aux peuples une existence meilleure. Ma-  
 » chiavel ne s'est pas trompé en prenant parti pour la tyrannie  
 » de Borgia contre les seigneurs à peu près indépendants du do-  
 » maine ecclésiastique<sup>3</sup>. »

Voilà qui est clair. L'unité théologique et l'unité monarchique ont été un progrès sur l'ignorance d'une laïcité semi-barbare et sur la violence d'une tyrannie disséminée. Castelnau le répète après Voltaire, après Stendhal. La rupture n'a été que superficielle. Dès le Moyen-Age les germes d'une émancipation plus réelle existaient, que la Renaissance a développés, que la science

<sup>1</sup> Tome I, p. 21.

<sup>2</sup> Tome II, p. 176. Il cite l'opinion conforme de Voltaire (*Essais sur les mœurs*, ch. xxx), et de Stendhal (*Histoire de la peinture en Italie* (introduction)).

<sup>3</sup> Tome II, p. 223.

moderne a menés à maturité. Et si la discipline et la morale inhérentes au régime catholico-féodal peuvent aujourd'hui être mises en cause utilement, ce que n'ont pu faire ni les scholastiques ni les humanistes, c'est parce qu'une morale et une discipline *autres*, c'est-à-dire de nature à plier la masse humaine à des habitudes supérieures, peuvent être proposées sans dommage, et, bien au contraire, pour le perfectionnement de notre espèce.

Et encore Castelnau ne se fait-il aucune illusion sur l'infirmité de notre espèce. Il écrit : « La trame du progrès social se fait » elle-même, pour une bonne part, à l'aide de calculs honteux » aboutissant à de non moins vils triomphes. Tel tondeur de peuple lui laissera le quart de sa toison pour faire oublier un pré- » décesseur qui la prenait toute. Ainsi progresse le monde : ainsi » peut-être progressera-t-il toujours<sup>1</sup>. » Pessimisme trop souvent justifié, même de nos jours, qu'il corrige d'ailleurs en sa conclusion par cette ferme parole : « Il faut croire aux résultats pour les » produire<sup>2</sup>. »

Castelnau est ici tout entier : avec une pointe de scepticisme quant aux hommes, et une foi profonde quant à l'humanité; les misères de l'un ne le trompant jamais sur les grandeurs de l'autre.

La question ainsi posée, la pensée intime de l'auteur ainsi dépouillée des ornements dont une plume délicate et un peu malicieuse se plaît à la couvrir, le livre — auquel la dernière main n'a pu être mise — ne saurait avoir pour nous aucune obscurité. Examinons-le donc sous les divers aspects — je diviserai de cette façon mon résumé — des lettres et de la philosophie, des arts, de la politique.

\* \* \*

§. *Les lettres et la philosophie.* — Nous sommes en 1439. M. Sédillot, dans un ouvrage des plus intéressants<sup>3</sup>, constate que, bien avant la Renaissance, Aristote<sup>4</sup> avait cessé d'être lu et compris dans les écoles où son nom seul servait d'enseigne, et que la

<sup>1</sup> Tome II, p. 221.

<sup>2</sup> Tome II, p. 484.

<sup>3</sup> *Les Professeurs de Mathématiques et de Physique générale au Collège de France*, par Am. Sédillot, avec des Notes de B. Boncompagni. (Rome, 1869.)

<sup>4</sup> Il avait été considéré au Moyen-Age presque comme un Père de l'église.

langue grecque, aussi bien que la langue hébraïque, était proscrite comme une source d'hérésies détestables <sup>1</sup>. Cependant, depuis un demi-siècle déjà, les galères de la « reine des villes, τῆς βασιλευσίδος τῶν πόλεων <sup>2</sup> » apportaient en Italie, avec les denrées précieuses, les livres des érudits byzantins; si bien qu'au moment historique où s'ouvre l'histoire des *Médicis*, les cités italiennes étaient prêtes pour recevoir la semence des lettres grecques.

Ce moment est celui du Concile de Florence, convoqué pour la réunion des Églises d'Orient et d'Occident; celui où l'empereur grec Jean II Paléologue, en grande pompe, vient demander au monde latin une réconciliation doctrinale et, par suite, une alliance contre les Turcs.

Mais que de questions à débattre avant d'arriver à un accord! « D'un côté, une église fondée sur la sujétion au pouvoir laïque; » de l'autre, le catholicisme occidental sacrant un empereur en Charlemagne, disciplinant les barbares et les agrégeant à la civilisation, fille de la Grèce et de Rome. — Ici, une société progressive née des débris de l'antiquité transformés par le christianisme et l'esprit germanique. Là, dans un cercle qui se resserre, la culture grecque sophistiquée par le théologisme, immobilisée par l'autocratie, efféminée par la tradition des sérails <sup>3</sup>. Aussi l'empereur amène-t-il à sa suite, pour soutenir le débat, une foule de prélats, de clercs, de moines, de philosophes. Parmi ces derniers, Gémiste Pléthon.

Je ne m'appesantirai pas sur le rôle que joua au concile le « savant restaurateur du platonisme ». Il fut grand. Je noterai seulement ce détail curieux que, favorable à la réunion des deux églises, le fond de sa pensée est de substituer au christianisme un polythéisme philosophique renouvelé d'Alexandrie; il dit formellement dans son *Traité des Lois*: « Dans peu d'années, tous les hommes embrasseront d'un commun accord une seule et même religion, à la première instruction qui leur en sera donnée par une prédication unique.... Et cette religion ne sera ni celle du Christ ni celle de Mahomet, mais une troisième qui ne différera point du polythéisme ». C'est là, évidemment, une pensée révo-

<sup>1</sup> M. le prince Boncompagni, s'autorisant d'un travail de Ch. Jourdain, publié dans la *Revue des Sociétés savantes des départements* (tome VI, année 1861, fait remarquer que, dès 1258, il y avait en France des professeurs d'hébreu.

<sup>2</sup> PERANTZA, *Annal.*, lib. IV, p. 309.

<sup>3</sup> Tome I, p. 92.



lutionnaire; et, cependant, Pléthon trouve pour protecteurs deux orthodoxes latins, le grand Cosme de Médicis, qui fondera l'Académie platonicienne, et le cardinal Bessarion, qui le défendra contre les attaques du grec Georges de Trébizonde : tant, déjà, le dogme chrétien a subi de profondes atteintes ! Il est vrai que la tentative de Pléthon avorlera, aussi bien que l'union un moment réalisée, plus en fait qu'en esprit, de Rome et de Byzance.

Ce qu'il m'importe d'examiner, c'est le point de sociologie que présente cette restitution du polythéisme ébauchée dans *le Livre des Lois*, et que, plus tard, Marsile Ficin, chanoine de la cathédrale de Florence, approfondira dans sa *Theologica platonica*<sup>1</sup>.

Les auteurs sont partagés en deux camps : les uns voient une chose heureuse et décisive dans la résurrection de l'esprit païen ; les autres lui attribuent une influence mauvaise. Que si la Renaissance marque un progrès qui pouvait aboutir tel quel, ils avaient donc raison, Julien l'Apostat et les Sages qui, plus réellement protestants que Luther et les siens, protestèrent contre le christianisme à son avènement ? Si, au contraire, il y a dommage, nos philosophes du XVIII<sup>e</sup> siècle, fils de l'antiquité par la Renaissance, eurent donc tort de pousser l'esprit humain, non au protestantisme théologique, mais à l'émancipation de toute théologie ?

i L'erreur est égale des deux parts.

... Certes, les sages de l'antiquité — dont beaucoup étaient émancipés<sup>2</sup> — avaient raison contre le christianisme naissant, en ce sens qu'il n'offrait pas aux intelligences d'élite une doctrine intellectuellement supérieure à la croyance établie ; mais il apportait — ce qu'on a le tort de méconnaître — « une transformation » populaire des notions de progrès moral, de fraternité, d'unité humaine ; que la Grèce avait posées, que Rome propagea par la discipline de ses armes et de ses lois »<sup>3</sup>. Car cette transformation fut, en effet, opérée. Voyez l'Église à son apogée et à son déclin. Au moment de sa grandeur et de sa force, elle est moins occupée de questions théologiques que de problèmes sociaux : « Réglementer les mœurs de l'aristocratie féodale, dont la barbarie, remontant par delà le droit romain, s'attaquait à la mo-

<sup>1</sup> Florence, 1482.

<sup>2</sup> César qui ne croyait pas à l'immortalité de l'âme, et le disait en plein sénat. Plinius qui déclare que « devant l'interprétation de la nature » c'est chose indigne que de croire à l'existence des dieux.

<sup>3</sup> Tome I, p. 248.

» nogamie, défendre les classes inférieures au nom de l'égalité  
 » devant Dieu <sup>1</sup>, amoindrir les conflits entre les puissances qui  
 » morcelaient les nations encore en germe, tel fut le rôle de la  
 » papauté. Sa persévérante politique se résume dans la Trêve de  
 » Dieu, dans les canons sur le divorce et les mariages consan-  
 » guins <sup>2</sup>. » Au moment où l'influence sociale se retire d'elle, sa  
 déchéance est marquée par une reprise des spéculations doctri-  
 nales : « En vrai platonicien qu'il était, Marsile établit d'abord la  
 » connexion de la philosophie avec la religion. S'appuyant de la  
 » révélation hébraïque et des traditions égyptiennes et persanes,  
 » de la légende orphique et des souvenirs du polythéisme romain,  
 » il déclare que prêtres et sages ont toujours poursuivi une foi  
 » commune. Ces deux classes de théologiens ne diffèrent dans leur  
 » recherche du divin que par le mode que chacune d'elles y em-  
 » ploie plus spécialement <sup>3</sup>. » S'il y a progrès, c'est, non pas  
 parce qu'on revient à une appréciation plus exacte des choses  
 dont la foi chrétienne aurait détourné l'esprit humain, mais parce  
 qu'on sort d'un cercle d'idées trop étroit, idées dont l'ensemble  
 dogmatique n'est plus en harmonie avec le milieu : de nouveaux  
 besoins se sont fait jour auxquels on cherche à satisfaire.

Semblablement, juger la Renaissance en bloc, soit pour louer,  
 soit pour blâmer, sans distinguer entre les multiples éléments qui  
 fermentent en son sein, c'est risquer de n'être ni vrai ni équitable.  
 Un auteur s'écrie : « Plût à Dieu qu'on n'eût pas ressuscité les  
 » lettres grecques ! On n'aurait pas ressuscité les utopies grec-  
 » ques. On n'aurait pas noyé la France et l'Europe dans le sang  
 » pour ressusciter des institutions grecques, mortes il y a plus de  
 » deux mille ans. On n'aurait pas vu, au XVIII<sup>e</sup> siècle, la parodie  
 » ridicule d'une religion disparue et la caricature des Thémis-  
 » tocle, des Démosthène et des Alcibiade <sup>4</sup>. » Parler ainsi, c'est  
 tout confondre : l'esprit grec altéré au contact des théocraties  
 asiatiques et qui nous revint par Alexandrie et Byzance — Platon  
 devint Plotin, puis Gémiste Pléthon et Marsile Ficin — n'est pas  
 le véritable génie hellénique, lequel se survit dans la littérature  
 latine, fille légitime d'Homère et de Thucydide, domine au Moyen-

<sup>1</sup> On canonise Crépin, humble cordonnier, aussi bien que Charlemagne, le puissant em-  
 pereur ; c'est là un sentiment inconnu au paganisme.

<sup>2</sup> Tome I, p. 269.

<sup>3</sup> Tome I, p. 269.

<sup>4</sup> MISMER, *Soirées de Constantinople*, p. 255.

Age par un Aristote enveloppé des gloses obscures de la scolastique, se continue avec Averroés et reparait à la lumière avec Pomponace, l'adversaire justement de l'idéalisme platonicien. L'auteur des *Medicis*, lui, ne s'y trompe pas : « Transmise d'un peuple à l'autre, la civilisation laisse d'ordinaire à celui qu'elle abandonne un résidu qui s'aigrit. Passant par Rome aux Occidentaux, le génie grec enfanta notre culture ; et ces pauvres Byzantins, si fiers de parler, sans trop d'altération, la langue de Démosthène, s'isolant dans une orgueilleuse décrépitude, discutent sur les trois hypostases<sup>1</sup>. » Il écrit cela, et, quand il note les analogies de la Renaissance et du XVIII<sup>e</sup> siècle, il les trouve dans les travaux des philosophes, non dans les fantaisies des politiques de boudoirs ; le dix-huitième siècle, c'est Diderot et la Révolution ; ce n'est point Barras et la réaction. Il conviendrait donc de distinguer, même dans le dommage. S'il y eut dommage, ce fut, non parce qu'on introduisit le coin du libre examen dans la rigueur du dogme, mais parce que catholiques<sup>2</sup> et protestants, les premiers hellénisant et les seconds hébraïsant, s'agitèrent en dehors des voies naturelles de l'évolution historique dont la loi impose à l'esprit d'aller du fictif au réel : les uns et les autres, n'ayant mieux, cherchaient un idéal en arrière.

En somme, deux grands et majestueux courants d'idées sillonnent l'époque des Médicis : l'Idéalisme platonicien qui, après avoir inspiré magnifiquement l'esthétique, disparaîtra sans avoir pu s'accommoder à l'orthodoxie catholique ; le Sensualisme aristotélique qui, ayant marqué le terme le plus avancé auquel la pensée libre pût alors atteindre et se fixer<sup>3</sup>, ira se confondre au dix-huitième siècle dans l'émancipation introduite par l'observation scientifique.

Rien de plus attachant que les pages que Castelnau consacre à l'exposé et à la critique des œuvres et des systèmes qu'il a choisis pour types. Que si son talent littéraire et ses procédés d'analyse rappellent ceux de M. Renan, placé sur un terrain plus ferme, il apporte en ces études plus de netteté d'esprit, plus de sûreté de coup d'œil.

<sup>1</sup> Tome I, p. 58.

<sup>2</sup> Quelques-uns étaient athées : Léon X, par exemple.

<sup>3</sup> Voir, *De Incantationibus*, p. 284-286, la théorie de Pomponace sur la croissance et la caducité naturelles des religions. Il dit formellement : « Ainsi, maintenant, dans notre foi, tout se refroidit, les miracles cessent, si ce ne sont ceux qui sont contrefaits et simulés : car la fin est proche. »

Voici, entre les deux excellents chapitres sur Pléthon et Marsile Ficin, une appréciation pleine de finesse du roman d'Æneas Sylvius, qui fut pape sous le nom de Pie II. Chose curieuse, n'est-ce pas, qu'un cardinal, diplomate et canoniste, écrivant un roman d'amour? Il est vrai que Pie II se repentira de l'avoir composé, disant dans une de ses Lettres : « Nous savons et affirmons  
 » expressément qu'il y a deux parties dans ce petit ouvrage : une  
 » simple histoire d'amour, trop libre, hélas ! trop brûlante d'un  
 » feu profane ; et une conclusion morale qui accompagne et édifie.  
 » La première, je le vois, bien des insensés et des pécheurs s'y  
 » attachent. La seconde, hélas ! presque personne ne s'y arrête<sup>1</sup>. »  
*Trop libre !* écrit le pape en rupture d'opinion pour cause d'arrivée au pouvoir. On en peut juger par ce passage où le romancier montre comment Euryale et Lucrèce, ses héros, mettent à profit un moment de liberté : « *Nec veneris hanc satietatem, et Ha-*  
 » *moni Thamar cognita peperit, sed majorem sitim excitavit*  
 » *amoris...* ». Et Castelnau d'ajouter malignement : « Pour la  
 » partie descriptive, pour l'étude des caractères et des phases de  
 » la passion, notre auteur en remontrerait à bien des romanciers  
 » d'aujourd'hui<sup>2</sup>. » Mais on a d'Æneas un autre écrit non moins curieux et plus original ; c'est une épître qu'il adresse au farouche conquérant de Constantinople, lui proposant, s'il consent à se convertir au catholicisme latin, de le sacrer comme l'impérial champion de la véritable Église ; si bien qu'alors « ce qu'il occupe  
 » maintenant par la force, il le retiendrait justement... L'Église  
 » romaine s'appuierait sur lui... Elle implorerait son bras contre  
 » ceux qui usurpent les droits de l'Église et dressent leur *corne*  
 » contre leur mère<sup>3</sup>. » Comparez à ce langage celui de Grégoire VII annonçant à Henri son projet de croisade « contre les  
 ennemis de Dieu », croisade qu'il veut conduire lui-même<sup>4</sup> ; il y a cette différence : ce qui était foi s'est transformé en exercice littéraire.

Puis, voici le groupe brillant des littérateurs qui, ralliés au néoplatonisme de Marsile, mêlent aux réminiscences du genre et des mœurs antiques les raffinements et les grâces de la sociabilité moderne. Ange Politien, le poète favori des Médicis ; Pic de la

<sup>1</sup> *Épist.*, oxon., p. 269.

<sup>2</sup> Tome I, p. 114.

<sup>3</sup> Tome I, p. 110.

<sup>4</sup> VILLEMANN, *Histoire de Grégoire VII.*

Mirandole, l'homme aux neuf cents thèses; Jérôme Benivieni, le futur disciple de Savonarole; Laurent le Magnifique, dont le poème trop peu connu — *l'Allegazione* — fait songer à Lucrèce et à Voltaire; Luigi Pulci, enfin, qui met l'ironie au service de l'imagination et de la raison. C'est par eux que la pensée glaciale du métaphysicien va être fécondée. Ils sont en même temps que poètes, érudits, juristes, polyglottes, hommes du monde, grands seigneurs, politiques, professeurs, historiens, que sais-je! théologiens même. Et, sous le ciel propice de l'Athènes italique, ils chantent, versifient, contemplent, s'émeuvent, décrivent, pensent, instruisent et s'instruisent, aiment et s'aiment. C'est un écho du passé, c'est un éveil de l'avenir. Grâces primesautières, doctes leçons, élégances recherchées, strophes inspirées, distiques attendris, billets rimés, poésies sacrées, poèmes philosophiques ou chevaleresques, tout cela, sans cesse, s'échappe de leur plume et s'envole de leurs lèvres, restituant la langue d'Homère, celle de Virgile, celle de Dante, mais aussi retrempant l'italien aux sources populaires. L'exubérant le dispute au délicat, l'emphatique à l'alambiqué, l'artificiel au sincère, l'austère au raffiné, le subtil au naturel, le faux au vrai; mais devant des beautés qui sont de tous les temps, on oublie des défauts qui n'appartiennent qu'à l'époque. La vie, une vie nouvelle, intense, active, lumineuse, féconde, palpite au sein de la vieille Italie.

Castelnau fait revivre à nos yeux ces hommes et ces œuvres.

Il faut lui savoir gré d'avoir reproduit dans son livre, quoique tant de citations le surchargent et l'alourdissent, nombre de morceaux<sup>1</sup> desquels — comme il nous en prévient dans l'*Avertissement* — on a trop parlé sur parole. Cependant je soupçonne qu'il s'est attaché à les rééditer, à les traduire et à les commenter un peu plus pour lui-même, le fin lettré, que pour nous. C'est là son péché mignon.

§. *La Politique*. — Quand donc serons-nous assez émancipés pour parler de la mythologie catholique comme Fénelon parle de la mythologie grecque? Les religions ne sont qu'une manifestation temporaire de l'esprit humain; il en faut juger, moins par la valeur intrinsèque des hypothèses dont elles émanent, que par

<sup>1</sup> *L'Allegazione*, de Laurent de Médicis, et la *Morganle Maggiore*, de Pulci, sont reproduits presque en entiers.

l'action qu'elles ont eue, à l'heure de leur crédit, sur l'existence collective.

C'est ici, dans l'examen des conditions politiques du milieu en lequel se produit la Renaissance — on sait quelles réserves suscite cette appellation consacrée — que l'influence du catholicisme apparaît dans tout son jour. On lui doit une évolution profonde, immense dans ses résultats immédiats ou futurs. Rien n'est plus différent, en effet, que la *Commune* du moyen âge et la *République* de l'antiquité. Que cette évolution ait été progressive, l'auteur *des Médicis* n'hésite pas à l'affirmer. Il n'est pas de ces dénigreurs systématiques à qui, non sans raison, M. Wyrouboff reprochait dernièrement, en cette Revue même, de confondre mal à propos les *servi* romains avec les *serfs* du régime catholico-féodal ; il sait que le servage fut autre chose que l'esclavage ; il comprend que les libertés et le droit de la démocratie moderne sont en germe dans l'organisation politico-industrielle de Florence, de Sienne, de Pise, et que cette organisation, opposant déjà au système fondé sur la guerre un système fondé sur la prédominance du labeur pacifique, entraîne nécessairement une définition meilleure — meilleure ne veut pas dire sans défauts — du droit et des libertés publiques. Aussi, écrit-il : « Les cités antiques » étaient des castes fermées. Un patriciat, une plèbe : au-dessous, » quelques prolétaires, quelques étrangers (*métæques*), et l'im- » mense tourbe des esclaves. Par suite de cette organisation, qui, » réservant aux citoyens oisifs, ou à peu près, les fonctions no- » bles de combattre et de gouverner, faisait d'eux seuls des *per-* » » *sonnes*, des mains serviles exerçaient l'industrie. Simple organe » de la production matérielle, l'esclave fut une *chose*. De là ce » qu'on pourrait appeler le grand anonymat de l'histoire, ce si- » lence dédaigneux sur ce qui constitue la vie même de l'huma- » nité : l'industrie qui la nourrit, les puissances désormais souve- » raines de la production et du crédit, les labeurs, les souffrances, » l'ascension lente et tourmentée de la masse vers les lumières et » le bien-être. Tant que le seul, puis le principal moyen de s'en- » richir est la conquête, l'organe industriel demeure subalterne, » esclave ou méprisé. La possibilité d'accomplir par les bras d'in- » nombrables servitudes des entreprises industrielles qui, pour » être exécutées par un petit nombre, exigent des raffinements » de calcul, de subtiles applications du savoir positif, permet à » l'élite sociale de se désintéresser à peu près de toutes les préoc-

» cupations. De cet état social il ne reste guère trace que dans  
 » quelques préjugés et dans cette expression d'œuvre *servile*,  
 » consacrée par la morale catholique. » Et plus loin : « A résumer,  
 » sous le rapport économique, la différence des deux systèmes,  
 » l'un apparaît comme une garantie de propriété terrienne (plus  
 » ou moins oisive), l'autre comme une garantie de monopole in-  
 » dustriel, partant de travail. Là est le progrès. <sup>1</sup> »

Quoique, ici, la souveraineté se trouve encore confondue avec la propriété, il y a un progrès incontestable ; mais un progrès qui en appelle et en prépare un autre, celui de la liberté fondée sur le respect de l'individu et le sentiment d'une justice égale que, bien plus tard, la Révolution française inaugurerait. Je dis *inaugurerait* car il s'en faut de beaucoup que ce progrès soit réalisé, et, de même que les catholiques se sont transformés en papistes pour faire obstacle à l'avènement définitif de la mentalité scientifique, de même les « princes du comptoir » se sont changés en *bourgeois fainéants* pour entraver l'adaptation de la pensée moderne au milieu qu'elle a modifié. En fait, malgré les apparences, Castelnau le voit et le dit, « le farouche apophthegme subsiste toujours : *adversus hostem æterna auctoritas* <sup>2</sup>. »

Quoi qu'il en soit, et malgré le cortège des penseurs, des artistes et des poètes qui plaide pour eux, le progrès qu'il constate n'aveugle pas l'historien des *Médicis* « sur les ambitions vul-  
 » gaires qui les assimilent à tous les autres tyrans, à ces hommes  
 » de ruse et de proie qui encombrant l'histoire de leur gloire  
 » bruyante et monotone <sup>3</sup>. » Ce qui le touche dans ces sociétés italiennes de la Renaissance, c'est qu'elles offrent une ébauche du monde occidental tel qu'il se transforme à cette heure. L'industrie s'y fait place victorieusement. La dignité du bourgeois éclipse celle du baron. On sollicite la roture. Certains nobles, comme les Buonarroti, changent de nom et se font inscrire dans les corporations. La puissance productive devient peu à peu l'élément principal de la politique. « Le crédit se pose comme un nou-  
 » veau principe de cohésion sociale : le commandement prend la  
 » forme de commandite. » Si bien que l'évolution sociale accomplie par les grandes communes aboutit, à Florence, à un régime sin-

<sup>1</sup> Tome I, p. 190-191.

<sup>2</sup> Tome I, p. 190.

<sup>3</sup> Tome I, p. 230.

<sup>4</sup> Tome I, p. 192.

gulier, la royauté de la Banque. Effectivement, Cosmo est un dictateur-négociant. Et ici, Castelnau pose le problème dans toute sa netteté : la puissance du crédit remplaçant la force du glaive, ceux qui dirigent les glaives dépendant de plus en plus de ceux qui distribuent le crédit, les banquiers remplaceront-ils les rois ? La page où ce problème est examiné est à citer tout entière :

« Si l'on regarde l'histoire du passé, celle du présent surtout, à côté des pouvoirs qui s'imposent de force (militaires ou industriels, qu'importe ! ) on voit la démocratie persister et grandir. L'autorité des gouvernants prendre de plus en plus sa source ou sa sanction dans la volonté et le concours du plus grand nombre des gouvernés. — Si, d'un autre côté, l'autorité est une force qui doit à jamais se poser et s'imposer, deux termes irréductibles forment par leur antagonisme nécessaire le jeu des civilisations : l'égalité (ou le nombre), la hiérarchie (ou la force). Le progrès en ce cas ne consiste pas à supprimer des forces qui, de par le NOMINOR LEO, se placent au sommet social, mais, dans la mesure du possible, à les réduire, à les neutraliser. La démocratie n'est qu'une protestation éternelle, mais de plus en plus écoutée par la force de moins en moins maîtresse. De l'anthropophage au maître d'esclaves, au seigneur de serfs, au propriétaire, au patron moderne; du sultan au roi, du roi au banquier, le progrès est évident. Les termes de cette progression se marquent par les garanties qu'obtiennent contre les puissants les faibles combinant toujours avec plus d'intelligence et d'accord leur action collective. Mais les forts, bien que réduits, n'en restent pas moins les forts, les chefs réels. Qu'importent les apparences et les titres ? Cosme de Médicis est vraiment roi de Florence, parce que, dans une société où le travail prévaut sur la guerre, sa puissante maison monopolise le crédit. — C'est là évidemment une forme plus douce du commandement, du droit primitif de vie et de mort réduit (pour le pire) au pouvoir extrême d'allumer, outre que, par la nature même des choses, le concours volontaire des subordonnés est plus nécessaire dans un atelier que dans une armée. La démocratie balance mieux sous ce régime que sous le précédent l'autorité de la force <sup>1</sup>. »

Deux grands faits se dégagent des vicissitudes — près de deux

<sup>1</sup> Tome I, p. 196.



cents ans de luttes, 1250 à 1428 — et des grandeurs de la bourgeoisie florentine : nobles vaincus par le peuple ; lutte des vainqueurs divisés en deux fractions, l'aristocratie de l'argent et la plèbe. Le chef des Médicis, Cosme-le-Grand, fut l'homme de la plèbe. Avec lui s'établit un gouvernement dictatorial, presque monarchique et héréditaire, sous des formes républicaines.

Je ne puis ici qu'indiquer les conditions du milieu, à Florence et à Rome, en lequel les Médicis eurent pouvoir et action. L'œuvre posthume de Castelnau établit d'une manière exacte, j'allais dire définitive, quels furent, de Cosme l'Ancien, le bisaïeul, à Léon X, l'arrière petit-fils, les visées et les procédés de ce pouvoir, la nature et les résultats de cette action. A ce point de vue, je signalerai comme particulièrement significatifs, en premier lieu le chapitre concernant « l'idée religieuse étroite représentée en Italie » par Savonarole en opposition à la Renaissance <sup>1</sup> ; et celui qui a pour titre le *Guet-apens de Sinigaglia*, où le caractère de Machiavel est saisi et précisé avec une distinction d'esprit digne d'un historien du premier ordre.

Mais je dois noter un détail de la vie privée des Médicis qui éclaire à sa façon la politique de ces bourgeois de la première heure. Depuis Filigno di Chonte de' Medici, oncle du grand Cosme (1373), des mémoires (*Ricordi*) étaient rédigés dans la famille et transmis de génération en génération. Que de fois, dans ces *Ricordi* dont Castelnau nous donne d'importants fragments, on voit passer : « le bout de l'oreille bourgeoise ! » C'est un compte par doit et avoir, non pas seulement des biens de la race, mais de ses gestes et de ses aptitudes, de ses espérances et de ses regrets, de ses profits et de ses pertes, qu'on recommande de bien garder et tenir « en lieu secret de peur qu'il ne vienne en mains étrangères.... » <sup>2</sup>. Il y est venu cependant — tout y vient, tôt ou tard — pour nous fournir un rapprochement qui n'est guère en notre faveur. Les temps héroïques — c'est-à-dire ceux où le courage primait la ruse, et le mérite l'intrigue, et l'orgueil la vanité —

<sup>1</sup> Il écrit à propos de la tentative du moine tribun : « Les protestants et les jacobins, nos pères, tombèrent dans la même erreur, croyant, les uns, revêtir à la cité antique, les autres à l'église évangélique. Quand Saint-Just rêvait pour la France du XVIII<sup>e</sup> siècle un code calqué sur les lois de Lycurgue et de Minos, il ne tentait pas vers le passé une plus utopique rétrogradation que la révolution ou plutôt la réaction luthérienne. » T. II, p. 103.

<sup>2</sup> Tome I, p. 227.

étaient-ils donc déjà passés, comme le proclament ouvertement les bourgeois de nos jours? Oui. Mais les Médicis, hommes de goût, se seraient gardés de le dire en public, sachant que la bonne éducation a justement pour objet de masquer, autant que possible, l'inguérissable infirmité humaine.

§. *Les arts.* — Voici le groupe des peintres et des sculpteurs.

C'est avec un tact parfait que Castelnau distingue entre les phases de l'art que représentent, d'une part les fresques de l'Angelico, d'une autre part le pinceau de Massacio : celui-ci résumant les qualités essentielles du beau spécial à l'art du peintre, modelé exact, couleur, mouvement; celui-là étant tout d'expression, de sentimentalisme, de charme séraphique. Angelico a l'âme chrétienne, et il faut l'avoir comme lui pour goûter un idéal étranger à la perfection des formes; Massacio a le coup-d'œil humain, et son idéal n'est autre que la pureté des lignes, la forme anatomique et vivante oubliée depuis Apelles et Phidias. Chez Angelico l'esprit avait divorcé avec la chair; chez Massacio, la nature reprend ses droits.

L'art, comme la philosophie et les lettres, s'émancipe; et l'on assiste, d'abord à la protestation des purs naturalistes — ils introduisent les lois de la perspective, l'anatomie exacte, l'ordonnance, la composition, la magie des lointains, c'est-à-dire la vérité — contre le mysticisme vieilli; puis, à la conciliation qui s'opère, sous l'influence du platonisme, entre la tradition catholique et l'esprit nouveau.

La protestation fut radicale. Certains artistes étaient complètement détachés des croyances dont ils peignaient les héros et les événements.

Vasari écrit de Léonard de Vinci : « Il finit par se détacher de » toute religion, estimant la qualité de philosophe supérieure à » celle de chrétien <sup>1</sup>. » Et de Pérugin : « Il était sans religion, et on » ne put jamais lui faire croire l'immortalité de l'âme. Toutes les » raisons qu'on lui donnait de ce dogme se brisaient contre ce ca- » ractère de porphyre <sup>2</sup>! » M. Philarète Chasles n'a-t-il pas raison de nommer cette époque un dix-huitième siècle anticipé?

<sup>1</sup> VASARI, *Histoire de la peinture*. Voir la 1<sup>re</sup> édition, car ce passage a été supprimé dans la 2<sup>e</sup>.

<sup>2</sup> *Idem*.

Certes, Pérugin et Léonard auraient applaudi à cette page éblouissante où Diderot met les artistes en garde contre l'idéal chrétien, « cette impertinente vision béatifique de je ne sais quoi, qu'on ne comprend ni n'entend <sup>1</sup> ; » mais Diderot, lui, oublie que les peintres de la Renaissance avaient si bien mis en pratique l'abandon du mysticisme catholique qu'il conseille, que le Pape Alexandre VI adora, sous les traits de Marie, les charmes de Giulia Farnèse. Raphaël appartient à ce groupe : ses madones mêmes, si suaves, sont païennes.

La conciliation devait être et fut, en effet, confuse et anarchique. « Chaque fois que le lieu le permet, la peinture historique, par un parallélisme constant, associe la tradition greco-latine à celle de la Judée. Dans la salle du *Change* de sa ville natale, le Pérugin peint d'un côté : Fabius Maximus, Socrate, Numa, Camille, Trajan, Léonidas, Horatius Coclès, Sempronius, Périclès et Cincinnatus ; — de l'autre : Isaïe, Moïse, Daniel, David, Jérémie, Salomon, et les Sybilles Erythrée, Libyque, Tiburtine, Delphique, Cuméenne <sup>2</sup>. » Il est à remarquer cependant qu'au point de vue mythique, les artistes qui consacrèrent l'invasion de la mythologie païenne dans les sujets sacrés, n'admirent guère que les types dont le mélange avec les personnages de la légende chrétienne était dès longtemps consacré : les Sybilles par exemple. Michel-Ange est la plus haute expression de ce groupe qui conserve certaines tendances au mysticisme. Ses *Sonnets*, son austère et *platonique* tendresse pour Victoria Colonna, autant que ses œuvres plastiques, le montrent sous ce jour. Il est, jeune encore, l'ami de Marsile, de Politien, de Pulci, de Laurent, et, avec eux, discute dans les jardins où le patron de la Pléiade a rassemblé les statues antiques qui semblent présider à leurs délicats épanchements ; puis, il devient, pendant un moment, le disciple de Savonarole ; et enfin il s'isole dans sa colossale personnalité. Et Castelnau fait cette remarque judicieuse que le calme des horizons platoniques ne pouvait convenir longtemps à Michel-Ange, « le peintre de la Bible plus que de l'évangile, à ce judæo-grec de l'art, enivré des visions d'un illuminisme tragique — grec, mais de la Grèce primitive des Cyclopes et des Titans, de la Grèce d'Eschyle, plus que de celle de Sophocle ou de Phidias <sup>3</sup>. »

<sup>1</sup> DIDEROT, *Essai sur la peinture*.

<sup>2</sup> Quelle confusion ! Il est incrédule, et son œuvre est orthodoxe.

<sup>3</sup> Tome II, p. 12.

En somme, il y a unité de tendance et manque de notions générales.

Cherchant à établir le caractère esthétique de ce temps si fécond en belles œuvres, Castelnau n'oublie pas qu'un des côtés les plus intéressants de l'art est celui des spectacles et des jeux populaires. Ces amusements, eux aussi, se pénètrent de paganisme. Toute une littérature, nouvelle et très riche, — dont Laurent le Magnifique peut-être considéré comme le créateur — se manifeste par les *Canti Carnascialeschi*. Puis, ce sont des processions, des cavalcades, des représentations en lesquelles le pieux se mêle au profane, les *trucs* aux œuvres d'art, les folies licencieuses aux réminiscences du symbolisme sacré. Je ne suivrai pas l'auteur dans la description détaillée — il excelle à décrire — de ces spectacles et de ces fêtes ; mais je ne saurais passer sous silence ce fait qu'il en est fort partisan, et cela pour des raisons de l'ordre le plus élevé : « C'est ainsi que, dans les périodes appelées *organiques* par Saint-Simon, les manifestations de l'art, aussi bien que celles de la science, dérivait de la religion, synthèse des esprits, ralliement des cœurs. Le théâtre fut religieux. Peut-être est-il appelé à le redevenir, si une doctrine générale, substituant à l'autorité de révélations chimériques la puissance des démonstrations, rattache un jour à une règle intellectuelle et morale la masse livrée à l'anarchie des croyances. L'art, sous ce régime, serait le lien *religieux* par excellence ; car, — tout en laissant en dehors de son attache le monde transcendantal qu'il embrassa jadis avec celui-ci — il continuerait à toucher, par des émotions communes, les hommes convaincus des mêmes vérités<sup>1</sup>. »

Procurer des émotions communes à des hommes convaincus des mêmes vérités, c'est bien là, sauf les procédés inhérents soit à l'école, soit au génie individuel, la destination vraie de l'art ; c'est bien là aussi, sauf la diversité des milieux et le plus ou moins d'avancement du savoir, ce qui, toujours, à Athènes comme à Florence, éveilla la sollicitude des hommes d'Etat. L'attitude du Magnifique, en ceci, me paraît signifiante et digne d'attention. Qu'on lise le curieux chapitre des *Médicis* intitulé : *Corporations et spectacles*, et l'on y verra Laurent « à l'instar du dramaturge grec, qui est en même temps le metteur en scène et le régis-

<sup>1</sup> Tome II, p. 17.

» seur des interprètes de son œuvre », mener en personne par la ville les troupes d'artisans — pâtisseries, fileuses d'or, cordonniers, revendeuses, gaufriers, jusqu'aux cureurs de retraits — qui figurent les personnages et exécutent les chœurs des *Trionphi* dont il est l'auteur. *Panem et circences*, dira-t-on. Qu'il y ait eu quelque politique en « ce mode de festoyer »<sup>1</sup>, je ne le nierai pas ; mais la pensée dominante semble meilleure. Laurent comprenait-il que les fêtes populaires, celles auxquelles nul n'est étranger à aucun degré de l'échelle sociale, peuvent seules susciter et développer les sentiments sympathiques au sein d'une nation ? Je me borne à constater que, maître de Florence par le rang, l'esprit et la richesse, il ne se contenta pas, ce qui eut été suffisant pour ses intérêts particuliers, momentanés, secondaires, d'ouvrir sa villa de Carregi à ses clients et à ses partisans.

Les jeux olympiques, les cirques romains, les mystères du moyen-âge, les carnavals florentins ne sont-ils plus en situation ? J'y consens. Cependant les fêtes nationales, commémoratives des grands souvenirs patriotiques, traduction animée de l'état présent des esprits ou manifestation utopique des besoins de l'avenir, n'ont point perdu leur raison d'être. Si l'intelligence est mieux informée, si l'activité dispose de plus de moyens, le sentiment conserve tous ses droits : seulement, au lieu de lui donner pour sanction la grâce théologique, il faut lui offrir pour condition la bienveillance sociale. Castelnau, saluant la vertu de cohésion, l'inspiration vers un même idéal qui, aux jeux de Delphes ou d'Olympie comme aux jubilés de l'Église catholique, associa les hommes d'autrefois, s'écrie : « En attendant qu'une catholicité » plus vaste, l'humanité pensante, aimante, active, les consacre, » il y a loin de nos Jubilés industriels, de nos Expositions universelles, à ces concours de peuples provoqués par une commune » foi ! »<sup>2</sup> J'ajoute que de petites fêtes démocratico-patriciennes, entre hommes, ne sont pas pour donner à notre milieu l'ampleur morale qui lui manque.

\* \* \*

Je l'ai dit, et je le répète volontiers, le portrait de Léon X est

<sup>1</sup> Le mot est de Lascas, l'éditeur des *Canti carnascialeschi*.

<sup>2</sup> Tome II, p. 213.

le morceau capital du livre de Castelnau. Il semble qu'il ait ménagé ses forces pour les concentrer en ces quelques pages. Là, l'érudit, l'artiste, le penseur, le critique, le conteur, l'écrivain se fondent, pour ainsi parler, en une collectivité supérieure ; c'est tout cela, et c'est quelque chose de plus : c'est l'historien ; là, il déploie toutes les grâces de l'esprit, applique avec goût tous les enseignements de l'expérience, tous les efforts de l'éducation, toutes les ressources d'une connaissance étendue ; scrupuleux et réfléchi, sincère et délicat, portant le soin du bon style jusqu'au raffinement, fécond en traits heureux et en tours originaux, n'exagérant ni l'indulgence ni la sévérité, sachant l'homme aussi bien que le milieu, il est clair jusque dans ce qu'il laisse à deviner, véridique jusque dans ce qu'il ne dit pas ; et s'il est vrai que, partout ailleurs, sa manière tire à celle de M. Renan, là, il est lui-même. Il faudrait tout citer. Je me borne à quelques passages frappants.

Voici d'abord, au début, le jet d'ensemble que, tout à l'heure, un pinceau ferme et sûr ornera des plus fins contours et des tons les plus harmonieux :

« Il faut voir le fin myope au palais Pitti à Florence, — tel  
 » que l'a représenté le peintre d'Urbino. La loupe en main, la tête  
 » serrée dans sa barrette, le patron de la Renaissance déchiffre  
 » un manuscrit. Seraient-ce les cinq premiers livres des *Annales*  
 » de Tacite, qu'au prix de cinq cents sequins Ange Aremboldo  
 » vient de lui apporter de l'abbaye de Corwey en Westphalie ?  
 » Un sourire plisse les lèvres charnues du Pontife... Gourmet  
 » en jouissance, — gourmet intellectuel, amoureux de l'art et  
 » de la vie !... Dégustateur et prudent ! Chercheur et politique !  
 » En lui s'achève, se couronne dans ses facultés — maîtresses  
 » toute une génération de *dilettanti* subordonnant le goût et  
 » l'ambition du pouvoir aux appétences de l'amant du Beau, du  
 » curieux alléché qui veut connaître et savourer.

» Le corps est replet, le teint couperosé : alangui, légèrement  
 » tuméfié par la lymphe, le galbe distingué des traits s'émousse  
 » sous l'exubérance un peu molle de la carnation. On devine, à  
 » ces splendeurs d'une obésité qui s'accuse, la résultante équi-  
 » brée non sans labeur d'un tempérament complexe, où les flairs  
 » de l'homme d'Etat et de calcul se compliquent des caprices raf-  
 » finés du penseur, de l'artiste érudit. » Et après avoir montré  
 quelle part il convient d'accorder à la transmission héréditaire

dans le génie particulier de son héros : « Tels, dès le début de ces études, nous ont apparu les Médicis depuis Cosme l'ancien jusqu'à Laurent. Intellectuellement, le Magnifique est celui de tous, sans excepter Léon X, qui dût le plus à lui-même : il méritait d'associer à son nom la gloire de la seconde Renaissance. Pourquoi donc ce rôle est-il légitimement acquis au Pontife son fils ? C'est qu'en outre de la situation prépondérante qu'il occupe, la nature plus effacée et passive de son génie propre, si compréhensif et si fin, l'universalité contemplative et un peu paresseuse de celui-ci fait de lui comme le dégustateur suprême, partant l'initiateur le moins personnel, l'arbitre équitable entre tous des efforts d'une élite d'artistes et de penseurs. Il faut à ces patronages le scepticisme de haut goût d'un épicurien un peu blasé, mais toujours amusable. C'est le cas de Léon X, et l'originalité, par bien des points naïve, de ce Mécène légèrement lymphatique <sup>1</sup>. »

La partie scabreuse du portrait était, d'une part ce qui concerne cette maladie de Léon cardinal, à propos de laquelle Bayle — chose à méditer — « aime mieux citer les écrivains catholiques que les auteurs protestants <sup>2</sup> » ; d'une autre part, ce qui touche au reproche adressé par Paul Jove à Léon pape, « d'un amour déshonnête pour quelques-uns de ses camériers <sup>3</sup>. » Certes, Castelnau ne cherche pas à surmonter le triple diadème du pontife romain de la couronne d'innocence ; mais il se tire de ce pas difficile en homme bien élevé et en juge impartial.

Léon X, à coup sûr, partageait les tendances sceptiques de la seconde Renaissance platonicienne et aristotélisque. Était-il athée ? Castelnau, qui déclare ne point partager en ce point l'opinion de Bayle, accepte comme vraisemblable l'anecdote suivante : « On rapporte — c'est le célèbre critique qui parle — un autre conte. On a dit que Léon, ayant ouï disputer deux hommes, dont l'un niait et l'autre affirmait l'immortalité de l'âme, prononça que l'affirmative lui semblait vraie, mais que la négative était plus propre à donner de l'embonpoint. » Ces paroles, selon l'auteur *des Médicis*, sont au moins dans la donnée du caractère et du tempérament de Léon ; mais pourquoi, lui si bien informé, ne cite-t-il pas ce passage du livre de La Mirandole, *de fide et*

<sup>1</sup> Tome II, p. 317-319.

<sup>2</sup> *Dictionnaire historique et critique*, Léon X. Note B.

<sup>3</sup> Jov., in Vit., L. X.

*ordine credendi*, où il est affirmé que le fils du Magnifique « avoua » devant quelques-uns de ses domestiques que ni avant que d'être pape, ni après, il ne croyait à l'existence de Dieu ? Pensait-il, avec quelques auteurs, que le livre *de fide et ordine credendi* ayant paru sous Jules II, le propos athéistique dont il y est fait mention ne saurait être attribué à Léon X ? Vérifier la date de la première édition eut été intéressant.

Peu importe, d'ailleurs. L'ensemble des choses prouve que l'action de Léon X sur son temps fut rénovatrice, non-seulement dans le domaine intellectuel pur, mais aussi dans le Gouvernement du catholicisme. Après avoir pesé les documents sur lesquels Castelnau l'appuie, il serait difficile de ne pas souscrire à ce jugement.

« La mission intellectuelle de Léon éclipse à première vue son » rôle politique et ecclésiastique, subordonné, dans ses goûts » comme en fait, aux jouissances qu'il rencontra dans l'active » protection des travaux de l'esprit. — Ce n'est pas qu'il soit » demeuré étranger aux intérêts du pouvoir spirituel liés de si » près à la prospérité matérielle du domaine romain. Il termine » le cinquième concile de Latran ouvert par Jules II; il réconcilie » à l'Eglise les derniers cardinaux dissidents du conciliabule de » Pise. Il signe, en 1516, avec François I<sup>er</sup>, le célèbre concordat » qui modifie si profondément la constitution semi-républicaine » de l'Eglise gallicane, au profit, et du roi qui, investi du droit » des chapitres, nommera désormais les évêques, et du pape qui » jouira sans conteste de nombreuses taxes et de nombreux revenus. Chacune des parties — on l'a dit — donna ce dont elle » n'avait pas la disposition légitime. Mais Léon provoqua, par un » scandaleux abus des indulgences vénales, une révolution religieuse qu'il ne songea pas plus à prévenir qu'il n'était capable » de l'arrêter, une fois déclarée. A cet égard, il mourut à propos » (à quarante-quatre ans) pour sa gloire, pour l'unité de son rôle » supérieur qu'il garda jusqu'au bout. Entre la Réforme, iconoclaste et anarchique, et le Papisme systématique, adverse à la » société moderne, et qui va s'édifiant d'Adrien VI, son successeur, à Pie IX, il n'y aura plus de place pour un Léon X. — Un » catholicisme transformé, ou plutôt neutralisé par le scepticisme » discrètement progressif de ses chefs, ayant pour cardinaux (il » en fut question) sinon un Copernic, un Erasme, du moins un » Raphaël, sauvait l'Europe d'un déchirement funeste. Laissant



» la seconde Renaissance porter ses fruits naturels d'émancipa-  
 » tion successive, sans manquer d'un Voltaire (je le vois possible  
 » sous la pourpre du Sacré Collège), elle épargnait au monde  
 » Calvin et Loyola. — En tant que gouvernement temporel,  
 » Léon X manqua de grandeur. Il resta le Médicis des *Ricordi*,  
 » trop absorbé par de mesquins calculs domestiques, et bien au-  
 » dessous de Jules II comme italien <sup>1</sup>. »

Ainsi, manquer de grandeur peut être un grief devant l'histoire ; et s'absorber dans de mesquins intérêts personnels peut être une faute en politique ! Enseignement précieux qui ne sera guère entendu de nos bourgeois en possession, lesquels, imitateurs d'un passé dont les événements ont cruellement condamné l'esprit, ne l'imitent même — contrairement au conseil du poète <sup>2</sup> — que par les petits côtés.

\* \* \*

Il a été beaucoup parlé au corps de cet article d'analogies entre la Renaissance et notre dix-huitième siècle : pour en rencontrer les attaches certaines, il faut tourner nos regards vers l'école de Padoue. Là, au moment même où l'idéalisme florentin semble triompher avec Léon X, une évolution philosophique plus durable se produit avec Pomponace. Je dis plus durable. Et, en effet, l'esprit du professeur padouan est plus rapproché de la méthode et du savoir modernes que celui des théosophes de la pléiade lauren-tienne. Pomponace est le contradicteur du platonisme. « Ses idées,  
 » dit Castelnau, qui laissent une trace au dix-septième et au dix-  
 » huitième siècle dans les théories des Hobbes, des Gassendi, des  
 » Hume et des Diderot, s'offrent comme la position la plus avan-  
 » cée occupée par le génie purement logique et déductif, avant  
 » la prise de possession de l'esprit humain par la philosophie po-  
 » sitive fondée sur le calcul et l'observation <sup>3</sup>. »

Pomponace, sans doute, est encore un métaphysicien ; mais sa métaphysique marque l'éveil de l'émancipation complète dont la science, bientôt, fournira les possibilités. Avec lui les fausses et

<sup>1</sup> Tome II, p. 358-359.

<sup>2</sup> Quand sur une personne on prétend se régler,  
 C'est par les beaux côtés qu'il faut lui ressembler. (MOLIÈRE.)

<sup>3</sup> Tome II, p. 394.

arbitraires interprétations d'Aristote sont réfutées et la pensée du maître reprend, sinon toute son exactitude linguistique, du moins son sens rationnel ; le vrai selon la foi devient chose distincte du vrai selon la philosophie ; le surnaturel est réduit, parfois nié, non sans hardiesse ; le miracle est en butte, soit à la raillerie, soit à l'explication libre ; l'idée religieuse sort de l'absolu et rentre dans la catégorie des phénomènes modifiables ; des vues sur la série biologique, des indications sur la similitude de l'homme individuel et de l'homme collectif se font jour ; et, même, la conclusion du *Traité de l'immortalité de l'âme* s'élève à des hauteurs morales que la conscience moderne n'a pas dépassées, puisque la véritable grandeur de l'homme y est placée, déjà, « dans ce sentiment de résignation aux choses, d'harmonie avec » elles et avec soi, qui mène à accomplir le bien pour lui-même, » sans désir d'une récompense, sans appréhension d'une peine » extérieure <sup>1</sup>. »

*Spes namque præmii, et pœnæ timor, videntur servilitatem quamdam importare, quæ rationi virtutis contrariatur*, écrit Pomponace <sup>2</sup>.

Tout cela, sans contredit, est mêlé d'erreurs et de chimères ; mais tout cela constitue des germes d'avenir que, ni le soi-disant progrès opéré par le protestantisme, ni la répression implacable de l'hétérodoxie marquée par l'établissement de la Société de Jésus, ne parviendront pas à détruire. Tandis qu'au moyen-âge les premiers efforts de la science tendaient à chercher des justifications de la foi révélée, à dater de ce moment, la science cherchera la vérité pour la vérité elle-même : c'est l'enquête expérimentale qui commence et, à travers deux âges de réaction, relie l'Italie des Médicis à la France de Voltaire et de Diderot. Le parallèle entre les deux époques que Castelnau esquisse est des plus frappants : « Quo si, saisissant les analogies plus que les con- » trastes des deux époques, on se plaît à les mêler dans une évo- » cation pittoresque, quels piquants parallèles, quels rapproche- » ments imprévus ! Bouffons de Frédéric près des grotesques de » Léon X, athées du roi de Prusse et familiers du pape dissertant » devant lui pour et contre l'âme immortelle ! Ici, le miracle des » arts plastiques, les régals de la forme et de la couleur ; là (en

<sup>1</sup> Tome I, p. 416.

<sup>2</sup> *De Immort. animæ*, cap. xiv, p. 139 (Pomponace).

» peinture, en sculpture, le dix-huitième siècle est un indigent  
 » relatif) les prestiges de l'art dernier né, la Musique, telle que  
 » Gluck et Mozart l'ont faite, préludant par le drame lyrique et  
 » les suaves mélodies aux épopées de Beethoven! Jusqu'au *Ne-  
 » veu de Rameau*, étalant ses plaies morales et celles d'autrui, se  
 » retrouve dans le digne fils de la prostituée, l'Unique Arétin,  
 » proxénète et fléau des princes, panégyriste de la Vierge et des  
 » courtisanes<sup>1</sup> ! » Ce parallèle, malgré sa justesse, comporte une  
 réserve sur un point de fait. Les Médicis, rebelles à tout fanatisme,  
 couvrirent de leur patronage les humanistes de Florence et de  
 Rome; mais les Bourbons, patrons de la théologie officielle,  
 exilèrent ou menacèrent de mort les encyclopédistes de Ferney et  
 du Grandval. Ce que je signale tout en m'associant à cette fière  
 et judicieuse parole de Castelnau : « Les nations aujourd'hui se  
 » doivent d'être à elles-mêmes leur Auguste et leur Léon X<sup>2</sup>. »

Qu'ils sont beaux ces temps de lutte intellectuelle où les direc-  
 tions précisées par l'élite pensante et laborieuse descendent jus-  
 qu'à la foule pour l'arracher à l'accoutumance des doctrines épu-  
 sées! L'heure que nous traversons est autre; confuse, livrée aux  
 opinions contradictoires, sans concordance d'efforts dans ce  
 qu'elle contient de progressif, active à merveille mais pour des  
 intérêts qui se particularisent, si elle est pleine d'espairs, elle est  
 aussi pleine de tristesses. Il semble que nous ayons peur d'être  
 grands. Saluons du moins avec sympathie et respect ces vaillants  
 esprits de la Renaissance et de la Révolution qui, rendant l'espèce  
 humaine à elle-même, la firent maîtresse de ses destinées! Saluons  
 aussi ces bourgeois de la vieille Italie et de la France de 89 qui,  
 les uns sous les armoiries de leurs corporations, les autres sous  
 le drapeau unique d'une nation libre, sacrifièrent à la généreuse  
 tâche de préparer l'avenir ce calme tout de superficie en lequel  
 s'épanouit la médiocrité! Il est vrai qu'ils eurent la fortune de ren-  
 contrer des hommes d'Etat dont le souci n'était pas de maintenir  
 ce que le plus charmant des vulgarisateurs de la science et le  
 plus aimable des égoïstes — Fontenelle — appelait « *l'équilibre  
 des sottises*. »

HIP. STUPUY.

<sup>1</sup> Tome II, p. 465.

<sup>2</sup> Tome II, p. 486.

## CORRESPONDANCE

---

A MESSIEURS LITTRÉ ET WYROUBOFF, DIRECTEURS DE LA *Philosophie positive*.

En ce temps de fermentation et de recomposition morale et matérielle, me serait-il permis d'appeler votre attention sur le mouvement social actuel ?

Je m'adresse à vous plus particulièrement, parce que je suis profondément attaché à la philosophie positive, en second lieu, parce que seuls, comme positivistes, vous êtes capables de juger avec indépendance et sérénité les événements populaires.

A l'encontre des conservateurs, hommes stationnaires sinon de rétrogradation, fermant les yeux à la vérité, vous l'envisagez toute nue d'où qu'elle sorte et vous en profitez pour éclairer les situations.

Au contraire des radicaux, hommes de précipitation, qui veulent être d'un siècle plus avancé que le leur, vous tenez compte des positions acquises pour rétablir le cours naturel des choses.

Vous êtes donc inévitablement les représentants de la « république progressive », contre la « république conservatrice », contre la « république radicale. »

Cela étant, je suis persuadé que, pour le triomphe de cette république progressive, vous apprécierez comme il convient le mouvement social partiel que je vais vous décrire sommairement en vous transportant, si vous le voulez bien, dans ce milieu mouvementé où l'on espère d'un seul coup trancher ce qu'on a coutume d'appeler « la question sociale », à tort selon moi.

Qu'est-ce que la question sociale ? Un cadre dans lequel sont renfermées les questions nombreuses que les socialistes systématiques regardent comme secondaires.

Or, il résulte de cette conception qu'on a la prétention, en ramenant toutes les questions sociales à une principale, de résoudre aussi les questions scientifiques d'ordre inférieur que comporte la science sociale.

Exemple : Prétendre créer un état social où les hommes jouiraient de l'égalité « absolue » dans toutes les relations de la vie, équivaut à donner une solution aux questions diverses contenues dans cette proposition.

Si par la pensée, par la raison pure, il est possible de concevoir l'égalité absolue de l'homme social, cette égalité cesse d'être possible dès qu'on fait appel à la biologie, à l'homme physiologique, si je puis ainsi dire ; car, pour qu'elle puisse exister, il faudrait que l'égalité des forces physiques et en général de tout l'organisme fût chose existante, il faudrait que le degré d'intelligence et la valeur des cerveaux fussent sans différence aucune entre chaque être humain ; ce qui est loin de se présenter.

Donc, « la question sociale » ne saurait être, pas plus que n'est la question mathématique, astronomique, physique, chimique, biologique. On ne trouverait pas dans ces sciences une question, quelle qu'en soit la complexité, qui, étant résolue, fournirait une solution à toutes les autres. Ceci est péremptoire à mon avis.

Entrons maintenant dans l'arène et jugeons les théories des lutteurs que vous connaissez déjà, je le sais. Nulle part, on ne saurait être plus à l'aise que dans les réunions préparatoires du Congrès ouvrier de Marseille, en compagnie des représentants des diverses écoles socialistes.

Ici, les communistes-habouvistes coudoient les mutuellistes proudhoniens ; là, les collectivistes colinsiens (demi-collectivistes) se trouvent à côté des collectivistes proprement dits ; puis viennent les associationnistes-coopératistes, quelques fusionistes et les positivistes orthodoxes, enfin les indépendants.

Remarque à noter, les économistes n'ont pas de représentants.

Aux coopératistes qui croient prendre pied en devenant eux-mêmes leurs propres patrons tout en restant ouvriers, les communistes, positivistes, etc., objectent que les patrons, les bourgeois possédant le capital, ce levier puissant qui manque au travailleur, pourront toujours se liguier et avoir raison quand ils voudront des associations de production, ainsi que le prouvent les institutions anglaises ; que, d'autre part, la concurrence continuerait de plus belle sans amélioration aucune pour l'ouvrier, etc.

Au positivisme orthodoxe proposant un état social dans lequel la fortune, tout en conservant une appropriation individuelle, appartiendrait à tous et où le riche serait considéré comme un fonctionnaire social au service de tous....., les groupes opposants répliquent par la suppression des employeurs et des employés, par la suppression des classes riches et des classes pauvres, en réclamant une égalité sociale *absolue*. Ils ne voient dans la forme sociale ci-dessus qu'une forme nouvelle de jésuitisme.

Les communistes, les proudhoniens, étant les moins nombreux, essaient de se rallier provisoirement aux collectivistes purs ; ceux-ci luttent contre les colinsiens. Les derniers se distinguent des premiers, par une conception différente des phénomènes de la production.

Les colinsiens admettent trois termes dans le phénomène de la production : 1° L'homme ou le travail ; 2° les matières foncières ; 3° les produits ou capitaux qui en proviennent.

Les collectivistes purs ne considèrent que deux termes dans le même phénomène : 1° l'homme ou le travail ; 2° les matières foncières, produits, capitaux, etc., d'où la formule « appropriation du sol et des divers instruments de travail, à la collectivité ».

La mise en valeur de tout le capital existant reviendrait à tous les travailleurs rémunérés au prorata de leur travail.

Tout va à peu près jusque-là, mais, lorsqu'il s'agit d'entrer dans les détails, la division se met de la partie, et alors on a le spectacle de scènes déplorables qui démontrent l'impuissance de la métaphysique révolutionnaire. J'en infère que la liberté de réunion et d'association qu'on n'a pas encore su nous octroyer, serait un grand bien, en ce sens qu'en permettant la liberté de discussion, les théories révolutionnaires tomberaient sous les coups du bon sens public, sans que le gouvernement ait à intervenir ; elles se ruineraient d'elles-mêmes.

L'absolu révolutionnaire cherche par conséquent le bonheur dans le collectivisme. Plus tard, disent les communistes, nous verrons, on songera au communisme....

Comment arriver à ce collectivisme, quels moyens mettre en jeu ? Rien n'est plus simple : par la violence, par la révolution. Et tous, sauf les positivistes et quelques autres groupes, se rangent sous la bannière du miracle révolutionnaire ; car, disent-ils, les détenteurs du sol et des capitaux ne se dessaisiront jamais volontairement de ces fonds, si on ne les leur prend comme on l'a fait jadis pour la terre au profit du paysan et comme les bourgeois eux-mêmes l'ont fait en s'emparant du pouvoir à leur profit.

Ici, je place une observation. Je suis convaincu que les chefs révolutionnaires intelligents doivent logiquement désirer le retour d'une monarchie quelconque, afin d'avoir la faculté de pouvoir la renverser et devenir populaires, pour ensuite se substituer à sa place.

D'un autre côté, laissez-moi vous dire que les révolutionnaires veulent se séparer définitivement des députés radicaux, ils ne veulent plus en entendre parler ; c'est donc un abîme qui se creuse entre ces deux éléments. Ces hommes énergiques, je l'avoue, comptent surtout sur les fautes des gouvernants, sur leur partialité et sur la misère des travailleurs, qui, pensent-ils, ne pourront plus supporter, à un moment donné, la domination des patrons et de la bourgeoisie.

Présentement, ils ont encore avec eux des gens qui, sans être de leur parti, les suivent parce qu'ils ne voient rien venir des promesses jadis faites, promesses, il faut le reconnaître, qu'on a tort de faire puisqu'on sait par avance ne pouvoir les tenir.

Les travailleurs ont-ils tort de faire entendre leurs revendications ? A

cet endroit, j'ai besoin que vous excusiez la licence de franchise que je vais m'octroyer.

Je réponds qu'ils sont dans leur droit, c'est dans la nature même des choses.

Mais ceci n'implique aucunement qu'il faille révolutionner et rêver des actions impraticables pour élever la condition morale et matérielle du corps social. Bien loin de là.

Oui, il est vrai que le capital fait la loi au travail, que les patrons ne fournissent à l'ouvrier — suivant les données des économistes — que le salaire nécessaire à son entretien, à sa reproduction.

Oui, avec ce salaire il est peu de travailleurs en état de se procurer l'instruction.

Oui, l'épargne pour la vieillesse ou le cas de maladie est chose excessivement difficile, pour ne pas dire impossible.

Oui encore, le travail est considéré comme une marchandise variable soumise aux fluctuations commerciales.

Oui, la vie à bon marché amène la diminution des salaires. C'est une conséquence forcée.

Et oui, on émet une vérité en affirmant que malgré de nouveaux débouchés commerciaux, on ne change rien à la position des travailleurs, et je pourrais le prouver.

Mais oui aussi on ne peut obtenir la guérison de ces maux que par une transformation graduelle, par un palliatif propre à chaque cas ou à plusieurs cas. La révolution ne possède pas cette vertu de guérir.

Dans un autre ordre d'idées, malgré la vérité scientifique exprimant que « la propriété est de source sociale, etc. », malgré le désir qu'on a de voir naître une société dans laquelle il n'y aurait ni jouisseurs, ni parasites, ni malheureux, mais rien que des travailleurs assurés de leur existence, je me refuse à accorder au système révolutionnaire des aptitudes propres à bâtir un palais social aussi élevé; la révolution, étant par essence destructive et de valeur négative, ne peut dans la reconstruction d'une société que retarder le terme à venir.

Il faut méconnaître absolument la nature humaine, la filiation historique et la parenté des états sociaux pour espérer transformer brusquement un édifice social aussi délicat que le nôtre, construit par la longueur et la succession des temps, en transportant d'une seule pièce dans un milieu comme le collectivisme ou le communisme, des êtres qui exigeraient, pour y vivre, des qualités, des vertus autres que celles qui sont en notre possession.

Que manque-t-il alors à la société actuelle pour comprendre ces vérités sociales? Une éducation, une instruction sous la direction de la philosophie positive.

Je n'ignore pas que la masse prolétaire a une préparation scientifique nulle ou presque nulle — au moins pour la très grande majorité — que,

par conséquent, elle se trouve dans la quasi-impossibilité de saisir les grands problèmes embrassés par le positivisme. Néanmoins une doctrine qui porte en soi la science, parlant, la vérité, ne peut rester plus longtemps inconnue des travailleurs fatalement poussés vers les grandes surfaces et les hautes sphères.

Qui sait ? si je ne m'étais rompu aux labeurs, à la discipline du positivisme, je serais peut-être un révolutionnaire et sans doute pas un des moins tièdes, ce qui est assez vous dire qu'il importe de mettre à la disposition de la classe souffrante des travailleurs un fil conducteur, indiquant la voie à suivre et la garantissant contre les utopies et les exagérations aussi bien que contre l'égoïsme de notre société individualiste.

Comment pénétrer dans ce camp pour l'initier d'une manière simple et compréhensive aux grandes notions ? Par le journal à un sou préconisé par M<sup>me</sup> Comte, bonne inspiratrice. Le succès ne serait sans doute pas immédiat, cependant je croirais assez à une réussite.

Depuis le *Petit Journal* en passant par la *Petite République* jusqu'à la *Lanterne*, nous ne lisons que des choses insignifiantes, personnelles et peu instructives ; rien que des faits divers, des chicanes, quelques bribes alléchantes et c'est tout. Dans les grands journaux, on ne trouve aucune vue d'ensemble, on ne s'occupe pas de la condition sociale des travailleurs ou de la condition générale du peuple, et pourtant nous avons soif de ce savoir, il en faut beaucoup et toujours ; l'instruction ne finit qu'à la mort.

Devant cet état de choses, pensez-vous, Messieurs, que je sois mal venu à réclamer votre éminent concours ? C'est l'intérêt commun qui parle.

Avant de terminer, je tiens à solliciter de votre bienveillance le pardon que réclame mon importunité ; et je vous prie de croire que, si je vous ai donné ces quelques renseignements, c'est sans antipathie aucune pour ceux qui dirigent dans la société ou pour ceux qui sont dirigés ; je ne saurais porter préjudice à qui que ce soit.

Croyez, Messieurs, au dévouement d'un fidèle et ardent serviteur, toujours prêt à se placer au service du positivisme et recevez l'expression de son plus profond respect.

UN CONTRE-MAÎTRE.



## VARIÉTÉS

---

J'ai reçu il y a quelques jours de Santiago, Chili, un volume intitulé *Opusculos de filosofía positiva compuestos en frances por Emilio Littré, i vertidos en castellano, i precedidos de un prologo, por Valentin Letelier*. Dans la lettre qui accompagne son envoi, M. Letelier expose quelles ont été ses vues en faisant cette publication.

• Pour mon usage particulier, m'écrit-il, et pour enseigner le système de Comte dans le *Liceo fiscal* de Coplapó, où j'ai été professeur de philosophie, j'ai traduit quelques-uns de vos articles notables qui circulent réunis dans différents livres. Remarquant qu'il manque en espagnol un texte élémentaire qui serve à la jeunesse pour étudier la nouvelle foi, je me décidai à publier ma traduction, sous les auspices et au compte d'une société positiviste.

• Au Chili, grâce principalement à vos œuvres, la philosophie positive se propage rapidement. Beaucoup de jeunes gens qui, par leurs qualités morales et intellectuelles, seront bientôt en mesure d'exercer de l'influence sur les destinées du pays, ont embrassé la nouvelle doctrine comme une planche de salut au milieu des fluctuations transitoires des sociétés contemporaines. Il faut y joindre bon nombre d'hommes publics qui, avec plus de renom et de popularité, comptent favoriser par tous les moyens le progrès intellectuel, servant de guides par leur exemple et leur enseignement à ceux qui arrivent après eux sur la scène politique. Entre ces hommes publics, je ferai une mention spéciale de don José Victorino Lastarria, publiciste éminent, de qui vous connaissez quelques œuvres, et de don Guillermo Matta, intendant actuel (préfet) de la province de Atacama, poète d'une verve puissante, qui, sans dommage pour la perfection, a donné à la poésie chilienne une direction qui la met d'accord avec la science.

• En ce moment, la propagation active de la nouvelle philosophie se trouve suspendue. Une lutte formidable met en danger l'honneur et l'existence du Chili, le plus pacifique des peuples. Nous tous, ses enfants, nous interrompons les travaux de la paix, et nous réunissons nos efforts

pour la défense commune, ignorant de tout point s'il est quelque Providence surnaturelle qui pût y suppléer ; mais sans doute le jour n'est pas bien loin où le cours régulier des choses se rétablira et où tous les habitants de ce coin de terre bien-aimé retourneront aux œuvres de la paix et du progrès. Alors je vous promets, Monsieur, quelque travail original et de plus longue haleine. »

Si, dans la gestion des choses humaines, je croyais plus à l'efficacité des vœux que M. Letelier ne croit à l'intervention d'une Providence surnaturelle, j'en ferais de bien vifs pour le rétablissement de la paix dans l'Amérique du Sud. Il est lamentable que la guerre sévisse en ces contrées où les habitants sont clairsemés relativement à l'étendue des espaces, et que se perdent en luttes désordonnées entre peuples de même race des vies et des ressources qui seraient bien mieux employées à cultiver, assainir, rendre viables ces vastes territoires. En vérité, ces jeunes républiques sont bien peu sages !

Est-ce donc au nom de la sagesse de la vieille et monarchique Europe que je leur adresse mes objurgations ? Non certes, et j'y serais bien mal venu. En effet, j'écris ces lignes en un pays qui, jouissant de la paix depuis plus de quarante-cinq ans, la secoue pour faire la guerre à la Russie en 1853, à l'Autriche en 1859 et à l'Allemagne en 1870. La Prusse à son tour et l'Italie prennent l'Autriche à partie, et enfin la Russie vient à peine de rappeler ses armées qui ont teint de leur sang et de celui des Turcs les plaines des Balkans. La vieille et monarchique Europe n'a donc rien à reprocher à la jeune Amérique républicaine.

La sociologie constate cette situation ; mais en regard elle montre que les guerres deviennent moins fréquentes, durent moins longtemps et sont conduites avec moins d'inhumanité. Pourquoi ? c'est que l'esprit de guerre a pour antagoniste l'esprit de commerce et d'industrie qui, représentant d'immenses intérêts, ne se laisse pas écraser et fouler aux pieds. Il est secondé dans sa tendance par l'esprit de philosophie qui s'est élevé à l'idée d'une humanité consciente d'elle-même. En ce grand débat où la civilisation moderne est engagée dans l'Europe et dans l'Amérique, sous les monarchies et sous les républiques, la sociologie est neutre tant qu'elle observe et étudie, comme l'est toute science en présence de son objet ; elle note ici le progrès de la paix, là le progrès de la guerre, ici les besoins de la solidarité, là les impulsions égoïstes des rois et des peuples. Elle n'est pas encore en mesure de nous dire qui l'emportera absolument ; mais elle l'est déjà de nous apprendre qu'une amélioration constante se produira dans les rapports des peuples, et qu'on s'approchera toujours davantage d'une paix universelle, d'une humanité consciente et d'une exploitation organisée du globe, qui, je ne dirai pas nous appartient, mais dont nous nous sommes emparés.

É. L.

## LOGE LA CLÉMENTE AMITIÉ.

Le 8 juillet dernier, la loge la « Clément-Amitié » qui a reçu en 1875 M. Littré, fêtait le quatrième anniversaire de cette réception.

La fête a été des plus brillantes. Le président et la plupart des membres du Conseil de l'Ordre dont le vénérable de la « Clément-Amitié » est un des vice-présidents y assistaient. Beaucoup de députés, de sénateurs, de conseillers municipaux, les représentants de la plupart des journaux républicains, beaucoup de dames. Les maçons et les profanes étaient également admis et les salles de l'hôtel du Grand-Orient avaient peine à contenir la foule des invités.

M. Littré, fort souffrant, n'a pas pu assister; il a envoyé en revanche une lettre qui a été lue par M. Cousin aux applaudissements de l'assemblée tout entière.

Nous reproduisons ici cette lettre, la réponse du vénérable de la « Clément-Amitié » et les quelques mots prononcés par M. Wyruboff dans le but d'appeler le concours de tous sur le projet de fondation d'une école des sciences supérieures, dont nos lecteurs connaissent bien le but et le programme.

## LE F. . LITTRÉ AU F. . COUSIN.

Mesnil-le-Roi, par Maisons-Laffitte (Seine-et-Oise), 25 juin 1879.

Cher Frère,

Ci-joint la lettre. Prenez-en connaissance, et lisez-la pour moi, si elle convient à la circonstance, à la loge et à vous. L'aggravation continue de mes souffrances m'a rendu pénible la composition de ces quelques pages et même leur simple mise au net.

Quoi qu'elles vaillent, sachez-m'en gré, car elles m'ont coûté.  
Je vous serre la main.

É. LITTRÉ.

## LETTRE DE M. LITTRÉ.

*Aux frères de la loge de la « Clément-Amitié. »*

Chers frères,

La loge de la « Clément-Amitié, » il y a trois ans, réveilla mon souvenir et me fit un anniversaire. Les exigences d'une débile santé ne me permirent pas d'affronter la fatigue d'une soirée, même de joie et de fête.

Toutefois, j'eus à cœur de tromper l'absence, et par écrit, je dis ce que j'aurais dit de vive voix. Aujourd'hui mon impuissance à comparaitre où que ce soit est plus complète que jamais. Des souffrances, non pas précoces, car je suis dans l'extrême vieillesse, mais grandes et permanentes, m'interdisent l'activité de l'existence et les réalités de la vie. Je vous écris donc, chers frères, comme je le fis lors de l'autre anniversaire, et je trace d'une main endolorie, d'un esprit lucide et d'un cœur ému, quelques lignes que je vous envoie pour me représenter.

Il est, parmi nos concitoyens, d'illustres vieillards qui, privilégiés de la gloire, le sont aussi de la vieillesse. Elle leur accorde la plus précieuse de ses faveurs : celle de demeurer, en dépit des années, intacts et vaillants. Je ne les envie pas, je les admire. Sous l'impression d'une vitalité qui baisse et se pervertit, mon cercle se resserre sans relâche et sans retour. J'ai peu de moments et de forces disponibles. Quel meilleur emploi puis-je faire de ce peu que de vous en apporter, mes chers frères, le tribut en un jour comme celui-ci ? Une jouissance collective vaut son prix, en dédommagement des déchets subis par la personnalité. Dans l'*Enéide*, le vieux Mézence dit à son vieux cheval, qu'il mène à un dernier combat : « Nous avons vécu longtemps, s'il est rien de long pour les êtres mortels. »

*Rhebe, diu, res si qua diu mortalibus ulla est,  
Viximus.*

A ce vers mélancolique, n'objectons rien, mais ajoutons qu'il est dans la vie des mortels une part longue, durable, la part où ils ont souci de la chose humaine tout entière.

Je quitte mes excuses et mes explications. En 1876, à ce premier anniversaire qu'il faut bien, puisque vous le voulez, que j'appelle mien, la loge de la « Clément-Amitié » reçut communication de l'avant-projet de la fondation d'une école supérieure, et peu de temps après, d'un autre avant-projet relatif au percement d'un isthme.

En parlant ainsi, je n'entends nullement mettre en parallèle et sur la même ligne ces deux avant-projets ; je constate seulement qu'ils furent, l'un et l'autre, présentés d'abord à la loge de la « Clément-Amitié. »

Le percement est celui de l'isthme de Panama. Ce qui n'était à ce moment qu'une initiative hardie, avec un linéament provisoire de l'entreprise ; ce qui, un peu plus tard, devint une espérance, lors de l'envoi d'explorateurs habiles qui furent chargés d'étudier de près les circonstances et les conditions et dont quelques-uns ont succombé victimes de leur zèle pour une œuvre mémorable, apparaît maintenant comme une réalité effective que nous touchons.

Les plans sont acceptés ; les combinaisons financières vont commencer et bientôt retentiront sur ces plages prédestinées les coups de la pioche qui réunira deux Océans.

La loge de la « Clément-Amitié » peut et doit se faire honneur de n'avoir été d'un bout à l'autre ni indifférente, ni étrangère à ce percement qui sera une gloire de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ; et il ne me déplaît pas

de détourner sur cette réunion d'aujourd'hui un reflet d'une grande chose, simple en sa conception, laborieuse en son exécution, bienfaisante à jamais en ses résultats.

Christophe Colomb, s'aventurant dans l'immensité inconnue de l'Atlantique, croyait par cette voie gagner les Indes-Orientales. Le chemin lui fut barré par cette longue Amérique étendue du pôle Nord au pôle Sud, avec son étroite bande de terrain qui en unit les deux moitiés et qui ne livre aucun passage.

L'homme moderne ne put entendre longtemps le bruit des flots se brisant en pure perte sur deux rives opposées, si voisines et pourtant si éloignées, sans concevoir combien il lui conviendrait de supprimer ce domageable obstacle. Pour la pensée et l'exécution d'entreprises d'une telle proportion, il est besoin de savants de toute nature, de géologues qui pénètrent les mystères des terrains, d'ingénieurs qui savent se rendre compte des difficultés et en triompher, de machines efficaces qui aident le travail, de captaux puissants qui le paient. Ces instruments divers, indispensables les uns aux autres, hommes et choses, se sont accumulés et sont prêts. La science et l'industrie, de concert, entreprennent de changer sur un emplacement déterminé le régime du globe terrestre. L'homme moderne y porte sans hésiter une main active qui n'est pas téméraire et, détournant le sens d'un beau vers latin, il a le droit de se croire engendré pour le monde entier (*toti g nati sumus se credere mundo*), c'est-à-dire se sentir capable d'embrasser le système général de son habitation et de le modifier selon ses vues et son profit.

Quand, du milieu de Paris, la première Montgolfière s'éleva dans les airs aux yeux émerveillés d'une foule enthousiaste, une vieille dame de qualité, enthousiaste, à sa façon, s'écria : « Ils trouveront, quand je serai morte, le secret de ne plus mourir. » Ils ne l'ont pas trouvé, ni ne le trouveront ; en revanche, ils ont pénétré avant et pénétreront tous les jours davantage dans l'atelier et les procédés de la nature, et ils en rapportent des puissances qui multiplient à l'infini l'avoir humain, si chétif à l'origine et devenu aujourd'hui de la richesse. Les sociétés s'enrichissent sans cesse, et à fur et à mesure se pose le grave problème du meilleur emploi de cet enrichissement.

Dans le désordre international où sont présentement impliquées les nations grandes et petites, quand il serait désirable que de vrais biens ne fussent pas compromis à la légère, tout ce qui tend à gêner les impulsions égoïstes ou déréglées soit chez les princes, soit chez les peuples doit être vu avec satisfaction. Or, rien ne donne plus de précision aux besoins de sécurité et de concours que ces entreprises gigantesques et cosmopolites qui, faisant appel à tout le monde, rendent à tout le monde un service continu. Devenues des puissances avec qui il faut compter, elles établissent de bienfaisantes neutralités qui circonscrivent le champ des batailles et imposent des limites aux destructions.

A ce point de vue, il semble que le génie de l'heure présente ait de propos délibéré mis en contraste le double spectacle de la grande guerre et de la grande entreprise, et que, comme le Jupiter de l'*Iliade* prenant sa balance d'or pour peser la destinée des héros, il ait pris la sienne

pour peser aux yeux de tous la conquête et le travail. Hier, le canon tonnait le long des Balkans ; pour des vues de religion, de panslavisme, d'agrandissement, la Russie avait tiré l'épée, après la victoire qui lui est échue, que fait-elle ? elle panse ses plaies et s'estimera heureuse quand elle les aura cicatrisées. Aujourd'hui, une expédition se prépare, qui va résolument attaquer l'isthme de Panama ; quel que soit l'imprévu des difficultés, soyons assuré que nos travailleurs auront raison des terrains, des rochers, des forêts, des torrents ; le commerce accourra dans la voie que la configuration naturelle lui avait refusée, et une prospérité croissante en suivra le développement. Faut-il s'étonner que le génie de l'heure présente montre avec orgueil les deux plateaux de sa balance d'or.

Au moment où il fut sérieusement question d'unir la Méditerranée à la mer Rouge, un ministre anglais, aveugle en ses préventions, s'efforça d'aliéner l'Angleterre au projet ; si bien que sans la ténacité invincible et les ressources infinies de M. de Lesseps, le canal de Suez était ajourné. Réjouissons-nous, le canal inter-océanique a pour lui M. de Lesseps et n'a personne contre lui.

Il est attrayant de célébrer un triomphe. Peut-être aussi, à un autre point de vue, n'est-il pas déplaisant, pour un homme qui ne se décourage pas, d'exposer fidèlement le cas où le succès n'a pas répondu à l'attente, d'en examiner les causes et les circonstances, et de chercher le remède. Je ne serais pas satisfait et je pense que la loge de la « Clémentie-Amitié » ne le serait pas non plus, si je ne l'entretenais de ce qui n'a pas réussi ou plutôt de ce qui, je l'espère du moins, n'est qu'ajourné, comme faillit l'être le canal de Suez.

L'avant-projet resté en souffrance est celui d'une école supérieure. On y songeait depuis quelque temps parmi les disciples de la doctrine positive ; et en 1876, lors du premier anniversaire de mon initiation, le frère Cousin ayant pensé qu'on le célébrerait davantage et mieux en le faisant servir à une fondation de portée et d'avenir, le frère Wyruboff présenta à la loge le plan d'un enseignement comprenant les six sciences fondamentales, mathématiques, astronomie, physique, chimie, biologie et sociologie. Elles sont là rangées selon leur hiérarchie organique, qui est la grande découverte d'Auguste Comte.

On ne peut refuser à un pareil enseignement le titre de supérieur que nous lui donnons. Je ne répéterai pas les amples explications qui furent fournies dans le temps, me contentant de rapporter quelques paroles par lesquelles M. Wyruboff caractérisa notre proposition. « Nous voulons, dit-il en son discours de présentation, fonder une école qui sera scientifique, en prenant le mot science comme synonyme de science exacte, positive ; qui sera générale, en bornant la généralité aux choses cognoscibles ; qui sera supérieure parce qu'elle enseignera les notions les plus hautes ; qui devra être accessible à tous, parce que, précédant toutes les spécialités, elle sera utile à tout le monde sans exception. »

Arago prétendait qu'il ne faut pas avoir scrupule de la répétition, vu qu'elle est un excellent moyen de faire pénétrer les idées. Ainsi excusé d'avance, je ne crains pas de reproduire sous une forme notre caractéris-

lique, si bien tracé par M. Wyruboff. Dans l'état actuel de l'enseignement, les études se terminent par une classe de philosophie. Nous pensons qu'il a été judicieux de les clore ainsi ; car il importe que le jeune homme reçoive une somme d'idées générales avant d'entrer dans le monde et ses fonctions. Mais nous pensons aussi que, dorénavant, cette philosophie scolaire, mi-théologique et mi-métaphysique, est vide de l'utilité qu'elle eut jadis, et qu'elle ne représente plus que nominale-ment les généralités réelles. L'école supérieure dont nous avons dressé le plan est, à vrai dire, la classe moderne de philosophie. Quand on couronne les études littéraires nécessaires par l'enseignement coordonné et condensé des six sciences, on donne à la fois la méthode et le résultat, l'évolution de l'esprit humain et son histoire, en un mot, la conception positive du monde ; et c'est toute la philosophie.

Un obstacle était sur notre chemin. En ce même discours incisif et allant au fond des choses, M. Wyruboff montra que présentement tout le domaine éducationnel est tenu, sans réclamation des parties intéressées, par deux établissements rivaux, l'Eglise catholique donnant aux catholiques toute la foi dont ils ont le besoin spirituel, et l'Etat assurant au gros du pays la laïcité qui est à son usage ; « de sorte, dit-il, que nous avons contre nous l'Eglise qui a sa doctrine, l'Etat qui a son système, la bourgeoisie libérale qui a ses traditions. »

Cet obstacle subsiste toujours. Des bruyants débats qui, en ce moment même, éclatent dans nos Chambres, en témoignent assez. Quelle place trouver là à une doctrine qui n'est ni l'orthodoxie de l'Eglise, ni l'éclectisme de l'Etat ? Même parmi ceux qui luttent le plus vigoureusement pour la laïcité, beaucoup sont loin d'être amis de notre philosophie, inconciliable avec leur attachement à la recherche de ce qui ne peut être connu, de l'incognoscible, selon le terme récent que la doctrine positive a amené dans la nomenclature philosophique, et cette antipathie s'explique. Nous vivons en un temps où les conflits intellectuels et moraux s'étendent sans limites, entre le désarroi des vieilles traditions et l'incohérence des nouvelles opinions. Tout est champ clos, l'éducation est un des plus disputés, et on désire presque aussi peu à gauche qu'à droite que nous y descendions.

Pourtant, je me garderai de faire la situation pire qu'elle n'est pour notre projet, qui a dû être ajourné, sans être perdu ni oublié. Nous avons, si je puis ainsi parler, des intelligences dans la place. L'éducation laïque a une tendance marquée, irrésistible à s'approprier une part croissante de science. Cette tendance agit d'une manière constante en notre faveur ; elle dispose à nous écouter.

Etre écoutés est ce que nous recherchons. Notre école supérieure a pour objet de combler une lacune qui, par l'effet indirect du savoir positif, s'élargit chaque jour davantage. Une portion de la jeunesse, soit par l'action de l'exemple domestique, soit par l'influence spontanée du milieu social, se dégage des liens théologiques et métaphysiques. L'état actuel des choses ne lui offre aucune ressource ; elle n'y trouve ni refuge qui la mette hors de la foule, ni direction qui la tire de l'ornière, ni enseignement qui lui soit adapté. Tout cela, nous le préparons à cette portion de

la jeunesse qui nous intéresse particulièrement, qu'on fera aussi petite qu'on voudra, pour le moment du moins, mais qui est déjà assez nombreuse pour que nous lui cherchions un établissement et des professeurs. Aussi, sans découragement, demandons-nous de nouveau ce que nous demandions il y a trois ans : des fonds suffisants pour un essai sérieux et un comité qui dirige l'entreprise.

A l'époque de la conception première de l'école, mon ambition personnelle était grande. Je comptais concourir à l'organisation, si elle venait à terme, me mêler à l'œuvre, prendre part à l'enseignement, et même y inaugurer une chaire de sociologie. Cela était bien téméraire chez un homme aussi avancé en âge. Il n'a pas fallu un long temps pour souffler sur toutes ces témérités anticipées ; et vite ma vieillesse malade est devenue incapable de rien faire de tout ce qui avait été rêvé. Je ne me plains point, et ne serais point en droit de me plaindre, ma vie s'étant prolongée assez pour que je jouisse aujourd'hui *et quelques jours encore* (c'est le répit que La Fontaine octroie à son vieillard) des fruits de la tâche que, disciple et propagateur de la doctrine d'Auguste Comte, je me donnai il y a tantôt quarante ans ; et je puis dire à la philosophie positive en détournant sans profanation un verset chrétien, car nous, positivistes, sommes pleins de respect pour le rôle médiéval du christianisme, je puis dire à la philosophie positive : *Nunc dimitte servum tuum*, maintenant congédie ton serviteur.

Mes empêchements ne sont pas de ceux avec lesquels il est possible de composer, et qu'une embellie de clair soleil ou de bonne humeur est capable d'alléger. Ils sont définitifs et irrémédiables. Je suis désormais, pour l'organisation de l'école proposée et pour l'enseignement qui doit s'y donner, le plus inutile des hommes, et n'ai plus à son service que mon nom, mes conseils et ma souscription. Cela du moins lui est assuré.

L'usage veut qu'une lettre se termine par une formule de politesse. Je termine la mienne par une expression de reconnaissance. La loge de la « Clément-Amitié » m'a comblé des marques de sa bienveillance et de sa sympathie quand elle m'appela en son sein ; je les conserve encore dans le déclin qui m'est advenu. Pour patron en franc-maçonnerie, elle m'assigna Voltaire, en mettant mon initiation au centenaire de l'initiation du patriarche de Ferney. Ma manière d'honorer le patron sous l'invocation de qui je suis placé est de sentir que, si j'eusse vécu de son temps, j'allais dire sous son règne, je me serais rangé parmi ceux qui le soutinrent dans sa laborieuse propagande. De même, ici, mon acte de gratitude envers la loge est de donner malgré les défaillances de l'âge et de l'absence, mon concours à ce qui s'y pense et à ce qui s'y fait.

*Signé : É. LITTRÉ.*

Le vénérable communique ensuite à l'assistance la réponse qu'il a adressée au nom de la Loge à M. Littré :



## LE F... COUSIN AU F... LITTRÉ.

Orient de Paris, 28 juin 1879.

Mon bien cher Maître,

J'ai reçu la lettre que vous adressez à vos frères de la « Clément-Amitié. » C'est avec une émotion profonde, les yeux mouillés par un sentiment d'admiration reconnaissante, que je vous crie : merci.

Vous n'avez pas, mon Frère, à envier ces illustres vieillards, qui comme vous, « privilégiés de la gloire, » le sont aussi de la vieillesse. Parmi ces « grands Français. » il n'en est aucun, si grand soit-il, qui vous puisse marchander le tribut d'admiration qui vous est dû. Votre main, dites-vous, est endolorie, et les membres qui vous portent refusent le service ; vous ne pourriez, comme va le faire l'Ernest de Lesseps, mon illustre patron, traverser l'Atlantique pour donner le premier coup de pioche dans les chantiers qui vont s'ouvrir à Panama.

Mais, ô Maître vénéré, quoi que vous puissiez dire, votre grand esprit reste intact et votre noble cœur n'a rien perdu de sa vaillance. Non, il n'est point vrai que votre vitalité baisse et se pervertisse. Vous n'avez rien écrit de plus beau que la dernière « homélie » que vous me chargez de lire à nos francs maçons. En vous comparant à l'archevêque de Grenade, que le fidèle Gil Blas avertissait de son déclin, vous dépassez les bornes de la modestie permise à l'un des plus grands travailleurs de cet âge, si grand par son labeur.

Le 8 juillet 1875, au moment où selon le rite ancien de notre ordre le frère Cousin vous remit, après votre initiation, le tablier maçonnique, il vous adressa, aux applaudissements enthousiastes d'une assemblée digne de vous, ces paroles que vous n'avez peut-être pas oubliées : « Frère Littré, la Maçonnerie honore avant tout le travail. Elle s'honore aujourd'hui en recevant parmi ses membres un travailleur infatigable, le Voltaire du dix-neuvième siècle. »

Vous n'avez point encore atteint, mon Maître, l'âge du frère Voltaire, et la tragédie d'Irène, acclamée par les admirateurs de l'initié de la loge des Neuf-Sœurs, ne valait pas la lettre que vous adressez à la loge de la Clément-Amitié.

Je serre, avec respect, la main qui vient de l'écrire.

Cousin.

Après ces lectures fréquemment interrompues par des applaudissements chaleureux, M. Cousin donna la parole à M. Wyrouboff, qui prononça l'allocution suivante :

La « Clément-Amitié » fête encore une fois l'anniversaire de la réception de Littré ; une fois encore elle se met libéralement au service d'une grande cause, de la cause de l'instruction suivant le programme de la philosophie scientifique, dont Littré a été de nos jours le représentant le plus autorisé.

Les disciples de A. Comte remercient la « Clément-Amitié » et, sans déroger aux principes de l'égalité maçonnique, ils croient devoir remercier d'une façon toute spéciale le frère Cousin. C'est lui qui est venu chercher les philosophes dans leur retraite, qui est venu les distraire de leurs méditations pour leur dire résolument : il faut agir. Si le programme de l'enseignement scientifique, tel que nous l'avons conçu et tel que je vous l'ai exposé avec détail, il y a de cela trois ans, se réalise un jour, le vénérable de la « Clément-Amitié » devra avoir sa part légitime de reconnaissance, et le nom de Cousin, qui était tristement connu comme enseigne d'une philosophie bâtarde, rappellera aux générations futures un des fondateurs de l'enseignement vraiment rationnel.

Mais notre programme est-il réalisable et pourquoi n'a-t-il pas été réalisé jusqu'à présent ? Ce sont là des questions qui demandent réponse.

Le problème a deux côtés qu'il importe de ne pas confondre. Il y a le côté théorique, le côté de la doctrine, qui peut être utile ou nuisible, rationnelle ou illusoire, logique ou illogique ; il y a le côté pratique, le côté de l'exécution, qui peut être facile ou difficile, possible ou impossible. Nous, les philosophes, nous apportons les idées, nous apportons un plan d'études, nous démontrons que ce plan est meilleur que tous les plans qui existent, nous constatons qu'aucune critique sérieuse ne s'est élevée contre lui, et que pour être admis par tous les amis du progrès il ne lui faut qu'une chose : la sanction de l'expérience. Cette expérience, loin de la fuir ou de la redouter, nous l'appelons de tous nos vœux ; seulement nous ne pouvons pas la tenter sans faire appel aux forces vives du parti libéral.

Mes frères, on parle depuis longtemps de l'influence néfaste du cléricalisme, on parle surtout beaucoup depuis quelques mois du rôle pédagogique considérable de la Société de Jésus. L'opinion publique est émue des révélations apportées à la tribune, on pousse des exclamations indignées en apprenant de quelle façon honteuse on peut interpréter les plus grands faits de l'histoire, de quelles misérables idées on nourrit l'intelligence des futurs citoyens de la République, on condamne unanimement les congrégations autorisées ou non, on proclame bien haut qu'il importe de faire triompher l'esprit nouveau sur l'esprit ancien au risque de voir périliter les bases mêmes de la société moderne, et quand on a fait tout cela, quand on a prononcé de beaux discours et fait preuve de sentiments libéraux, on se croise les bras et l'on dit : j'ai fait mon devoir. On ne se demande pas ce qui doit lutter avec les doctrines surannées, ce qui doit remplacer les programmes congréganistes ; on s'en remet à l'Etat oubliant volontiers que l'Université est théologique dans son origine, métaphysique dans ses traditions, que la laïcité des écoles primaires dont on parle tant est un leurre, puisque la loi Falloux existe ; on croit avoir tout fait en supprimant les établissements des jésuites. Cela est une regrettable erreur. On ne supprime efficacement un parti que lorsqu'on s'est approprié ce qu'il avait de bon dans son programme et lorsqu'on peut lui opposer un programme meilleur. Alors, mais alors seulement, le parti attaqué tombe complètement et disparaît sans retour.

Eh bien, permettez à un homme qui a passé sa vie à combattre le clé-

ricalisme, de vous dire aujourd'hui que le parti clérical a des qualités qui nous manquent et qui sont de premier ordre. A côté de ses doctrines, qui sont mauvaises, dangereuses, il a une pratique qui est excellente, parce qu'elle est très positive. Lorsqu'il combat les écoles de l'Etat, il ne fait pas seulement de la théorie, il ne fait pas seulement de la critique, il trouve de l'argent et fonde des écoles catholiques. Il n'hésite pas à dépenser des millions pour faire concurrence à ce qu'il croit être mal-faisant.

Et nous, les libres-penseurs, nous qui attaquons avec tant de violence l'enseignement congréganiste, nous qui avons de bons programmes, qui sommes dans le courant de notre siècle, qu'avons-nous fait ? Nous avons fondé quelques écoles primaires qui vivent à grand peine et dont le budget total ne dépasse pas 50,000 francs. Ce n'est pas avec cela qu'on peut améliorer l'instruction publique.

Telle est donc la situation. Nous n'avons pas réalisé jusqu'à présent notre programme, parce qu'il nous fallait de l'argent et que nous n'en avons pas trouvé ; il sera réalisé le jour où la somme nécessaire sera à notre disposition.

Nous sommes prêts, notre plan est depuis longtemps mûri, notre personnel est presque au complet ; il ne s'agit plus que de trouver un local et de l'approprier ; mais pour cela il faut être assuré du capital indispensable.

Devant cette difficulté financière, notre compétence s'arrête ; à vous d'aviser si vous croyez que l'expérience d'une instruction nouvelle vaut la peine d'être tentée.

## SOUSCRIPTION POUR LE TOMBEAU DE SOPHIE GERMAIN

(DEUXIÈME LISTE)

Miguel Lemos.....	2 fr. »		<i>Report...</i>	60 fr. »	11 fr. »
Léon Philippe.....	5 »		Bouley.....	10 »	
Bouvet.....	2 »		V. Puiseux.....	10 »	
Lucien Arréat.....	2 »		J. Moquet.....	10 »	
<i>Liste de M. le Dr Robin.</i>					
Ch. Robin.....	25 fr. »		Total de la souscrip-		
Charles.....	20 »		tion Robin.....	90 fr. »	90 »
Bonnet.....	10 »				101 fr. »
P. Lalaune.....	5 »		Liste précédente.....		357 05
<i>A reporter...</i>	60 fr. »	11 fr. »			458 fr. 05

# BIBLIOGRAPHIE

---

**Œuvres philosophiques de SOPHIE GERMAIN**, suivies de pensées et de lettres inédites et précédées d'une notice sur sa vie et ses œuvres, par H<sup>o</sup> STUPUY.

Un poète sympathique et autorisé, publiant les œuvres philosophiques d'un grand géomètre, et les accompagnant d'une savante notice, est une très intéressante nouveauté qui n'excitera plus aucune surprise quand les remarquables considérations de Sophie Germain, sur les sciences et les lettres, seront plus généralement appréciées.

En 1832, un an après la mort de Sophie Germain, Libri de l'Institut, qui avait été reçu dans son intimité, inséra dans le *Journal des Débats*, une notice nécrologique dans laquelle il peignit sous les traits les plus séduisants, le noble caractère de Sophie Germain, qui, au point de vue scientifique, malgré la grande variété de ses connaissances, n'avait donné, dans ses travaux, que les témoignages d'un géomètre éminent. L'année suivante, Lherbelle, pour remplir un pieux devoir, publiait le discours sur *l'état des sciences et des lettres aux différentes époques de leur culture*, trouvé dans les manuscrits de sa tante. Ce discours tomba entre les mains d'A. Comte. Dès ce jour, Sophie Germain prit rang parmi les philosophes; plus tard, elle eut sa place dans le système de commémoration institué par le fondateur de la philosophie positive; elle y figure, en regard de Hegel, dans le mois consacré à Descartes; et dès 1835, A. Comte, appréciant le vrai caractère du *discours sur les lettres et les sciences*, écrivait :

« J'attacherai toujours le plus grand prix à la conformité générale que j'ai aperçue dans cet écrit, avec ma propre manière de concevoir l'ensemble du développement intellectuel de l'humanité<sup>1</sup>.

Une telle consécration doit suffire pour reconnaître l'importance de la publication si heureusement accomplie par M. H. Stupuy, et, disons-le tout d'abord, il y avait un grand mérite à offrir dignement au grand pu-

<sup>1</sup> *Philosophie positive*, 1<sup>re</sup> édit., t. 2, p. 601.

blic, la lecture d'une œuvre si profonde et si variée ; à cet égard, on ne saurait discuter le plein succès de la notice de M. H. Stupuy, aussi nous ne croyons pas devoir la mieux caractériser, qu'en y reconnaissant l'empreinte des caractères communs à toutes les œuvres élevées de l'esprit, caractères déterminés par Sophie Germain, l'ordre, la proportion, la simplicité.

Ceux qui liront la notice de M. H. Stupuy, liront nécessairement Sophie Germain, mais ici, à défaut du texte, nous devons au lecteur quelques développements que M. H. Stupuy a évités, pour ne pas troubler l'harmonie de sa notice.

Le discours de Sophie Germain se divise en deux parties ; dans la première, inductive et abstraite, elle énonce une loi et la précise par deux exemples caractéristiques, empruntés à la poésie et à la science. Dans la seconde partie, surtout déductive et enrichie d'un grand nombre de documents, elle poursuit la démonstration de ses principes à travers les âges et dans toutes les œuvres de l'esprit humain.

Nous suivrons le même ordre dans cette courte analyse.

Dès les premières pages du discours, Sophie Germain pose les principes et tire les enseignements :

La pensée de l'homme dans ses divers travaux, est assujettie à des lois ; et le caractère du vrai, en toutes choses, est un sentiment profond d'ordre et de proportions. Donc, les sciences et les lettres sont dominées par un sentiment qui leur est commun. L'ordre et la simplicité, dit Sophie Germain, sont des nécessités intellectuelles ; on ne saurait donc contester l'identité du type universel du beau et du vrai.

Mais tandis que ce type peut servir en général de guide au goût et à la raison, on doit reconnaître que dans les sciences exactes, il faut arriver à la connaissance certaine d'un ordre déterminé et de proportions connues et mesurables. Aussi l'intelligence ne s'y arrête pas à des ressemblances avec le modèle intérieur ; il lui faut toucher la vérité de plus près ; et l'attention est absorbée tout entière dans l'heureuse réalisation des conditions qu'elle cherche partout ailleurs.

Dès ce moment, on peut juger de la prédilection de Sophie Germain pour la logique mathématique qui lui procure une sorte d'idéalisation du vrai ; et on peut prévoir les hardiesses qu'elle y puisera dans l'analyse des phénomènes sociaux. Il faut d'ailleurs pour l'excuser et même pour sympathiser avec ces hardiesses, ne pas oublier le salutaire engouement qui, au XVIII<sup>e</sup> siècle, fit de la géométrie une véritable mode. C'est à cette source pure des vérités abstraites, que s'apaisait la soif de vérité de nos pères.

Après l'énoncé du principe, suit la démonstration générale. Sophie Germain demande s'il y a une grande différence entre les impressions du savant et celles que nous procure un ouvrage d'imagination. On s'attend bien que la réponse sera négative. car, pour Sophie Germain, l'esprit humain, dans ses œuvres, est guidé par la *prévision de certains résultats vers lesquels il dirige tous ses efforts*. Et comme l'esprit humain obéit aux lois de sa propre existence, la méthode sera la même ; aussi, dans tous les traits du génie, en éloquence, dans les sciences, les beaux-arts, la

littérature, ce qui nous plaît, c'est la découverte d'une foule de rapports que nous n'avions pas encore aperçus.

Après ces formules étroitement liées, nous arrivons à la démonstration si importante de l'identité des procédés intellectuels, dans la poésie et dans la science. Sophie Germain nous montre alors, pour des constructions d'un ordre bien distinct, la même alliance indispensable de l'induction et de la déduction, au discernement et à l'imagination. On ne peut lire sans entraînement cette analyse pénétrante où on assiste à la lutte tumultueuse des images abstraites du poète, à la naissance d'une idée simple qu'il reconnaît et dont il s'empare. Chez le géomètre, c'est également une idée simple, féconde, qui surgit à travers le chaos des abstractions que l'imagination accumule sur sa route. Ce parallèle, elle le poursuit dans l'exécution de l'œuvre ; elle le pousse même jusqu'à dans le choix du style et fait sur la perfection du langage dans les lettres et dans les sciences, des réflexions d'une remarquable justesse.

Tel est très-sommairement le fond de cette première partie. Sophie Germain se fondant sur un certain nombre de vérités abstraites, énonce une loi de l'esprit humain. Cette loi, elle en montre la domination effective dans l'ordre poétique et dans l'ordre scientifique, et nous reconnaissons avec elle, dans toute création idéale, comme dans la découverte des lois, l'application des mêmes facultés intellectuelles. C'est toujours l'induction qui généralise d'après les représentations abstraites de l'imagination. Aussi, après une ample exposition, Sophie Germain peut légitimement s'écrier :

« Ah ! n'en doutons plus, les sciences, les lettres et les beaux-arts ont été inspirés par un seul et même sentiment. »

Après cette première généralisation, Sophie Germain cherche à travers les âges la démonstration de ses principes. C'est ici que le génie inductif d'A. Comte dut être heureusement frappé du vif sentiment qu'eut Sophie Germain, de l'état d'abord théologique, puis métaphysique de l'esprit humain ; et nous devons bien regretter que dès 1820, elle n'ait pas eu avec A. Comte, les relations scientifiques qu'elle avait alors avec Fourier, Ampère, Legendre, Navier, Delambre, etc. On doit même se demander si les souffrances physiques qui l'atteignirent dès 1829, lui laissèrent assez de calme pour lire le premier volume de la *Philosophie positive* qui parut l'année suivante.

Sophie Germain n'ayant pu saisir dans son ensemble la loi des trois états, a, malgré sa netteté de vue sur les premières phases de l'esprit humain, conservé quelques nuages métaphysiques dans l'exposition historique. Néanmoins, Sophie Germain a pu y dévoiler une masse de vérités où poètes, artistes, savants, politiques et moralistes, pourraient puiser à pleines mains ; et, avec ses admirables dispositions artistiques, que n'aurait-elle pas accompli dans divers ordres, si elle avait pu jouir des premières et vives lueurs de la philosophie positive !

Suivons Sophie Germain dans sa brillante exposition : sous le règne initial de l'imagination, la poésie fit d'abord le récit des événements les plus remarquables et peignit les grandes scènes de la nature. Plus tard, le poète put imaginer une action ; mais, pour intéresser, il fallait découvrir

les règles qui devinrent plus tard des préceptes : l'unité d'action, l'unité d'intérêt et la clarté de l'exposition.

Au milieu des êtres infinis du monde extérieur, l'homme ne trouva rien de plus merveilleux que lui-même. Il *étendit son existence sur tout ce qui l'entourait, cherchant sa propre image, il personnifiait les êtres inanimés, les êtres intellectuels, enfants de son imagination*. Le type humain devint alors le type universel; Sophie Germain le montre dans les œuvres de l'antiquité et au moyen âge; au milieu même des écarts de la raison, on peut le suivre depuis les premières connaissances astronomiques, jusqu'à la fondation de la géométrie générale par Descartes, et aux découvertes de Newton.

A propos de l'alliance entre la mathématique et les sciences physiques, il faut écouter les espérances audacieuses de Sophie Germain sur l'extension du calcul aux questions morales et politiques; car Sophie Germain a le sentiment que les lois de l'être ne régissent pas seulement les faits qui sont du domaine des sciences cosmologiques, et qu'elles s'appliquent également à l'ordre social, et cette profonde honnêteté qui lui fait aimer la vertu au même titre que l'ordre, lui inspire, en morale, des formules évangéliques. Se fondant sur le théorème relatif à la courte durée de l'action des causes perturbatrices, elle explique comment le vrai et le juste tendent sans cesse à faire disparaître les obstacles qui s'opposent à leur manifestation. Elle démontre de même les tendances progressives à l'anéantissement des actions qui en toutes choses, en morale, en politique, troublent l'ordre naturel.

On suit avec le plus vif intérêt les rapprochements qu'elle fait entre la mécanique rationnelle et les sciences politiques : l'étude statique et dynamique des éléments principaux des sociétés, les *intérêts*, les *passions*, l'*inertie*; enfin, l'application, très-rassurante, à l'influence des révolutions sur les forces vives de la société, du théorème général qui montre que, en toutes choses, « les forces perturbatrices sont fonctions du temps, et que » la régularité tend à s'établir dans tout système de quelque nature qu'il puisse être. »

Aujourd'hui que la loi des trois états, la loi de classement, la fondation de la Sociologie, et la vraie logique scientifique, ont établi le règne indiscutable de la positivité, nous nous engageons plus sûrement dans l'étude de tous ces phénomènes; mais quand Sophie Germain écrivit son discours, tout autres étaient les conditions mentales. Aussi l'admirons-nous d'autant plus que, malgré l'insuffisance de ces moyens logiques, elle fait jaillir à tout moment, de précieuses vérités.

Dans ces brèves indications, il nous est impossible de relever toutes les beautés d'un discours aussi riche, et si nous ne devons pas nous limiter, nous pourrions encore extraire de cette œuvre, un ensemble de données très-précieuses pour la théorie cérébrale.

Dans cette vaste systématisation du monde et de l'homme, Sophie Germain, cherchant un même type dans tous les genres de conception, laisse voir à chaque pas sa familiarité avec les opérations mentales dérivant toujours de la contemplation concrète et abstraite qui permet à l'induction de généraliser et à la déduction de systématiser. Cette familiarité ne

se dément pas dans les détails. Parle-t-elle de l'analogie des ordres physique, moral et intellectuel et de son influence sur le langage figuré, elle nous prévient contre ceux qui considèrent simplement l'analogie comme une méthode. Pour Sophie Germain l'analogie existe par elle-même; notre intelligence est propre à la reconnaître :

« Elle aide nos premiers efforts, elle instruit l'enfant; *quelquefois aussi elle l'induit en erreur*..... »

Cette dernière remarque, faute d'avoir été faite par Thurot et par Taine, a conduit ces auteurs à nous donner comme exemples d'abstractions, des actes d'insuffisance mentale dans lesquels l'enfant, incapable de discerner une véritable analogie, donnait un même nom à des êtres fort différents au fond. Dans cet ordre de confusions, on arriverait à méconnaître les traits les plus caractéristiques du génie qui, dans les constitutions cérébrales les plus complètes et les plus harmoniques, résulte toujours d'une induction soutenue par les abstractions les plus élevées.

Mais, sans insister davantage sur les questions philosophiques, suivons Sophie Germain dans son étude des lettres, aux différentes époques dont elle a examiné les opinions systématiques. Ici nous devons déclarer que Sophie Germain dépasse toutes les prévisions du lecteur. La démonstration semblait épuisée, Sophie Germain la reprend, pour les lettres, l'éloquence, la peinture, l'art musical, la pantomime. Faut-il s'étonner que les anciens, très ignorants sur les lois d'un grand nombre de phénomènes, aient atteint la perfection dans tous les genres d'écriture? Non; puisque le beau résulte des lois mêmes de l'entendement et que cette ignorance dut alors laisser une pleine indépendance à l'imagination. Pour émouvoir et pour plaire, le poète n'avait qu'à suivre les lois de sa propre nature. Lorsque nous cherchons aujourd'hui à imiter la littérature des anciens, les fictions et les formes du style ne sont plus en harmonie avec notre état social et mental.

Pour fortifier ces remarques de Sophie Germain, on peut rappeler à cet égard, la vive réaction de l'école de Racine et de Molière, contre celle de Corneille.

Sophie Germain étudie ensuite avec une grande sagacité les effets déplorables de l'usage des expressions scientifiques, dans les écrits des esprits vagues, et nous montre rigoureusement le pédantisme de la littérature exclusivement vouée aux idées dominantes.

« Il n'est pas permis de faire rire, observe-t-elle, si ce n'est aux dépens des personnes qui se montrent ennemies des innovations. La raillerie est amère, elle a perdu la grâce qui savait en adoucir les traits. »

Mais Sophie Germain prévoit une renaissance suscitée par l'application du calcul à l'étude des théories politiques. Nous ne pouvons reproduire ici plusieurs pages où le sentiment du prochain avenir de l'universelle positivité, est exprimé avec beaucoup d'ampleur.

Enfin, en arrivant à la dernière partie de cette brillante démonstration, nous rencontrons un chef-d'œuvre sur l'art oratoire et l'art musical. nous voudrions au moins retracer son brillant parallèle entre l'orateur et le compositeur, nous préférons réserver cette surprise au lecteur des œuvres philosophiques de Sophie Germain.



Au terme de cette analyse bien imparfaite, nous devons cependant résumer nos propres impressions. Si nous avons bien saisi la pensée de Sophie Germain nous devons concevoir que l'homme, en vertu de sa constitution cérébrale, a pu interroger la nature après avoir déniché les lois de sa propre organisation. Dans l'univers, comme en lui-même, il a pu reconnaître le vrai, le bon et le beau, à certains caractères d'ordre, de proportions, de simplicité, qui résultent de sa manière de concevoir; ce sentiment profond d'unité l'a guidé dans tous ses jugements, dans toutes ses conceptions; si le poète imagine une action, si le savant cherche à découvrir les lois des phénomènes, c'est toujours par l'application des mêmes procédés à des créations en apparence différentes.

L'auteur dramatique met-il en jeu des personnages de caractères opposés, il les idéalise chacun dans son type et conformément à sa manière de juger. Le bon personnifiera toutes les bontés, le cruel sera l'idéalisation de la cruauté et quand la lutte commencera entre les personnages, il cherchera à s'astreindre à la logique des actes et des sentiments, et le dénouement sera vrai s'il est conforme aux règles d'une haute raison. Si le savant veut découvrir la loi de tout un ordre de phénomènes, il confrontera dans son imagination les impressions les plus vives et les idées générales qui s'y rapportent. Au milieu de ces impressions abstraites, l'induction découvrira la loi, cette loi c'est aussi un idéal, car elle contient les phénomènes observés, elle comprend même ceux qui ne seront observés que plus tard. Si de la science nous passons aux arts de la forme, nous verrons l'idéal, se concrétiser dans la statuaire et la peinture; le cheval arabe de Decamps, comprend les beautés de mille chevaux imparfaits; la négresse de Cordier comprend tous les traits typiques de l'Éthiopienne; le chêne peint par Rousseau n'existe pas, c'est le chêne des chênes, car Rousseau a rassemblé en lui les beautés de tous les chênes qu'il a contemplés.

Après les créations idéales dans la science, commence l'œuvre rigoureuse de la déduction, qui soumet tout, qui enlace les faits, les formes, les événements et les enchaîne sous la domination de la loi. Mais le cœur aussi a sa logique; et, si l'orateur veut émouvoir, il se conformera aux mêmes règles, aux mêmes convenances.

Dans le lyrisme le compositeur veut-il être maître de l'imagination et du sentiment, il choisira le mode qu'imposera la sensation; et l'auteur même du drame, devra se soumettre à la fois à la connaissance des effets du langage musical et aux règles de notre constitution mentale.

Sophie Germain nous montre aussi, avec ravissement le degré de positivité que la mathématique a pu introduire en astronomie et en physique; elle essaie de l'étendre aux phénomènes sociaux, mais elle envisage, abstraitement, des cas comparativement très-simples. Elle sent bien d'ailleurs la difficulté de ces problèmes, car elle nous pousse aux études encyclopédiques dont le complet épanouissement, mettra l'homme en possession de toutes les vérités. Alors la justice ne sera plus que la conséquence nécessaire de l'universelle révélation scientifique, et chacun aimera la vertu comme on aime l'ordre. La conviction de Sophie Germain

est telle qu'on se laisse conduire par ce géomètre au cœur divin, par cet algébriste plein de poésie et de lyrisme.

Mais il faut cependant, près d'un demi-siècle après l'œuvre de Sophie Germain, regarder autour de nous et reconnaître que les plus grands politiques ne sauraient, pour le moment, prévoir à très-longue distance car les problèmes sociaux sont d'une extrême complication ; et cependant la philosophie positive, après la logique mathématique, nous a donné la logique expérimentale et comparative ; et nous avons la certitude que la *sociologie* est une science, mais la plus complexe, et où la difficulté de prévoir nous impose des prudences qui excèdent de beaucoup nos aspirations. Et c'est là la pierre d'achoppement des hommes d'état dont le principal mérite doit souvent consister à se contenir.

En effet, qui pouvait prévoir l'empire et la Restauration, après la chute effective de la royauté ? Qui a prévu le second empire après la révolution de 1818 ? Qui pouvait clairement concevoir la possibilité d'un 16 mai, au lendemain de nos derniers désastres ? Et si nous voulons même envisager des problèmes plus simples et les emprunter à la plus récente actualité, comment expliquer hier, sur l'amnistie, aujourd'hui sur le procès des ministres, les solutions les plus opposées, entre politiques, dont les aspirations sont au fond les mêmes ? Peut-on contester les convictions profondes de chaque parti ? Et qui oserait affirmer que dans un des deux camps il n'y a que des hommes de mauvaise foi ? Non, des deux côtés on raisonne, des deux côtés il y a une logique et celle qui a prévalu pour le moment, se fondant sur de tristes expériences et sur l'apparition de nouveaux éléments de perturbation, a cru devoir faire un part à la pitié et une part à la justice.

Malgré ces objections tirées de la complexité des moindres phénomènes sociologiques, nous voulons revenir aux aspirations de Sophie Germain ; car, si le parallélogramme des forces ne suffit pas à l'explication de certains événements, si nous ne sommes pas entièrement rassurés en matière de révolution, par le théorème qui montre que les forces perturbatrices sont fonctions du temps, nous voulons cependant espérer fermement avec Sophie Germain, le triomphe inévitable de la vérité, dans les sciences, dans les lettres, dans la politique et dans la morale.

D<sup>r</sup> SEGOND,

Professeur agrégé à la Faculté de médecine de Paris.

Directeur gérant responsable,

É. LITTRÉ.

